

# The London Gazette.

Published by Authority.

FRIDAY, DECEMBER 23, 1887.

*Foreign Office, December 22, 1887.*

**T**HE Marquis of Salisbury has received the following documents relative to the proceedings of the International Conference on the Sugar Question :—

*The British Delegates to the Marquis of Salisbury.*

My Lord,

*London, December 19, 1887.*

WE have the honour to transmit to your Lordship the Protocol, signed to-day by the Delegates of the Powers represented at the Conference which met in London on the 24th of last month, to which is annexed the draft of a proposed Convention for the complete suppression of bounties on the exportation of raw or refined sugar.

We have also the honour to submit to your Lordship the *procès-verbaux* of the sittings of the Conference.

We have, &c.  
(Signed) HENRY DE WORMS.  
ONSLow.  
C. M. KENNEDY.  
F. G. WALPOLE.

Inclosure 1.

*Protocole.*

LES Soussignés, Délégués de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie, de la Belgique, du Danemark, de l'Espagne, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, des Pays-Bas, de la Russie, et de la Suède, se sont réunis à Londres le 24 Novembre, 1887, afin d'étudier les bases d'une entente relative à la suppression des primes à l'exportation des sucres.

A la suite des délibérations consignées dans les Procès-Verbaux des séances, ils sont tombés d'accord sur les principes énoncés dans le Rapport de la Commission. Pour donner à cette énonciation une application pratique, le Président de la Conférence leur a communiqué un Projet de Convention qu'ils ont examiné et qu'ils s'engagent à soumettre à l'appréciation de leurs Gouvernements, en les priant de faire connaître au Gouvernement de Sa Majesté Britannique avant le 1<sup>er</sup> Mars s'ils adhèrent aux principes de ce projet de Convention, qui est annexé au présent Protocole. En cas affirmatif, chaque Gouvernement communiquera au Gouvernement Britannique, avant la dite date, un Projet indiquant les bases d'application du système de l'impôt sur les quantités de sucre produites. Ce projet mentionnera dans quelles limites et dans quels cas on ferait usage de la saccharimétrie. Chaque Gouvernement fera connaître

en même temps si, pour réaliser l'uniformité, il serait disposé à admettre la méthode dite Française, généralement usitée dans le commerce de plusieurs nations.

En ce qui concerne l'Article III du dit Projet de Convention, les Délégués Français, ne croyant pas que le régime proposé pour la Belgique présente, pour la suppression des primes, les garanties dont les Hautes Parties Contractantes ont le devoir de s'entourer, font sur cet Article les plus expresses réserves. Les Délégués de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie, de l'Espagne, de l'Italie, des Pays-Bas, et de la Russie adhèrent aux réserves faites par les Délégués Français.

Fait à Londres, le 19 Décembre, 1887.

(Signé)

HENRY DE WORMS.  
ONSLow.

C. M. KENNEDY.

F. G. WALPOLE.

JORDAN.

JAEHNIGEN.

KUEFSTEIN.

GUILLAUME.

DU JARDIN.

D. DE SMET.

LANGE.

ANT<sup>o</sup> BATANERO.

DUPUY DE LOME.

CH. SANS-LEROY.

FLORIAN.

T. CATALANI.

PISTORIUS.

G. ESCHAUZIER.

B. REIGER.

C. VAN DE VEN.

G. KAMENSKY.

ROBERT DICKSON.

---

Annexe au Protocole du 19 Décembre, 1887.

*Projet de Convention.*

LES Hautes Parties Contractantes, désirant assurer la suppression totale des primes ouvertes ou déguisées à l'exportation des sucres, ont résolu de conclure une Convention à cet effet et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des Articles suivants :—

ARTICLE I.

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à prendre, ou à proposer à leurs Législatures respectives, des mesures qui constitueront une garantie absolue et complète qu'il ne soit accordé aucune prime ouverte ou déguisée à l'exportation des sucres.

ARTICLE II.

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à adopter, ou à proposer à leurs Législatures respectives, un système d'impôt sur les quantités de sucre produites et destinées à la consommation, comme le seul qui permette d'arriver à la suppression des primes en question, et à soumettre au même régime les fabriques de glucose et les fabriques pour l'extraction du sucre des mélasses.

## ARTICLE III.

La Belgique ne se trouvant pas dans les mêmes conditions au point de vue de l'application du système d'impôt sur les quantités de sucre produites, le régime actuellement établi dans ce Royaume pourra être maintenu, sauf les modifications suivantes :—

La quotité de l'impôt sera ramenée de 45 fr. à 25 fr. à partir de la mise en vigueur de la présente Convention. La prise en charge des fabriques abonnées sera portée de 1,500 à 1,700 grammes.

## ARTICLE IV.

Seront également admis à la Convention les États, ou les Colonies et Possessions étrangères des Hautes Parties Contractantes, qui, tout en n'adoptant pas le système dont il est fait mention à Article II, n'imposent pas d'impôts sur les sucres, ou qui s'engagent à n'accorder aux sucres bruts ou raffinés qui viennent à être exportés aucun drawback, remboursement, ni décharge de droits ou de quantités.

## ARTICLE V.

Dans le cas où un État qui n'impose pas de droits sur le sucre viendrait à en établir, cet État devra établir ces droits sur les quantités de sucre produites et destinées à la consommation, ou bien ne donner aucun drawback, remboursement ni décharge de droits ou de quantités.

## ARTICLE VI.

Les Hautes Parties Contractantes se communiqueront les lois qui auraient déjà été rendues, ou qui viendraient à l'être, dans leurs États respectifs, relativement à l'objet de la présente Convention.

## ARTICLE VII.

Les États qui n'ont point pris part à la présente Convention sont admis à y adhérer sur leur demande. Cette adhésion sera notifiée par la voie diplomatique au Gouvernement de Sa Majesté Britannique et par celui-ci aux autres Gouvernements Signataires.

## ARTICLE VIII.

Les stipulations de la présente Convention seront applicables aux Colonies et aux Possessions de Sa Majesté Britannique à l'exception de celles ci-après dénommées, savoir :—

Les Indes Orientales, le Canada, Terre-Neuve, le Cap, Natal, la Nouvelle Galle du Sud, Victoria, Queensland, la Tasmanie, l'Australie du Sud, l'Australie Occidentale, la Nouvelle Zélande.

Toutefois les stipulations de la présente Convention seront applicables à l'une des Colonies ou Possessions ci-dessus indiquées à partir de la date à laquelle le Gouvernement Britannique notifiera l'adhésion de cette Colonie ou Possession aux autres Puissances Contractantes.

Chacune des Colonies ou Possessions ci-dessus dénommées qui aurait adhéré à la présente Convention conserve la faculté de se retirer de la même manière que les Puissances Contractantes.

Dans le cas où l'une des Colonies ou Possessions dont il s'agit désirerait se retirer de la Convention, une notification à cet effet sera faite par le Gouvernement Britannique aux autres Puissances Contractantes.

## ARTICLE IX.

La présente Convention sera mise à exécution à partir du

Elle restera en vigueur pendant dix années, à dater de ce jour, et dans le cas où aucune des Hautes Parties Contractantes n'aurait notifié douze mois avant l'expiration de la dite période de dix années son intention d'en faire cesser les effets, elle continuera à rester en vigueur une année et ainsi de suite d'année en année.

Dans le cas où une des Puissances Signataires dénoncerait la Convention, cette dénonciation n'aurait d'effet qu'à son égard.

## ARTICLE X.

La présente Convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Londres dans le délai de                    mois, ou plus tôt si faire se peut.

(Translation.)

*Protocol.*

THE Undersigned, Delegates of Germany, Austria-Hungary, Belgium, Denmark, Spain, France, Great Britain, Italy, the Netherlands, Russia, and Sweden, met at London on the 24th November, 1887, to consider the bases of an agreement relative to the suppression of bounties on the exportation of sugar.

In the course of the deliberations set forth in the Minutes of the sittings, an agreement was come to on the principles laid down in the Report of the Committee. In order to give to this agreement a practical application, the President of the Conference placed before them a draft Convention, which they have examined, and which they engage to submit to the consideration of their respective Governments, together with a request that those Governments will make known to the Government of Her Britannic Majesty, before the 1st March, if they give their adhesion to the principles of this draft Convention, which is subjoined to the present Protocol. Every Government replying affirmatively will communicate to the British Government before the above-mentioned date a draft Statement indicating the bases of application of the system of taxation on the quantities of sugar produced. The draft shall state with what limitations and in what cases use would be made of saccharometry. Each Government will, at the same time, declare whether, for the sake of uniformity, it would be disposed to admit what is known as the French method, generally employed in the commerce of several nations.

As regards Article III of the aforesaid draft Convention, the French Delegates being of opinion that the system proposed for Belgium does not present those guarantees for the suppression of bounties with which the High Contracting Parties are bound to protect themselves, accept this Article with every possible reservation. The Delegates of Germany, Austria-Hungary, Spain, Italy, the Netherlands, and Russia support the reservations made by the French Delegates.

*London, December 19, 1887.*

(Signed)

HENRY DE WORMS.  
 ONSLOW.  
 C. M. KENNEDY.  
 F. G. WALPOLE.  
 JORDAN.  
 JAEHNIGEN.  
 KUEFSTEIN.  
 GUILLAUME.  
 DU JARDIN.  
 D. DE SMET.  
 LANGE.  
 ANT<sup>o</sup>. BATANERO.  
 DUPUY DE LOME.  
 CH. SANS-LEROY.  
 FLORIAN.  
 T. CATALANI.  
 PISTORIUS.  
 G. ESCHAUZIER.  
 B. REIGER.  
 C. VAN DE VEN.  
 G. KAMENSKY.  
 ROBERT DICKSON.

## Annex to the Protocol of December 19, 1887.

*Draft of Convention.*

THE High Contracting Parties, desiring to bring about the total suppression of bounties, open or disguised, on the export of sugars, have resolved to conclude a Convention to this effect, and have appointed as their Plenipotentiaries the following, to wit:

Who, after having communicated to each other their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following Articles:—

## ARTICLE I.

The High Contracting Parties engage to take, or to propose to their respective Legislatures, such measures as shall constitute an absolute and complete guarantee that no bounty, either open or disguised, shall be granted on the exportation of sugars.

## ARTICLE II.

The High Contracting Parties engage to take, or to propose to their respective Legislatures, a system of duty on the quantities of sugar produced and delivered for home consumption, as the only system by which the suppression of the bounties in question can be attained, and to place under the same régime glucose factories and factories for the extraction of sugar from molasses.

## ARTICLE III.

As Belgium is not in the same condition with regard to the application of the system of duty on the quantities of sugar produced, the existing régime established in that kingdom may be maintained, subject to the following modifications:—

The amount of the duty shall be reduced from 45 fr. to 25 fr. from and after the day when this Convention shall come into force. The legal yield of contract factories shall be raised from 1,500 to 1,700 grammes.

## ARTICLE IV.

There shall also be admitted in this Convention all such States, or Colonies and foreign Possessions of the High Contracting Parties, which, though not adopting the system described in Article II, do not impose duties on sugars, or who undertake not to accord to sugars for export, either raw or refined, any drawback, repayment, nor discharge of duties or quantities.

## ARTICLE V.

In case any State which does not impose duties upon sugar should establish them, such State shall be bound to levy these duties upon the quantities of sugar produced and delivered for consumption, or to give no drawback, repayment, nor discharge of duties or quantities.

## ARTICLE VI.

The High Contracting Parties shall communicate to one another the laws which may have been already passed, or may in the future be passed, in their respective States, in relation to the purpose of the present Convention.

## ARTICLE VII.

The States which have not taken part in the present Convention are permitted to join in it on application. Their accession shall be announced through the diplomatic

channel to Her Britannic Majesty's Government, and by it to the other Signatory Powers.

#### ARTICLE VIII.

The stipulations of the present Convention shall be applicable to the Colonies and possessions of Her Britannic Majesty, with the exception of those hereinafter named, to wit:—

India, Canada, Newfoundland, the Cape, Natal, New South Wales, Victoria, Queensland, Tasmania, South Australia, Western Australia, and New Zealand.

The stipulations of the present Convention shall, however, be applicable to any of the Colonies or Possessions above-mentioned, from the date at which the Government of Great Britain shall notify the accession of such Colony or Possession to the other Contracting Powers.

Any one of the Colonies or Possessions above named which may have acceded to the present Convention retains the power of withdrawal in the same way as the Contracting Powers.

In the case of any one of the said Colonies or Possessions desiring to withdraw from the Convention, a notification to that effect will be made by the British Government to the Contracting Powers.

#### ARTICLE IX.

The present Convention shall come into force on and after . . . . . It shall remain in force for ten years from that date, and in the event of no one of the High Contracting Parties having given notice, twelve months before the expiration of this period of ten years, its intention to bring it to an end, it shall continue in force for another twelve months, and so from year to year.

Should one of the Signatory Powers denounce the Convention, its denunciation will affect only the Power making it.

#### ARTICLE X.

The present Convention shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged in London within . . . . . months at the latest, and sooner if possible.

#### Inclosure 2.

#### CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR LE RÉGIME DES SUCRES.

*Première Séance.—Jeudi, 24 Novembre, 1887.*

Présidence de M. le Baron HENRY DE WORMS.

MM. les Délégués de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie, de la Belgique, du Danemark, de l'Espagne, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, des Pays-Bas, de la Russie, et de la Suède, se sont réunis en Conférence à Londres le 24 Novembre, 1887, à 2 heures au Foreign Office.

M. le Délégué du Brésil n'a pu se rendre à la séance.

Étaient présents :

Pour l'Allemagne—

MM. Jordan, Conseiller Actuel de Légation, Consul-Général de l'Empire d'Allemagne à Londres.

Jaehnigen, Conseiller des Finances.

Pour l'Autriche-Hongrie—

M. le Comte de Kuefstein, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire.

## Pour la Belgique—

MM. Guillaume, Directeur-Général au Ministère des Finances.  
 Du Jardin, Inspecteur-Général au Ministère des Finances.  
 Assistés par—  
 De Smet, Sous-Directeur au Ministère des Finances.

## Pour le Brésil—

M. A. A. Fernandes Pinheiro, Délégué en Europe du Ministre des Travaux Publics, Délégué du Brésil en l'absence de M. le Dr. Pedro Dias Gordilho Paes Leme, n'a pu se rendre à la première séance.

## Pour le Danemark—

M. Lange, Directeur-Général des Contributions Directes et Indirectes.

## Pour l'Espagne—

MM. Batanero, Député.  
 Dupuy de Lome, Secrétaire d'Ambassade.

## Pour la France—

MM. Sans-Leroy, Député.  
 Le Comte de Florian, Premier Secrétaire de l'Ambassade de France à Londres, Représentant du Ministère des Affaires Étrangères.  
 Pallain, Conseiller d'État, Directeur-Général des Douanes.  
 Catusse, Conseiller d'État, Directeur-Général des Contributions Indirectes.  
 Legros, Administrateur à la Direction Générale des Douanes.  
 Boizard, Sous-Chef de Bureau au Ministère des Finances, Secrétaire des Délégués Français.

(M. Pallain et M. Catusse n'ont pu se rendre à la première séance.)

## Pour la Grande-Bretagne—

MM. le Baron Henry de Worms, Membre de la Chambre des Communes.  
 Le Comte d'Onslow, Sous-Secrétaire d'État au Colonial Office.  
 C. M. Kennedy, C.B., Directeur des Affaires Commerciales au Foreign Office.  
 F. G. Walpole, Directeur de la Douane à Dublin.

## Pour l'Italie—

M. le Chevalier T. Catalani, Chargé d'Affaires d'Italie à Londres.

## Pour les Pays-Bas—

MM. W. A. P. Verkerk Pistorius, Directeur-Général des Contributions Directes, Douanes, et Accises au Département des Finances.  
 B. Reiger.  
 G. Eschauzier.  
 C. J. C. van de Ven, Contrôleur des Douanes et Accises à Rotterdam.

## Pour la Russie—

M. Kamensky, Conseiller d'État Actuel.

## Pour la Suède—

M. Dickson, Secrétaire-Général au Département des Finances.

*M. le Baron Henry de Worms*, Secrétaire du Board of Trade, Membre de la Chambre des Communes, déclare la séance ouverte et prononce le discours suivant :—

“Messieurs,

“M. le Marquis de Salisbury, Principal Secrétaire d'État de Sa Majesté Britannique au Département des Affaires Étrangères, se trouve malheureusement dans l'impossibilité d'assister aux travaux de la Conférence. Il m'a donc chargé de vous en exprimer ses plus vifs regrets et en même temps de vous souhaiter, au nom de Sa Majesté la Reine, la plus cordiale bienvenue. C'est en prévision de son absence aujourd'hui que le Marquis de Salisbury a fait une proposition par la voie diplomatique, relative à la présidence de notre réunion. En vous faisant cette proposition, il n'a voulu en rien préjuger la première décision que la Conférence est appelée à rendre. Votre liberté d'action reste intacte. Il m'a donc imposé la charge extrêmement délicate de vous demander, MM. les Délégués, s'il est de votre bon

plaisir de ratifier dans la plénitude de vos pouvoirs le choix qu'il a fait, et de me confier la présidence."

*M. Sans-Leroy* est persuadé que la Conférence s'associe entièrement à la pensée du Marquis de Salisbury et qu'elle confirme le choix qu'il a fait.

Les observations de *M. Sans-Leroy* étant accueillies à l'unanimité, la Présidence de la Conférence est déferée à *M. le Baron Henry de Worms*.

*M. le Président*, prenant place au fauteuil, prononce les paroles suivantes :—

"J'accepte, Messieurs, et j'accepte volontiers, l'honneur qui m'est fait, mais je n'ignore pas combien est lourde la mission que vous m'imposez; je ne saurais m'en acquitter sans votre indulgence et votre bienveillance. Je suis persuadé qu'il ne me manquera ni l'une ni l'autre."

*M. le Président* propose à la Conférence de choisir un Vice-Président.

*M. Guillaume* demande la parole. Il propose à la Conférence de demander à *M. le Comte de Kuefstein*, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire, de vouloir bien accepter la Vice-Présidence.

La Vice-Présidence est confiée à *M. le Comte de Kuefstein*.

*M. le Comte de Kuefstein* remercie l'Assemblée de l'honneur qu'elle a bien voulu lui faire, et dit que bien qu'il ne soit pas homme du métier, il fera tous ses efforts pour remplir à la satisfaction de la Conférence la tâche qui lui est confiée. Il ne peut qu'espérer que l'Assemblée sera toujours présidée par *M. le Baron de Worms*, dont le nom est garant de la direction impartiale, éclairée, et utile qu'il saura donner à ses débats.

Sur la proposition de *M. le Président*, la Conférence confie les fonctions de Secrétaires à *MM. H. Farnall*, Attaché au Foreign Office, et *A. E. Bateman*, Sous-Directeur au Board of Trade; et celles de Secrétaires adjoints à *MM. E. A. Crowe*, Attaché au Foreign Office, et *C. A. Harris*, Attaché au Colonial Office.

*M. le Président* fait observer que *MM. les Délégués* de la France sont accompagnés de leur Secrétaire; la Conférence est sans doute désireuse d'adjoindre *M. Boizard* au Secrétariat.

*M. Sans-Leroy* n'a pas besoin de dire que *M. Boizard* est entièrement à la disposition de la Conférence.

Le nom de *M. Boizard*, Sous-Chef de Bureau au Ministère des Finances à Paris, est porté sur la liste des Secrétaires de la Conférence.

*M. le Président* fait observer que la Conférence se trouve régulièrement constituée et peut dès lors commencer ses travaux. Il prononce le discours suivant :—

"*MM. les Délégués*,

"Permettez-moi, en ma qualité de Premier Délégué du Gouvernement de Sa Majesté Britannique, de vous exprimer la vive satisfaction que je ressens de voir réunis autour de cette table un si grand nombre de Représentants des Puissances intéressées à la question importante qui appelle aujourd'hui notre attention. Une telle Conférence ne peut que développer l'entente cordiale des nations rassemblées dans le but de résoudre, d'une manière pratique et amicale, un problème qui touche de près à l'industrie et au commerce de tant de nations. Votre présence à Londres, dans cette circonstance, m'est une preuve que les Gouvernements que vous représentez sont disposés à abolir le système des primes sur les sucres, et à le remplacer par un accord mutuel qu'adopteraient simultanément les divers pays intéressés à cet arrangement.

"L'opinion que j'ose ainsi énoncer se justifie par un fait qu'il est impossible de ne pas reconnaître. Bien que, depuis 1863, cette question ait été souvent discutée en Conférence, c'est la première fois que presque toutes les Puissances aient témoigné, par l'envoi de leurs Délégués, leur désir de prendre part à une discussion franche et générale. Les circonstances auxquelles je viens de faire allusion me donnent lieu de croire que les Puissances considèrent le moment propice à la solution de cette question, qu'il convient de trancher une fois pour toutes équitablement et loyalement sans entraver aucunement le progrès d'une industrie importante. En admettant même que le système des primes puisse favoriser l'industrie sucrière dans les pays où il est en vigueur, on est forcé d'avouer qu'un commerce prospère doit reposer sur un système qui, par son uniformité, se recommande à toutes les nations. C'est pénétré de ces principes, et de ces intentions, que le Gouvernement de Sa Majesté vous a invités à cette Conférence."

*Mr. Kennedy* demande la parole: il s'exprime en ces termes :—



“ Le Gouvernement de la Reine a cru faciliter les travaux de la Conférence en demandant à chaque Gouvernement représenté à la Conférence un mémoire sur le régime qu’il applique aux sucres. Ces mémoires nous donneront des informations authentiques quant aux droits de douanes et d’accise, et quant à l’application de ces droits, soit au sucre fabriqué, soit à la matière première dont il est composé. La Conférence y trouvera également le taux des drawbacks payés à l’exportation. Quelques uns de ces mémoires ne nous sont pas encore parvenus ; d’autres sont à l’impression : mais j’ai l’honneur de déposer dès-à-présent sur la table de la Conférence les mémoires sur le régime des sucres en Allemagne, en Belgique, en Danemark, en Italie, et en Suède. Les autres vous seront distribués par MM. les Secrétaires aussitôt que faire se pourra. Je dois ajouter que ces documents sont à l’état d’épreuves seulement. Peut-être MM. les Délégués auront-ils la bonté de signaler aux Secrétaires les rectifications qu’ils désireraient y apporter. Nous tiendrions surtout à ce que ces mémoires fussent tout à fait corrects.”

*M. le Comte de Kuefstein* répond en quelques mots au discours de M. le Président. Il croit que le Baron de Worms apprécie correctement l’intention des divers Gouvernements. La Conférence se trouvera d’accord quant au but à atteindre. Tous les efforts, en effet, tendant à rapprocher les différents pays en effaçant les divergences existantes, sont dignes de la plus grande sympathie, et c’est dans ce sens que les Délégués comptent s’acquitter de leurs travaux. Heureux de se trouver dans un pays qui s’est si souvent placé à la tête de grandes idées de progrès et de civilisation, les Délégués espèrent tous que celle dont le Gouvernement Britannique s’est fait le promoteur aujourd’hui ne restera pas sans résultat.

*M. Guillaume* se trouve entièrement d’accord avec la déclaration de principe faite par M. le Président. Mais il ne croit pas que la Conférence puisse aborder aujourd’hui la discussion des moyens à rechercher pour atteindre le résultat désiré. Les Délégués auront d’ailleurs à étudier les Mémoires que Mr. Kennedy a déposés sur la table.

*M. le Président* est tout disposé à renvoyer la discussion au lendemain. Il propose à la Conférence de se réunir tous les jours, les Samedis exceptés.

*M. Sans-Leroy* ne croit pas pouvoir appuyer la proposition de M. le Président. Bien que MM. les Délégués soient tous d’accord sur le principe, celui de la suppression des primes, des questions de détail réellement complexes ne tarderont pas à se présenter. Pour lui, il prévoit qu’il se trouvera souvent dans la nécessité d’en référer à son Gouvernement. Une discussion de jour en jour ne lui paraît donc pas possible.

Une conversation s’étant engagée sur la proposition faite par M. le Président, il est convenu que la Conférence fixera à la fin de chaque réunion la date de la prochaine séance, et que la deuxième séance de la Conférence aura lieu le Lundi, 28 Novembre, à 2 heures.

La séance est levée à 3 heures et demie.

Le Président de la Conférence,  
(Signé) HENRY DE WORMS.

Les Secrétaires,  
(Signé)

H. FARNALL.  
A. E. BATEMAN.  
E. BOIZARD.

---

### Inclosure 3.

#### CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR LE RÉGIME DES SUCRES.

*Deuxième Séance.—Lundi, 28 Novembre, 1887.*

Présidence de M. le Baron HENRY DE WORMS.

Étaient présents:—MM. les Délégués de l’Allemagne, de l’Autriche-Hongrie, de la Belgique, du Danemark, de l’Espagne, de la France, de la Grande-Bretagne, de l’Italie, des Pays-Bas, de la Russie, et de la Suède.

*M. le Président* dit que le procès-verbal dont les premières épreuves avaient été remises à MM. les Délégués a été modifié conformément à leurs indications. Une

épreuve définitive sera distribuée ayant la prochaine séance et le procès-verbal pourra être adopté sans lecture.

Le Gouvernement Anglais a reçu les mémoires présentés par la France, l'Autriche-Hongrie, et l'Espagne. Ces mémoires seront prochainement distribués.

Il paraît utile, ajoute M. le Président, de demander si quelqu'un de MM. les Délégués a des propositions à formuler. Il serait très important d'être saisi des propositions que les différentes Puissances peuvent avoir à présenter, afin que ces propositions servent de base aux travaux de la Conférence.

Si personne n'a de propositions à faire, il demandera comment la Conférence entend régler l'ordre de ses discussions.

M. *Jordan* fait observer que, sans chercher dès à présent s'il y a moyen de s'entendre sur un système quelconque à adopter ultérieurement, il serait utile de connaître sûrement les différences qui existent actuellement entre les législations en vigueur. Il croit qu'il conviendra de donner lecture en séance des mémoires qui ont été produits; cette lecture fournirait l'occasion de demander des explications.

M. *Kamensky* fait observer que la circulaire de M. le Marquis de Salisbury contient deux paragraphes qui formeront les deux principaux objets des travaux de la Conférence. Ces paragraphes sont le troisième, qui indique, comme problème, l'élaboration d'un système commun pour établir une complète corrélation entre les droits d'accise et les drawbacks, c'est-à-dire, la suppression de toute différence en faveur du producteur exportateur; et le quatrième, qui exprime, comme desideratum, la suppression des primes directes. Le troisième paragraphe ne lui paraît pas engager les Gouvernements des divers pays qui sont représentés à la Conférence à changer leurs systèmes respectifs de perception de droits d'accise et à élaborer un nouveau système commun, peut-être plus parfait. Une pareille tâche prolongerait indéfiniment le travail de la Conférence sans l'amener à un résultat pratique, et ferait échouer son objet principal. Il serait donc plus pratique que chacun de ses collègues traçât le mode de perception des droits d'accise dans son pays, indiquât, avec une arithmétique sincère, la différence entre ces droits et les drawbacks, différence qui favorise l'exportation en accordant une prime déguisée, et déclarât si son Gouvernement serait prêt à sacrifier cette prime en partie ou en totalité. Il croit que, de cette manière, la question des primes déguisées serait placée sur un terrain pratique. Quant à l'abolition des primes directes, il croit que c'est une question très simple à résoudre. Les Délégués diront franchement si, oui ou non, leurs Gouvernements respectifs désirent continuer ou abandonner ce système.

M. le Président constate que le mode de procéder proposé par M. le Délégué Russe obtient l'assentiment général. Il invite les Délégués à fournir des explications sur la législation de leurs différents pays, et à formuler leurs propositions en vue de la réforme de ces législations.

Il est décidé que les Délégués prendront successivement la parole, suivant la place qu'ils occupent, en allant de droite à gauche.

M. *Jordan* commence en faisant remarquer que la législation actuelle de l'Allemagne ne doit durer que jusqu'au 1<sup>er</sup> Août prochain. Cette législation a déjà été changée et c'est là un point essentiel. Le droit sur les betteraves, le seul qui pût donner lieu à une prime, a été réduit de plus de moitié à compter du 1<sup>er</sup> Août prochain. La législation Allemande est donc déjà en mouvement, et ce mouvement tend vers l'abolition des primes.

M. *Jordan* ajoute qu'il n'est pas autorisé à indiquer quelles mesures son Gouvernement compte prendre pour persévérer dans cette voie; mais il peut constater dès à présent que le but que s'est proposé la Conférence commande l'entière sympathie du Gouvernement Allemand, qui est tout disposé à abolir les primes, pourvu qu'il en soit de même dans les autres pays. Il déclare qu'il a reçu pour instruction d'examiner soigneusement toute proposition dans ce sens, et que son Gouvernement est tout disposé à rechercher si les propositions ainsi faites pourront être appliquées.

Pour le moment il n'est pas en mesure de faire des propositions en vue de changements à apporter dans la législation de l'Empire Allemand.

M. le Comte de *Kuefstein* fait un historique sommaire de la législation en Autriche-Hongrie depuis 1865; elle est basée sur la loi du 11 Octobre, 1865, à laquelle des modifications successives ont été apportées. Cette loi a remplacé le système de l'imposition sur le poids réel des betteraves, par une fixation théorique de l'importance des quantités de betteraves mises en œuvre. Les autorités déterminent la capacité des appareils, et fixent un certain poids de betterave qui doit correspondre à un hectolitre de capacité. C'est la base du calcul pour l'imposition.

Mais on s'est aperçu que le rendement légal ne répondait pas toujours à la réalité. Les fabricants étaient amenés, en effet, à améliorer leurs procédés, à changer leurs appareils; ainsi, par exemple, on s'était attaché à remplir les vaisseaux autant de fois que possible; puis quand la nouvelle loi de 1880 eut fixé le nombre de remplissages qui pourraient être effectués par jour, et qu'elle eut fait installer des compteurs, on a fait des récipients plus petits, que l'on remplissait autant que possible pour gagner sur chaque chargement. Dès 1877 le Gouvernement avait eu l'intention de soumettre aux Chambres un système d'imposition sur le produit fabriqué ou sur la densité du jus. Cette idée n'avait pas rencontré beaucoup de faveur auprès des fabricants, et n'avait pas été bien accueillie par l'opinion publique. On s'en est donc tenu à modifier l'ancien système, tout en fixant, par la Loi du 27 Juin, 1878, un minimum de recettes de 6,000,000 fl., avec une augmentation de 500,000 fl. par an jusqu'à 10,500,000 fl.

Avant que cette loi ne fût arrivée à son terme, la loi du 18 Juin, 1880, intervint pour modifier sur plusieurs points importants la législation existante, et pour fixer le minimum à 10,000,000 fl., avec augmentation de 400,000 fl. par an. Elle a donné quelques bons résultats. Cependant, les inconvénients attachés au principe du système établi pour le calcul de l'impôt ne tardèrent pas à reparaitre. Un mouvement s'est produit en même temps dans l'opinion publique, et les fabricants eux-mêmes ont commencé à se plaindre d'un régime qui les obligeait à des transformations de matériel incessantes et coûteuses, et qui créait de grandes inégalités entre les fabriques de différentes contrées.

Les Gouvernements des deux parties de la Monarchie Austro-Hongroise ont donc été amenés à soumettre aux Chambres un nouveau projet qui doit produire son effet à partir du 1<sup>er</sup> Août, 1888. Cette nouvelle loi abandonne l'ancien système, et donne pour base à l'impôt la production effective. Quant au sucre exporté, il sera affranchi de l'accise. La loi impose en outre l'obligation des marques. Chaque quantité enlevée de la fabrique devra porter une marque. Il sera facile de constater chez les négociants si le fabricant s'est soumis à cette obligation.

En Autriche-Hongrie on a cru devoir adopter ce système parce qu'on le considère en principe comme le plus juste et le plus équitable, et comme le meilleur en pratique, parce qu'il peut être appliqué sans vexations. Il paraît difficile qu'un autre système puisse offrir les mêmes avantages, et donner des garanties équivalentes pour la suppression des primes.

Quant à l'Autriche-Hongrie elle a montré qu'elle est prête à abolir les primes. Il est vrai que, pour permettre aux fabricants de soutenir la concurrence des autres pays, on a dû leur accorder, par la dernière loi, des primes directes; mais les primes de cette espèce sont plus faciles à faire disparaître que les primes déguisées.

Dans les Conférences antérieures entre les quatre États Signataires de la Convention de 1864, les discussions se sont engagées sur la possibilité d'établir une équivalence entre les divers systèmes d'impôt. M. le Comte de Kuefstein pense qu'en dehors du droit à la consommation il y a toujours à craindre qu'une partie du produit n'échappe à l'impôt, et, par conséquent, il ne pourrait pas se rallier à l'idée de créer des systèmes d'équivalents.

*M. Sans-Leroy* désire savoir si l'augmentation progressive du minimum a été régulièrement effectuée sans intervalles.

*M. le Comte de Kuefstein* répond que les fabricants sont obligés de payer en plus chaque fois que ce minimum n'est pas atteint, ce qui arrive en général. Le mode de répartition est fixé par la loi.

*M. Sans-Leroy* précise sa question; n'y a-t-il pas eu des remises sur le minimum légal?

*M. le Comte de Kuefstein* répond que cela ne lui paraît pas possible. Les chiffres inscrits au Budget témoignent de la rentrée intégrale de l'impôt. Les fabricants sont solidaires pour la somme entière.

*Mr. Walpole* demande si l'on peut compter sur l'intention du Gouvernement Austro-Hongrois d'établir l'impôt à la consommation. On prélèvera l'impôt à la sortie des fabriques pour les sucres livrés à la consommation. Comment fera-t-on pour les sucres exportés?

*M. le Comte de Kuefstein* explique que ces sucres seront exportés en franchise.

*Mr. Walpole* entend que le système est bien l'impôt à la consommation, sans prise en charge, et sans présomption de rendement légal.

*M. Guillaume* fait l'historique de la législation Belge. Depuis l'origine l'impôt est

perçu d'après le même système ; il a pour base le volume et la densité des jus. Pour déterminer la quantité de jus travaillé, on a pris en Belgique les précautions les plus minutieuses ; on possède maintenant un appareil muni d'un compteur qui offre des garanties complètes.

Ainsi la législation Belge se trouve en voie de progrès. Il est vrai qu'il existe encore une prime ; elle provient de la différence entre le rendement légal et le rendement effectif. Le Gouvernement est décidé à introduire, à ce point de vue, des modifications dans la législation. L'importance de ces modifications dépendra des concessions faites par les autres pays.

Avec un système comme celui de la Belgique, on peut arriver, aussi bien qu'avec tout autre système, à la suppression des primes. Les Délégués Belges ne sont pas convaincus, d'ailleurs, que le système de l'exercice offre à cet égard des garanties aussi complètes. En relevant la prise en charge en Belgique, on fera disparaître la prime.

S'il subsiste un léger écart entre le rendement légal et le rendement réel, cet inconvénient sera moindre que ceux qui pourraient résulter des difficultés d'application de l'exercice. On avait du reste fait en Belgique l'essai de système, mais cette tentative a rencontré la plus vive opposition, et il serait dès lors impossible d'appliquer en Belgique le régime de l'exercice. M. Guillaume se réserve de revenir sur ce sujet.

En augmentant la prise en charge, on diminuerait ou l'on supprimerait même complètement la prime. La législation Belge, compliquée en apparence, est en réalité la plus simple de toutes. Avec l'exercice, on rencontre de grandes difficultés pour constater, dans les raffineries surtout, la nature des produits à l'entrée et à la sortie. Ce système, le meilleur en principe, présente dans la pratique les plus grandes difficultés. Le Gouvernement Belge, tout en conservant son système actuel, pense atteindre ainsi plus sûrement le but qu'on se propose.

*Mr. Walpole* fait remarquer que la prise en charge est une présomption. Or, la présomption peut être favorable au Trésor ou au fabricant. Si l'on adopte l'impôt à la consommation, la présomption fait place à la réalité. Avec le système Belge il ne voit pas comment on pourrait écarter la présomption.

*M. Guillaume* précise ce qu'il faut entendre par présomption. Un changement dans la loi peut faire de cette présomption une réalité, si ce changement fait disparaître les primes.

*Mr. Walpole* demande à quel taux il faudrait porter la présomption de rendement pour faire disparaître les primes.

*M. Guillaume* répond que la fixation de la prise en charge doit reposer sur la moyenne des rendements effectifs.

*M. le Président* fait remarquer qu'avec la loi actuelle la quantité de sucre passible de l'impôt ne change pas. La même quantité de jus correspond toujours à une même quantité de sucre.

*M. Guillaume* répond que ce rapport peut être modifié par la loi, d'après les propositions que fera le Gouvernement Belge.

Il ajoute que la Belgique a aussi un minimum de recettes, mais ce point lui paraît de peu d'importance pour le moment. Ce minimum est d'ailleurs, en certains cas, susceptible d'augmentation. Quand la consommation est arrivée à un certain chiffre, on augmente le minimum pour les années suivantes.

*Mr. Walpole* rappelle, que dans le projet de Convention de 1877, la Belgique avait fait la proposition de réduire le droit de 45 à 22-50 fr., et de fixer en même temps son minimum de recettes à 4,800,000 fr. Avec le droit de 45 fr., le chiffre du minimum devrait atteindre 9,600,000 fr.

*M. Guillaume* fait remarquer qu'en 1877 la Belgique devait élever sa prise en charge à 1,550 gr. d'abord, et à 1,600 gr. pour la campagne suivante. C'est pourquoi le minimum devait être relativement plus élevé. Au surplus tout l'intérêt pour les travaux de la Conférence réside dans le taux de la prise en charge.

*Mr. Walpole* ne peut admettre que cette question du minimum soit indifférente, puisqu'elle figurait dans les clauses de la Convention de 1877. Il demande si le minimum d'aujourd'hui est en corrélation avec celui de 1877.

*M. Guillaume* explique que ce rapport n'existe plus, parce que la prise en charge est trop faible. Le montant de la prime dépend uniquement du taux de la prise en charge et du taux de l'impôt. Ce sont là les deux facteurs des primes. La Belgique est toute disposée à augmenter la prise en charge et, au besoin, à réduire en même temps le taux du droit ; elle tient à régler la loi de façon à faire disparaître le plus possible les primes.

*M. Sans-Leroy* ne partage pas l'opinion du premier Délégué Belge sur le peu d'importance qu'il conviendrait d'attribuer au minimum. Si l'on considère quel est le chiffre de la population Belge et l'importance probable de sa consommation, ce minimum, qui n'est dépassé que dans une faible proportion, apparaîtra comme la preuve la plus évidente de l'existence de primes considérables.

Il n'est pas possible d'admettre que la consommation par tête en Belgique n'est pas égale à la moyenne de la consommation dans les quatre pays les plus rapprochés : l'Angleterre, les Pays-Bas, l'Allemagne, et la France. Or, le minimum fixé par la loi est inférieure de plus de deux tiers à ce que donnerait l'impôt s'il était appliqué à cette moyenne.

Il connaît du reste l'argument par lequel la Belgique a cherché en 1877 à justifier l'infériorité de sa consommation par tête. Elle a allégué que, n'ayant pas de colonies, sa population n'a contracté que tardivement l'usage du sucre. Mais il croit devoir faire remarquer que la consommation du sucre n'a pris un grand développement qu'à partir de l'introduction du sucre de betterave, ce qui enlève toute valeur à l'argument.

*M. Guillaume* répond qu'en 1873 il avait donné d'autres raisons. Il a expliqué qu'en Belgique on consommait réellement fort peu de sucre. L'usage du thé et d'autres boissons chaudes, qui en sont le principal véhicule, n'est guère répandu en Belgique. Il y existe un grand nombre de petites fabriques de sirops de fruits, dont les produits sont consommés par la population des campagnes. Du reste, avant l'établissement des fabriques de sucre en Belgique, alors que le sucre consommé provenait exclusivement des importations relevées par la Douane, il était facile d'évaluer exactement le chiffre de la consommation. Or, on constatait que ce chiffre était notablement inférieur à celui qui représentait la consommation dans les pays voisins. Rien d'étonnant dès lors à ce qu'il présente encore aujourd'hui la même différence.

*Mr. Walpole* déclare qu'il lui semble que le minimum est important à un autre point de vue. Comparé au chiffre de la population, il accuse une consommation par tête de 2.26 kilog. Il est évident que ce chiffre s'écarte de la vérité. Il devrait atteindre au moins 6 ou 7 kilog. par tête.

*MM. Guillaume et Du Jardin* contestent cette appréciation. *M. Guillaume* reconnaît toutefois que la consommation est supérieure à 2.26 kilog. Même si la Conférence n'avait pas eu lieu, son Gouvernement aurait vraisemblablement proposé de relever la prise en charge dans l'intérêt du Trésor.

*M. le Comte d'Onslow* demande sur quoi est basé le minimum.

*M. Guillaume* répond qu'il a été fixé d'après les importations, la production, et les exportations des trois dernières années.

*M. Sans-Leroy* demande à *MM. les Délégués de la Belgique* comment on est arrivé à connaître la quantité réellement produite.

*M. Guillaume*.—Les calculs ont été faits en tenant compte de ce fait, que les quantités produites dépassaient le montant des prises en charge légales.

*M. Sans-Leroy* fait observer que, dans les Départements du nord de la France, la consommation est de 12 kilog. par tête. Il demande comment on a pu apprécier en Belgique, où le système de l'exercice n'est pas en vigueur, l'importance de la production effective.

*M. Guillaume*, répondant à cette question, explique qu'on s'est basé sur les faits observés dans les pays voisins, et notamment sur le rapport constaté en France entre la prise en charge à la densité et la production constatée par l'exercice.

*M. Sans-Leroy* fait remarquer qu'en France la constatation du jus n'était qu'une simple appréciation, un minimum. Cette constatation n'était pas entourée de garanties d'exactitude bien rigoureuses; l'action du service se portait principalement sur les turbines.

*M. Lange* donne quelques explications sur la législation Danoise. Pour les sucres de betterave exportés elle accorde temporairement une prime ouverte, que le Gouvernement est disposé à supprimer. Pour l'exportation des produits des raffineries du Danemark, la prime que peut donner le drawback est minime, et l'exportation diminue d'année en année. Le Gouvernement Danois serait sans doute tout disposé à entrer dans l'Union Sucrière qui pourrait résulter de la Conférence.

*M. Dupuy de Lome* dit que la situation de l'Espagne est très nette; elle ne produit pas de sucre de betterave. On fait du sucre de canne dans quelques provinces, mais cette industrie a relativement peu d'importance, et le sucre produit n'est pas exporté.

L'Espagne est surtout intéressée dans la question au point de vue de ses Colonies. Les Antilles ont souffert, plus que tout autre pays, de la crise sucrière et du système des primes. Il ne leur est accordé aucune prime à l'exportation. Au contraire, les sucres payaient dernièrement encore des taxes de sortie. Ces taxes n'étaient, il est vrai, qu'un moyen de percevoir l'impôt foncier. Elles ont été abolies par un Décret Royal du 25 Juillet, 1887.

Les sucres coloniaux sont maintenant admis en franchise dans la métropole. Ils ont, pourtant, à payer certains droits municipaux et transitoires, dont la restitution aux raffineurs, avec une bonification de 20 pour cent sur le poids pour les déchets, pourrait donner lieu à une prime. Mais, en fait, l'exportation est nulle, et jamais on n'a demandé la restitution des droits payés, les sucres produits ou raffinés en Espagne ne pouvant pas lutter avec les sucres primés des autres pays. L'Espagne a accueilli avec la plus vive sympathie la pensée qui a présidé à la réunion de la Conférence. Elle désire la suppression des primes, et elle est décidée à concourir à les faire disparaître.

*M. Batanero* se rallie complètement aux paroles de son collègue. Il déclare que l'Espagne est bien décidée à entrer dans les vues de la Conférence, et qu'elle désire vivement la suppression des primes.

*M. Sans-Leroy* rappelle les conditions dans lesquelles la France a été amenée à changer sa législation. Après avoir, pendant quatre ans, appliqué l'exercice dans des conditions qui ne laissaient place à aucun abus, elle a dû, pour sauver son industrie qui succombait dans une lutte inégale, s'inspirer des exemples qui lui venaient d'outre-Rhin.

Le caractère de la législation Française est double :

D'un côté, pour le sucre indigène le Trésor passe un forfait avec le fabricant.

De l'autre côté, pour le sucre colonial la loi accorde une prime franche.

La prime des sucres Coloniaux ne joue ici qu'un rôle secondaire. Les Colonies profitent de ce que les fabricants de sucre indigène ont gagné pendant l'année précédente. Par la prise en charge, basée sur le poids des betteraves mises en œuvre, on accorde en fait une prime considérable à la sucrerie indigène, et l'année suivante les sucres Coloniaux en profitent. Cette année la prime pour les Colonies est de 36.44 pour cent, ce qui veut dire que, pendant la dernière campagne, les fabricants de sucre ont profité d'avantages équivalents.

Sans doute, ce sont là des primes très-élevées. Mais ce n'est pas la France qui en a donné l'exemple; elle n'est entrée dans cette voie que pour se défendre.

*M. Sans-Leroy* n'a pas le mandat d'indiquer les moyens de faire cesser cet état de choses fâcheux, mais il se rallierait à un système qui satisferait à tous les intérêts engagés dans la question.

*M. Catalani* n'a rien à ajouter au mémoire remis par son Gouvernement. Si l'on a des questions à lui poser, il sera heureux d'y répondre à la séance prochaine.]

*M. Verkerk Pistorius* présente à la Conférence quelques observations sur la législation des sucres dans les Pays-Bas. Il constate que le Gouvernement des Pays-Bas a, dès l'abord, accueilli avec empressement la proposition du Cabinet de St. James de réunir tous les pays producteurs de l'Europe dans une Conférence chargée d'examiner les moyens de parvenir à l'abolition générale des primes. Son Gouvernement espère arriver à une entente qui lui permettra d'asseoir sa législation sur une base rationnelle et stable, en la mettant en harmonie avec la réalité.

En Néerlande, continue *M. Verkerk Pistorius*, le Gouvernement et la Législature ont été jusqu'ici d'accord sur ces deux principes: que la loi fiscale n'est pas un instrument de protection, mais un moyen de pourvoir aux besoins du Trésor; et, ensuite, qu'il faut se garder autant que possible d'y apporter de fréquents changements, qui déroutent l'industrie. La législation des Pays-Bas, en matière de sucre, ne s'inspire pas du principe de la protection, et cherche, au contraire, à diminuer les primes. Le rendement de l'impôt à lui seul suffit à le prouver.

En 1864, lors de la conclusion de la Convention du 8 Novembre avec la Grande Bretagne, la Belgique, et la France, ce rendement (avec un droit de 22 fl. des Pays-Bas, soit de 45 fr. 80 c. par 100 kilog. de sucre brut) était de 2,000,000 fl., soit 4,166,000 fr. Aujourd'hui, ce revenu s'élève à 8,000,000 fl., soit 16,200,000 fr., avec un droit de 27 fl. par 100 kilog. Ce droit est resté le même depuis la loi du 2 Juin 1865.

Il est évident que ce résultat n'a pu marcher de pair avec une augmentation des primes en général. Après un effort infructueux, en 1880, pour maintenir la nuance

des sucres comme base de l'impôt, il a été reconnu, en 1884, que ce système est insuffisant pour estimer le rendement au raffinage; et en présence d'une importation croissante de sucres artificiellement colorés pour éluder les droits, le Gouvernement n'a pas hésité à adopter, pour la prise en charge des raffineries, la saccharimétrie avec le même déchet au raffinage qu'en France, système qui, par le même coup, supprima presque totalement la protection dont jouissait alors l'industrie du raffinage. Depuis, les raffineries appliquant le système de la séparation ou quelque autre procédé pour l'extraction du sucre des mélasses ont été soumises à une déduction de 1 pour cent sur le déchet accordé pour la fabrication, ce qui équivaut à une taxe supplémentaire assez élevée.

M. Verkerk Pistorius fait observer que, pour les fabriques de sucre de betterave, une tentative dans le même sens avait déjà été faite en 1875, époque à laquelle, après un nouvel accord intervenu avec les Puissances Contractantes de 1864, un projet de loi, basé sur l'exercice, fut soumis à la législation Néerlandaise.

La Seconde Chambre rejeta ce projet, d'abord parce que le régime proposé pour les raffineries était considéré comme trop sévère, mais surtout parce qu'un accord avec deux pays, prélevant un impôt sur le sucre, était jugé insuffisant, d'autant plus que l'un d'eux (la Belgique) ne se conformait pas au même régime que les deux autres.

Le seul changement de quelque importance apporté, depuis cette époque, à la législation sur les fabriques de sucre, est l'imposition d'une taxe supplémentaire pour les fabriques appliquant l'osmose ou d'autres procédés pour l'extraction du sucre des mélasses. La prise en charge, fixée en 1867 à 1,450 grammes de sucre raffiné, soit 1,647 grammes de sucre brut de la deuxième classe par hectolitre de jus et par degré de densité, est restée la même, quoique l'industrie et la culture de la betterave aient fait de grands progrès. La raison principale de cet état stationnaire de la législation Néerlandaise, c'est que le Gouvernement ne croyait pas devoir proposer une mesure qui, tout en asseyant l'impôt sur une base plus rationnelle que la quantité et la densité des jus, aurait exposé l'industrie Néerlandaise sans aucune protection à la concurrence d'industries étrangères jouissant de primes toujours croissantes.

M. Verkerk Pistorius espère que, grâce à l'initiative de la Grande-Bretagne, ce dernier obstacle est à la veille de disparaître, et il assure la Conférence que le Cabinet de La Haye s'estimera heureux de concourir à l'œuvre proposée en supprimant, conjointement avec les autres Puissances réunies à cette Conférence, la prime Néerlandaise sur la production des sucres.

Il rappelle que l'industrie des colonies Néerlandaises ne jouit d'aucune protection et qu'elle a souffert cruellement de la crise de 1884, causée par un excès de production, et provoquée indirectement par la protection accordée à l'industrie de l'Europe. Les raffineries Néerlandaises, laissées depuis cette époque même à leurs propres forces, ont grande peine à soutenir la concurrence. Dans cet état de choses, le Gouvernement Néerlandais s'associera volontiers à tout accord international qui mettra fin à la protection. Quant à lui, il est disposé à adopter pour les raffineries, comme pour les sucreries, le système de l'entrepôt, pourvu que les autres Puissances fassent de même.

M. Verkerk Pistorius ajoute que le mot "primes" (bounties) ne rend pas exactement l'idée de la protection qu'il s'agit maintenant de supprimer. D'abord, il ne lui semble exprimer qu'imparfaitement l'effet d'une législation qui, comme celle des Pays-Bas pour les fabriques de betteraves, est restée stationnaire, tandis que l'industrie et l'agriculture faisaient des progrès. Mais, en outre, il ne comprend certainement pas une autre espèce de protection qui jouera sans doute un grand rôle dans les délibérations de la Conférence, à savoir l'avantage que l'exportation peut tirer des droits de douane très-élevés, perçus à l'entrée de certains pays.

Pour le moment il n'entrera pas dans de plus amples détails à ce sujet; il lui suffit d'avoir indiqué que le Gouvernement des Pays Bas considère ce côté de la question comme très important et comme rentrant, sous le rapport indiqué, dans le cadre des délibérations de la Conférence actuelle, comme dans celui de toutes les Conférences précédentes entre les Puissances Contractantes de 1864.

Des explications sont ensuite échangées entre MM. Guillaume et Pistorius, sur le système proposé par ce dernier. S'agit-il de l'exercice proprement dit?

M. Pistorius répond qu'il a parlé d'un système d'entrepôt.

M. Guillaume rappelle que M. Kamensky a dit qu'il fallait approprier la législation aux usages locaux. M. Pistorius ne croit-il l'entente possible que par l'adoption d'un système uniforme?

M. Pistorius répond que l'identité de régime a de grands avantages, et qu'à son

avis la Conférence doit rechercher une solution applicable également à tous les pays. Cependant il ne refuserait pas absolument de discuter les équivalents.

*M. Kamensky* dit qu'en Russie la question est très simple. Les droits sont perçus sur le produit fabriqué. Il n'y a pas de trace de prime déguisée pour l'exportation; le drawback est identique aux droits.

Il y a eu une prime directe accordée temporairement dans un moment de crise. Elle était de 11 fr. 18 c. par 100 kilog. Elle a été abolie pour la frontière Européenne. Elle subsistera pour la frontière d'Asie jusqu'en 1891. Après cette date les primes seront tout à fait abandonnées. L'exception pour l'Asie se justifie parce qu'il faut pour l'Asie des sucres spéciaux.

En résumé, dit *M. Kamensky*, le mode de perception en Russie est un bon système. Il assure au Trésor un revenu assez considérable—46,000,000 fr.

*M. Sans-Leroy* demande à faire une observation; toute prime est supprimée en Russie, mais le Gouvernement n'a-t-il pas autorisé les fabricants à former un Syndicat et à élever fictivement les prix à l'intérieur, à la condition qu'ils exporteraient une partie de leur production, fût-ce à vil prix? Cet accord n'a pu se produire sans le consentement du Gouvernement. *M. Sans-Leroy* avait eu d'ailleurs l'honneur de voir *M. le Ministre des Finances*, et son Excellence lui avait assuré que ce fait ne se reproduirait plus. *M. Kamensky* peut-il confirmer ces assurances?

*M. Kamensky* confirme volontiers cette promesse.

*M. Dickson* expose les bases de la législation Suédoise. Il constate qu'il n'y a pas de drawback sur l'exportation des sucres de betterave indigènes. Les sucres raffinés en Suède et provenant de sucres bruts importés donnent droit à un drawback. Mais ce drawback n'est que l'équivalent exact du droit perçu. Pourvu que cette équivalence soit maintenue, il lui semble que la loi actuellement en vigueur en Suède remplit déjà les conditions requises pour la suppression des primes.

*M. le Président* est d'avis que la Conférence, après cet intéressant exposé des diverses législations, ferait bien de remettre la suite de la discussion jusqu'au moment où le compte-rendu aura pu être imprimé.

*M. le Comte de Kuefstein* demande à ajouter à son exposé que le nouveau Projet de Loi fixe à 5,000,000 fl. le montant des primes, de sorte qu'au lieu d'un minimum de recettes l'Autriche-Hongrie aura un maximum de primes.

*Mr. Walpole*.—“C'est le système de l'exercice avec une prime ouverte.”

*M. le Comte de Kuefstein* ne croit pas devoir accepter des termes techniques, qui ne s'appliquent pas exactement au régime tout spécial de l'Autriche-Hongrie.

*M. le Président* propose de fixer la prochaine séance à Mercredi, 2 heures.

*M. Sans-Leroy* exprime l'avis qu'il conviendrait de fixer un ordre du jour.

*M. le Président* pense que la séance sera remplie par l'examen du procès-verbal de la séance d'aujourd'hui et des nouveaux documents qui seront distribués.

La séance est levée à 4 heures et demie.

Le Président de la Conférence,  
(Signé) HENRY DE WORMS.

Les Secrétaires,

(Signé) H. FARNALL.  
A. E. BATEMAN.  
E. BOIZARD.

---

#### Inclosure 4.

#### CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR LE RÉGIME DES SUCRES.

Troisième Séance.—Mercredi, 30 Novembre, 1887. ;

Présidence de *M. le Baron HENRY DE WORMS*.

Étaient présents :—*MM.* les Délégués de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie, de la Belgique, du Danemark, de l'Espagne, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, des Pays-Bas, de la Russie, et de la Suède.

*MM. Catalani, Jordan, le Comte de Kuefstein, et Guillaume* présentent quelques observations sur le procès-verbal de la précédente séance.



Une conversation s'engage entre *MM. Guillaume et Sans-Leroy* concernant l'importance des excédents qui étaient autrefois constatés en France sur le montant de la prise en charge, alors qu'elle était basée sur le volume et la densité des jus.

Le procès-verbal de la deuxième séance est adopté, avec les modifications que *MM. les Délégués* ont signalées aux Secrétaires de la Conférence.

*M. le Président* assure la Conférence que c'est avec la plus vive satisfaction que les Délégués du Gouvernement de la Reine ont été témoins, à la dernière séance, de l'unanimité qui s'est manifestée dans les déclarations faites par les Représentants des autres Puissances réunis à cette Conférence. Il en résulte clairement que le but commun, c'est l'abolition des primes.

Il demande la permission de faire ressortir l'importance de cette harmonie frappante en récapitulant en quelques mots les sentiments qu'ont exprimés *MM. les Délégués* à la séance précédente.

La législation de l'Allemagne tend déjà vers l'abolition des primes; le but que la Conférence s'est proposé lui est entièrement sympathique. L'Allemagne est toute disposée à abolir ses primes pourvu que les autres Puissances en fassent autant.

L'Autriche-Hongrie a déjà préparé une loi qui fournit le moyen de supprimer la prime. Les sucres destinés à l'exportation seront affranchis de droits. Évidemment, l'Autriche-Hongrie abolira volontiers la prime.

La Belgique a fait ses réserves quant aux moyens à adopter pour la suppression; mais elle accepte le principe de l'abolition totale: les modifications qu'elle apportera à sa législation dépendront des concessions faites par les autres Puissances. Si la prime est entièrement supprimée dans les autres pays, la Belgique s'engage à trouver un moyen administratif qui la supprimera chez elle.

Le Danemark, l'Italie, et la Suède ne trouveront évidemment pas de difficultés à entrer dans l'Union Sucrière, qui sera le résultat, comme l'espère *M. le Président*, de la Conférence.

Dans la pratique l'Espagne ne donne pas de primes. Elle en désire vivement la suppression dans les autres pays.

La France donne des primes très élevées, mais elle n'est entrée dans cette voie que pour se défendre; elle avoue que cet état de choses est fâcheux, et elle ne resterait pas en dehors d'une Union qui rétablirait la balance des intérêts Européens qui se trouvent engagés dans la question.

Le Cabinet de la Haye sera heureux de concourir à l'œuvre en abolissant la prime aux Pays-Bas, pourvu qu'elle disparaisse dans les autres pays.

En Russie, les droits sont perçus sur le produit fabriqué. Le drawback et le droit sont identiques. Une prime a été temporairement accordée. *M. le Délégué* de la Russie a cependant assuré la Conférence que ce fait ne se reproduira plus, au moins sur la frontière d'Europe.

Il y a un accord complet quant au désir de supprimer les primes. Il faut maintenant faire un pas ensemble pour réaliser cette suppression. Plusieurs Délégués ont déclaré qu'ils ne sont pas en mesure d'indiquer les moyens par lesquels leurs Gouvernements respectifs se proposent de faire cesser la prime, bien que ces Gouvernements soient tout disposés à le faire.

*M. le Président* demande si quelqu'un entre les Délégués a une proposition générale à soumettre à la Conférence, qui fournirait au moins la base d'une législation uniforme dans les divers pays.

*M. Verkerk Pistorius* constate qu'après les paroles de l'honorable Président on peut considérer que l'entente est complète quant au but à réaliser. Il croit que la Conférence ferait un grand pas en avant en abordant la discussion des voies et moyens. Parmi ces moyens il y en a un qui est signalé dans le programme du Cabinet de St. James. Ce moyen c'est la fabrication et le raffinage en entrepôt. *M. Pistorius* propose de commencer par examiner si les Puissances disposées à accepter l'impôt à la consommation peuvent se rallier à ce système. Il y a plusieurs Puissances qui ont proposé des mesures dans ce sens. La première chose à faire, serait de rechercher si une de ces mesures pourrait servir de base à la discussion.

*M. le Président* pense qu'au lieu d'engager la Conférence dans une discussion générale sur des questions d'un ordre aussi technique, il serait préférable d'en confier l'étude à une Commission, qui ferait son rapport à la Conférence.

*M. Catalani* approuve ces paroles.

*M. le Comte de Kuefstein* fait remarquer que dans son discours *M. le Président* a bien rendu la pensée du Gouvernement Austro-Hongrois, qui désire la suppression

des primes, mais à la condition, bien entendu, que les autres États le suivent dans cette voie.

*M. Du Jardin* demande si *M. le Comte de Kuefstein* entend par là que toutes les Puissances devraient adopter le même régime.

*M. le Comte de Kuefstein* croit que c'est là une question à débattre en Commission.

*M. Du Jardin* ne croit pas que *M. Verkerk Pistorius* ait voulu faire de l'adoption, par tous les pays, du système de raffinage en entrepôt une condition nécessaire. Dans un discours prononcé à la précédente séance il admettait la discussion du régime des équivalents.

*M. le Comte de Kuefstein* pense que *M. le Premier Délégué des Pays-Bas* a soumis à la Conférence l'idée qu'il serait désirable d'arriver à l'établissement d'un système uniforme, et, comme moyen, il a indiqué l'impôt à la consommation constaté par voie d'exercice. Mais il n'exclut pas la discussion des équivalents.

*M. Verkerk Pistorius* craint de ne pas s'être expliqué assez clairement. Il a voulu réserver la question des équivalents. Il a parlé du système d'entrepôt parce que ce système lui avait paru rencontrer l'adhésion de la plupart des Délégués. Mais la question des équivalents doit être réservée.

*M. le Comte d'Onslow* appuie la proposition de constituer une Commission Spéciale pour étudier ces questions.

*M. Sans-Leroy* croit qu'il existe une question qui doit primer celle que *M. le Président* a proposé de renvoyer à une Commission. Il faut, avant tout, résoudre le point contesté de savoir comment on évaluera la valeur saccharine des produits soumis à l'impôt. L'accord sur le système de perception ne servira de rien si l'on n'a pas déterminé d'abord quel est l'objet que l'impôt doit atteindre.

*M. le Président* pense que la Commission qui étudiera la question de la fabrication et du raffinage en entrepôt pourra être saisie en même temps de la question posée par *M. Sans-Leroy*.

*Mr. Walpole* déclare qu'il ne comprend pas clairement la question. Il s'agit de savoir quelles sont les Puissances qui sont disposées, sans écarter la discussion des équivalents, à adopter le système de l'impôt à la consommation. Avec ce système, l'impôt porte sur le produit achevé, ce qui dispense de tout calcul, de toute présomption. Les Pays-Bas et l'Autriche-Hongrie sont d'accord pour déclarer que c'est le meilleur système. L'Allemagne a fait un pas sérieux dans cette voie. La Russie ne fait pas d'opposition. La France veut-elle aussi prêter son concours ?

*M. Sans-Leroy* estime que la qualification de sucre achevé est bien vague, et qu'il importe de déterminer d'une manière précise la nature de la matière imposable. Il n'est pas hostile à l'exercice ; loin de là, il est convaincu que nulle part l'exercice ne serait appliqué aussi facilement qu'en France et dans d'aussi bonnes conditions. Mais on ne consomme pas seulement du sucre raffiné. Il est donc essentiel que l'impôt se perçoive sur une richesse saccharine reconnue d'après une méthode universellement adoptée. Il faut être d'accord sur la valeur qu'il convient d'attribuer à cette expression de richesse saccharine.

*M. Batanero* expose les avantages du polarimètre pour la détermination de la richesse des sucres. C'est un système qu'on doit examiner. Il lui semble que la Commission pourrait étudier d'abord la question du régime et en suite celle de la détermination de la matière imposable par le système le plus convenable pour tous.

*M. le Président* reproduit la proposition de renvoyer les deux questions à la même Commission.

*M. Sans-Leroy* persiste à croire qu'avant d'aborder toute autre question, il faut se mettre d'accord sur les moyens d'apprécier la richesse des sucres. C'est un point facile à régler. On pourra ensuite aborder la question posée par *M. le Président*.

*M. Verkerk Pistorius* est d'un avis opposé. Il ne méconnaît pas l'importance de la question relative à la détermination de la richesse, c'est-à-dire à la saccharimétrie. Mais il fera remarquer que le rôle de la saccharimétrie variera d'importance suivant le système d'impôt qui sera adopté.

Si c'est l'impôt au degré, la saccharimétrie aura le principal rôle ; si c'est le système de l'exercice, tel qu'il avait été proposé en 1877, avec prise en charge et perception de la majeure partie des droits à l'entrée, la saccharimétrie aura encore un rôle important. Mais si l'on adopte un système d'entrepôt, reposant surtout sur la surveillance à la sortie, son rôle deviendra tout-à-fait secondaire, puisqu'il se bornera à la constatation, comme moyen de contrôle, de la quantité de sucre absolu entrant dans l'établissement, puis à la détermination de la richesse des bas-produits.

La question posée par M. Sans-Leroy lui paraît donc rentrer dans le cadre des attributions de la Commission dont M. le Président propose la nomination.

M. Sans-Leroy croit que la question soulevée par lui doit prendre le premier rang. Si l'on examine la question de l'exercice non seulement au point de vue des raffineries, mais aussi au point de vue des fabriques, il est essentiel de déterminer la richesse des sucres bruts à la sortie de ces établissements.

Un pays essentiellement raffineur, s'il en existe, pourrait acheter à la nuance, par exemple, et revendre au degré. Or, on sait à quels abus le système des nuances peut conduire.

M. le Président croit qu'on peut trancher le différend en soumettant les deux questions à la Commission.

M. le Comte de Kuefstein demande si l'entrée dans la Commission n'entraîne aucune obligation, aucun engagement. Il rappelle qu'en ce qui concerne l'adoption d'un système uniforme, ou du moins de systèmes analogues, il a bien expliqué la situation de son pays. Il considère tout autre système comme ne donnant pas de garanties suffisantes pour la suppression des primes. Cela n'empêche pas, cependant, de discuter les équivalents.

M. Jordan déclare qu'il ne peut prendre aucun engagement au nom de son Gouvernement; il ne peut se rallier à une proposition que sous toutes réserves.

M. le Président répond que cette situation est celle de tous les Délégués.

M. Sans-Leroy confirme cette interprétation en faisant remarquer que les Délégués ont été envoyés pour présenter à leurs Gouvernements un avant-projet, que ceux-ci se réserveront d'écarter ou d'adopter, de soumettre ou non à leurs Législatures.

M. Sans-Leroy croit qu'il serait nécessaire que la Commission discutât la question de la détermination de la richesse saccharine avant d'aborder tout autre point. Il importe avant tout de s'entendre sur la question de savoir combien une quantité de sucre donnée contient d'unités saccharines. L'évaluation de la richesse doit être le point de départ des travaux de la Commission.

Après quelques observations, Mr. Walpole déclare qu'il ne s'y oppose pas.

M. Catalani appuie la motion de M. Sans-Leroy.

M. Sans-Leroy fait remarquer qu'en Italie et en France on évalue la richesse saccharine de la même manière; mais il y a d'autres pays qui évaluent cette richesse par des procédés différents, de manière à laisser subsister des primes.

Mr. Walpole pense que la Commission pourra étudier d'abord la question posée par M. Sans-Leroy, puis celle posée par M. Pistorius, et faire son rapport sur les deux ensemble.

M. Verkerk Pistorius ne s'oppose pas à cette proposition, d'autant moins qu'à ses yeux la saccharimétrie est un moyen, tandis que le raffinage en entrepôt est un principe.

M. Sans-Leroy souhaite plus que personne le régime de l'exercice; mais, avant de songer au mode d'imposition, il faut définir l'objet imposable.

M. le Comte de Kuefstein croit que l'impôt à la consommation est le moyen d'éviter l'analyse. Cependant, sur une observation de M. Sans-Leroy, il reconnaît que le nouveau projet de loi comporte l'emploi de la saccharimétrie, mais uniquement pour l'allocation des primes ouvertes.

Cette loi n'impose pas les sucres destinés à l'exportation; il n'y a dès lors aucun remboursement, et par conséquent il ne sera plus nécessaire d'avoir recours à la saccharimétrie en Autriche-Hongrie, du moment que les primes auront été abolies.

Mr. Kennedy propose de désigner comme Membres de la Commission un Délégué de chacun des pays qui paraissent disposés à accepter un système de travail en entrepôt, et d'y adjoindre le Premier Délégué de la Belgique. Il propose MM. Jaehnigen, le Comte de Kuefstein, Guillaume, Sans-Leroy, Verkerk Pistorius, et Walpole. La Commission serait prête à recevoir les éclaircissements que voudraient lui donner les autres Membres de la Conférence.

Les noms sont acceptés.

La Conférence s'ajourne jusqu'à ce que la Commission soit en mesure de lui faire son Rapport.

La séance est levée à 3 heures et quart.

Le Président de la Conférence,  
(Signé) HENRY DE WORMS.

Les Secrétaires,  
(Signé) H. FARNALL.  
A. E. BATEMAN.  
E. BOIZARD.

## Inclosure 5.

## CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR LE RÉGIME DES SUCRES.

Quatrième Séance.—Lundi, 12 Décembre, 1887.

Présidence de M. le Baron HENRY DE WORMS.

Étaient présents :—MM. les Délégués de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie, de la Belgique, du Danemark, de l'Espagne, de la France, de la Grande-Bretagne, des Pays-Bas, de la Russie, et de la Suède. Mr. White, Premier Secrétaire de la Légation des États-Unis à Londres, assiste à la séance en qualité de Représentant officieux du Gouvernement des États-Unis.

Sur la proposition de M. le Président, le Procès-verbal de la troisième séance est adopté.

M. le Comte de Kuefstein donne lecture du Rapport de la Commission nommée à la troisième séance.

M. Jordan demande la parole sur les paragraphes 1 et 2. Il n'a pas d'objections à faire; il renouvelle seulement une observation qu'il a faite à une précédente séance. C'est qu'il n'a pas qualité pour accepter ou rejeter les conclusions de la Commission. Tout ce qu'il peut faire, c'est de les recommander à l'appréciation de son Gouvernement, sans prendre d'avance aucun engagement en son nom.

Quant au paragraphe 3, M. Jordan n'en comprend pas clairement la portée. Il ne lui paraît pas que la Conférence puisse se charger de communiquer, elle-même, les propositions dont il s'agit aux Gouvernements représentés, et encore moins de leur demander les décisions qu'ils formuleraient sur ces propositions. Au lieu d'un échange de communications entre toutes les Puissances représentées, il lui semble qu'on suivrait une voie plus pratique en priant un des Gouvernements de servir d'intermédiaire pour ces communications. Le Gouvernement Britannique, qui a pris l'initiative de la Conférence, lui semble en premier lieu désigné pour remplir cette mission. Il demande si les Délégués de la Grande-Bretagne voudraient bien se prononcer sur cette question.

M. le Président répond que le Gouvernement de la Reine est prêt à agir comme intermédiaire entre les Gouvernements, pour transmettre les propositions de chaque Puissance. Il propose de modifier en ce sens les termes du Rapport.

M. le Comte d'Onslow ne croit pas qu'il convienne d'apporter un changement au Rapport. Il vaut mieux à son avis faire de la proposition en discussion l'objet d'une décision spéciale de la Conférence.

M. le Comte de Kuefstein parle dans le même sens. Il ajoute que la Commission n'a pas cru pouvoir prendre sur elle d'imposer à un des Gouvernements représentés le soin de servir d'intermédiaire; mais, pour son compte, il verrait avec plaisir que le Gouvernement Britannique voulût bien accepter ce rôle.

M. le Président pense que pour donner satisfaction à M. le Délégué de l'Allemagne, il n'est pas nécessaire de changer le Rapport; il suffit qu'il soit entendu que le Gouvernement Britannique se charge de recevoir et de transmettre à toutes les Puissances les communications qui lui seraient faites.

M. Jordan demande encore s'il est bien nécessaire de fixer le délai dans lequel les Gouvernements seraient invités à formuler leur propositions.

M. le Président croit qu'il est nécessaire de fixer une date, sauf à la changer plus tard si le délai accordé n'est pas trouvé suffisant.

M. Jordan ne voit pas la nécessité de fixer une date.

M. le Comte d'Onslow demande si la Commission a laissé la date en blanc avec l'intention de s'en remettre à la Conférence du soin de la fixer.

M. le Comte de Kuefstein répond affirmativement.

M. Kamensky propose de mettre la date aux voix.

M. le Comte de Kuefstein exprime l'avis que, pour tenir compte des observations faites par M. Jordan, on pourrait s'en rapporter au Gouvernement Britannique.

M. le Président propose la date du 1<sup>er</sup> Mars. Il demande si la Conférence est d'accord pour adopter le Rapport de la Commission, en modifiant simplement le troisième paragraphe en ce sens, que les Gouvernements, au lieu de se renseigner réciproquement, seront renseignés par la voie du Gouvernement de la Reine.

*M. Jordan* dit qu'il accepte la substitution de cette rédaction à celle du troisième paragraphe du Rapport de la Commission.

*M. le Comte de Kuefstein* fait remarquer que le troisième paragraphe ne vise pas seulement les points sur lesquels vient de porter la discussion. Il pose une question de principe, celle de l'emploi de la méthode saccharimétrique dite *Française*. *M. Jordan* entend-il repousser cette partie du Rapport? Il croit nécessaire de préciser, car non pas lui, mais plusieurs autres membres de la Commission attachent de l'importance à cette question.

*M. Jordan* ne s'oppose pas au maintien de cette partie du numéro 3 du Rapport.

*M. Verkerk Pistorius* demande la parole relativement à la fixation du délai qui serait accordé aux Gouvernements. Il lui paraît utile que les Délégués expriment leur avis sur le délai qui peut être nécessaire pour permettre aux Gouvernements de formuler leurs propositions. La date à laquelle ce travail pourra être terminé peut varier suivant les pays.

*Mr. Walpole* insiste sur la nécessité de fixer une date, si l'on ne veut pas retarder indéfiniment la solution du problème. Il est à désirer que les Gouvernements se hâtent un peu pour montrer leur désir d'arriver à un résultat.

*M. Dupuy de Lome* estime que le Rapport de la Commission n'a que la valeur d'une simple proposition. En l'adoptant, la Conférence ne ferait qu'exprimer le vœu que les Gouvernements formulent leurs propositions avant une date qui serait fixée. Les Délégués, en exprimant ce vœu, ne peuvent pas engager leurs Gouvernements respectifs. La fixation d'une date n'est qu'un moyen pratique signalé pour arriver plus tôt au résultat désiré; mais, si l'un des Gouvernements n'accepte pas les décisions de la Conférence, ou n'est pas prêt à la date fixée, il en informera le Gouvernement Britannique.

*M. le Président* pense qu'une indication donnée par la Conférence aurait plus de valeur.

*M. Jordan* déclare qu'il n'a aucune idée du temps nécessaire pour mener à bonne fin le travail demandé. Il ne saurait ni proposer une date, ni se rallier à celle qui pourrait être proposée.

*M. le Comte d'Onslow* lit le texte de la résolution suivante que les Délégués Britanniques soumettent à la Conférence:—

“ Il sera constaté au procès-verbal que le Gouvernement de Sa Majesté Britannique est prié de faire les démarches nécessaires auprès des autres Puissances pour rendre effective la recommandation contenue dans le troisième paragraphe du Rapport de la Commission, et de se charger de l'échange des projets et des critiques auxquelles ces projets pourraient donner lieu.”

*M. Kamensky* demande la parole. Il croit que le Rapport de la Commission présente des garanties suffisantes pour l'abolition des primes déguisées offertes dans certains pays à l'exportation des sucres. Il fait remarquer cependant que la recommandation, faite sous le No. 1 de ce Rapport, d'un système d'impôt sur les quantités de sucre produites et destinées à la consommation, ne saurait s'appliquer dans les pays où ces primes déguisées n'existent point ou seraient abolies prochainement. Dans cette catégorie se trouvent l'Espagne, la Russie, et l'Autriche-Hongrie après la mise en vigueur de la nouvelle loi. *M. le Comte de Kuefstein*, dans son exposition faite à la deuxième séance de la Conférence, a bien expliqué ce projet de loi. Il en résulte que pour l'Autriche-Hongrie le raffinage et la fabrication en entrepôt n'est pas une question de première importance.

*M. Kamensky* expose en quelques mots l'origine des primes déguisées. Il constate que la cause principale en est l'évaluation problématique des rendements de sucre sur laquelle se base l'impôt. Le rendement réel étant toujours au-dessus du rendement légal, il y aura toujours des bénéfices de drawbacks qui rentrent dans la poche des fabricants. S'il a bien compris le nouveau Projet de Loi dont l'exposition a été faite par le Délégué de l'Autriche-Hongrie, ce projet abandonne le système de la prise en charge et de toute évaluation problématique comme base de l'impôt. La perception de droit s'opérera sur l'article fabriqué de sorte que la remise de l'impôt à l'exportation sera identique avec le droit perçu. Le même système est en vigueur en Russie. C'est le sucre fabriqué qui est frappé de l'impôt basé sur le poids des produits achevés. Cet impôt est perçu à la fin de la campagne, qui se termine ordinairement le 1<sup>er</sup> Août, et c'est alors qu'est donnée une remise absolument identique au droit payé. Il ne peut donc y avoir de primes masquées.

*M. Kamensky* ajoute qu'en Russie les sucres de toute espèce, sucre raffiné, sucre

blanc en cristaux, en pain, jaune, sont frappés d'un droit uniforme de 85 copeks par poud (11 fr. 61 c. par 100 kilog.) Cette uniformité de droit écarte entièrement la nécessité du titrage et de la saccharimétrie. Dans ces conditions le Gouvernement Russe se demande si le système actuel de la perception de l'impôt sur le sucre ne présente pas déjà des garanties suffisantes, et s'il y a lieu d'établir un nouveau régime, tel que la fabrication et le raffinage en entrepôt, qui pourrait influencer désavantageusement les intérêts du Trésor et ceux de l'industrie sucrière.

Pour éviter toute méprise, et calmer les méfiances, M. Kamensky croit devoir ajouter qu'il existe dans les usines de sucre en Russie un exercice complet. La surveillance est stricte, et les employés du contrôle, sans intervenir directement dans les divers procédés de la fabrication, ne perdent pas de vue la matière qui passe par ces procédés; ils examinent la densité du jus, ils en font l'analyse, ainsi que du sucre brut; ils suivent l'action des divers appareils: mais tout cela se fait seulement dans l'intérêt du fisc. Les fabricants sont obligés de tenir leurs comptes dans des formes prescrites par le Gouvernement, sous le contrôle des employés. Les fabricants fournissent, en outre, au Gouvernement des descriptions détaillées de leurs usines avec toutes les dimensions de leurs appareils, et ces descriptions sont vérifiées par le Gouvernement.

Sans entrer dans tous les détails de cet exercice, M. Kamensky constate qu'il est très-complet et offre une garantie absolue pour la perception intégrale de l'impôt. Il invite MM. les Délégués à faire des observations critiques sur le système Russe, et se déclare prêt à accueillir avec reconnaissance des indications de défauts, ou de la moindre trace d'une prime déguisée, lesquelles il aura l'honneur de soumettre à son Gouvernement. Or, en ce qui concerne le système de saccharimétrie dit *Français*, M. Kamensky fait remarquer qu'il est employé actuellement dans certains cas, qu'il n'est pas en état de préciser à ce moment, dans des usines Russes pour déterminer la quantité de cendres.

M. le Comte de Kuefstein demande à réserver son appréciation sur les observations de M. le Délégué Russe, jusqu'à ce qu'il en ait eu le texte imprimé sous les yeux. Il relève cependant un passage: M. Kamensky a dit qu'en Autriche-Hongrie, après la mise en vigueur de la nouvelle loi, la restitution de droits à l'exportation sera égale à l'impôt. Il n'y aura plus de restitution, puisque les droits ne seront perçus que sur les sucres destinés à la consommation intérieure; c'est précisément là le principe du système de fabrication en entrepôt.

M. le Comte de Kuefstein déclare qu'en ce qui concerne la prise en charge, il ne peut que se rallier à l'opinion de M. Kamensky sur la déféctuosité de tout système d'impôt acceptant cette base. L'impôt sur le produit fabriqué est, à ses yeux, le seul moyen de percevoir exactement les droits.

M. Dickson constate que c'est avec une vive satisfaction qu'il voit la question de la suppression des primes entrer dans une phase qui semble promettre une solution basée sur les recommandations de la Commission. Quant au système de la fabrication et du raffinage en entrepôt, il croit cependant devoir ajouter que la Suède ne pourra probablement pas l'adopter. La Suède n'exporte pas de sucre, et il n'est guère probable qu'elle arrive jamais à le faire. Par conséquent, il n'y a pas de raison pour que la Suède s'impose tous les frais de surveillance qui sont inséparables du régime en question, et soumette ses fabricants à des restrictions nouvelles et fâcheuses. Du reste, M. Dickson fait remarquer que la Suède ne donne pas de primes.

M. le Président fait remarquer que la Suède, d'après les renseignements déjà fournis par M. Dickson, n'accorde actuellement aucune prime.

M. le Comte de Kuefstein pense que le système de l'impôt en Suède n'offre pas de garantie absolue contre la possibilité de primes, mais il convient que cela n'a qu'une importance secondaire aussi longtemps qu'il n'y a pas d'exportation.

M. le Président remercie, en son nom et au nom de la Conférence, ceux de ses membres qui ont fait partie de la Commission. Il propose de nouveau l'adoption du Rapport avec la disposition additionnelle lue par le Comte d'Onslow, et la fixation au 1<sup>er</sup> Mars de la date laissée en blanc par la Commission.

M. Jordan renouvelle ses réserves au sujet de la date.

Le Rapport est adopté avec les additions proposées.

La parole est donnée à M. Guillaume afin d'expliquer les réserves qu'il a cru devoir faire insérer dans le Rapport de la Commission, et d'exposer les compensations que son Gouvernement est disposé à offrir aux autres Puissances pour suppléer aux garanties résultant de l'impôt sur le produit fabriqué.

M. Guillaume rappelle d'abord qu'il résulte du Protocole annexé au Traité Anglo-Belge du 23 Juillet, 1862, que c'est à l'initiative du Gouvernement Belge que les premiers pourparlers ont eu lieu pour arriver à la suppression des primes à l'exportation des sucres.

Depuis l'expiration de la Convention de 1864, et après les tentatives qui ont été faites infructueusement pour le renouvellement de cet acte international, la Belgique a proposé en 1884 d'ouvrir de nouvelles Conférences. Son désir de supprimer les primes ne peut donc être mis en doute.

Par quels moyens peut-on arriver aujourd'hui à ce résultat ?

La grande majorité de la Conférence actuelle est d'avis que le meilleur système est la fabrication et le raffinage du sucre en entrepôt. Mais ce système est impraticable en Belgique.

M. Guillaume entre dans de longs développements pour prouver qu'un tel régime est antipathique à la nation Belge. Il faudrait, pour qu'il eût quelque efficacité, qu'il fût entouré de précautions vexatoires et de mesures restrictives de la circulation. Or, sous ce dernier rapport, on sait qu'une liberté absolue règne en Belgique, où les octrois et les barrières ont été supprimés.

L'expérience de l'exercice a du reste été faite en 1846. Après un an d'application, ce régime a dû être abandonné, tant les réclamations étaient vives.

L'impossibilité de revenir en Belgique à un tel mode de perception a d'ailleurs été reconnue dans les Conférences de 1875 et de 1877, puisque les projets de Conventions arrêtés à cette époque admettaient, pour l'établissement de l'exercice, une exception en faveur de la Belgique.

M. Guillaume examine ensuite quels équivalents il peut offrir aux Gouvernements représentés.

La suppression des droits, ainsi qu'elle a été décrétée en Angleterre, supprimerait radicalement toutes les primes. Mais, outre que le Gouvernement Belge ne peut en ce moment songer à renoncer au produit des droits sur les sucres, la suppression de cette source de revenu soulèverait de vives critiques de la part des populations qui comprendraient difficilement qu'on maintint des droits sur des objets de grande consommation, comme la bière par exemple, alors qu'on les ferait disparaître sur une denrée qui n'est encore consommée en Belgique que par les classes aisées.

Toutefois, si la suppression des droits sur les sucres pouvait être admise dans tous les pays producteurs de l'Europe, les choses changeraient de face. Mais il ne peut, semble-t-il, en être question aujourd'hui.

M. Guillaume pense qu'il faut chercher ailleurs un équivalent à l'exercice.

Le Gouvernement Belge croit qu'on peut trouver cet équivalent dans le mode de perception actuellement en vigueur, et que le résultat désiré peut être atteint par une augmentation du chiffre de la prise en charge.

Pour déterminer le chiffre auquel elle devrait être élevée, il faut entrer dans quelques détails.

La prime existant en Belgique a deux causes : la faiblesse de la prise en charge et les fraudes qui ont été commises depuis quelques années.

Le Gouvernement, pour mettre un terme à celles-ci, a institué une Commission dite "des fraudes." Entre autres mesures proposées par cette Commission, elle a recommandé l'emploi d'un compteur automatique qui est employé depuis le commencement de la campagne courante, et qui, d'après les rapports des fonctionnaires supérieurs chargés d'en surveiller l'application, ne laisse rien à désirer.

On a d'ailleurs pu se convaincre, d'après le résumé qui a été fait de la législation Belge, que les précautions les plus minutieuses ont été prises pour rendre les fraudes désormais impossibles.

On n'a plus à s'occuper dès lors que du chiffre de la prise en charge.

Dans une séance précédente Mr. Walpole disait que le chiffre de la consommation légale en Belgique n'était que de 2½ kilogrammes, chiffre notablement inférieur à la consommation réelle.

M. Guillaume explique que la consommation légale n'est descendue à ce chiffre que pendant les dernières années, et cela à cause de la fraude dont il vient de parler. Si l'on prend la moyenne de la consommation légale des cinq campagnes qui ont précédé la campagne 1885-86, on trouve une consommation de près de 3½ kilog. par tête, soit 19,000,000 de kilog. pour le pays.

La fraude étant écartée, ce chiffre doit donc être pris comme point de départ pour évaluer de combien il faut élever la prise en charge afin de supprimer tout écart entre la consommation légale et la consommation réelle.

M. Guillaume évalue celle-ci au chiffre maximum de 5 à 6 kilog. par habitant, et il développe les motifs sur lesquels il appuie son opinion à cet égard. Dès lors, cette consommation ne dépasserait pas, selon lui, 31,000,000 de kilog., soit 12,000,000 en plus que la consommation légale dégagée des quantités fraudées dans les dernières années.

Il en tire cette conclusion, que les quantités prises en charge aujourd'hui s'élevant à 90,000,000 de kilog., il suffit de les augmenter de 12,000,000, ou de  $\frac{1}{5}$ , pour atteindre la consommation réelle et supprimer toute prime. Le taux de la prise en charge devrait ainsi être porté de 1,500 à 1,700 grammes, sans extraction du sucre des mélasses. En cas d'emploi de l'osmose, ce chiffre serait porté à 1,802 grammes, et pour la séparation il serait de 1,836 grammes.

M. Guillaume ne se dissimule pas que ces chiffres soulèveront des réclamations de la part de quelques intéressés; mais, fidèle à la déclaration qu'il entend proposer la suppression de toute prime, il croit devoir aller jusque là.

M. le Président croit que les Délégués apprécieront mieux les propositions de M. Guillaume quand le texte en aura été imprimé, et exprime l'avis que ses explications soient reçues, comme le Rapport lui-même, *ad referendum*.

M. le Comte de Kuefstein ne peut pas refuser de transmettre ces propositions à son Gouvernement. Mais il ne croit pas qu'elles puissent le satisfaire, car il ne considère pas le système des équivalents comme susceptible de donner aux autres Puissances de garanties suffisantes pour entrer dans une Convention. La façon même dont M. Guillaume a établi ses calculs est une preuve de plus de la défectuosité du système. Ne pouvant, de son propre aveu, s'en fier aux données résultant de la constatation des jus, il est obligé de se livrer à des calculs purement hypothétiques sur le chiffre de la population, sur la consommation probable par tête d'habitant, enfin sur le revenu que l'impôt produit réellement et sur ce qu'il devrait rendre. Ce mode de calcul ne saurait offrir une garantie d'exactitude suffisante.

M. le Président croit que tous les Délégués partagent à cet égard la manière de voir de M. de Kuefstein. Mais, du moment que la Belgique présente ce système comme l'équivalent du régime accepté en principe par les autres pays, il lui semble que tout ce que les Délégués peuvent faire, c'est d'en référer à leurs Gouvernements.

M. Batanero est persuadé que la Belgique poursuit le même but que les autres pays, c'est-à-dire, l'abolition des primes; quant aux moyens proposés, il ne peut qu'en référer à son Gouvernement.

Pour mettre les Gouvernements à même d'apprécier ses propositions, M. Guillaume désire présenter quelques explications. On a critiqué le point de départ de son raisonnement. S'il a basé ses calculs sur le chiffre de la consommation, c'est parce que l'on a pris cet élément de la question pour combattre le système Belge dans la deuxième séance. Il croit qu'en rejetant un système de prise en charge qui, dans sa conviction, peut donner une consommation légale représentant exactement la consommation réelle, la Conférence créerait une situation regrettable. Si la Belgique restait en dehors de l'arrangement projeté, elle ne pourrait supprimer ses primes d'une manière aussi complète qu'elle le ferait dans un Acte International qui lui offre des compensations. Dès lors, ses sucres primés feraient une concurrence sérieuse, sur les marchés tiers, aux pays contractants.

M. le Comte de Kuefstein tient à constater qu'il n'a pas été question de rejet.

M. Verkerk Pistorius ne se refuse pas à soumettre la proposition de M. le Premier Délégué de la Belgique à son Gouvernement, comme il le fera de tout ce qui se dit et se fait dans la Conférence. Cependant, il croit dès l'abord devoir exprimer son opinion que si la Belgique désire abolir les primes, elle n'y arrivera pas par la voie que son honorable collègue, M. Guillaume, vient d'indiquer. Une prise en charge est et sera toujours une moyenne, qui, en imposant des obligations à tous les fabricants, laissera des avantages à quelques-uns d'entre eux. En ce qui concerne notamment la Belgique, les fabriques de ce pays situées à proximité des frontières des Pays-Bas se trouvent dans des conditions économiques à peu près pareilles à celles des fabriques Néerlandaises. Or, il est constaté, pour ces dernières, par les rapports des employés chargés de les contrôler, que des excédents considérables ont été obtenus, surtout dans les deux dernières années, sur la prise en charge légale dans les Pays-Bas, qui s'élève à 1,647 grammes de sucre brut. Selon l'avis de M. Pistorius il n'est pas douteux qu'une prise en charge de 1,700 grammes en Belgique laisserait aux fabriques en question un bénéfice considérable. Ce ne serait donc pas l'équivalent de ce qu'offre la Néerlande, à savoir l'abolition complète des primes.



*M. Guillaume* reconnaît que, la prise en charge étant une moyenne, il y aura un avantage pour les fabricants qui ont de forts rendements et une perte pour ceux qui ont des rendements inférieurs. Mais c'est là une question qui ne saurait intéresser la Conférence. Ce que la Conférence doit considérer, c'est si la somme totale de sucre imposée est primée. Du moment qu'elle ne le sera plus la Belgique aura satisfait au programme commun.

*M. Verkerk Pistorius* ne saurait accepter cette manière de voir. Les fabricants de son pays se trouveront en concurrence avec des fabricants Belges, qui, *M. Guillaume* le reconnaît, réaliseront des rendements supérieurs à la prise en charge. De quelque nom qu'on les appelle, ces avantages faussent les conditions de la concurrence. Si les Pays-Bas sacrifient les avantages dont leurs fabricants bénéficient aujourd'hui, il est juste que la Belgique fasse de même, et qu'elle ne se réserve pas les moyens d'assurer à quelques unes de ses fabriques une situation privilégiée.

*M. Guillaume* fait remarquer qu'on ne peut exiger de la Belgique qu'elle élève la prise en charge au chiffre *maximum* des rendements obtenus par quelques fabricants ; ce serait tuer tous les autres.

*M. Verkerk Pistorius* réplique qu'il le reconnaît et en conclut que, par le moyen proposé, on ne saurait arriver à l'abolition totale des primes.

*M. Du Jardin* fait remarquer qu'on ne saura jamais atteindre l'absolu. Il y aura toujours des fissures.

*M. Guillaume* croit que, si la Belgique fait ce qu'elle peut, étant donné que l'exercice y est impraticable, on ne saurait lui demander davantage.

*Mr. Walpole* croit que la Belgique ferait plus facilement accepter les équivalents qu'elle propose si elle parvenait à démontrer, d'une manière évidente, qu'elle ne peut pas accepter le régime commun. Or, il est bien connu que les fabricants Belges ont eux-mêmes demandé l'application de l'exercice, et qu'à la Chambre des Représentants une Commission en a adopté le principe.

*M. Guillaume* reconnaît le fait, mais il ajoute que les Ministres des Finances qui se sont succédé, à quelque parti qu'ils appartenissent, ont toujours déclaré qu'ils ne voulaient à aucun prix de l'exercice. Du reste, l'exercice que certains fabricants réclamaient, était un exercice mitigé laissant la porte ouverte à la fraude. *M. Guillaume* ne croit pas qu'on puisse tirer un argument des réclamations faites par quelques intéressés. Ce qu'on doit envisager, ce sont les vœux et les intérêts généraux du pays. Dans les Conférences précédentes, ainsi qu'il l'a rappelé, on avait reconnu l'impossibilité où la Belgique se trouvait d'établir l'exercice, puisqu'on avait accepté les équivalents qu'elle proposait.

*M. de Kuefstein* fait observer que les Conférences de 1875 et de 1877 ne réunissaient que quatre pays. A cet égard la situation a changé du tout au tout.

*M. Guillaume*, tout en reconnaissant que les concessions faites à cet égard à la Belgique dans des Conférences précédentes ne lient pas les Gouvernements qui n'y ont pas pris part, constate que c'est cependant un argument qui a sa valeur.

*M. le Président* fait remarquer que les observations présentées par *M. Guillaume* ne sont, en définitive, que l'explication d'un des paragraphes du Rapport de la Commission, et que la Conférence, ayant adopté le Rapport, ne peut se refuser à accepter les explications au même titre, c'est à dire *ad referendum*.

*M. Jordan* appuie cette manière de voir. Il ne croit pas qu'une discussion prolongée de la Conférence sur les observations présentées par *M. Guillaume* puisse amener d'utiles résultats.

*M. Dupuy de Lome* parle dans le même sens. Les Délégués prennent tout *ad referendum*. Ils n'ont pas mission d'accepter ou de rejeter les propositions, mais de les soumettre à leurs Gouvernements.

*M. Guillaume* déclare que si *M. le Président* juge utile de continuer la discussion, il est prêt à répondre à toutes les objections qui pourraient lui être faites.

*M. le Comte de Florian* croit qu'avant de clore la discussion sur les propositions du Gouvernement Belge, il serait utile d'avoir sous les yeux le texte imprimé des explications fournies par *M. Guillaume*. Il propose de renvoyer cette discussion à la prochaine séance.

*M. le Président* fait remarquer qu'à la première séance *M. Guillaume* avait laissé entendre que la Belgique ne serait pas éloignée de réduire son tarif. Or, il n'est pas question de cela dans les propositions présentées aujourd'hui par *M. Guillaume*.

*M. Guillaume* dit qu'il est autorisé à déclarer que son Gouvernement a l'intention de réduire les droits afin d'atténuer les différences qui existent dans les conditions de

la production entre les fabriques des diverses parties du pays. Cette réduction serait de un tiers; elle mettrait le droit à 30 fr. au lieu de 45 fr. S'il n'a pas parlé de cette réduction aujourd'hui, c'est qu'il avait pensé que, du moment que les primes sont supprimées, le taux des droits importe peu.

M. le Président propose de siéger le Mercredi 14 pour continuer la discussion sur les propositions du Gouvernement Belge.

Il lit une lettre du Ministre des États Unis annonçant que son Gouvernement se fera représenter officieusement à la Conférence par Mr. White, le Premier Secrétaire de la Légation des États Unis à Londres.

La séance est levée à 4 heures.

Le Président de la Conférence,  
(Signé) HENRY DE WORMS.

Les Secrétaires,  
(Signé)

H. FARNALL.  
A. E. BATEMAN.  
E. BOIZARD.

---

Annexe au Procès-verbal de la Quatrième Séance.

*Rapport de la Commission nommée dans la Séance du 30 Novembre, 1887.*

NOUS venons rendre compte à la Conférence de la mission qu'elle a bien voulu nous confier.

Voici les propositions que nous soumettons à son appréciation :—

1. Sur la question de fabriquer et de raffiner en entrepôt, les Délégués de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie, de la France, de la Grande-Bretagne, et des Pays-Bas croient devoir recommander à la Conférence un système d'impôt établi sur les quantités de sucre produites et destinées à la consommation comme le seul qui permette d'en arriver à la suppression totale des primes à l'exportation. Les fabriques de glucose et les fabriques pour l'extraction de sucre des mélasses devraient être soumises au même régime.

La Belgique ne se trouvant pas dans les mêmes conditions, au point de vue de l'application du système d'impôt sur les quantités produites, le Délégué de ce pays fait toutes réserves à ce sujet. Il se rallie, du reste, au principe de la suppression totale des primes à l'exportation.

2. Pour le rôle que la saccharimétrie aura à jouer dans le système de l'impôt sur les quantités de sucres produites, la Commission croit devoir se borner à recommander l'uniformité des méthodes. Quant à la détermination de l'étendue de ce rôle, elle semble devoir être réservée à un examen ultérieur, lorsque les différents Gouvernements auront fait connaître leurs vues à cet égard.

(3.) (a.) La Commission soumet à la Conférence l'avis que les Gouvernements représentés soient priés de se faire connaître réciproquement avant le s'ils adhèrent aux principes ci-dessus énoncés.

(b.) Dans l'affirmative, ils voudront bien formuler et se communiquer un projet indiquant les bases d'application du système de l'impôt sur les quantités de sucre produites. Ce projet mentionnerait dans quelles limites et dans quels cas on ferait usage de la saccharimétrie. Les Gouvernements feraient connaître, en même temps, si, pour réaliser l'uniformité, ils seraient disposés à admettre la méthode dite *Française*, généralement usitée dans le commerce de plusieurs nations. Chaque Gouvernement enverrait ensuite au Gouvernement Britannique son avis sur les communications qu'il aurait reçues.

(Signé)

Comte DE KUEFSTEIN.  
JAEHNIGEN.  
GUILLAUME.  
CH. SANS-LEROY.  
F. G. WALPOLE.  
PISTORIUS.

---

## Inclusure 6.

## CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR LE RÉGIME DES SUCRES.

Cinquième Séance.—Mercredi, 14 Décembre 1887.

Présidence de M. le Baron HENRY DE WORMS.

Étaient présents :—MM. les Délégués de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie, de la Belgique, du Danemark, de l'Espagne, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, des Pays-Bas, de la Russie, et de la Suède. Mr. White, Premier Secrétaire de la Légation des États-Unis à Londres, assiste à la séance en qualité de Représentant officieux du Gouvernement des États-Unis.

M. le Président propose de continuer la discussion sur les déclarations de M. Guillaume.

M. Sans-Leroy demande à M. Guillaume si ses dernières propositions doivent être considérées comme définitives, et si elles ne permettent pas d'espérer des concessions plus larges. Il a déjà fait connaître qu'il réservait, pour son Gouvernement, l'appréciation de la mesure dans laquelle le système des équivalents pourrait être accepté. Mais il croit utile de demander au Premier Délégué Belge si l'on peut considérer ce qu'il a dit comme le maximum des concessions que son Gouvernement est disposé à faire, ou si ses paroles ne donnent qu'un aperçu de la voie dans laquelle il désire entrer.

M. Guillaume répond que ses propositions ont un caractère définitif, et qu'il lui est impossible d'aller plus loin. Il rappelle que, dans une enquête faite en Allemagne, le chiffre de 1,700 grammes a été indiqué comme celui qu'il faudrait adopter en Belgique pour faire disparaître la prime. Ce chiffre, établi en dehors de toute préoccupation intéressée, est évidemment l'expression de la vérité. M. Guillaume a pensé que la suppression de la prime rendait inutile une modification du tarif. Cependant, quelques membres de la Conférence ayant paru désirer que son Gouvernement entrât dans la voie des réductions, il avait laissé entrevoir l'intention d'abaisser le droit à 30 fr. Il vient de recevoir un télégramme qui l'autorise à pousser cette réduction jusqu'à 25 fr. Ce n'est pas au point de vue de la suppression des primes qu'il fait cette concession, puisque les primes disparaissent par l'élévation de la prise en charge; c'est par esprit de conciliation, pour donner satisfaction aux membres qui ne seraient pas convaincus de l'efficacité de l'augmentation de la prise en charge. Il est évident, en effet, que si, dans leur esprit, il subsiste une prime, en tous cas insignifiante, elle se trouvera diminuée par le fait de la réduction du droit. Il amende donc sa proposition en substituant pour le nouveau tarif le chiffre de 25 fr. à celui de 30 fr. Quant à la prise en charge, il est impossible de l'élever au-dessus de 1,700 grammes.

M. Sans-Leroy déclare que, malgré la bonne volonté qu'il est heureux de constater de la part du Gouvernement Belge, il croit devoir faire toutes réserves quant à l'attitude que son propre Gouvernement croira devoir prendre sur cette question. Il ne vaudrait pas que l'on vît dans sa déclaration une pensée d'hostilité. Il exprime purement et simplement des réserves.

M. Verkerk Pistorius se rallie aux observations présentées par l'honorable M. Sans-Leroy. Il lui est impossible d'admettre que l'élévation de la prise en charge à 1,700 gr. entraîne la suppression des primes. En Néerlande, la prise en charge est de 1,647 gr. en sucre brut. Or, les employés chargés du contrôle ont constaté que, dans les deux dernières années, l'excédent sur cette prise en charge a dépassé 16 pour cent en moyenne, ce qui exigerait une prise en charge de plus de 1,900 gr. pour arriver, par ce moyen, à la suppression des primes.

M. Pistorius ne cite pas ce chiffre de 1,900 gr. pour mettre la Belgique en demeure d'élever sa prise en charge à ce taux, mais simplement pour prouver qu'avec le taux de 1,700 gr. il subsistera des avantages très-considérables pour les fabriques du Nord de la Belgique placées à peu près dans les mêmes conditions économiques que les usines Néerlandaises. Encore la quotité de 16 pour cent d'excédents n'est-elle qu'une moyenne entre les résultats d'un grand nombre de fabriques pendant deux campagnes. On a constaté des excédents allant jusqu'à 22, 23, et même 30 pour cent.

Ces données, il est vrai, n'ont pas un caractère légal, puisque les fabriques ne sont pas exercées. Cependant elles méritent une certaine confiance, car elles sont établies d'après les quantités de sucre fabriquées pendant la période de contrôle et d'après l'évaluation des sirops restant en fabrique à la fin des travaux de défécation.

M. Pistorius se croit obligé de rappeler qu'aux Conférences de 1875 et de 1877 les concessions de la Belgique avaient été plus importantes, du moins en ce qui concerne la réduction des droits. Elle offrait, en effet, d'abaisser son tarif à 22-50 fr. et même à 19 fr. pour le cas où le revenu de l'impôt aurait dépassé 4,800,000 fr.

En 1875 un autre point important avait été abordé. M. Pistorius veut parler du système des nuances auquel il voit, avec regret, que M. Guillaume ne fait aucune allusion. Dans ce système, qui est encore appliqué, en Belgique, aux sucres importés, les sucres sont divisés en quatre classes, et à chacune de ces classes on applique un rendement légal moyen, résultant d'expériences faites en 1864 dans une raffinerie de Cologne. Les sucres sont rangés dans l'une ou dans l'autre classe d'après leur nuance comparée à des types. Or, il est reconnu depuis longtemps que la nuance est absolument insuffisante pour apprécier la valeur d'un sucre. Ce système prête, en outre, à des fraudes considérables, ainsi qu'on a pu le constater dans les Pays-Bas. Enfin, les rendements obtenus à Cologne en 1864 sont aujourd'hui largement dépassés, par suite du perfectionnement des procédés industriels. Ainsi le rendement moyen de la deuxième classe avait été fixé à 88 pour cent; on l'évalue actuellement à 90 pour cent. Cette question a une grande importance pour les Pays-Bas au point de vue du raffinage. M. Pistorius doute que son Gouvernement puisse se rallier à un arrangement qui consacrerait le maintien de ce mode d'appréciation et de ces rendements pour les sucres bruts introduits en Belgique.

M. Guillaume répond qu'il ne lui est pas possible d'accepter les chiffres de M. Pistorius pour en faire la base de la prise en charge dans les fabriques Belges. Celui-ci a parlé d'entre autres d'un excédent de 30 pour cent sur une prise en charge actuelle de 1,647 gr. Cela supposerait un rendement de 2,141 gr. C'est à peine si la totalité du sucre contenu dans la betterave atteint cette quotité. La constatation d'excédents aussi élevés ne peut être que le résultat d'une évaluation exagérée des produits en cours de fabrication.

M. Guillaume conclut en maintenant le chiffre de 1,700 gr. qu'il a proposé. Il fait remarquer que, dans le sud de la Belgique, les betteraves ne sont pas aussi riches que sur la frontière Néerlandaise. Le taux de 1,700 gr. représente donc bien, à ses yeux, le rendement moyen des usines Belges.

Quant aux autres points traités par M. Pistorius, M. Guillaume les avait considérés comme des détails sans intérêt en comparaison de l'objet principal, c'est-à-dire de la question de la prise en charge. Lorsqu'on entrera dans l'examen des détails, il sera temps de songer à ces questions secondaires.

M. le Premier Délégué des Pays-Bas combat le système des nuances; mais, en 1875 et en 1877, on avait constaté que la question n'avait pas d'importance au point de vue des sucres de canne. Presque tous les sucres importés en Belgique sont des sucres de canne appartenant à la deuxième classe. Il est évident que, si l'on trompait sur la nuance, les sucres adultérés tomberaient dans la troisième et la quatrième classes. M. Guillaume avait cru inutile d'aborder cette question du moment que le classement même des sucres importés témoigne qu'il n'y a pas de fraude; mais il est convaincu que, si des inconvénients apparaissaient, son Gouvernement s'empresserait d'adopter un autre système pour la constatation de la richesse des sucres. Il répète que c'est là, du reste, une question secondaire qu'il n'y aura lieu d'aborder que si le système est admis dans ses grandes lignes. La question principale est de savoir si l'on considère l'élévation de la prise en charge à 1,700 gr. comme une contre-partie suffisante aux propositions faites par les autres Gouvernements.

M. le Président, tout en appréciant les sacrifices déjà faits par le Gouvernement Belge, espère que ce Gouvernement, s'inspirant de l'unanimité avec laquelle les Puissances représentées à la Conférence ont adopté le principe de l'abolition des primes, saura trouver un terrain sur lequel l'accord soit possible. Tous les Délégués qui se sont prononcés en faveur d'un système d'impôt sur les quantités de sucre produites, voudraient être sûrs que la Belgique arrivera, par une voie différente, au même résultat; mais ils ne trouvent pas jusqu'ici que le système proposé par ce pays leur offre à cet égard des garanties suffisantes.

En résumant ainsi la situation, M. le Président ne fait que reproduire—du moins,

l le pense—l'idée déjà exprimée par son honorable collègue le Premier Délégué Français, et que partagent, sans doute, les Représentants des autres pays.

*M. Sans-Leroy* répond que M. le Président a bien rendu sa pensée, à cela près, toutefois, qu'il fait des réserves sur le point de savoir si un système d'équivalence quelconque peut offrir des garanties suffisantes.

*M. Guillaume* réplique qu'il ne peut offrir autre chose que des équivalences. Quant à la fixation de la prise en charge, il ne dit pas que le taux de 1,700 gr. doive être immuable. Le Gouvernement ne verrait pas d'inconvénients à ce que ce chiffre fût élevé, dans l'avenir, au fur et à mesure de l'amélioration de la qualité des betteraves. Mais, pour le moment, il est arrivé, sur ce point, à la limite des concessions possibles.

Sans contester l'efficacité du régime accepté par les autres pays, *M. Guillaume* ne croit pas que le travail en entrepôt soit un obstacle insurmontable à la fraude, si elle venait à être favorisée par la connivence des employés. La question du raffinage n'est que secondaire, en Belgique surtout, où le raffinage a peu d'importance. On sait, du reste, qu'il n'existe que peu de primes pour la raffinerie, ou du moins qu'elles ne dépassent pas 1 ou 2 pour cent. La grande question, ce sont les primes à la fabrication, primes dont on poursuit la suppression par l'exercice des fabriques. Pour les fabriques, la Belgique, grâce aux mesures récemment adoptées sur l'avis de la Commission des Fraudes, offre la garantie absolue que la loi sera rigoureusement exécutée. *M. Guillaume* se demande si l'on est bien sûr d'arriver au même résultat par les autres systèmes. La négligence ou la faiblesse du service ne pourra-t-elle pas donner naissance à des primes plus fortes que celle qui subsisteraient dans quelques fabriques de la Belgique ?

*M. Sans-Leroy* estime qu'il serait avantageux de ne pas pousser à fond la discussion sur ce point. Tous les Délégués ont certainement, et il a lui-même autant que personne, le plus vif désir d'aboutir à la suppression des primes. La Belgique prouve, par ses propositions, la bonne volonté dont elle est animée. Il est préférable de renvoyer à un examen ultérieur la question de savoir si ses offres sont une compensation suffisante aux sacrifices que les autres pays sont prêts à s'imposer.

Dans les déclarations de l'honorable Délégué de Belgique il y a, cependant, un point qui paraît devoir motiver, dès à présent, une observation.

*M. Guillaume* a dit qu'en Belgique l'exercice des raffineries serait sans intérêt, parce que ces établissements ont peu d'importance. D'une manière générale, *M. Sans-Leroy* croit devoir appeler l'attention de la Conférence sur ce point que, si les Puissances étaient liées par une Convention, et que des clauses de cette Convention, spéciales à l'un des contractants, il résultât pour celui-ci certains avantages, tel fait, qui n'existe pas aujourd'hui, pourrait exister dans l'avenir.

*M. Sans-Leroy* termine en exprimant l'espoir que les négociations qui auront lieu, par voie diplomatique, durant l'interruption des séances de la Conférence, amèneront entre tous les pays un accord qu'il appelle de tous ses vœux.

*M. Dupuy de Lome* dit que M. le Président a offert de présenter à la prochaine séance une formule pour arriver à la suppression des primes ; il constate que tout le monde veut arriver à leur suppression effective. Puisque les Délégués sont à la veille de se séparer et d'aller soumettre à leurs Gouvernements respectifs les résolutions de la Conférence, il lui semble que le moment serait venu d'aborder un point très important à ses yeux. Il veut parler de la sanction qui pourrait être attachée aux clauses de la Convention future, ou, en d'autres termes, des garanties qui pourraient être données aux pays contractants.

Plus que tout autre pays peut-être, l'Espagne a souffert des primes accordées par certains Gouvernements à leur production métropolitaine. C'est par l'effet de ces primes qu'elle a presque complètement perdu le marché Anglais. Il a paru à *M. Dupuy de Lome* qu'à la question des primes se rattache étroitement l'interprétation de la clause qui, dans les Traités de Commerce, assure aux contractants le traitement de la nation la plus favorisée. Comment les primes ont-elles réagi sur le commerce des Colonies Espagnoles avec l'Angleterre ? C'est ce que *M. Dupuy de Lome* croit pouvoir mieux faire comprendre par un exemple. Il suppose le cas où il y aurait à la fois sur le marché de Londres des sucres Allemands, par exemple, bénéficiant d'une prime, et des sucres Espagnols privés de tout avantage similaire. La situation respective de ces produits sera exactement la même que si les sucres Espagnols avaient été frappés, à l'entrée, d'un droit égal à la prime dont les sucres Allemands ont bénéficié. Permettre aux sucres primés d'entrer aux mêmes condi-

tions que les sucres non-primés, c'est en réalité frapper ces derniers d'un droit différentiel. N'est-ce pas là une infraction à la clause de la nation la plus favorisée ?

M. Dupuy de Lome a pensé que cette question ne pouvait être passée sous silence. Il ne désire pas qu'elle soit immédiatement discutée, mais il demande qu'il soit pris acte de sa déclaration.

M. Sans-Leroy répond en quelques mots. Il s'agit là d'une question d'interprétation d'un ordre très-général. Il n'a pas de pouvoirs pour discuter un point qui n'était pas visé dans le programme tracé par le Cabinet Britannique. Son silence sur le fond même de la question n'implique ni acquiescement ni désapprobation.

MM. Jordan et le Comte Kuefstein se rallient l'un après l'autre à la déclaration de M. Sans-Leroy.

M. Dupuy de Lome pense que la question soulevée par lui rentre dans le cadre des travaux de la Conférence, d'autant plus que le quatrième paragraphe de la Circulaire du Marquis de Salisbury prévoit l'examen des diverses propositions qui viendraient à être faites en vue d'engager les Gouvernements à supprimer la prime.

Pour le moment, M. Dupuy de Lome a seulement voulu faire une manifestation. La question des sucres a pris une importance telle, les conséquences des mesures fiscales prises par plusieurs Gouvernements ont eu, pour l'industrie et le commerce des sucres, des conséquences si graves qu'il ne paraît pas possible de conclure un Traité sans y insérer des clauses de garantie. Le moment n'est pas venu d'entrer en discussion sur ce point. Mais M. Dupuy de Lome croit qu'il est nécessaire que la question soit examinée par les Gouvernements avant que la Conférence ne reprenne le cours de ses délibérations, et que les Délégués des divers pays reviennent à Londres munis sur ce point des instructions nécessaires.

M. le Président dit qu'au moment où M. Dupuy de Lome a fait l'importante déclaration qui précède, il allait annoncer à la Conférence l'intention où est son Gouvernement de lui soumettre un projet de Protocole, auquel sera annexé un projet de Convention. Ces documents sont à l'impression et seront distribués demain. Il n'y est pas fait mention de clause pénale; mais le Gouvernement de la Reine serait heureux de pressentir, sur cette matière, l'opinion des Délégués avant leur séparation. Si M. le Délégué Espagnol voulait bien donner, par écrit, à sa pensée une forme définitive, sa motion, imprimée et distribuée comme annexe au projet de Convention, pourrait être prise en considération à la prochaine séance.

M. Sans-Leroy remercie M. Dupuy de Lome d'avoir soulevé cette question importante, et prévenu ainsi des difficultés qui auraient pu surgir inopinément.

M. Dupuy de Lome exprime l'avis qu'à toute prime accordée par les pays exportateurs, doit correspondre une mesure de défense de la part des pays importateurs. Les primes faussent les conditions de concurrence que la clause de la nation la plus favorisée a pour but d'égaliser. Admettre le sucre primé sans droits compensateurs, c'est comme si l'on imposait une surtaxe au sucre qui n'est pas primé.

M. Kamensky ne comprend pas l'utilité de la motion faite par M. Dupuy de Lome, si l'accord est complet entre les Puissances pour supprimer les primes.

M. Sans-Leroy réplique que tous les pays producteurs ne sont pas représentés à la Conférence, et que, parmi ceux qui sont représentés, il peut se trouver des dissidents.

M. le Comte d'Onslow demande si M. Dupuy de Lome voudrait bien formuler sa motion par écrit.

M. Batanero constate que la proposition de son collègue a été faite en vue d'aider à la conciliation. Il croit qu'elle présente un caractère d'intérêt général et mérite d'être étudiée, non-seulement au point de vue des sucres, mais encore au point de vue de toute espèce de commerce.

M. Dupuy de Lome appuie ce que vient de dire son collègue sur la portée générale de ses observations; mais il ne croit pas devoir les présenter à la Conférence sous forme de Protocole.

M. le Président croit devoir insister sur ce point, que le projet de Convention proposé par son Gouvernement ne doit être pris qu'*ad referendum*. Il paraît utile de donner une base aux discussions futures. La portée des propositions faites apparaît mieux lorsqu'elles sont réunies dans un même texte que quand elle sont éparses dans des procès-verbaux.

M. Verkerk Pistorius demande la parole pour revenir sur la question des surtaxes, qu'il a soulevée dès la deuxième séance.

Par surtaxe, il entend la différence qui existe dans la plupart des pays représentés à la Conférence entre les droits que payent, d'une part, les sucres nationaux,

dé l'autre, les sucres étrangers ; en d'autres termes, les droits de douane entre les pays contractants.

Dans les Conventions conclues entre la Belgique, la France, la Grande-Bretagne, et les Pays-Bas le 8 Novembre 1864, et le 11 Août 1875, comme dans le projet de Convention proposé par les Délégués de ces mêmes Puissances en 1877, il a été stipulé expressément que ces surtaxes ne seraient plus perçues.

La Convention de 1864 portait, à son Article XIII, que les droits à l'importation sur les sucres raffinés en pains et sur les poudres blanches assimilées aux raffinés, importés d'un des pays contractants dans l'autre, ne seraient pas plus élevés que le 'drawback' accordé à la sortie du sucre mélis.

La Convention de 1875 stipulait que les sucres importés d'un des pays contractants dans un autre ne pourraient être assujettis à des droits de douanes ou d'accises supérieurs aux droits qui étaient établis sur les sucres similaires de production nationale (Article IV).

Le projet de Convention arrêté à Bruxelles en 1877 contenait, à son Article VII, la même stipulation. En d'autres termes, la Belgique, la France, et la Grande-Bretagne comme les Pays-Bas, ont toujours compris que, comme le disait M. Teisserenc de Bort, Ministre de l'Agriculture à Paris, aux Conférences de 1876 : 'L'ouverture réciproque des marchés est une des conditions du régime conventionnel.'

On ne saurait mieux dire, et quand il s'agit d'abolir les primes à l'exportation, but que se proposaient également les arrangements internationaux cités, il paraît impossible de laisser de côté la question des surtaxes.

Pour s'en convaincre, il suffit de se rappeler que, dans plusieurs pays, les surtaxes ont été adoptées comme moyen de combattre l'effet des primes à l'exportation accordées dans d'autres pays.

Tel a été, par exemple, le principal motif de l'adoption de la surtaxe de 10 pour cent en Belgique, surtaxe depuis augmentée jusqu'à 15 pour cent ; et le rapport qui existe entre les surtaxes, d'un côté, et les primes à l'exportation de l'autre, a été très bien défini par un orateur Belge, lors de la discussion du projet de Loi de 1884 :—

"Qu'est-ce qu'une surtaxe?" demandait à cette occasion M. Puissant ; et voici sa réponse :

"C'est la restitution, à la frontière, des primes que certains pays accordent aux fabricants pour exporter leur produits."

"Ce n'est pas de la protection," disait l'année dernière l'honorable Ministre des Finances, "c'est de la compensation ;" et il ajoutait :

"Il s'agit de répondre à des primes d'exportation par des surtaxes d'importation."

Et dans la lettre que M. le Ministre de l'Agriculture adressait à la Société des Fabricants de Sucre, il reconnaissait que les surtaxes ont pour résultat de rétablir à la frontière l'horizontalité du plan des échanges, rompue par des drawbacks de faveur et autres primes que les Gouvernements voisins accordent à leurs nationaux.

Cela étant, poursuit M. Pistorius, il n'est que logique de supprimer les surtaxes quand on supprime les primes. Sans cette condition, il n'y a pas de réciprocité. On ne pourra prétendre que la Néerlande, pays exportateur, se désiste du moyen d'assurer les débouchés de son industrie, tandis que les autres États, pays importateurs, garderaient leurs armes pour la combattre.

M. Pistorius s'attend à ce qu'on lui va repliquer : que la surtaxe a pour but de protéger l'industrie nationale sur le marché intérieur, et qu'à cet égard il n'y a pas de différence entre le sucre et d'autres produits, comme par exemple les manufactures, les fers, les blés, et le bétail.

Mais à cette objection il répond qu'il ne s'agit pas à présent de faire un traité pour ces produits, et il restera donc parfaitement libre à tout Gouvernement de leur accorder des primes d'exportation, si bon lui semble, ce qui ne sera plus le cas pour les sucres du moment qu'il entre dans l'arrangement proposé par la Conférence. Si, par exemple, les différents pays s'engagent à ne plus accorder de primes aux sucres exportés, et que la Grande-Bretagne garde sa liberté, qu'advient-il de cette exportation si, un beau jour, cette Puissance s'avisait de leur imposer une surtaxe ? L'industrie des autres pays recevrait un coup dont peut-être elle aurait peine de se relever.

Ceci pour la question de logique et d'intérêt ; reste à examiner si la discussion des surtaxes rentre dans le programme de nos Conférences.

M. Pistorius n'en doute pas, puisque les surtaxes dont il parle n'agissent pas seulement comme protection à l'intérieur, mais ont, dans une certaine mesure, le même effet que les primes à l'exportation.

Si les fabricants d'un pays, où il y a une surtaxe, sont, par ce moyen, les maîtres de faire les prix sur leur propre marché, cet avantage les mettra en mesure de produire à des conditions plus favorables, et, dès lors, de vendre à meilleur marché que les autres.

L'exemple de la Belgique est encore là pour le prouver. Avant la Loi du 17 Septembre 1884, il n'y avait pas de surtaxe. Par cette loi, la raffinerie Belge a non seulement conquis presque tout le marché intérieur, mais elle a pu, en même temps, augmenter sa production, de sorte que l'exportation des raffinés a fait des progrès assez considérables.

En 1884, l'importation des raffinés (mélis et candis) était de 6,442,862 kilog., et celle des vergeoises de 5,303,000 kilog., et en 1886, l'importation des vergeoises était tombée à 2,623,286 kilog., et celle des raffinés à 1,038,597 kilog.

Sur le marché intérieur, le débouché de la raffinerie Belge a donc subi une augmentation de plus de 8,000,000 de kilog. En même temps, l'exportation montait de 9,279,664 kilog. en 1884 à 10,393,726 kilog. en 1886, et en 1887 ce mouvement a pris une extension encore plus considérable. Dans les neuf premiers mois de 1885, l'exportation des raffinés était de 6,447,200 kilog.; elle s'élevait pour la même période de 1886, à 7,015,100, et, de 1887, à 11,611,000 kilog.

Mais, quoi qu'il en soit, que les surtaxes aient seulement pour effet de rétablir à la frontière " l'horizontalité du plan des échanges " dans le sens indiqué plus haut; ou bien qu'elles aient pour effet d'aider au développement de la fabrication du sucre par la hausse du prix sur le marché intérieur de manière à lui permettre d'étendre l'exportation de ses produits; ou bien encore qu'elles aient surtout pour effet la protection des raffineries, conséquence qui ne paraît pouvoir être contestée,—il semble que, dans tous les cas, la question des surtaxes rentre dans le cadre de nos Conférences, tel qu'il a été tracé par la Circulaire de Lord Salisbury du 2 Juillet dernier, et notamment dans les termes de la quatrième proposition de ce programme portant qu'il y aura lieu d'examiner les divers moyens d'engager les Gouvernements à supprimer la prime.

M. Pistorius propose donc à la Conférence de vouloir bien examiner si la suppression des surtaxes entre les pays contractants pour leurs sucres bruts et raffinés, y compris ceux de leurs Colonies, n'est pas à considérer comme un corollaire inévitable de la suppression des primes à l'exportation.

Personne ne demandant la parole après cette lecture, *M. le Président* croit devoir déclarer que, si la quatrième proposition de la Circulaire permet de soulever la question des surtaxes, le Cabinet Britannique n'avait certainement pas eu la pensée de la mettre en évidence. Cependant, les Délégués du Gouvernement de la Reine ne feront pas d'opposition à ce qu'elle soit discutée, si tel est l'avis des autres Délégués.

*M. Sans-Leroy* demande si le Gouvernement Néerlandais considère qu'on peut supprimer les primes sans supprimer en même temps les surtaxes de douane.

*M. Pistorius* déclare que, s'il a fait sa proposition, ce n'est pas pour provoquer une discussion immédiate. Il est guidé par les mêmes motifs qui ont amené le Délégué Espagnol à soulever la question des droits compensateurs. Sa proposition, comme celle de M. Dupuy de Lome, pourra être examinée et discutée lorsque la Conférence se réunira de nouveau. Il a voulu éviter qu'à cette époque la question des surtaxes parût surgir inopinément.

*M. Kamensky* expose de quelle manière il comprend les deux propositions qui viennent d'être faites: M. Pistorius veut supprimer les surtaxes, M. Dupuy de Lome veut en établir de nouvelles.

*Mr. Walpole* explique la différence qu'il y a entre des droits compensateurs qui frappent les sucres provenant des pays non-contractants, et les surtaxes ordinaires qui atteignent les sucres des pays contractants.

*M. Dupuy de Lome* dit qu'il a proposé une mesure de défense contre les primes, tandis que M. Pistorius a parlé des surtaxes en général.

*M. Verkerk Pistorius* dit qu'il a voulu mettre à l'ordre du jour la question des surtaxes entre les pays contractants.

*M. Sans-Leroy* demande à préciser le sens des réponses faites par M. le Président aux Représentants de l'Espagne et des Pays-Bas. Il ne croit pas qu'il entre dans les intentions du Gouvernement de la Reine de soumettre, comme base d'arrangement, l'exclusion de toute surtaxe douanière, ainsi que le propose M. Pistorius. Il y a une différence considérable entre les deux propositions: celle de M. Dupuy de Lome, sur laquelle il a déjà fait toutes ses réserves, peut se rattacher directement au



programme tracé par le Marquis de Salisbury, tandis que le projet de M. Pistorius n'y figure pas.

*M. Pistorius* demande s'il y a des objections à ce que la question des surtaxes soit soumise à l'examen de la Conférence lorsqu'elle se réunira de nouveau, bien que tout d'abord le Cabinet Britannique n'ait pas eu l'intention de la comprendre dans son programme.

*M. Kamensky* demande s'il est possible de soulever à la Conférence des questions comportant une intervention dans la législation douanière de chaque pays.

*M. Pistorius* fait remarquer qu'il en a toujours été ainsi dans les Conférences antérieures.

*M. le Président*, tout en admettant que le Gouvernement Britannique ne s'était pas attendu à ce que la question des surtaxes serait soulevée, reconnaît à M. Pistorius le droit de la soumettre à la Conférence.

*M. de Smet* demande la parole. Il rappelle que dans la deuxième séance de la Conférence, M. le Délégué de l'Italie a bien voulu offrir de répondre aux questions qui pourraient lui être posées sur le régime des sucres en Italie. Il demande la permission de lui en adresser quelques-unes.

Il résulte du mémoire relatif à l'imposition des sucres en Italie que, dans ce pays, les fabriques de sucre de betterave peuvent acquitter l'impôt soit d'après le volume et la densité des jus épurés, soit sur les quantités de sucre produites.

*M. de Smet* désirerait savoir quel est celui des deux régimes qui a été préféré jusqu'ici par les fabricants Italiens, et, en second lieu, à quel phase du travail la prise en charge doit être effectuée dans le premier mode. Il demande si c'est immédiatement après la défécation ou la saturation des jus, ou bien à une phase ultérieure du travail, après la concentration par exemple ?

*M. Catalani*, répondant à M. de Smet, explique que le régime choisi par les fabricants Italiens de sucre de betterave est basé sur la densité et la température des jus. C'est au moment de la décharge du récipient qui recueille les jus déféqués que sont déterminés le volume et la densité des jus.

*M. de Smet.*—Il n'y a donc en réalité pas d'impôt sur les quantités de sucre produites ?

*M. Catalani.*—Non. Le sucre pris en charge est assujéti à un droit d'accise de 49.65 fr. par 100 kilog. de sucre de la 1<sup>re</sup> classe, et de 44.45 fr. par 100 kilog. de sucre de la 2<sup>e</sup> classe.

*M. de Smet* remercie M. Catalani.

*M. le Comte de Kuefstein* prie M. Pistorius de préciser ce qu'il entend par "surtaxes."

*M. Pistorius* répond que c'est la différence entre les droits perçus, sous quelque forme que ce soit, sur les sucres nationaux d'une part, et sur les sucres étrangers de l'autre.

Après avoir consulté la Conférence, *M. le Président* fait connaître que la prochaine séance aura lieu Vendredi 16 Décembre.

La séance est levée à 3 heures et demie.

Le Président de la Conférence,  
(Signé) HENRY DE WORMS.

Les Secrétaires,  
(Signé)

H. FARNALL.  
A. E. BATEMAN.  
E. BOIZARD.

## Inclosure 7.

## CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR LE RÉGIME DES SUCRES.

Sixième Séance.—Vendredi, 16 Décembre, 1887.

Présidence de M. le Baron HENRY DE WORMS.

Étaient présents :—MM. les Délégués de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie, de la Belgique, du Danemark, de l'Espagne, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, des Pays-Bas, de la Russie, et de la Suède. Mr. White, Premier Secrétaire de la Légation des États-Unis à Londres, assiste à la séance en qualité de Représentant officieux du Gouvernement des États-Unis.

Le procès-verbal de la quatrième séance est adopté.

Les Délégués Espagnols remettent la note ci-après, dans laquelle est formulée, dans sa forme définitive, la motion faite au cours de la dernière séance par M. Dupuy de Lome :—

*“ Proposition des Délégués de l'Espagne. ”*

“ Les Délégués de l'Espagne croient que la Conférence ne doit pas se limiter à abolir les primes ; elle doit aussi chercher une garantie de cette abolition.

“ L'Espagne a eu beaucoup à souffrir par le système des primes, ayant perdu presque totalement entre autres le marché de la Grande-Bretagne, ne pouvant pas y lutter contre les sucres primés. Les Délégués de l'Espagne considèrent que les primes, dans la pratique, équivalent à l'imposition d'un droit différentiel dans un marché tiers ; ils doutent que la clause de la nation la plus favorisée soit justement appliquée dans les pays qui admettent aux mêmes conditions les produits primés et ceux qui ne le sont pas. Ils croient même qu'il ne sera pas possible à l'avenir de faire des Traités de Commerce sans une garantie contre les primes.

“ Sans vouloir donner à cette manifestation la portée d'une proposition formelle, ils croient néanmoins qu'il serait très-important que MM. les Délégués soumissent ces idées à leurs Gouvernements respectifs afin de pouvoir considérer la situation qui sera faite dans tous les marchés aux sucres des pays qui ne donnent pas de primes et à ceux des pays qui les donnent.

“ Dans cet ordre d'idées, ils proposent que les Hautes Parties Contractantes considèrent s'il n'y aurait pas lieu à décider que les nations formant l'Union Sucrière s'engageassent à prohiber l'importation des sucres provenant des pays qui accorderaient des primes ou à imposer un droit compensateur qui ne serait pas plus bas que le montant de ces primes.”

M. le Président soumet à la Conférence un projet de Protocole accompagné d'un projet de Convention.

La discussion s'ouvre sur le projet de Protocole.

M. Jordan propose de modifier le deuxième paragraphe de manière à établir que le projet de Convention soumis à la Conférence émane de l'initiative de MM. les Délégués Britanniques.

M. le Président fait remarquer que les clauses du projet de Convention sont empruntés aux Procès-verbaux des Séances de la Conférence et au Rapport de la Commission. La rédaction proposée par M. Jordan laisserait supposer que les Procès-verbaux des Séances n'ont pas été adoptés par tous les Délégués.

M. Jordan fait remarquer que le projet de Convention contient des dispositions nouvelles qui n'ont encore été l'objet d'aucune délibération ; telles sont les clauses relatives aux Colonies, et aux pays dans lesquels le sucre n'est pas imposé. M. Jordan hésite à se rallier au projet de Protocole parce qu'il donne lieu de supposer que les Délégués de l'Allemagne aient pris part à la rédaction du projet de Convention.

M. le Président fait remarquer qu'on a cru conforme à l'intérêt de toutes les Puissances de faire entrer les Colonies dans le régime conventionnel et de reconnaître à celles qui sont autonomes le droit d'y adhérer. Quant aux pays où il n'y a pas d'impôt, il n'y aurait pas à en faire mention, si, dans une Convention, il n'était pas nécessaire de prévoir toutes les éventualités. En résumé, le projet de Convention est le résultat logique des discussions auxquelles tous les Délégués ont pris part.

*M. Jordan* tient à ce que le Protocole soit modifié dans le sens de sa proposition, parce qu'il n'a pas reçu mission de prendre part à la rédaction d'une Convention.

*Mr. Kennedy* expose les précédents. Les Délégués rédigent d'abord un projet; c'est seulement ensuite que les Gouvernements nomment des Plénipotentiaires pour signer l'acte définitif.

*M. le Président* cite à l'appui les Protocoles de Clôture de 1877.

*M. Jordan* croit qu'il ne serait pas contraire aux habitudes diplomatiques de dire, dans le Protocole, que le projet de Convention a été rédigé par les Délégués Britanniques, et que ceux-ci invitent leurs collègues à le soumettre, à le recommander même à leurs Gouvernements. *M. Jordan* s'engagerait volontiers à soumettre le projet présenté sous cette forme, et son Gouvernement déciderait s'il y a lieu d'en faire l'objet de négociations ultérieures.

*M. Dupuy de Lome* fait remarquer que, si une Convention ne devait pas être le résultat des délibérations, la Conférence aurait été sans objet. Il croit que *M. le Président* a présenté les projets qui sont soumis à la Conférence comme Président de cette assemblée, et non pas en qualité de Délégué Britannique.

*M. le Président* déclare que cette interprétation est parfaitement exacte.

*M. Dupuy de Lome* ajoute qu'il appartient maintenant à la Conférence de discuter le projet et de décider si *M. le Président* a bien rendu les idées qui ont prévalu dans les discussions.

*M. le Comte de Kuefstein* exprime l'avis qu'il y aurait lieu de mentionner dans le Protocole les travaux de la Commission; pour tenir compte des scrupules qui viennent de se produire et pour faciliter en même temps un accord général, il propose une nouvelle formule pour les alinéas 2, 3, et 4.

Une conversation s'engage à ce sujet entre *M. le Président*, *M. Sans-Leroy*, *M. Batanero*, et *M. Jordan*. L'amendement de *M. le Comte de Kuefstein*, modifié à la suite de cette échange d'idées, est substitué à la rédaction primitive des deuxième et troisième paragraphes du Protocole.

*M. Kamensky* demande à faire insérer dans le Protocole que l'établissement du régime de l'entrepôt est inutile en Russie, le régime actuel donnant toutes les garanties nécessaires.

*M. Sans-Leroy* demande à *M. le Délégué Russe* quel inconvénient il voit à accepter la fabrication et le raffinage en entrepôt, puisque c'est précisément ce régime qui est en vigueur dans les usines de son pays. Exercice ou entrepôt sont deux termes à peu près synonymes. *M. Sans-Leroy* en appelle à l'expérience de *M. Pistorius*.

*M. Pistorius* se rallie aux observations de son collègue. Sauf les primes directes accordés pour les sucres exportés en Asie, le système Russe est précisément celui que la Conférence désirerait voir adopter par tout le monde.

*M. Sans-Leroy* complète sa pensée en expliquant la différence qu'il y a, d'après lui, entre l'exercice proprement dit et l'entrepôt. L'exercice suppose que la matière imposable est suivie dans toutes ses transformations; le régime de l'entrepôt peut se borner à la constatation des entrées et des sorties. La Russie possède à la fois l'exercice et l'entrepôt.

*M. Kamensky* se déclare satisfait.

*M. Verkerk Pistorius* dit que, d'après la rédaction du Protocole, il semblerait que les Délégués sont tous tombés d'accord sur la clause du Projet de Convention concernant le régime applicable à la Belgique; c'est là une manière de voir que *M. Pistorius* ne saurait accepter.

*M. le Président* pense que les opinions à cet égard pourront se produire lorsqu'on discutera l'Article III du Projet de Convention.

*M. Jordan* reproduit les réserves qu'il a déjà faites quant à la date à laquelle les Gouvernements devront adresser les projets qui leur sont demandés au Gouvernement Britannique.

A la suite d'une conversation entre *M. le Président*, *MM. Pistorius* et *Du Jardin*, il est entendu que le Gouvernement Britannique communiquera à tous les Gouvernements qui prennent part à la Conférence, non-seulement les projets qui lui auront été transmis, mais encore les critiques auxquelles ces différents projets auront donné lieu.

Le projet de Protocole est adopté.

*M. Du Jardin* soulève la question de savoir si, dans l'intervalle des deux sessions de la Conférence, les résultats de ses premières délibérations pourront, sans inconvénient, être livrés à la publicité.

L'examen de cette question est renvoyé à la prochaine séance.

*M. le Président* propose de commencer l'examen du projet de Convention.

Sur l'Article I, il est entendu que les Hautes Parties Contractantes n'auront pas satisfait à la condition qui leur est imposée par le seul fait d'avoir proposé à leurs Législatures des mesures que celles-ci n'auraient pas sanctionnées. Sous le bénéfice de cette observation, l'Article I est adopté.

Sur l'Article II, il est entendu qu'il n'y aura pas lieu de soumettre les fabriques de glucose au régime de l'exercice dans les pays où ce produit n'est pas imposé.

La discussion s'engage sur l'Article III.

*M. Verkerk Pistorius* expose que les termes de cet Article attribuent aux Délégués une opinion qu'ils n'ont jamais émise, à savoir que la Belgique ne se trouve pas dans les mêmes conditions que les autres pays au point de vue du système d'impôt sur les quantités de sucre produites.

*M. Du Jardin* fait remarquer que l'Article III du projet de Convention reproduit les termes du Rapport de la Commission.

*M. Verkerk Pistorius* répond que, dans le Rapport de la Commission, la même idée est exprimée sous la forme d'une réserve faite par les Délégués de Belgique. Dans le projet de Convention, elle est présentée comme une constatation de fait acceptée par tous les Délégués.

*M. Pistorius* croit qu'il y aurait une manière plus simple d'exposer la vérité de la situation. Tous les Délégués, à l'exception des Délégués Belges, sont d'accord sur ce point que l'impôt à la consommation est le seul moyen d'abolir les primes. Dans ces conditions, il serait plus logique de supprimer l'Article III, sauf, pour les Délégués de Belgique, à faire leurs réserves au Procès-verbal de Clôture. *M. Pistorius* ne saurait admettre que les réserves faites par un seul pays soient formulées comme Article Conventionnel.

*M. Du Jardin* fait remarquer que si l'Article III vient à disparaître de l'avant-projet, la Belgique semble, par le fait, exclue de l'arrangement en négociation, avant que les Gouvernements ne se soient prononcés sur la valeur des équivalents présentés par les Délégués Belges. Il ajoute qu'il ne peut y avoir aucun inconvénient à maintenir l'Article III dans l'avant-projet, puisqu'il a déjà été entendu que les Délégués se borneront à soumettre cet avant-projet à leurs Gouvernements respectifs sans en recommander l'adoption.

*M. Sans-Leroy* partageait d'abord la manière de voir de *M. Pistorius*; il lui semblait peu logique qu'un Article de la Convention fût soumis à l'examen des Gouvernements par la totalité des Délégués, alors que les dispositions en sont considérées comme inacceptables par la grande majorité. Cependant, il serait possible que, dès le principe, la Belgique eût mis pour condition de sa présence à la Conférence qu'elle ne serait pas forcée de changer son *modus vivendi*. Dans la pensée de *M. Sans-Leroy*, ce serait faire acte de déférence envers le Gouvernement Belge que de laisser subsister la rédaction, sauf à faire sur ce point toutes les réserves nécessaires.

Les Délégués sont successivement appelés à faire connaître s'ils acceptent ou non l'Article III.

*Les Délégués de Belgique, de Danemark, et de Suède* l'acceptent sans réserves.

*M. Sans-Leroy* formule dans les termes suivants sa manière de voir et celle de ses collègues :—

“Les Délégués Français, ne croyant pas que le régime proposé pour la Belgique présente, pour la suppression des primes, les garanties dont les Hautes Parties Contractantes ont le devoir de s'entourer, font sur l'Article III les plus expresses réserves.”

*M. Verkerk Pistorius* croit qu'il ne suffit pas de s'en tenir à une simple mention dans le procès-verbal, et qu'il conviendrait de faire ces réserves au Protocole de Clôture.

Sous le bénéfice de cette observation, *les Délégués de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie, de l'Espagne, de l'Italie, des Pays-Bas, et de la Russie* se rallient aux réserves formulées par les Délégués Français.

Après une conversation entre *MM. Dupuy de Lome, Batanero, Pistorius, et Sans-Leroy*, conversation dans laquelle les Délégués de l'Espagne ont tenu à constater que l'interprétation de l'Article IV comporte la liberté d'imposer des droits de douane, pourvu que l'on n'accorde pas de drawbacks, les Articles IV et V sont adoptés.

*M. de Smet* fait connaître que *M. le Premier Délégué de Belgique*, présent à la séance, mais atteint d'une aphonie complète, qui l'empêche de prendre part aux débats, l'a prié de donner lecture de la note suivante qu'il a préparée :—

“L'opinion exprimée dans la séance du 14 par M. le Premier Délégué des Pays-Bas, sur la nécessité de supprimer toute surtaxe ou protection sur les sucres entre les pays contractants, n'ayant pas semblé être partagée par les Délégués de plusieurs pays, je me suis demandé si l'on ne pourrait, par un *mezzo-termine*, donner satisfaction, dans la limite du possible, aux divers intérêts engagés dans la question.

“En principe, j'adhère complètement aux idées développées par M. Pistorius. Il est vrai que la suppression des protections douanières n'est pas inscrite dans le programme des Conférences, qui ne comprend que la suppression des primes directes ; on ne peut, cependant, admettre que le lendemain du jour où la Convention sera signée, chaque pays ait le droit de fermer ses frontières par des droits prohibitifs et d'accorder ainsi indirectement à son industrie des avantages équivalant à des primes.

“Si, toutefois, on ne parvenait pas à se mettre d'accord sur ce point, ne pourrait-on tout au moins décider que les surtaxes existant aujourd'hui ne seront pas augmentées ?

“Dans le cas où la Conférence adopterait cette proposition, on pourrait intercaler dans le Projet de Convention, entre les Articles V et VI, la disposition suivante :—

“ARTICLE V *bis*.

“Il ne pourra être établi sur les sucres importés d'un des pays contractants dans un autre aucune surtaxe nouvelle. Les surtaxes existant actuellement ne pourront être augmentées.”

“Il semble d'autant plus nécessaire d'introduire une disposition de ce genre dans le Projet de Convention, que cela amènera les différents pays à se prononcer sur la question.”

*M. Verkerk Pistorius* déclare que, tout en sachant gré à son honorable collègue le Premier Délégué Belge de l'appui qu'il a bien voulu lui prêter, et de son intention conciliatrice, il ne saurait souscrire à un Protocole qui contiendrait la proposition énoncée dans la note de M. Guillaume ; il ne peut accepter la mission d'engager son Gouvernement à se rallier, sur ce point, à une solution qui consisterait dans le maintien des surtaxes actuelles.

*M. Du Jardin* réplique qu'il donnerait la préférence à la solution préconisée par M. Pistorius, c'est-à-dire à la suppression totale des surtaxes.

La proposition Belge est présentée subsidiairement comme une transaction dans le cas où une entente ne pourrait se produire sur les bases proposées par M. Pistorius.

*M. Verkerk Pistorius* craint que l'adoption de la formule proposée par les Délégués Belges ne préjuge la question ; il préfère que les Gouvernements soient simplement appelés à examiner la question des surtaxes au même titre que les autres.

*M. Dupuy de Lome* propose de laisser cette question en dehors de toute discussion.

*M. Sans-Leroy* ne peut se rallier entièrement à cette manière de voir. Il comprend la nécessité d'éviter les questions irritantes ; mais il y a quelques points sur lesquels il n'est pas inutile de laisser pressentir l'opinion des Gouvernements, si l'on ne veut pas s'exposer, lors de la reprise des Conférences, à des surprises désagréables. Il ne lui paraît pas possible d'obtenir de tous les Gouvernements l'engagement de n'établir aucune surtaxe.

*M. le Président* déclare que le Gouvernement Britannique n'a pas eu le désir de soulever cette question ; mais, si l'on est d'accord pour la discuter, il n'y mettra pas d'obstacles.

*M. Du Jardin* craint qu'on ne puisse obtenir des Chambres Belges la sanction d'une Convention laissant aux contractants la faculté de mettre n'importe quelles surtaxes sur les sucres provenant d'un pays signataire du Traité.

*M. Sans-Leroy* dit qu'il a envisagé la question à un point de vue purement spéculatif. La France, en effet, exporte beaucoup plus de sucre raffiné que de sucre brut. Les surtaxes sur les sucres bruts sont plutôt un gêne qu'un avantage pour les raffineurs. Dans la discussion de la Loi de 1886, les raffineurs ont déclaré qu'ils abandonneraient volontiers la surtaxe qui pèse sur les sucres raffinés, si l'on supprimait celle qui frappe les sucres bruts et restreint leurs facilités d'approvisionnement. Dans cette question, M. Sans-Leroy est guidé par le désir de faciliter un accord, et non par la pensée de garder un avantage que les principaux intéressés seraient prêts à sacrifier.

*M. Du Jardin* ne comprendrait pas qu'une Convention ne contint que des

charges ou des obligations pour les contractants, sans leur accorder aucun avantage. Il invoque les précédents de 1875 et de 1877.

*M. Sans-Leroy* expose que la situation se trouve, à cet égard, complètement changée; ce qui était possible dans un arrangement entre un petit nombre de contractants, ne l'est plus dans une Convention qui réunit presque tous les États producteurs. Il lui paraît impossible d'amener tous ces pays à aliéner le droit de réserver à leurs industriels le marché national. Le but auquel doit tendre la Conférence, c'est que les sucres de toutes provenances puissent arriver sur les marchés tiers dans les mêmes conditions de production.

*M. Du Jardin* insiste pour que l'on mette aux voix la proposition de *M. Pistorius* et, subsidiairement, la proposition Belge.

*M. Verkerk Pistorius* déclare qu'il n'a pas voulu formuler de proposition définitive, parce que la Conférence n'est pas actuellement en mesure de résoudre la question. Il demande donc qu'elle soit réservée pour être soumise aux Gouvernements, et discutée à la prochaine session de la Conférence.

*M. Kamensky* se rallie complètement à la manière de voir qui a été exprimée par le Délégué Français, et ne croit pas que la Russie abolisse les surtaxes. Les tarifs resteront tels qu'ils sont.

*M. Dupuy de Lome* déclare que, dans la pensée de son Gouvernement, la question des surtaxes ne devait pas entrer dans le programme de la Conférence. Aussi n'a-t-il pas d'instructions à cet égard. Il dira, cependant, que l'Espagne a toujours entendu garder le marché métropolitain pour les sucres de ses provinces d'outremer, que Cuba et Porto Rico sont des provinces Espagnoles, et que l'abolition de tout droit d'entrée sur les sucres de Cuba n'est qu'une faible compensation pour la crise dont souffre cette île, et des sacrifices qu'a imposés à cette province l'abolition de l'esclavage sans indemnité.

*M. Jordan* désire réserver complètement à l'appréciation de son Gouvernement la question qui vient d'être discutée, de même que les dispositions contenues dans les Articles IV et V du projet de Convention.

*M. le Comte de Kuefstein* dit, qu'en présence d'une proposition nouvelle, il ne peut pas se prononcer. La question devra être encore étudiée. En conséquence, il ne pourrait pas se rallier à l'Article V bis.

On passe à la discussion de l'Article VI.

*M. Verkerk Pistorius* demande s'il n'y aurait pas lieu d'établir un bureau international pour la publication non-seulement des lois et règlements, mais encore d'une statistique officielle sur le mouvement des sucres dans tous les pays.

*M. le Président* dit que cette question pourrait être examinée par le Congrès sur la publication des Tarifs qui se tiendra à Bruxelles au mois de Mars prochain.

Les Articles VI et VII sont adoptés.

Après quelques observations faites par *Mr. Kennedy* sur la forme de l'Article VIII, *M. le Comte d'Onslow* fait connaître que, parmi les Colonies Britanniques deux seulement donnent des primes, la Nouvelle Zélande et Victoria. La première de ces Colonies offre une prime directe de  $\frac{1}{2}$  penny par livre; mais cette prime n'a jamais été ni demandée ni payée. La Colonie de Victoria a établi un droit qui permettrait une prime de 3s. 6d. par hundredweight. Le Gouvernement a l'espérance qu'avant le mois de Mars, les deux Colonies seront entrées dans la Convention.

*M. Sans-Leroy* expose l'impossibilité de conclure un arrangement qui ne lierait pas les Possessions et Colonies Britanniques.

*M. le Comte d'Onslow* déclare que le Gouvernement s'engage à faire aux Colonies autonomes, nominativement désignés à l'Article VIII, les représentations nécessaires, et qu'il espère une réponse favorable.

L'Article VIII est adopté.

La discussion s'engage sur l'Article IX.

*M. Sans-Leroy* croit impossible de fixer la date du 1<sup>er</sup> Août, 1888, comme point de départ de la Convention. Il cite l'exemple de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie, qui ont laissé s'écouler plus d'une année entre la présentation des lois et leur application. Il propose de laisser la date en blanc, afin que les divers États soient mis à même de fournir leur avis sur l'époque à laquelle la Convention pourrait entrer en vigueur.

*M. Jordan* adhère à cette proposition.

*M. Du Jardin* dit que les fabricants de son pays s'émeuvent; qu'il serait important de savoir dès maintenant qu'un changement de législation paraît peu probable pour

la campagne prochaine. Il explique l'impossibilité matérielle de faire voter une loi par le Parlement Belge avant cette époque.

*M. le Président* résume cette discussion en disant que la Conférence sera mieux en mesure de fixer la date au cours de sa deuxième session.

L'Article IX est adopté sans indication de date.

L'Article X est adopté.

L'ensemble du projet est adopté sous toutes les réserves formulées dans la discussion qui est consignée dans le présent procès-verbal.

La prochaine séance est fixé à 3 heures Lundi, 19 Décembre.

La séance est levée à 5 heures et demie.

Le Président de la Conférence,  
(Signé) HENRY DE WORMS.

Les Secrétaires,

(Signé)

H. FARNALL.

A. E. BATEMAN.

E. BOIZARD.

### Inclusure 8.

#### CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR LE RÉGIME DES SUCRES.

*Septième Séance.—Lundi, 19 Décembre, 1887.*

Présidence de M. le Baron HENRY DE WORMS.

Étaient présents :—MM. les Délégués de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie, de la Belgique, du Danemark, de l'Espagne, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, des Pays-Bas, de la Russie, et de la Suède. Mr. White, Premier Secrétaire de la Légation des États-Unis à Londres, assiste à la séance en qualité de Représentant officieux du Gouvernement des États-Unis.

Le procès-verbal de la cinquième séance est adopté sauf une rectification signalée par M. le Premier Délégué des Pays-Bas.

A la suite d'un échange d'idées entre *M. le Président*, *M. Du Jardin*, *M. Dupuy de Lome*, et *M. Pistorius*, il est entendu que les réserves formulées par les Pays-Bas en ce qui concerne les surtaxes d'importation, et par l'Espagne en ce qui concerne les moyens de défense contre l'importation des sucres primés, ne figureront pas au Protocole de Clôture, mais resteront insérées dans les Procès-verbaux.

Sur l'Article V du Projet de Convention, il est entendu, à la demande de *M. Pistorius*, que les Pays Contractants auront le droit d'abolir leur impôt tout en restant dans la Convention.

*M. Catalani* rappelle qu'à la dernière séance *M. le Président* a réservé sur cette question l'opinion du Gouvernement Britannique.

*M. le Président* répond qu'en se référant aux dépêches échangées entre le Marquis de Salisbury et le Prince de Chimay, il a vu que, dès le principe, la Belgique, en acceptant l'invitation de participer à une Conférence, avait annoncé que ses Délégués ne seraient pas autorisés à accepter le principe de l'impôt à la consommation. Le Gouvernement Britannique ayant accepté cette adhésion conditionnelle, ne saurait aujourd'hui exprimer une opinion sur les réserves formulées à cet égard par les Délégués de plusieurs pays.

A la demande de *M. Du Jardin*, il sera mentionné au procès-verbal que les Délégués Belges se sont abstenus sur le paragraphe du Protocole relatif à l'Article III du projet de Convention.

*M. Du Jardin* rappelle qu'à la dernière séance, la question a été posée de savoir si, dans l'intervalle des deux sessions de la Conférence, les résultats de ses premières délibérations, c'est-à-dire les procès-verbaux, le Protocole et le projet de Convention, pourraient être livrés à la publicité.

*M. le Président* répond qu'après avoir consulté *M. le Marquis de Salisbury*, il lui paraît impossible, en présence des exigences du régime Parlementaire, de tenir secret les résultats de la Conférence.

Le procès-verbal de la sixième séance est lu et adopté.

Il est procédé à la signature du Protocole, annexé au présent procès-verbal.

M. le Président prononce l'allocution suivante:—

“ Messieurs et chers collègues,

“ Je dois vous faire part d'une lettre que je viens de recevoir du Marquis de Salisbury. En voici la traduction :

“ Mon cher Baron de Worms,

“ Le 17 Décembre, 1887.

“ Un engagement politique, dont la date a été fixée depuis longtemps, m'empêche de me rendre à Londres Lundi prochain; c'est à mon plus vif regret que je me trouve dans l'impossibilité d'assister à la dernière séance de la Conférence sur le Régime des Sucres. Je vous prie de faire toutes mes excuses à MM. les Délégués et de les féliciter en mon nom sur l'heureux résultat de leurs travaux. La suspension des Conférences n'est qu'un ajournement; à la reprise des négociations au mois de Mars, lorsque les Délégués reviendront, comme je l'espère, armés des pouvoirs nécessaires à donner un effet pratique à leurs délibérations, je compte avoir l'honneur de leur souhaiter personnellement la bien venue.

“ Tout à vous.

“ SALISBURY.”

“ Dans quelques moments nous allons nous séparer. Nous sommes arrivés à un moment d'arrêt dans nos travaux.

“ Les divers États nous avaient donné mandat de discuter la suppression des primes sur le sucre. La mission n'était pas sans difficultés. On cherche une solution de cette question depuis vingt-sept ans. Nous avons tous eu des intérêts divers, quelquefois divergents, à ménager; mais il a été bientôt manifeste que nous visions tous le même but, et l'unanimité n'a pas tardé à se produire. C'est ainsi que nous avons préparé un projet de Convention qui résume les décisions que nous avons prises et les recommandations que la Commission nous a faites. Nous pouvons hardiment le soumettre à l'approbation de nos Gouvernements. J'ai la confiance qu'il sera accepté. Nous saurons, dans ce cas, que nous avons contribué à un grand acte de justice à l'égard du commerce international, acte qui ne manquera pas de fortifier les bonnes relations que ce commerce établit entre les peuples.

“ Notre œuvre peut laisser subsister quelque lacunes, mais elle pose les véritables principes de l'union que nous voulons former. Permettez-moi, en ma qualité de Président de cette Conférence, de faire quelques observations sur ce qui me paraît être la vraie portée du projet que nous allons soumettre à nos Gouvernements. Tout en se préoccupant de l'uniformité, il ne formule aucun projet de loi, ou de règlement, qui doit être adopté par tous les États. Mais il affirme les seuls principes qui puissent assurer l'uniformité des résultats. Je crois qu'on ne saurait atteindre cette uniformité de résultats par la voie de l'uniformité de législation. L'esprit des lois et des règlements diffère d'un pays à l'autre. Les mœurs administratives ne diffèrent pas moins. Je vous avouerai qu'il est incontestable pour moi que les caractères de la fraude sont loin d'être les mêmes partout.

“ Il est des pays où l'Administration fera tous ses efforts pour prévenir un procédé frauduleux qui sera presque inconnu dans un autre pays. Ici on ne déjouera les tentatives de fraude que par telle ou telle disposition qui serait inutile ailleurs. Je conçois, même, que l'uniformité de législation pourrait bien ne pas assurer les résultats que nous désirons obtenir, notamment la cessation de la prime.

“ Nous laissons à chaque pays la responsabilité de déterminer, selon les besoins de ses industriels et selon ses habitudes administratives, quelles sont les dispositions législatives qui assureront le fonctionnement régulier des systèmes d'impôts que décrètera la Convention.

“ Cette responsabilité individuelle de chaque État est la meilleure de toutes les garanties. Tous les Gouvernements ont résolu, soyons-en convaincus, de faire disparaître la prime; ils le désirent sincèrement. Voilà la vraie base de l'Union.

“ La loi que le Gouvernement de chaque État formulera devra établir nettement que la prime cessera désormais d'exister chez-lui. Il incombe à chaque Gouvernement d'agir comme si la réalisation du désir commun dépendait de lui seul; il faut que les dispositions de chacune des lois soient d'une efficacité si complète et si évidente que les autres Gouvernements n'aient aucune difficulté à y trouver toutes les garanties



qu'ils ont le droit de demander, et sans lesquelles ils ne voudraient pas, de leur côté, faire partie de l'Union.

" Il me reste, mes chers collègues, à vous remercier, en mon nom personnel ; la bienveillance cordiale que vous n'avez cessé de me témoigner a rendu bien facile la tâche de présider à vos délibérations. Je vous en dois une profonde gratitude. Je n'ai aujourd'hui qu'un regret, c'est que nous soyons contraints de suspendre pour un temps nos Conférences. Cette interruption même marque combien sont grands les progrès que nous déjà avons fait.

" Si nous nous séparons, ce n'est que pour préparer les lois qui donneront un corps au projet de Convention que nous venons de rédiger.

" Je dois aussi exprimer à M. Boizard les meilleurs remerciements de la Conférence, et tout particulièrement ceux du Foreign Office, pour la gracieuse obligeance avec laquelle il s'est mis à notre disposition pour la rédaction des procès-verbaux. Son concours nous a été précieux."

*M. le Comte de Kuefstein* répond en ces termes à M. le Président :—

" Après le discours de M. le Président, je n'oserais certainement plus prendre la parole s'il ne s'agissait pas d'un devoir impérieux à remplir en lui offrant nos plus chaleureux remerciements pour la manière courtoise dont il a dirigé les travaux, et pour la grande obligeance qu'il n'a cessé d'apporter dans ses relations avec nous. C'est un devoir du cœur que je suis heureux de pouvoir remplir.

" Quand nous nous sommes réunis ici pour répondre à l'invitation du Gouvernement de Sa Majesté Britannique, on pouvait prévoir de nombreuses difficultés. Aujourd'hui nous nous séparons après avoir trouvé les éléments d'un accord général.

" Si, dans nos pays respectifs on approuve ce que nous venons de faire, nous aurons la satisfaction d'avoir contribué au rapprochement des nations représentées ici, relativement à une des questions les plus délicates. Nous le devons certainement à l'esprit de conciliation dont chacun de nous s'est inspiré, mais nous le devons aussi, et surtout, à la direction habile et éclairée de notre très honoré Président, grâce à laquelle nous avons obtenu un résultat qui peut avoir de très heureuses conséquences.

" Je dois donc être l'interprète des sentiments de tous mes collègues en lui exprimant nos plus chaleureux remerciements, et je suis également sûr de l'approbation générale en étendant nos remerciements à tous les membres de la Délégation de la Grande-Bretagne, qui nous ont donné des témoignages continuels d'obligeance et de sympathie.

" Et, *the last, but not the least*, nous désirons dire à MM. les Secrétaires de la Conférence, auxquels M. Boizard a bien voulu se faire adjoindre, combien nous leur sommes reconnaissants de l'habileté et de la patience avec laquelle ils ont reproduit nos paroles et rédigé les procès-verbaux de nos discussions."

*M. Sans-Leroy* exprime, à son tour, à M. de Kuefstein les remerciements de la Conférence.

*M. le Président* propose de fixer la date de la prochaine séance, qui ouvrira la deuxième Session, au Jeudi, 5 Avril prochain.

Cette date est adoptée sans observation.

Le procès-verbal de la séance actuelle est lu et adopté.

La séance est levée à 6 heures.

Le Président de la Conférence,  
(Signé) HENRY DE WORMS.

Les Secrétaires,  
(Signé) H. FARNALL.  
A. E. BATEMAN.  
E. BOIZARD.

*Whitehall, December 23, 1887.*

THE following further Addresses and Resolutions of Congratulation on the occasion of Her Majesty having attained the Fiftieth Year of Her Reign, which have been transmitted to the Right Honourable Henry Matthews, Her Majesty's Principal Secretary of State for the Home Department, have been laid before Her Majesty, who has been pleased to receive the same very graciously :—

To The QUEEN's Most Excellent Majesty.

*May it please Your Majesty,*

WE, Your Majesty's most dutiful and loyal subjects, the President, Vice-Presidents, and other Officers and Members of the Corporation of the Royal Literary Fund, beg respectfully to approach Your Majesty, as our Most Royal Patron, and tender our heartfelt congratulations on the completion of the Fiftieth Year of Your Majesty's reign over a free and loyal people.

We acknowledge with thankfulness that in Literature Your Majesty's reign can confidently challenge comparison with those of our most illustrious Sovereigns, and desire to express the debt of gratitude which we owe to Your Majesty for the munificent patronage vouchsafed to this Corporation throughout Your Majesty's Reign.

We further desire to assure Your Majesty of our dutiful and affectionate attachment to Your Person and our reverence for Your Throne, and we fervently pray that Your Majesty may be long spared to promote the happiness of a loyal, faithful, and loving people.

(Signed) *Derby,*  
President of the Fund.

10th November, 1887.

To the QUEEN's Most Excellent Majesty.

*May it please Your Majesty.*

We, the Mark Master Masons of England and Wales and the Colonies and Dependencies of the British Crown, in Grand Lodge assembled, humbly approach Your Majesty with the assurance of our heartfelt loyalty to Your Throne and Person.

We respectfully congratulate Your Majesty on the completion of the Fiftieth Year of Your Majesty's reign, during which period Your dominions have been so largely extended, and the blessings of law and order so increasingly diffused.

We rejoice in the loyalty which forms so effective a bond of union between the various parts of Your Majesty's Empire; and we pray the Great Overseer of the Universe to continue His gracious favour to Your Majesty, and for many years to preserve to Your faithful people the blessings of Your Majesty's Reign.

*Albert Edward, G.M.*

*Frederick Binches, Grand Secretary.*

Dated at London, the 31st day of May, 1887.

And on the same subject from :—

Huddersfield District Deaf and Dumb Association.

Kilmore Diocesan Synod.

Elphin Diocesan Synod.

Barrow-in-Furness, Mayor and Corporation of.

Armagh Diocesan Synod.

Cork, Cloyne, and Ross, Synod of the United Dioceses of.

Down, Connor, and Dromore, Diocesan Council of.

Southampton Parliamentary Debating Society.

Punjab, the Right Worshipful District Grand Master and the Masons of.

New Church, the Conference of.

"Cornwall" Reformatory Ship.

Victoria Provincial Grand Lodge of Freemasons.

Grand United Order of Oddfellows.

Hampton Court, the Honor and Manor of.

Meath Diocesan Synod.

Queensland District Grand Lodge of Freemasons of the Colony of.

Caerleon Local Board, Newport (Mon.).

Worcestershire Provincial Grand Lodge of Freemasons.

Victoria Habitation of the Primrose League, Kingstown, Ireland.

South-West London Protestant Institute.

AT the Council Chamber, Whitehall, the 17th day of December, 1887.

By the Lords of Her Majesty's Most Honourable Privy Council.

PRESENT :

Lord President.

Sir William Hart Dyke, Bart.

Sir Francis Saadford.

WHEREAS there was this day read at the Board a letter to the Clerk of the Council from the Secretary and Registrar of the Pharmaceutical Society of Great Britain, dated the ninth day of December, one thousand eight hundred and eighty-seven, in the words following :—

"I have to acquaint you that at a meeting of  
"the Council of this Society held last  
"Wednesday the Pharmaceutical Chemists  
"whose names appear on the other side were  
"appointed Examiners for the ensuing year,  
"and I am requested to submit their names  
"to the Privy Council for approval, in  
"accordance with the Bye-laws of the  
"Society.  
"Neither of the persons appointed has held  
"office as Member of the Council of the  
"Society during the year preceding the date  
"hereof."

ENGLAND AND WALES.

James Benjamin Barnes.

Thomas Porter Blunt.

John William Bowen.

Octavius Corder.

George Claridge Druce.

John Fletcher.

Samuel Gale.

Alfred William Gerrard.

Thomas Edward Greenish.

Francis Ransom.

William Henry Symons.

Alfred Edward Tanner.

George Spratt Taylor.

John Clough Thresh.

SCOTLAND.

William Inglis Clark.

David Brown Dott.

Adam Gibson.

William Gilmour.

Alexander Kinninmont.

Thomas Maben.

John Nesbit.

John Bertram Stephenson.

And whereas by the sixth section of "The Pharmacy Act, 1868" (31 and 32 Victoria, cap. cxxi), it is provided that no person shall conduct any examination for the purposes of that Act until his appointment has been approved by the Privy Council:

And whereas it appears that the persons appointed are, as required by the Bye-laws of the Society, under the age of 65 years, that none of them have held office as Members of the Council during the preceding twelve months, and that no objection exists to the approval of the Lords of the Council being given to such appointments:

Now, therefore, their Lordships are pleased to approve the appointments of the said persons as Examiners for the year 1888 for the purposes of the Pharmacy Act, 1868. *C. L. Peel.*

## (PLEURO-PNEUMONIA.)

AT the Council Chamber, Whitehall, the 21st day of December, 1887.

By Her Majesty's Most Honourable Privy Council.

THE Lords and others of Her Majesty's Most Honourable Privy Council, by virtue and in exercise of the powers in them vested under The Contagious Diseases (Animals) Acts, 1878 to 1886, and of every other power enabling them in this behalf, do order, and it is hereby ordered, as follows:

1. The following Area declared by Order of Council dated the eighth day of September, one thousand eight hundred and eighty-seven, to be an Area infected with pleuro-pneumonia (namely),—at Westcott, near Dorking, in the county of Surrey, comprised within the following boundaries, that is to say, on the west side the boundary of Dorking parish from Coast Hill along Wolvers-lane to Great Squires Wood, then the line to skirt the edge of the wood (but to include Squires Farm) along the road or path running into Logmore-lane at a point opposite a gate leading to Chadhurst Farm, thence by path to Milton-street, along Milton-street as far as the point of intersection of the path leading to Westcott Heath, from thence to the high-road at the Cricketers Arms and along the high-road as far as the boundary of Dorking parish,—is, except such portion thereof as is included in the Area described in Article 2 of this Order, hereby declared to be free from pleuro-pneumonia, and the Area above described, except as aforesaid, shall, as from the commencement of this Order, cease to be an Area infected with pleuro-pneumonia.

2. The following Area (namely),—at Westcott, near Dorking, in the county of Surrey, comprised within the following boundary, that is to say, beginning at the occupation-road leading from Wolvers-lane to Logmore-lane, along Logmore-lane to an occupation-road to Durrants Farm (including the Farm buildings), thence along a footpath on the south-west side running to the south of Durrants Wood, Claypit Copse, and the Hazels to a Stone Bridge at the Pond Tail of Bury Hill, thence to the south to Logmore-lane along the path leading to Squires Farm (buildings included) and skirting Squires Wood to Wolvers-lane,—shall continue to be and is hereby declared to be an Area infected with pleuro-pneumonia.

3. This Order shall take effect from and immediately after the twenty-second day of December, one thousand eight hundred and eighty-seven.

*Herbert M. Suft.*

## (SWINE-FEVER.)

AT the Council Chamber, Whitehall, the 21st day of December, 1887.

By Her Majesty's Most Honourable Privy Council.

THE Lords and others of Her Majesty's Most Honourable Privy Council, by virtue and in exercise of the powers in them vested under The Contagious Diseases (Animals) Acts, 1878 to 1886, and of every other power enabling them in this behalf, do order, and it is hereby ordered, as follows:

1. The following Area (namely),—the burgh of Queensferry,—which was declared by Order of Council dated the twenty-eighth day of July, one thousand eight hundred and eighty-seven, to be an Area infected with swine-fever, is hereby declared to be free from swine-fever, and that Area shall, as from the commencement of this Order, cease to be an Area infected with swine-fever.

2. This Order shall take effect from and immediately after the twenty-second day of December, one thousand eight hundred and eighty-seven.

*Herbert M. Suft.*

## (SWINE-FEVER.)

AT the Council Chamber, Whitehall, the 23rd day of December, 1887.

By Her Majesty's Most Honourable Privy Council.

THE Lords and others of Her Majesty's Most Honourable Privy Council, by virtue and in exercise of the powers in them vested under The Contagious Diseases (Animals) Acts, 1878 to 1886, and of every other power enabling them in this behalf, do order, and it is hereby ordered, as follows:

1. The following Area (namely),—in the borough of Devonport comprising the piggeries, buildings, and lands situate at or near St. Levan-road and Ford Hill within the said borough and in the several occupations of John Lisle, John Skilley, John Date, Samuel Martin, Richard Hawking, William Browning, William George Weeks, Thomas Lidstone, Joseph Parnell, William Strong, Holland Treleven, and John Batten,—which was declared by Order of Council dated the nineteenth day of September, one thousand eight hundred and eighty-seven, to be an Area infected with swine-fever, is hereby declared to be free from swine-fever, and that Area shall, as from the commencement of this Order, cease to be an Area infected with swine-fever.

2. This Order shall take effect from and immediately after the twenty-fifth day of December, one thousand eight hundred and eighty-seven.

*Herbert M. Suft.*

*Whitehall, December 20, 1887.*

THE Queen has been pleased to direct Letters Patent to be passed under the Great Seal of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, granting the dignity of a Knight of the said United Kingdom unto Adam Wilson, Esq., late Chief Justice of the Queen's Bench of Ontario, in the Dominion of Canada.

*Whitehall, December 20, 1887.*

THE Queen has been pleased to give and grant unto Francis Bertram Roof, Esq., Director of the Khedivial Steamboat Company, Her Royal

licence and permission that he may accept and wear the Insignia of the Order of the Osmanieh of the Third Class, which His Highness the Khedive of Egypt, authorized by His Imperial Majesty the Sultan, has been pleased to confer upon him in recognition of his services whilst actually and entirely employed beyond Her Majesty's Dominions in the service of His Highness.

*India Office, December 21, 1887.*

THE Queen has been pleased to appoint Hale Horatio Shephard, Esq., Barrister-at-Law, to be Advocate-General for the Presidency of Madras.

*India Office, December 22, 1887.*

THE Queen has been pleased to appoint the Venerable Henry James Matthew, M.A., Archdeacon of Lahore, to be Bishop of Lahore, in the place of the Right Reverend T. V. French, D.D., who has resigned that office.

*Whitehall, December 10, 1887.*

THE Queen has been pleased to grant unto John Carbery Pugh Vaughan-Pryse-Rice, formerly John Carbery Pugh Rice-Vaughan-Pryse, of Llwyn-y-Brain, in the county of Carmarthen, Esquire, in the Commission of the Peace, and a Deputy-Lieutenant for the county of Cardigan, Her Royal licence and authority that he may continue to use the surname of Rice, in addition to and after those of Vaughan-Pryse, and that he may bear the arms of Pryse quarterly with those of Rice, and that such surnames and arms may in like manner be taken, borne, and used by his issue; such arms being first duly exemplified according to the laws of arms, and recorded in the College of Arms, otherwise the said Royal licence and permission to be void and of none effect.

And also to command that the said Royal concession and declaration be recorded in Her Majesty's College of Arms.

BY virtue of an Act passed in the twenty-fourth year of the reign of His Majesty King George III, intituled "An Act to repeal so much of two Acts made in the tenth and fifteenth years of the reign of His present Majesty, as authorizes the Speaker of the House of Commons to issue his Warrant to the Clerk of the Crown for making out writs for the election of Members to serve in Parliament, in the manner therein mentioned, and for substituting other provisions for the like purposes;" and of an Act passed in the twenty-sixth year of the reign of Her present Majesty, intituled "An Act to further limit and define the time for proceeding to Election during the Recess:"

I do hereby give notice, that the death of Arthur Loftus Tottenham, late a Member serving in this present Parliament for the City of Winchester, hath been certified to me in writing, under the hands of two Members serving in this present Parliament; and that I shall issue my Warrant to the Clerk of the Crown to make out a new writ for the electing of a Member to serve in this present Parliament for the said City of Winchester at the end of six days after the insertion of this notice in the London Gazette.

Given under my hand this twenty-second day of December, 1887.

ARTHUR WELLESLEY PEEL, Speaker.

(H. 8692.)

*Board of Trade (Harbour Department), London, December 23, 1887.*

THE Board of Trade have received through the Secretary of State for Foreign Affairs a copy of a Despatch, dated 10th November last, from Her Majesty's Representative at Santiago, stating that the Diario Oficial of yesterday contains a Notice from the Ministry of Foreign Affairs to the effect that the passes of the Cordillera leading to Mendoza have been closed by the Argentine authorities, with the exception of Uspallata, immediately behind Aconcagua, where a station is to be established for sanitary inspection, and that the Colombian ports on the Pacific, the chief of which is Panama, have been temporarily closed to vessels arriving from Chile.

These measures have been adopted in consequence of reports of the re-appearance of cholera in the interior of Chile.

(H. 8801.)

*Board of Trade (Harbour Department), London, December 23, 1887.*

THE Board of Trade have received through the Secretary of State for Foreign Affairs a copy of a Despatch, dated 21st instant, from Her Majesty's Representative at Paris, notifying the cessation of quarantine in French ports against Italy, Sardinia, and Sicily, with the exception of Messina, arrivals from which undergo an observation of 24 hours in the Mediterranean ports, and medical inspection in those of the Atlantic Ocean and English Channel.

*Admiralty, 19th December, 1887.*

*Royal Marine Light Infantry.*

THE undermentioned Officers to be Majors:—  
Captain and Brevet Major Meering Bloomfield Seager, upon the Seconded List. Dated 8th December, 1887.

Captain Arthur Clement Smyth, vice Holt, to half-pay. Dated 8th December, 1887.

Lieutenant Charles Hope Willis to be Captain, vice Smyth. Dated 8th December, 1887.

*Admiralty, 20th December, 1887.*

THE undermentioned Chief Engineers have been advanced to the rank of Staff Engineer in Her Majesty's Fleet, viz. :—

Henry Charles Goldsmith. Dated 11th December, 1887.

David John Gyles. Dated 12th December, 1887.

John Langford Stevenson. Dated 17th December, 1887.

In accordance with the provisions of Her Majesty's Order in Council of 1st April, 1881—  
Surgeon Alexander William McLeod has been placed on the Retired List of his rank. Dated 9th December, 1887.

Boatswain Thomas Morris has been promoted to the rank of Chief Boatswain in Her Majesty's Fleet. Dated 20th December, 1887.

*Admiralty, 21st December, 1887.*

The Reverend Hugh Keys Moore, B.A., has been appointed Naval Instructor in Her Majesty's Fleet. Dated 6th December, 1887.

*Commissions signed by the Lord Lieutenant and High Steward of the Stewartry of Kirkcudbright.*

The Honourable Charles Hope to be Deputy Lieutenant. Dated 18th November, 1887.

Captain John Hope, jun., R.N., to be Deputy Lieutenant. Dated 18th November, 1887.  
 Walter Montgomerie Neilson, Esq., to be Deputy Lieutenant. Dated 18th November, 1887.  
 Henry Grierson, Esq., to be Deputy Lieutenant. Dated 18th November, 1887.  
 George Maxwell, Esq., to be Deputy Lieutenant. Dated 18th November, 1887.  
 Archibald Hume, Esq., to be Deputy Lieutenant. Dated 18th November, 1887.  
 James Kirkconnell Maxwell Witham, jun., Esq., to be Deputy Lieutenant. Dated 18th November, 1887.  
 Maxwell Hyslop Maxwell, Esq., to be Deputy Lieutenant. Dated 18th November, 1887.  
 John McKie, Esq., to be Deputy Lieutenant. Dated 18th November, 1887.  
 Thomas Gladstone, Esq., to be Deputy Lieutenant. Dated 18th November, 1887.  
 Walter Scott, Esq., to be Deputy Lieutenant. Dated 18th November, 1887.  
 Sir William Francis Maxwell, Bart., to be Deputy Lieutenant. Dated 9th December, 1887.

*Commissions signed by the Lord Lieutenant of the County of Perth.*

Archibald Fitzroy George, Lord Hay, to be Deputy Lieutenant. Dated 20th December, 1887.  
 Edmund Archibald Stuart-Gray, Esq., to be Deputy Lieutenant. Dated 20th December, 1887.  
 John James Dalgleish, Esq., to be Deputy Lieutenant. Dated 20th December, 1887.

*Treasury Chambers, Whitehall,  
 December 23, 1887.*

THE Royal Commission on Horse Breeding has submitted the following Report to the Queen :—

**ROYAL COMMISSION ON HORSE BREEDING.**

*May it please Your Majesty,*

WE, the Commissioners appointed to consider the regulations under which Your Royal Bounty, and also any moneys which Parliament may grant, may best be expended, for the purpose of encouraging the breed and maintenance of a race of sound Horses, humbly desire to submit to Your Majesty our first report upon the matters which we have been directed to investigate.

Before we state, however, the conclusions at which we have arrived, we desire to submit to Your Majesty the various considerations by which we have been guided.

There can be little doubt that for a considerable period, the Royal Bounty, as expended in Queen's Plates, has failed effectively to fulfil the purpose for which it was originally intended. But it is only within recent years that any further necessity for encouraging the breed of Horses, apart from the influence of private enterprise, has arisen.

Private enterprise was formerly sufficient to produce and to maintain a breed of Horses in this country, which was unrivalled in the world; and that pre-eminence was successfully maintained until the governments of foreign countries became alive to the importance of acquiring an equal advantage for themselves.

The foreign Haras, which were established for this purpose, in various countries on the Continent, created a most serious drain upon our resources in this country.

There is no record unfortunately contained in any of the official statistics of the number of stallions which have been annually exported from

the country, but it is a matter of common notoriety that year after year the United Kingdom has been swept by the agents of foreign governments for the stallions and the mares best suited to their purpose, and they have been bought with public money, and taken from the country, frequently at prices with which it was impossible for private enterprise successfully to compete.

The consequence of this has been that, with the exception of the highest class of Stallions and of Mares, for the breeding of race Horses, this country has been left, for the most part, with the inferior and often unsound animals, which the foreign agent has rejected, and the result has been a gradual but marked deterioration in the general breed, for which England, at one time, was famous.

Your Commissioners have therefore considered, in the first place, as the most effectual means of dealing with this evil, whether it was possible for them, by the formation of a Haras for Stallions, to retain the most valuable animals which at present leave the country for the service and the use of the breeders of Horses in the United Kingdom.

We have not proposed, however, any scheme upon the subject, for the reasons which we state elsewhere; but, we desire to express our strong and unanimous conviction, that until some means are found of retaining in the country for the future such animals as we describe, it is vain to expect any marked or permanent improvement in the breed of Horses.

The formation of a Haras ought to be accompanied, we think, by a scheme for providing liberal Premiums for competition by Stallions; and if this were done we believe that most gratifying results would be obtained.

The means at our disposal are, however, insufficient to enable us to provide concurrently for each of these two schemes, and it is doubtful if they would have been sufficient for the formation of a Haras, even if we had thought it right to recommend that course alone. We have therefore directed our attention chiefly to the latter of these objects.

We have received communications on this subject from a large number of Agricultural Societies in England, in Scotland, and in Wales, as well as from Societies for promoting special breeds of Horses.

We may especially refer to a deputation which waited on the Commissioners, composed of representatives of the Hackney, Cleveland and Coach-Horse Societies, and to the evidence which they gave us in particular as to the large number of Stallions and Mares which were annually exported from this country, by which Your Commissioners were very strongly impressed.

We have carefully weighed and considered in each case the representations which were made to us; but we are of opinion that to divide the Grant so as to meet the claims of all the applications we received, would so materially reduce Premiums for competition as greatly to deprive them of their value.

Your Commissioners have therefore come to the conclusion, having regard to the time of year at which Your Majesty's Commission has been issued, and the amount of the funds at their disposal, that they will best be expended in the forthcoming year in premiums for Thorough-bred Stallions suitable for getting "half-bred horses" of general utility, to be offered at a Show in conjunction with that of the Royal Agricultural Society, to be held at Nottingham on the 9th and 10th of February, 1888. But Your Commissioners

without committing themselves to any specific action in the future, desire to record their intention of taking further evidence, and collecting all available information with reference to every recognised breed of horses in the United Kingdom, before arranging a scheme of distribution for 1889.

The Premiums to be offered will be called "Queen's Premiums."

It appears to Your Commissioners that by a system of premiums, carefully guarded by adequate rules and regulations, some of the difficulties which have hitherto stood in the way of breeders of Horses (especially small occupiers

of land), in securing the services of sound Stallions, may be removed.

We desire to recommend that for the future in the statistics of the export of Horses, the number of Stallions, Mares, and Geldings shall be distinguished and classified.

The scheme, together with the rules and regulations under which the Premiums will be offered for competition for this year, will be found in the appendix.

All which we most humbly submit to Your Majesty's most gracious consideration.

#### APPENDIX.

Show of Thorough-bred Stallions suitable for getting Half-bred Horses, to be held at Nottingham, in conjunction with the Royal Agricultural Society of England, on Thursday and Friday, February 9th and 10th, 1888.

Last day of entry, Saturday, January 21st.

Post Entries will be received up to 28th January, on payment of Double Fees.

Twenty-two "Queen's Premiums" of £200 each will be offered for Thorough-bred Stallions (3 years old and upwards).

It shall be a condition that each Stallion winning a Premium shall serve not less than fifty half-bred mares, if required, during the season of 1888, and shall stand or travel at the owner's option in the district for which he is exhibited, at a fee not exceeding forty shillings for each mare, and two shillings and sixpence to the groom.

These Premiums are intended to subsidise *six-sevenths* of England and Wales, in accordance with the district map of the Royal Agricultural Society of England.

For the purposes of this Exhibition, each district will constitute a separate class, to be styled "District Class." The district undertaken by the Royal Agricultural Society (*i.e.* C for 1888)\* will be excluded from the operation of the Grant.

Stallions shall compete in the "District Class" *only* for which they are entered.

The Season of Service will commence on March 20th, and terminate on July 1st.

Districts.	Counties.	
A.	Bedfordshire ... ..	} Three Stallions at £200 each = £600
	Buckinghamshire ... ..	
	Cambridgeshire ... ..	
	Essex ... ..	
	Hertfordshire ... ..	
	Huntingdonshire ... ..	
	Middlesex ... ..	
	Norfolk ... ..	
	Oxfordshire ... ..	
B.	Suffolk ... ..	} Three Stallions at £200 each = £600
	Cumberland ... ..	
	Durham ... ..	
	Northumberland ... ..	
D.	Westmoreland ... ..	} Three Stallions at £200 each = £600
	Berkshire ... ..	
	Cornwall ... ..	
	Devonshire ... ..	
	Dorsetshire ... ..	
	Hampshire ... ..	
	Kent ... ..	
E.	Somersetshire... ..	} Three Stallions at £200 each = £600
	Surrey ... ..	
	Sussex ... ..	
	Wiltshire ... ..	
	Yorkshire ... ..	
F.	Gloucestershire ... ..	} Three Stallions at £200 each = £600
	Herefordshire ... ..	
	Monmouthshire ... ..	
	Shropshire ... ..	
	Staffordshire ... ..	
	Warwickshire ... ..	
G.	Worcestershire ... ..	} Three Stallions at £200 each = £600
	South Wales ... ..	
	Cheshire ... ..	
	Lancashire ... ..	
	North Wales ... ..	
		Carried forward ... £3,600

\* District C undertaken by the Royal Agricultural Society of England embraces Derbyshire, Leicestershire, Lincolnshire, Northamptonshire, Nottinghamshire, and Rutlandshire.

## 5. The distribution for Scotland (1888) will be as follows :—

Districts.	Counties.	
H.	Aberdeenshire and District ... ..	One Stallion at £200 ... .. = £200
I.	Perthshire, Fifeshire, and District ...	One Stallion at £200 ... .. = £200
J.	Ayrshire, Dumfriesshire, and District	One Stallion at £200 ... .. = £200
K.	Roxburghshire, Berwickshire, and District	One Stallion at £200 ... .. = £200
		Total ... .. = £4,400

N.B.—This Scheme of distribution will thus absorb £4,400 leaving £600 for expenses.

6. Stallions shall compete in the District Class only for which they are entered.

7. Every exhibitor by signing his certificate of entry makes a contract with the Commission to fulfil all the conditions upon which the Premiums are offered, and in the event of his refusing compliance to such conditions, will become liable to the forfeiture of the awarded Premium.

*Portland.*  
*Coventry.*  
*Ribblesdale.*  
*Henry Chaplin.*  
*F. G. Ravenhill.*  
*Jacob Wilson.*  
*John Gilmour.*  
*J. Bowen-Jones.*

5, Great George-street, Westminster, S.W.  
 December 20, 1887.

## RULES AND REGULATIONS.

1. The necessary printed forms of certificate of entry may be obtained from the Secretary, at No. 5, Great George-street, Westminster, London, S.W., by persons desirous of exhibiting, who are requested to state how many forms of certificate they desire to have sent to them, as only one entry can be made on each certificate. No stallion will be admitted for exhibition unless the necessary certificate, properly filled in, upon the printed forms prescribed, and signed by the exhibitor (or his agent) in the manner directed, and accompanied by the necessary fees, shall have been delivered to the Secretary, or sent (postage free) directed to him so as to reach No. 5, Great George-street, Westminster, London, S.W., on or before Saturday, January 21st, or as a post entry before Saturday, January 28th, and no entries can be received after that date under any circumstances.

2. The entry fee for each stallion is £1, or post entry £2.

3. No stallion shall compete in more than one class.

4. Exhibitors must provide their own corn. Hay will be provided.

5. Every stallion must either be entered, or certified as eligible to be entered in the English Stud Book.

6. The exhibitor of every stallion must be the bonâ fide owner or lessee (whether individual, Society, or Company) both at the time of entry and on the day of exhibition.

7. No stallion which is under any other engagement will be eligible to compete.

8. The name and residence of the breeder of each stallion entered for exhibition must be stated when known; or when not known sufficient explanation must be given why this information cannot be afforded.

9. The year of birth of each stallion must be stated in the certificate.

10. All stallions must arrive at the place of exhibition before nine o'clock in the morning of each day of the show, and they will be allowed to leave after four o'clock in the evening of the same day.

11. The exhibition will be held in a covered building, fitted up with suitable stalls or boxes, in which the stallions shall stand during each day of the Show; but they must be removed to their own private stables for the night.

12. The sum of £5 for each stallion must be deposited at the Finance Office in the Show-yard, prior to the stallion leaving the yard on the evening of the first day of the Show, which deposit will be forfeited if the stallion be not duly brought back to the place of exhibition before nine o'clock on the second day. A special form of receipt will be given for this deposit, on return of which receipt, duly indorsed by the exhibitor, the deposit will be refunded.

13. The location of all premium-winning stallions to be arranged by their owners, and such location to be communicated to, and approved by, the Commissioners, as soon as possible after the awards have been made.

14. The premiums will be withheld until the 31st July, 1888, with the exception of 10 per cent. which will be paid on award, subject to the approval of the stewards, and signature of a bond by each successful exhibitor, embodying the conditions of competition and of service.

15. Every exhibitor by signing his certificate of entry makes a contract with the Commissioners to fulfil the conditions under which the premiums are offered, and in the event of his refusing compliance to such conditions will become liable to the forfeiture of the awarded premium.

16. No two stallions shall be located at a less distance than twenty miles of each other, without the sanction of the Commissioners.

17. In case of dispute and where the respective owners fail to agree as to location of the premium stallions, the Commissioners shall decide.

18. Every exhibitor shall forfeit and pay to the Commission the sum of £20 as and for liquidated damages, if any stallion which he exhibits is, to his knowledge, suffering from any contagious or infectious disease, and for each and every such stallion, if more than one.

19. Every exhibitor shall prove the correctness of his certificate to the satisfaction of the Commissioners, if, and when called upon by them

to do so, or failing to furnish the required proof, he may be prohibited from exhibiting, and any premium, if awarded, may be withheld, and the award cancelled.

20. Neither the Commissioners nor any of their officers or servants shall be in any way responsible or accountable for anything that may happen (from any cause or circumstance whatever) to exhibitors or their servants, or to any stallion exhibited, or property brought into the show-yard, or otherwise for anything else in connection with, or arising out of, or attributable to, this show, or these or any other conditions or regulations prescribed by the Commission in relation thereto.

21. Each exhibitor shall be solely responsible for any consequential or other loss, injury, or damage done to, or occasioned by, or arising from, any stallion exhibited by him, and for the description as given in the catalogue, and shall indemnify the Commission against all legal or other proceedings in regard thereto.

22. The Commissioners reserve to themselves the sole and absolute right to interpret these conditions and regulations, and to arbitrarily settle and determine all matters, questions, or differences in regard thereto, or otherwise arising out of or connected with, or incident to, this show, or during the subsequent season of service. Also to refuse and to cancel any entries, disqualify exhibitors, prohibit exhibition of entries, and cancel awards of premiums, as the Commissioners may deem expedient.

23. All servants in charge of the stallions must be subject to the orders of the stewards of the show.

24. A nomination card will be sent to owners of mares who wish to send them to a stallion. After the nomination card is accepted the owners will be liable for the fees, but in case of illness or inability of the stallion to finish his service season, the owners of mares must abide by the decision of the Commissioners, so as to the amount of fees to be paid.

25. A local Committee will be appointed in each of these districts, to whom all questions connected with the respective stallions during the season of service may be referred, a member of which Committee will act as correspondent as between the district and the Commission.

26. In the event of a sufficient number of stallions not being exhibited in any one district class, or in the event of such stallions not being of sufficient merit, in the opinion of the Judges, to justify an award of a premium or premiums in such class, the Commissioners shall hold themselves at liberty to select and locate a stallion or stallions to meet the case.

*Instructions to the Judges.*

27. No premium will be awarded until the stallion has been certified to be sound by the veterinary inspection appointed under the authority of the Commission. Unsoundness from accidental injury shall not necessarily disqualify.

28. The Judges will withhold any premium or premiums, if they are of opinion that sufficient merit in the stallions exhibited for such premium or premiums does not exist to justify an award.

29. The Judges will give in three "reserved numbers" in each class in order of merit, indicating the stallion which in their opinion possesses sufficient merit for the premium, if the stallion to which a premium has been awarded should become disqualified.

30. The Judges will deliver to the stewards, before they leave the show, their awards, in each class, signed, stating the numbers to which the premiums are adjudged, and noting all disqualifi-

cations. They are to transmit under cover to the Secretary, immediately after the show, their report of the stallions upon which they have adjudicated.

*Protests.*

Any person or persons wishing to lodge a protest, having reference to any of the stallions exhibited, must obtain from the Secretary, and properly fill up and sign a printed form for the purpose, and deposit with him the sum of £5, and if on investigation the protest is not sustained to the satisfaction of the Stewards, the sum thus deposited shall, at the discretion of the Commissioners, be forfeited to the funds of the Commission. All protests must be delivered to the Stewards, at the Secretary's office in connection with this show, before four o'clock on the evening of Thursday, February 9th, and no protest will be subsequently received, unless a satisfactory reason be assigned for the delay.

By order,

*J. Herbert Taylor, Secretary.*

5, Great George-street,  
Westminster, S.W.

**TENDERS FOR LOANS ON TREASURY BILLS.**

1. THE Lords Commissioners of Her Majesty's Treasury hereby give notice that Tenders will be received at the Chief Cashier's Office at the Bank of England, on Tuesday, the 3rd proximo, at one o'clock, for Treasury Bills to be issued under the Act 40 Vic., cap. 2, to the amount of £1,600,000.

2. The Bills will be in amounts of £1,000, £5,000, or £10,000. They will be dated the 7th January, 1888, and will be payable at three or six months after date (at the option of the persons tendering), viz.:—on the 7th April or 7th July next, respectively.

3. *The Tenders must specify the net amount per cent. which will be given for the amounts applied for; and the Tenders of private individuals must be made through a London Banker.*

4. The Bills will be issued and paid at the Bank of England.

5. The persons whose Tenders are accepted will be informed of the same on Wednesday, the 4th proximo, and payment in full of the amounts of the accepted Tenders must be made to the Bank of England not later than two o'clock, on Saturday, the 7th proximo.

6. The Lords Commissioners of Her Majesty's Treasury reserve the right of rejecting any Tenders.

Treasury Chambers, December 19, 1887.

ORDER of the Local Government Board under the District Auditors Act, 1879.

South Yorkshire Audit District.

Bawtry and Scrooby United School District.

To Walter Henry Blake, District Auditor;—

To the School Board for the United School District of Bawtry and Scrooby;—

And to all others whom it may concern.

WHEREAS by Section 4 of "The District Auditors Act, 1879," it is enacted that We, the Local Government Board, may from time to time assign to District Auditors their Duties, and the Districts in which such Auditors respectively are to act;

And whereas by an Order dated the 9th day of October, 1879, We certified the appointment of the said Walter Henry Blake as a District Auditor, and ordered and prescribed that the District in which he should in future act as



Auditor, and which was thereby assigned to him, should, until We otherwise prescribed, comprise the area for the time being included in the several Unions named in the Schedule to that Order, and that such District should be termed "The South Yorkshire Audit District;"

And whereas it is prescribed by Article 2 of the said Order that it shall be the duty of the said District Auditor to audit the Accounts of the Guardians and the Overseers specified in Nos. (1) and (2) of that Article, as well as the Accounts of the other Authorities (and of their Officers) referred to in Nos. (3) and (4) in the following terms:—

"(3.) The several other Authorities for the time being whose Accounts are or may be by law subject to be audited by a District Auditor, and whose Districts or the areas of whose jurisdiction are for the time being wholly situated within the said Audit District.

"(4.) Such of the said other Authorities whose Accounts are or may be by law subject to be so audited, and whose Districts or the areas of whose jurisdiction are for the time being partly situated within the said Audit District, as We may by Order under Seal hereafter prescribe."

And whereas the School Board for the said United School District of Bawtry and Scrooby is an Authority whose Accounts are subject to be audited by a District Auditor, and the said United School District is partly situated within the said Audit District:

Now therefore, in pursuance of the powers given to Us by the Statutes in that behalf, We hereby Order and prescribe that it shall be the duty of the said Walter Henry Blake to audit the Accounts of the said School Board, and of their Officers, in conformity with the provisions contained in Article 3 of the above-cited Order; and for the purpose of such Audit the District of the said School Board shall be deemed to be within the said South Yorkshire Audit District.

Given under the Seal of Office of the Local Government Board, this twenty-first day of December, in the year one thousand eight hundred and eighty-seven.



S. B. Provis, Assistant Secretary.

Chas. T. Ritchie,  
President.

ORDER of the Local Government Board for the Registration of Manufactories under the Margarine Act, 1887:—

To the Owners and Occupiers for the time being of Manufactories of Margarine in England and Wales to which the Margarine Act, 1887, applies:—

To the several Local Authorities under the said Act for the time being in England and Wales:—

And to all others whom it may concern.

WHEREAS by Section 9 of the Margarine Act, 1887 (which will come into operation on the 1st day of January, 1888), provision is made for the Registration with the Local Authority of every Manufactory of Margarine (as defined by the said Act) in England and Wales from time to time in such manner as We, the Local Government Board, may direct;

No. 25769.

G

And whereas by Section 13 of the said Act the expression "local authority" is defined as meaning "any local authority authorized to appoint a public analyst under the Sale of Food and Drugs Act, 1875," and the local authorities authorized to appoint a public analyst under the last-named Act are as follows, namely:—In the City of London and the Liberties thereof the Commissioners of Sewers of the City of London and the Liberties thereof, and in all other parts of the Metropolis the Vestries and District Boards acting in execution of the Act for the better local management of the Metropolis; the Court of Quarter Sessions for every County; and the Town Council of every Borough having a separate Court of Quarter Sessions, or having under any General or Local Act of Parliament, or otherwise, a separate Police Establishment:

Now therefore, We, the Local Government Board, hereby Order and Direct as follows:—

ARTICLE 1.—Every owner or occupier of a Manufactory of Margarine in England and Wales who shall make application to the proper local authority for a Certificate of Registration under the said Margarine Act, 1887, shall, in his application, state the following particulars:—

(a.) The name and address of the owner or occupier making the application.

(b.) The situation of the manufactory.

(c.) The name and address, or names and addresses, of the owner or owners, or occupier or occupiers carrying on the manufacture.

Every such application shall be signed by the person making the same, or by some one acting on his behalf.

ARTICLE 2.—If the application is in due form, the Local Authority shall cause the Manufactory to be registered by entering in a book the particulars of the application for registration; and thereupon a Certificate, in the Form A. set forth in the Schedule hereto, shall be issued by the Local Authority to the person applying for the same.

ARTICLE 3.—Where any change occurs in the persons carrying on the manufacture, written notice thereof shall be given by the owner or occupier of the Manufactory to the Local Authority, and the Register shall thereupon be amended by making therein the requisite alteration, and an endorsement shall be made by the Local Authority on the Certificate in accordance with the Form B. set forth in the said Schedule.

ARTICLE 4.—This Order shall come into operation on the first day of January, one thousand eight hundred and eighty-eight, and shall remain in force until We shall otherwise direct.

#### SCHEDULE.

##### FORM (A.)

*Certificate under the Margarine Act, 1887.*

(50 and 51 Vic. c. 29).

This is to certify that the Manufactory known as the \_\_\_\_\_ situate at \_\_\_\_\_ at which the manufacture of Margarine is at present carried on by \_\_\_\_\_ the owner [or occupier] thereof, has been duly registered by [here insert the name of the local authority within whose District the Manufactory is situate] in accordance with the provisions of the Margarine Act, 1887, in that behalf, on the application of \_\_\_\_\_

Dated this \_\_\_\_\_ day of \_\_\_\_\_, in the year one thousand eight hundred and eighty-

Signed

Clerk to the [here insert name of Local Authority.]

## FORM (B.)

*Endorsement on Certificate in case of Change in Persons carrying on the Manufacture.*

This is to certify that \_\_\_\_\_ has been duly registered as the owner [or occupier] carrying on the manufacture of Margarine in the within-named Manufactory in the place of \_\_\_\_\_  
Dated this \_\_\_\_\_ day of \_\_\_\_\_, in the year one thousand eight hundred and eighty-

Signed

Clerk to the [here insert name of Local Authority.]

Given under the Seal of Office of the Local Government Board, this twenty-second day of December, in the year one thousand eight hundred and eighty-seven.



Chas. T. Ritchie,  
President.

Hugh Owen, Secretary.

**GENERAL ORDER of the Local Government Board: Altering General Accounts Order: Appointment of Stocktaker:—**

Saint Austell Union.

To the Guardians of the Poor of the Saint Austell Union, in the county of Cornwall:—  
And to all others whom it may concern.

WHEREAS by General Orders of the Poor Law Board, dated respectively the 14th day of January, 1867, and the 16th day of February, 1869, addressed (among others) to the Guardians of the Poor of the said Saint Austell Union, it is required that certain Accounts relating to the provisions, clothing, and other stores in the Workhouse, when made up and balanced, shall be submitted to the Visiting Committee or to some Member thereof, who shall enter a memorandum at the foot of such Accounts, certifying to the same having been submitted, and to the correctness, or otherwise, of such Accounts as regards the stock remaining in store;

And whereas it is expedient to empower the said Guardians to appoint a competent person or persons to examine the stores at the Workhouse belonging to the said Union, and to perform the other duties hereinafter set forth;

Now therefore, We, the Local Government Board, in pursuance of the powers given to Us by the Statutes in that behalf, hereby order as follows:—

ARTICLE I.—The Guardians of the Poor of the said Saint Austell Union may, as and when they shall think fit to do so, appoint a competent person or persons to perform the duties of a Stocktaker as hereinafter set forth.

ARTICLE II.—Every such appointment shall be made in the manner prescribed by the Regulations as to the appointment of Officers in force in the said Union for the time being.

ARTICLE III.—The Guardians shall pay to the person or persons appointed under this Order such salary or remuneration as We may from time to time direct or approve.

ARTICLE IV.—Every person appointed under this Order shall hold office until he shall die, or resign, or be dismissed by the Guardians, subject to Our consent, or be removed by Us, or be proved

to be insane by evidence which We may deem sufficient; and the said Guardians shall give notice to Us of every such death or resignation, and state the cause of such resignation, so far as it may be known to them.

Provided nevertheless, that the Guardians may, if they think fit, with Our assent, appoint a person or persons to discharge the duties hereby prescribed for the Stocktaker for a limited period only.

ARTICLE V.—The Stocktaker shall, on the day next after the termination of each quarter, and at any other time when required by the Guardians to do so, examine the stores at the Workhouse and compare the same with the quantities of stock remaining in store as shown by the entries in the proper columns in the Accounts termed respectively the "Quarterly Balance of the Provisions Account" and the "Quarterly Balance of the Necessaries and Miscellaneous Account."

He shall also, on the day next after the termination of each half-year, and at any other time when required by the Guardians to do so, examine the stock of clothing at the Workhouse and compare the same with the balance appearing in the Accounts termed respectively the "Clothing Materials Receipt and Conversion Account" and the "Clothing Receipt and Expenditure Account."

ARTICLE VI.—After making the examination and comparison referred to in Article V, the Stocktaker, if he find the stock to be correct, shall sign a certificate at the foot of each of the aforesaid Accounts in the following form:—

"Submitted to me this \_\_\_\_\_ day of \_\_\_\_\_ 18\_\_\_\_, and found to be correct as regards the quantities of stock remaining in store.

"(Signed) \_\_\_\_\_  
"Stocktaker."

If he find the stock to be in any respect incorrect, he shall make such addition to the said certificate as he may deem necessary, specifying the particulars in which he finds the quantities of stock to be incorrectly stated.

ARTICLE VII.—The Master of the Workhouse shall, when required by the Stocktaker to do so, on the days and at the times referred to in Article V, submit to him the stores and Accounts therein mentioned, and render to him such assistance as may be necessary for the purpose of such examination and comparison as aforesaid.

ARTICLE VIII.—The Master of the Workhouse shall lay each of the said Accounts before the Guardians at their next meeting after the date of the entry therein of any such certificate as aforesaid.

ARTICLE IX.—So long as a Stocktaker is appointed it shall not be necessary for the Visiting Committee to examine the stores or to enter in any Account the memorandum required by the above-cited Order dated the fourteenth day of January, one thousand eight hundred and sixty-seven.

Given under the Seal of Office of the Local Government Board, this twenty-second day of December, in the year one thousand eight hundred and eighty-seven,



Chas. T. Ritchie,  
President.

S. B. Provis, Assistant Secretary.

*Civil Service Commission, December 22, 1887.*

THE Civil Service Commissioners hereby give notice, that at an Open Competitive Examination for the situation of Supplementary Clerk in the Solicitor's Office of the Inland Revenue Department, held in London on the 22nd November, 1887, and following days, notice of which Examination was given in the London Gazette of the 18th October, 1887, the undermentioned Candidate obtained the first place:—

Howe, John James

*Civil Service Commission, December 23, 1887.*

THE following Candidates have been certified by the Civil Service Commissioners as qualified for the appointments set against their respective names:—

*December 19, 1887.*

AFTER OPEN COMPETITION.

*Customs: Out-Door Officer, William Edward Golden.*

WITHOUT COMPETITION.

*Board of Trade: Lightkeeper, Bahamas, Walter Percival Ramsay.*

*Post Office: Sorter, London, Harry Overall.*

*Postmen, James Coburn (Newry), John Henry Hanby (Normanton), Henry Munn (Maidstone), Edward Prickett (Maidstone), Arthur Charles Tricker (Beckenham), John Williams (Knighton).*

UNDER CLAUSE VII OF THE ORDER IN COUNCIL OF 4TH JUNE, 1870.

*Home Office: Assistant Inspector of Mines, William Hutton Hepplewhite.*

*December 20, 1887.*

AFTER OPEN COMPETITION.

*Customs: Out-Door Officer, Thomas Halls Knight.*

*Post Office: Female Telegraph Learners, London, Eveleen Bailey, Ada Elizabeth Spencer.*

WITHOUT COMPETITION.

*Education Department: Inspector's Assistant, John James Edwards.*

*Post Office: Postman, London, James Burke.*

*Sorting Clerks and Telegraph Learners, John Allan (Coatbridge), William Thomas Blacking (Ilfracombe), Gertrude Emily Robinson (Burnley), Francis Tuite Scaulan (Tipperary), Walter Scott (Cardiff), Helen Elizabeth Shepherd (Alton, Hants), Edmond Walsh (Tipperary), Rhoda Garnett Williams (Ashton-under-Lyne).*

*Postmen, Edward Colegate (Maidstone), Charles Roberts Compton (Southampton), George Holland (Bath), Tom Reading Stratford-on-Avon), Archibald Charles White (Sutton, Surrey).*

*December 21, 1887.*

AFTER OPEN COMPETITION.

*Customs: Out-Door Officer, Finlay Cook.*

WITHOUT COMPETITION.

*Post Office: Skilled Telegraphist, London, William Mackintosh Record.*

*Postmen, London, Richard Bull, John William Dixon.*

*Postman, Dublin, John William Weir.*

*Sorting Clerks and Telegraph Learners, Andrew Armour (Glasgow), Frederick Firth (Birmingham), James Knox (Glasgow), John Elliott Paddey (Wolverhampton), John Renney Stafford (Red Hill).*

*Postmen, William Bennett (Northampton), Alexander McRae (Lochalsh), James Ham Nicholls (Bodmin), Thomas Hornby Richardson (Preston), Daniel Rogers (Castlereagh), James Sadler (Cheltenham), Michael Shorttle (Middlesbrough), George Thomas Tearle (Luton), Robert Thomson (Glasgow), Jeffrey Tucker (Bridgwater).*

ORDER of the Local Government Board Determining Limit of Stream under the Rivers Pollution Prevention Act, 1876.

Cardiff Union.

To the Guardians of the Poor of the Cardiff Union, in the Counties of Glamorgan and Monmouth, being the Sanitary Authority for the Rural Sanitary District of that Union;—  
To the Mayor, Aldermen, and Burgesses of the Borough of Cardiff, acting by the Council, being the Sanitary Authority for the Urban Sanitary District of that Borough;—  
And to all others whom it may concern.

WHEREAS by section 20 of the Rivers Pollution Prevention Act, 1876, it is declared that in the Act the word "stream" includes the sea to such extent, and tidal waters to such point, as may, after local inquiry and on sanitary grounds, be determined by the Local Government Board by Order published in the London Gazette; and that, save as aforesaid, it includes rivers, streams, canals, lakes, and watercourses, other than watercourses at the passing of that Act mainly used as sewers, and emptying directly into the sea or tidal waters which have not been determined to be streams within the meaning of that Act by such Order as aforesaid;

And whereas application has been made to Us, the Local Government Board, by the Sanitary Authority of the Rural Sanitary District of the said Cardiff Union to determine how much of the tidal waters of the River Rumney shall be deemed to be a "stream" within the meaning of the Act above-cited; and upon receipt of such application We directed local inquiry to be made on the subject, and such inquiry has been held, and a report has been made to Us thereon;

Now therefore, We, in pursuance of the powers given to Us by the above-recited section, do, by this Our Order, on sanitary grounds, determine that the tidal waters of the said River Rumney, from a straight line drawn across the said river between the points marked A. and B. on the plan in the Schedule to this Order upwards to the highest point to which the highest tide rises in the said river, shall henceforth be deemed to be a "stream" within the meaning of the said Rivers Pollution Prevention Act, 1876.

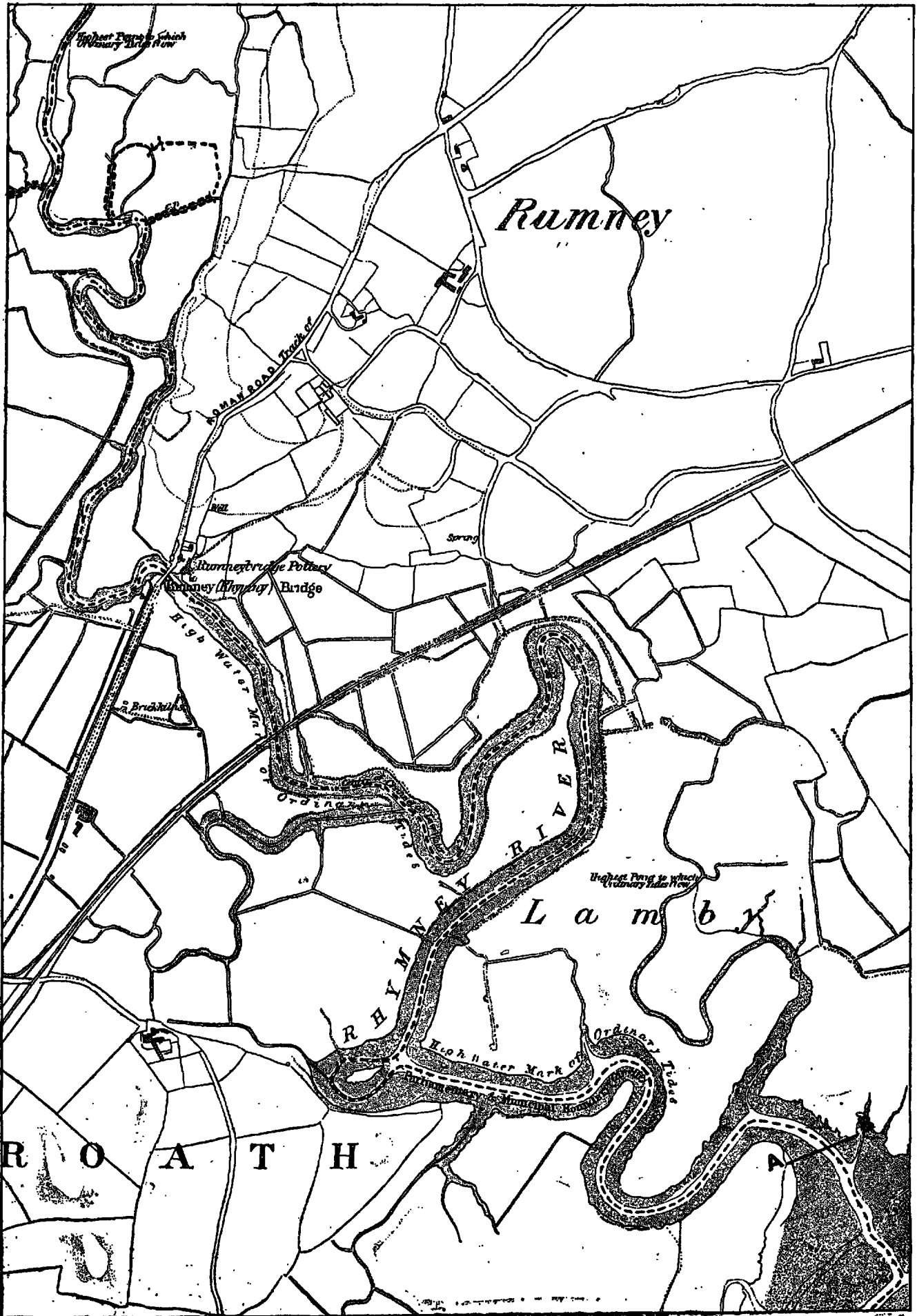
Given under the Seal of Office of the Local Government Board, this thirteenth day of December, in the year one thousand eight hundred and eighty-seven.

Chas. T. Ritchie,  
President.

L. S.

S. B. Provis, Assistant Secretary.

SCHEDULE.



## NOTICE TO MARINERS.

(No. 334 of the year 1887.)

SOUTH AMERICA.—EAST COAST.—STATEN ISLAND AND TIERRA DEL FUEGO.

*Argentine Government Settlements and Mission Stations.*

WITH reference to Notice to Mariners, No. 10, of 12th January, 1884, and previous notices, on the advantage offered by the South American Mission Society Station, at Ushuwaia (Ooshoia) in Beagle Channel, as a place of refuge to the crews of vessels wrecked or abandoned in the vicinity of Cape Horn :—

The following additional information, respecting Argentine Government Settlements on Staten Island, and Tierra del Fuego, together with the latest particulars in reference to the attitude of the natives towards strangers, is published for the benefit of Mariners :—

1. The Argentine Government has established a settlement at St. John Harbour, eastern extreme of the northern side of Staten Island.

Position, lat.  $54^{\circ} 45' S.$ , long.  $63^{\circ} 50' W.$

2. The Argentine Government Settlement, established at Ushuwaia (Ooshoia), was, in October 1887, shortly to be transferred to Good Success Bay, western side of Strait of Le Maire, and eastern extreme of Tierra del Fuego.

Position, Good Success Bay, lat.  $54^{\circ} 48' S.$ , long.  $65^{\circ} 15' W.$

At the above stations there are sufficient staffs and means to aid vessels requiring assistance, and to succour shipwrecked crews.

It is reported that many of the natives near Ushuwaia can speak English, and that they are nearly all civilized; those on the southern shore of Beagle Channel are most friendly, and may be approached with confidence, they will give any assistance in their power to shipwrecked crews, and also direct them how best to reach the nearest station.

3. Mr. Brydges, late of the South American Mission Society station at Ushuwaia, has been granted land in Beagle Channel, and has established himself on the northern side of the Narrows, near Gable Island, about 30 miles eastward of Ushuwaia.

Position, lat.  $54^{\circ} 53' S.$ , long.  $67^{\circ} 25' W.$

4. The South American Mission Society station at Ushuwaia is maintained as heretofore, on the northern shore of Beagle Channel, in the cove of a small peninsula N. by E. from the Murray Narrows, or northern entrance to Ponsonby Sound.

Position, lat.  $54^{\circ} 49' S.$ , long.  $68^{\circ} 19' W.$

5. If a ship be abandoned to the westward of Cape Horn, the most direct course for boats to Beagle Channel is, to pass eastward of False Cape Horn and through Ponsonby Sound, using Pack-saddle Island for a stopping place.

For crews escaping when to the eastward of Cape Horn, the best course would be to the eastward of Navarin Island and westward through the Beagle Channel, stopping, if necessary, at Banner Cove, in Picton Island; or at the station near Gable Island.

Mr. Brydges, in August, 1883, reports that the natives of Ponsonby Sound may be as safely trusted as those of other parts, and that they would be ready to pilot any shipwrecked men to Ushuwaia. Further, that a great change has been effected in the character of the natives generally, and that the Yahgan natives from Cape San Diego to Cape Horn, and thence round to Brecknock Peninsula, can be trusted.

NOTE.—The above information in paragraph 5 is given as a Notice on Admiralty Charts, south-eastern part of Tierra del Fuego, No. 1373,

Magellan Strait, No. 554, and Staten Island, No. 1332.

By command of their Lordships,

*W. J. L. Wharton*, Hydrographer.

Hydrographic Office, Admiralty, London,

10th December, 1887.

The positions of the above settlements and Mission stations are given on Admiralty Chart of south-eastern part of Tierra del Fuego, No. 1373; of St. John Harbour, on Staten Island, No. 1332; of Good Success Bay, and of Ushuwaia, on Anchorages in Tierra del Fuego, No. 559; and of Ushuwaia, on Magellan Strait, No. 554. Also, South American Pilot, Part II, 1886, page 24.

## NOTICE TO MARINERS.

(No. 335 of the year 1887.)

NEW ZEALAND.—MIDDLE ISLAND.—EAST COAST.

(1.) *Directions for Entering Timaru Harbour.*

THE Government of New Zealand has given notice, dated 13th September, 1887, that in consequence of the extension of the breakwater works at Timaru, east coast of Middle Island, New Zealand, vessels compelled to enter Timaru Harbour at night should proceed as follows :—

Vessels approaching Timaru at night should keep within the green sector of Timaru principal light, or keep the light bearing between west and south-west; and if compelled to enter the harbour should, when within half a mile of the breakwater, stand to the westward, changing the colour of Timaru principal light from green to white, and bringing the light to bear S.S.W.  $\frac{1}{2}$  W., on which bearing it should be steered for until the vessel is inside the breakwater.

Entering Timaru Harbour, mariners are cautioned not to bring Timaru principal light to bear southward of S. by W.  $\frac{1}{2}$  W., to avoid "Lyttelton" wreck.

Position, Timaru principal light, lat.  $44^{\circ} 23' 30'' S.$ , long.  $171^{\circ} 18' 30'' E.$

AUSTRALIA.—EAST COAST.—CORAL SEA.

(2.) *Shoal Reported South-westward of Willis Group.*

Information has been received from Commander R. F. Hoskyn, H.M.S. "Myrmidon," that the master of the labour-vessel "Eliza Mary," reports the existence of an extensive shoal, about 15 miles south-westward of Willis Group, Coral Sea :—

A sounding of nine fathoms was obtained on the shoal in lat.  $16^{\circ} 27' S.$ , long.  $149^{\circ} 48' E.$ , but it appeared to have very much less water in places.

AUSTRALIA.—NORTH-WEST COAST.—EXMOUTH GULF.

(3.) *Rock Reported South-westward of Round Island.*

Information has been received from the Master Attendant at Singapore, that the master of the steam vessel "Australind," reports the existence of a rock south-westward of Round Island, entrance to Exmouth Gulf :

The rock appeared to have about six feet water on it, and is reported to lie with the following bearings and distance :—

Peak Island, N.  $59^{\circ} W.$

Round Island, N.  $53^{\circ} E.$ , distant one mile.

Position, lat.  $21^{\circ} 39' 45'' S.$ , long.  $114^{\circ} 39' E.$

[The bearings are magnetic. Variation (1)  $16^{\circ}$  Easterly, (2)  $1^{\circ}$  Westerly, in 1887].

By command of their Lordships,

*W. J. L. Wharton*, Hydrographer.

Hydrographic Office, Admiralty, London,

10th December, 1887.

This Notice affects the following Admiralty Charts:—Ninety Miles Beach to Otago, with plan of Timaru, No. 2532 (1); Australia, northern portion, No. 2759a (2); Coral Sea and Great Barrier Reef, sheet I, No. 2763 (2); sheet II, No. 2764 (2); Bedout Island to Cape Cuvier, No. 1055 (3). Also, New Zealand Pilot, 1883, page 255; Revised Supplement, 1887, to New Zealand Pilot, page 10; Australia Directory, Vol. II, 1879, page 446; Australia Directory, Vol. III, 1881, page 202; and Supplement, 1885, to Australia Directory, Vol. III, page 23.

#### NOTICE TO MARINERS.

(No. 336 of the year 1887.)

NORTH SEA.—JUTLAND—WEST COAST.

##### (1.) *Delay in intended Exhibition of Light on Blaavand Point.*

WITH reference to Notice to Mariners, No. 149, of 31st May, 1887, and previous Notice, on an intended permanent light to be exhibited on Blaavand Point, during the autumn of the year 1887:—

The Danish Government has given further notice, that the exhibition of the permanent light has been postponed until the spring of 1888:—

The light will be an occulting white light, elevated 91 feet above the sea, and should be seen in clear weather from a distance of 15 miles. It will be visible between the bearings of S. 32° W., through south, and N. 36° W., thus:—

Between the bearings from N. 36° W. to N. 20° W., from N. 35° E. to N. 59° E., from N. 80° E. to S. 71° E., and from S. 21° W. to S. 32° W., the light will be visible for periods of three and one-third seconds' duration, separated by eclipses of one second, every sixth eclipse being lengthened to a duration of five seconds. Between the bearings from N. 20° W. to N. 35° E.; from N. 59° E. to N. 80° E., and from S. 71° E. to S. 21° W., the light will be visible for periods of twenty-five seconds' duration, separated by eclipses of five seconds.

BALTIC ENTRANCE.—THE KATTEGAT.

##### (2.) *Intended Fog Signal near Hallands Wäderö Lighthouse.*

The Swedish Government has given notice, that in the beginning of the year 1888, a fog signal will be established near Hallands Wäderö Lighthouse, eastern shore of northern approach to the Sound, Kattegat:—

The signal will be a steam syren, which, during thick or foggy weather, will give two blasts every minute, in the following manner; a low note of seven seconds' duration, an interval of three seconds silence, then a high note of three seconds' duration, followed by an interval of forty-seven seconds silence.

The fog signal station is a house, situated westward of the lighthouse.

Position, lat. 56° 27' N., long. 12° 33' E.

[The bearings are magnetic, and are given from seaward. Variation 14° Westward in 1887.]

By command of their Lordships,

*W. J. L. Wharton*, Hydrographer.

Hydrographic Office, Admiralty, London,  
12th December, 1887.

This Notice affects the following Admiralty Charts:—North Sea, No. 2182b (1); Eider River to Blaavand Point, No. 1887 (1); Baltic Sea, No. 2842a (2); the Kattegat, No. 2114 (2). Also, Admiralty List of Lights in the North Sea, &c., Nos. 242c, 370b; North Sea Pilot, Part IV, 1887, page 284; and Danish Pilot, 1885, page 29.

India Office, December 20, 1887.

NOTICE is hereby given, that Schedules of Estates under the charge of the Administrator-General of Bengal and Bombay respectively, for the half-year ending 31st December, 1886, and of Madras, for the half-year ending 30th June, 1887, have been received, and are open to the inspection of the public in my department of this office.

A list of sums remitted by the several Administrators-General and Official Trustees previously to 31st July, 1887, for payment in this country, which remained unclaimed, is also open for inspection in my Department.

*John Stewart Oliphant*, Official Agent to the Administrators-General in India.

NOTICE is hereby given, that a separate building, named Zion Primitive Methodist Chapel, situate at Maltby-street, in the township of Bradford, in the county of York, in the district of Bradford, being a building certified according to law as a place of religious worship, was, on the 3rd day of December, 1887, duly registered for solemnizing marriages therein, pursuant to the Act 6th and 7th Wm. 4, cap. 85.—Witness my hand this 7th day of December, 1887.

*John Darlington*, Superintendent Registrar.

NOTICE is hereby given, that a separate building, named Zion Primitive Methodist Chapel, situate at Frances-street, Elland, in the parish of Halifax, in the county of York, in the district of Halifax, being a building certified according to law as a place of religious worship, was, on the 5th day of December, 1887, duly registered for solemnizing marriages therein, pursuant to the Act of 6th and 7th Wm. 4, cap. 85.—Witness my hand this 6th day of December, 1887.

*J. W. Longbottom*, Superintendent Registrar.

NOTICE is hereby given, that a separate building, named Greenbank Bible Christian Chapel, situate at Greenbank-road, in the parish of Charles, in the county of Devon, in the district of Plymouth, being a building certified according to law as a place of religious worship, was, on the 8th day of December, 1887, duly registered for solemnizing marriages therein, pursuant to the Act of 6th and 7th Wm. 4, cap. 85.—Witness my hand this 9th day of December, 1887.

*J. W. Matthews*, Superintendent Registrar.

In the Matter of the Companies Acts, 1862 and 1867, and in the Matter of the Queensland Mercantile and Agency Company Limited.

NOTICE is hereby given, that a petition for the winding up of the above-named Company by Her Majesty's High Court of Justice, Chancery Division, was, on the 16th day of December, 1887, presented to the High Court of Justice, by the said Company, whose address in England is Billiter-square-buildings, London; and that the said petition is directed to be heard before Mr. Justice North, on Saturday, the 14th day of January, 1888; and any creditor or contributory of the said Company desirous to oppose the making of an Order for the winding up of the said Company under the above Acts, should appear at the time of hearing by himself or his Counsel for that purpose; and a copy of the petition will be furnished to any creditor or contributory of the said Company requiring the same by the undersigned, on payment of the

regulated charge for the same.—Dated this 20th day of December, 1887.

*W. and J. Flower and Nussey*, of 1, Great Winchester-street, London, E.C., Solicitors for the Petitioners.

In the High Court of Justice.—Chancery Division.  
Mr. Justice North.

In the Matter of the Companies Acts, 1862 and 1867, and in the Matter of the Lowestoft Steam Carrying and Fishing Company Limited.

NOTICE is hereby given, that a petition for the winding up of the above Company by the High Court of Justice, was, on the 17th day of December, 1887, presented to the High Court of Justice by Sir Edmund Henry Knowles Lacon, Bart., Edward Pitt Youell, and Edmund Broughton Knowles Lacon, of Great Yarmouth, in the county of Norfolk, and of Lowestoft, in the county of Suffolk, Bankers and Copartners, carrying on business at the aforesaid places, creditors of the said Company; and that the said petition is directed to be heard before Mr. Justice North, on the 14th day of January, 1888; and any creditor or contributory of the said Company desirous to oppose the making of an Order for the winding up of the said Company under the above Acts, should appear at the time of hearing by himself or his Counsel for that purpose; and a copy of the petition will be furnished to any creditor or contributory of the said Company requiring the same by the undersigned on payment of the regulated charge for the same.—Dated the 17th day of December, 1887.

*Dubois, Reid, and Williams*, 3, Pancras-lane, Queen-street, London, E.C.;  
Agents for

*Chamberlin and Leech*, 13, Queen-street, Great Yarmouth, Solicitors for the Petitioners.

In the High Court of Justice.—Chancery Division.  
In the Matter of the Companies Acts, 1862 and 1867, and in the Matter of the Silver Queen United Limited.

BY an Order in the above matters by Mr. Justice Kay, dated the 5th day of November, 1887, on the petition of Samson Asher Samson, in the said petition by mistake called Samuel Asher Samson, of 76, Shirland-gardens, Maida Hill, in the county of Middlesex, Gentleman, a contributory of the said Company, it was ordered that the voluntary winding up of the Silver Queen United Limited be continued, but subject to the supervision of this Court, and subject as hereinafter mentioned; and it was further ordered that James Leveson Gower and Edward Byrne, two of the three persons appointed Liquidators by the said Company should, as from the date of the said Order, cease to be Liquidators, and in their stead that Henry Newson Smith, of 37, Walbrook, in the city of London, Chartered Accountant, be appointed to be the Liquidator of the said Company jointly with Ernest Henry Collins, one of the persons appointed Liquidator by the said Company; and that any of the proceedings under the said voluntary winding up might be adopted as the Judge should think fit; and the creditors, contributories, and Liquidators of said Company, and all other persons interested, should be at liberty to apply to the Judge at Chambers as there might be occasion; and it was ordered that the time limited for the advertisement in this matter in the London Gazette, pursuant to the General Orders of this Court be enlarged until the 23rd day of December, 1887.—Dated this 22nd day of December, 1887.

*William Whitfield*, 76, Finsbury-pavement, E.C., Solicitor for the above-named Petitioner.

BANK OF ENGLAND.

AN ACCOUNT, pursuant to the Act 7th and 8th Victoria, cap. 32, for the Week ending on Wednesday, the 21st day of December, 1887.

ISSUE DEPARTMENT.

				£					£
Notes issued	...	...	...	35,378,135	Government Debt	...	...	...	11,015,100
					Other Securities	...	...	...	5,184,900
					Gold Coin and Bullion	...	...	...	19,178,135
					Silver Bullion	...	...	...	—
				£35,378,135					£35,378,135

Dated the 22nd day of December, 1887.

*F. May*, Chief Cashier.

BANKING DEPARTMENT.

				£					£
Proprietors' Capital	...	...	...	14,553,000	Government Securities	...	...	...	14,010,599
Rest	...	...	...	3,072,618	Other Securities	...	...	...	19,255,087
Public Deposits (including Exchange, Savings Banks, Commissioners of National Debt, and Dividend Accounts)	...	...	...	5,522,085	Notes	...	...	...	11,456,035
Other Deposits	...	...	...	22,689,556	Gold and Silver Coin	..	...	...	1,302,021
Seven Day and other Bills...	..	..	..	186,483					
				£46,023,742					£46,023,742

Dated the 22nd day of December, 1887.

*F. May*, Chief Cashier.

AN ACCOUNT, pursuant to the Act 8 and 9 Vict., cap. 38, of the Amount of BANK NOTES authorized by Law to be issued by the several Banks of Issue in SCOTLAND, and the Average Amount of Bank Notes in Circulation, and of Coin held during the four Weeks ended Saturday, the 10th day of December, 1887.

Name and Title as set forth in Licence.	Name of the Firm.	Head Office or Principal Place of Issue.	Circulation authorized by Certificate.	Average Circulation during four weeks ended as above.			Average Amount of Coin held during four Weeks ended as above.		
				£5 and upwards.	Under £5.	Total.	Gold.	Silver.	Total.
			£						
Bank of Scotland ... ..	{ The Governor and Company of the Bank } of Scotland ... ..	Edinburgh...	313418	298531	644495	943026	670978	77168	748146
Royal Bank of Scotland ... ..	Royal Bank of Scotland ... ..	Edinburgh...	216451	266625	547347	813972	639762	67548	707310
British Linen Company ... ..	British Linen Company ... ..	Edinburgh...	438024	209136	516207	725343	327077	67929	395006
Commercial Bank of Scotland Limited ... ..	Commercial Bank of Scotland Limited ... ..	Edinburgh...	374880	240572	606166	846738	523111	57313	580424
National Bank of Scotland Limited ... ..	National Bank of Scotland Limited ... ..	Edinburgh...	297024	208591	489480	698071	454808	61470	516278
Union Bank of Scotland Limited ... ..	Union Bank of Scotland Limited ... ..	Edinburgh...	454346	268058	577490	845548	458174	78584	536758
Town and County Bank Limited ... ..	Town and County Bank Limited ... ..	Aberdeen ...	70133	105333	133810	239143	191339	15798	207137
North of Scotland Bank Limited ... ..	North of Scotland Bank Limited ... ..	Aberdeen ...	154319	187491	234841	422332	290035	17281	307316
Clydesdale Bank Limited ... ..	Clydesdale Bank Limited ... ..	Glasgow ...	274321	206051	393190	599241	352406	72556	424962
Caledonian Banking Company Limited ... ..	Caledonian Banking Company Limited ... ..	Inverness ...	53434	36417	75764	112181	59687	8146	67833

I hereby certify, that each of the Bankers named in the above Return, who have in Circulation an Amount of Notes beyond that authorized in their Certificate (with the exception of ) have held an Amount of Gold and Silver Coin, not less than that which they are required to hold during the period to which this Return relates.

Dated this 22nd day of December, 1887.

J. S. FURCELL, Registrar of Bank Returns.



AN ACCOUNT of the Importations and Exportations of BULLION and SPECIE registered in the Week ended 21st December, 1887.

Countries from which Imported.	Imported into the United Kingdom.					
	GOLD.			SILVER.		
	Coin.	Bullion.	Total.	Coin.	Bullion.	Total.
	Ounces.	Ounces.	Ounces.	Ounces.	Ounces.	Ounces.
Germany ... ..	...	...	...	...	50,250	50,250
Belgium ... ..	1,940	...	1,940	1,517	...	1,517
France ... ..	2,717	721	3,438	7,794	14,623	22,417
Gold Coast ... ..	...	479	479	6,661	...	6,661
Cape of Good Hope ... ..	378	1,797	2,175	255	...	255
China ... ..	...	3,690	3,690	...	...	...
Argentine Republic... ..	57,599	...	57,599	1,674	...	1,674
Brazil ... ..	139	745	884	...	...	...
United States ... ..	...	72	72	...	351,328	351,328
Other Countries ... ..	1,123	395	1,518	5,619	545	6,164
	...	...	...	...	...	...
	...	...	...	...	...	...
	...	...	...	...	...	...
Aggregate of the Importations } registered in the Week ... }	63,896	7,899	71,795	23,520	416,746	440,266
Declared Value of the said } Importations ... .. }	£ 249,115	£ 30,986	£ 280,101	£ 4,763	£ 77,496	£ 82,259

Countries to which Exported.	Exported from the United Kingdom.							
	GOLD.				SILVER.			
	Coin.		Bullion.	Total.	Coin.		Bullion.	Total.
	British.	Foreign.			British.	Foreign.		
	Ounces.	Ounces.	Ounces.	Ounces.	Ounces.	Ounces.	Ounces.	
Germany .. ...	...	5	20,568	20,573	...	580	580	
British East Indies ... ..	...	...	2,380	2,380	...	131,000	1332562	
China ... ..	...	...	...	...	...	6,170	6,170	
New Zealand ... ..	...	...	...	...	3,973	...	3,973	
United States ... ..	...	8,995	...	8,995	...	...	...	
Mexico, South America (except Brazil), and West Indies ...	771	...	...	771	18,907	331	19,238	
Other Countries ... ..	62	...	...	62	473	1,200	1,673	
	...	...	...	...	...	...	...	
	...	...	...	...	...	...	...	
	...	...	...	...	...	...	...	
Aggregate of the Exportations } registered in the Week ... }	833	9,000	22,948	32,781	23,353	139,281	1332562	
Declared Value of the said } Exportations ... .. }	£ 3,240	£ 35,019	£ 95,875	£ 134,134	£ 6,465	£ 24,746	£ 262,835	

Statistical Department, Custom House, London, December 22, 1887.

G. METCALFE.

In the High Court of Justice.—Chancery Division—Mr. Justice North.

In the Matter of the Companies Acts, 1862 and 1867, and in the Matter of the Crookbottom Manufacturing Company Limited.

NOTICE is hereby given, that a petition for the winding up of the above-named Company was, on the 22nd of December, 1887, presented to Her Majesty's High Court of Justice, Chancery Division, by John Hague, of 5, Field-terrace, Fairfield-road, Droylsden, in the county of Lancaster, Cotton Mill Manager, a creditor and contributory of the said Company; and that the said petition is directed to be heard before Mr. Justice North, on the 14th day of January,

No. 25769.

H

1888; and any creditor or contributory of the said Company desirous to oppose the making of an Order for the winding up of the said Company under the above Acts should appear at the time of hearing by himself or his Counsel for that purpose; and a copy of the petition will be furnished to any creditor or contributory of the said Company requiring the same by the undersigned, on payment of the regulated charge for the same.—Dated this 22nd day of December, 1887.

Emmet, Son, and Stubbs, 14, Bloomsbury-square, London, W.C.; Agents for Robert Innes, of 20, Grosvenor-street, Stalybridge, Solicitor for the Petitioner.

## CONTAGIOUS DISEASES (ANIMALS) ACT, 1878.

RETURN of the NUMBER of PLACES in GREAT BRITAIN upon which Contagious or Infectious Disease (except Sheep-Scab) has been reported to have existed during the Week ended December 17th, 1887, with particulars relating thereto.

## PLEURO-PNEUMONIA.

	Farms or other Places.			Cattle Attacked.		Diseased Cattle.				Cases which existed in previous Weeks not reported until this Week.	
	Number reported upon this Week which have been previously reported upon.	Number upon which Fresh Outbreaks have been reported to have taken place during the Week.	Total Number reported upon during the Week.	Remaining diseased from the previous Week.	Attacked during the Week.	Killed.	Died.	Recovered.	Remaining.	Fresh Outbreaks.	Cattle Attacked.
<b>ENGLAND.</b>											
<b>COUNTY.*</b>											
Buckingham ...	1	...	1	...	...	...	...	...	...	...	...
Essex ...	5	1	6	2	1	3	...	...	...	...	...
Hertford ...	2	...	2	6	...	5	1	...	...	2	6
Kent (ex. Metropolis).	...	1	1	...	1	1	...	...	...	...	...
Lancaster ...	5	2	7	...	10	10	...	...	...	...	...
Middlesex (ex. Metropolis).	2	...	2	...	...	...	...	...	...	...	...
Norfolk ...	1	1	2	...	2	2	...	...	...	...	...
Surrey (ex. Metropolis).	2	...	2	...	1	1	...	...	...	...	...
Sussex, Eastern Division.	...	1	1	...	3	2	1	...	...	...	...
York, West Riding.	1	...	1	...	...	...	...	...	...	...	...
The Metropolis ...	2	1	3	...	2	2	...	...	...	...	...
<b>SCOTLAND.</b>											
<b>COUNTY.*</b>											
Edinburgh ...	3	...	3	...	2	2	...	...	...	...	...
Fife ...	4	...	4	...	1	1	...	...	...	...	...
Forfar ...	2	...	2	...	...	...	...	...	...	...	...
Kinross ...	1	...	1	...	...	...	...	...	...	...	...
Lanark ...	...	1	1	...	1	1	...	...	...	...	...
Perth ...	4	...	4	...	5	5	...	...	...	...	...
<b>TOTAL ...</b>	<b>35</b>	<b>8</b>	<b>43</b>	<b>8</b>	<b>29</b>	<b>35</b>	<b>2</b>	...	...	<b>2</b>	<b>6</b>

## ANTHRAX.

	Farms or other Places.			Animals Attacked.		Diseased Animals.				Cases which existed in previous Weeks not reported until this Week.	
	Number reported upon this Week which have been previously reported upon.	Number upon which Fresh Outbreaks have been reported to have taken place during the Week.	Total Number reported upon during the Week.	Remaining diseased from the previous Week.	Attacked during the Week.	Killed.	Died.	Recovered.	Remaining.	Fresh Outbreaks.	Animals Attacked.
<b>ENGLAND.</b>											
<b>COUNTY.*</b>											
Berks ...	...	1	1	...	2	...	2	...	...	...	...
Derby ...	...	1	1	...	2	...	2	...	...	...	...
Dorset ...	...	1	1	...	1	...	1	...	...	...	...
Notts ...	1	...	1	...	...	...	...	...	...	...	...
Somerset ...	1	2	3	...	5	...	3	...	2	...	...
York, West Riding.	...	1	1	...	2	...	2	...	...	...	...
<b>TOTAL ...</b>	<b>2</b>	<b>6</b>	<b>8</b>	...	<b>12</b>	...	<b>10</b>	...	<b>2</b>	...	...

SWINE-FEVER.

	Farms or other Places.			Swine Attacked.		Diseased Swine.				Cases which existed in previous Weeks not reported until this Week.	
	Number reported upon this Week which have been previously reported upon.	Number upon which Fresh Outbreaks have been reported to have taken place during the Week.	Total Number reported upon during the Week.	Remaining diseased from the previous Week.	Attacked during the Week.	Killed.	Died.	Recovered.	Remaining.	Fresh Outbreaks	Swine Attacked.
<b>ENGLAND.</b>											
<b>COUNTY.*</b>											
Bedford ... ..	5	1	6	13	7	6	3	...	11	...	...
Buckingham ... ..	11	4	15	10	16	4	6	...	16	1	2
Cambridge (ex. Liberty of the Isle of Ely).	6	1	7	10	6	4	4	2	5	...	...
Chester ... ..	...	1	1	...	1	...	1	...	...	...	...
Derby ... ..	1	1	2	...	26	26	...	...	...	...	...
Devon... ..	...	2	2	...	12	10	2	...	...	...	...
Dorset ... ..	3	...	3	2	8	8	...	...	2	...	...
Durham ... ..	1	...	1	...	...	...	...	...	...	...	...
Essex ... ..	21	2	23	109	64	27	18	10	118	1	30
Gloucester... ..	7	4	11	32	15	2	15	1	29	...	...
Hants... ..	5	3	8	18	11	19	6	...	4	1	1
Hertford ... ..	3	1	4	4	7	8	1	...	2	...	...
Huntingdon ... ..	2	...	2	28	...	...	...	28	...	...	...
Kent (ex. Metropolis).	1	2	3	13	8	12	4	...	5	1	16
Lancaster ... ..	9	3	12	...	8	5	3	...	...	...	...
Leicester ... ..	1	...	1	...	...	...	...	...	...	...	...
Lincoln, Parts of Lindsey.	...	6	6	...	19	9	4	...	6	...	...
Middlesex (ex. Metropolis).	1	3	4	...	24	22	...	...	2	...	...
Monmouth... ..	5	1	6	15	4	...	4	...	15	...	...
Norfolk ... ..	7	3	10	1	40	23	13	...	...	1	1
Northampton (ex. Soke of Peterborough).	19	4	23	54	20	10	6	2	56	...	...
Notts ... ..	1	1	2	...	1	...	1	...	...	...	...
Oxford ... ..	2	2	4	4	5	...	7	1	1	...	...
Salop ... ..	8	1	9	8	2	...	1	2	7	...	...
Somerset ... ..	9	1	10	25	6	...	9	8	14	...	...
Stafford ... ..	7	2	9	19	19	1	8	3	28	1	3
Suffolk ... ..	18	2	20	160	63	29	55	25	114	1	19
Surrey (ex. Metropolis).	3	1	4	24	7	3	11	...	17	1	9
Sussex, Eastern Division.	2	1	3	...	1	...	1	...	...	...	...
" Western Division.	2	...	2	...	...	...	...	...	...	...	...
Warwick ... ..	7	1	8	17	5	7	3	...	12	...	...
Wilts ... ..	2	2	4	...	7	3	4	...	...	...	...
Worcester ... ..	3	1	4	...	1	1	...	...	...	...	...
York, North Riding.	...	1	1	...	5	4	1	...	...	...	...
" West Riding.	21	6	27	34	32	11	16	4	35	1	1
Liberty of the Isle of Ely.	2	...	2	11	...	...	5	1	5	...	...
Soke of Peterborough.	1	1	2	1	1	...	1	...	1	...	...
The Metropolis...	1	...	1	...	4	4	...	...	...	...	...
<b>WALES.</b>											
<b>COUNTY.*</b>											
Carnarvon ... ..	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1	1
Denbigh ... ..	2	...	2	...	6	6	...	...	...	...	...
Glamorgan... ..	2	...	2	11	...	11	...	...	...	2	11
Montgomery ... ..	3	2	5	10	2	...	2	...	10	1	3
<b>SCOTLAND.</b>											
<b>COUNTY.*</b>											
Aberdeen ... ..	2	...	2	3	...	3	...	...	...	...	...
Edinburgh... ..	1	...	1	...	...	...	...	...	...	...	...
Forfar... ..	1	...	1	9	5	...	8	...	6	...	...
<b>TOTAL</b> ... ..	<b>208</b>	<b>67</b>	<b>275</b>	<b>645</b>	<b>467</b>	<b>283</b>	<b>223</b>	<b>87</b>	<b>519</b>	<b>13</b>	

## GLANDERS.

	Farms or other Places.			Horses Attacked.		Diseased Horses.				Cases which existed in previous Weeks not reported until this Week.	
	Number reported upon this Week which have been previously reported upon.	Number upon which Fresh Outbreaks have been reported to have taken place during the Week.	Total Number reported upon during the Week.	Remaining diseased from the previous Week.	Attacked during the Week.	Killed.	Died.	Recovered.	Remaining.	Fresh Outbreaks.	Horses Attacked.
ENGLAND.											
COUNTY.*											
Hertford ... ..	1	...	1	1	...	...	...	...	1	...	...
The Metropolis...	7	7	14	1	13	13	...	...	1	1	2
TOTAL ..	8	7	15	2	13	13	...	...	2	1	2

## FARCY.

	Farms or other Places.			Horses Attacked.		Diseased Horses.				Cases which existed in previous Weeks not reported until this Week.	
	Number reported upon this Week which have been previously reported upon.	Number upon which Fresh Outbreaks have been reported to have taken place during the Week.	Total Number reported upon during the Week.	Remaining diseased from the previous Week.	Attacked during the Week.	Killed.	Died.	Recovered.	Remaining.	Fresh Outbreaks.	Horses Attacked.
ENGLAND.											
COUNTY.*											
Bedford ... ..	1	...	1	1	...	1	...	...	...	...	...
Lancaster ... ..	...	1	1	...	1	...	...	...	1	...	...
The Metropolis...	1	4	5	1	5	5	...	...	1	...	...
TOTAL ...	2	5	7	2	6	6	...	...	2	...	...

## RABIES.

	Number of Cases reported during the Week.	Number of Diseased Animals Killed during the Week.		Number Died from the disease during the Week.	Cases which existed in previous Weeks not reported until this Week.
		Dogs.	Other Animals.		
ENGLAND.					
COUNTY.*					
York, West Riding ... ..	1	1	...	...	...

\* Counties include such Boroughs and Burghs as are locally situated within the limits of the Counties, or, if surrounded by two or more Counties, then they are included in the County with which they have the longest common boundary. Berwick-upon-Tweed is included in Northumberland.

Agricultural Department, Privy Council Office, 23rd December, 1887.

In the Matter of the Companies Acts, 1862 and 1867, and in the Matter of the Fforchneol Colliery and Brick Company Limited.

NOTICE is hereby given, that a petition for the winding up of the above-named Company by the High Court of Justice, Chancery Division, was, on the 21st day of December, 1887, presented to the said High Court of Justice, by Frederick Render, of No. 2, Albert-street, Manchester, in the county of Lancaster, Corn Miller and Colliery Proprietor, a creditor of the said Company; and that the said petition is directed to be heard before the Honourable Mr. Justice Stirling, on the 14th day of January,

1888; and any creditor or contributory of the said Company desirous to oppose the making of an Order for the winding up of the said Company under the above Acts, should appear at the time of hearing by himself or his Counsel for that purpose; and a copy of the petition will be furnished to any creditor or contributory of the said Company requiring the same by the undersigned, on payment of the regulated charge for the same. —Dated the 21st day of December, 1887.

*Pritchard, Englefield, and Co.* Painters' Hall, Little Trinity-lane, London, E.C.;  
Agents for  
*John Leigh*, of Manchester, Solicitor for the Petitioner.

In the High Court of Justice.—Chancery Division.  
Mr. Justice Chitty.

In the Matter of the Companies Acts, 1862 and 1867, and in the Matter of the Alliance Supply Stores Limited.

**N**OTICE is hereby given, that Mr. Justice Chitty has, by an Order dated the 21st day of November, 1887, appointed John Arthur Craig, of 30, Finsbury-pavement, in the city of London, Secretary to the Boot and Shoe Manufacturers' Association and Leather Trades' Protection Society, to be Official Liquidator of the above-named Company.—Dated this 20th day of December, 1887.

In the High Court of Justice.—Chancery Division.  
Mr. Justice North.

In the Matter of the Companies Acts, 1862 and 1867, and in the Matter of the Railway Debenture Stock and Mortgage Corporation Limited.

**N**OTICE is hereby given, that Mr. Justice North has by an Order, dated the 7th day of December, 1887, appointed John Francis Clarke, of No. 41, Coleman-street, in the city of London, Chartered Accountant, to be Official Liquidator of the above-named Company.—Dated this 22nd day of December, 1887.

In the High Court of Justice.—Chancery Division.  
Mr. Justice North at Chambers.

In the Matter of the Companies Acts, 1862 and 1867, and in the Matter of the West of England Paper Mills Company Limited.

**M**R. JUSTICE NORTH has by an Order, dated the 11th day of November, 1887, appointed Mr. Frederic George Painter, of 2, Moorgate-street-buildings, in the city of London, Chartered Accountant, to be Official Liquidator of the above-named Company.—Dated this 20th day of December, 1887.

In the High Court of Justice.—Chancery Division.  
Mr. Justice North at Chambers.

In the Matter of the Companies Acts, 1862 and 1867, and in the Matter of the Bradford District Steam Tramways Limited.

**M**R. JUSTICE NORTH has by an Order, dated the 2nd day of December, 1887, appointed Henry Kendrick, of 9 and 10, Pancras-lane, in the city of London, Chartered Accountant, to be Official Liquidator of the above-named Company.—Dated this 19th day of December, 1887.

In the High Court of Justice.—Chancery Division.  
Mr. Justice Chitty.

In the Matter of the Companies Acts, 1862 and 1867, and in the Matter of the British, Colonial, and General Investment Trust Limited.

**N**OTICE is hereby given, that Mr. Justice Chitty has by an Order, dated the 11th day of November, 1887, appointed John Francis Clarke, of No. 41, Coleman-street, in the city of London, Chartered Accountant, to be Official Liquidator of the above-named Company.—Dated this 20th day of December, 1887.

In the High Court of Justice.—Chancery Division.  
Mr. Justice Chitty.

In the Matter of the Companies Acts, 1862 and 1867, and in the Matter of the British, Colonial, and General Investment Trust Limited.

**T**HE creditors of the above-named Company are required, on or before the 23rd day of January, 1888, to send their names and addresses, and the particulars of their debts or claims, and the names and addresses of their Solicitors (if any), to John Francis Clarke, of No. 41, Coleman-street, in the city of London, Chartered Accountant, the Official Liquidator of the said Com-

pany; and if so required, by notice in writing from the said Official Liquidator, are, by their Solicitors, to come in and prove their said debts or claims at the chambers of Mr. Justice Chitty Royal Courts of Justice, Strand, London, at such time as shall be specified in such notice, or in default thereof they will be excluded from the benefit of any distribution made before such debts are proved. Friday, the 10th day of February, 1888, at eleven o'clock in the forenoon, at the said chambers, is appointed for hearing and adjudicating upon the debts and claims.—Dated this 20th day of December, 1887.

In the High Court of Justice.—Chancery Division.  
Mr. Justice Stirling.

In the Matter of the Companies Acts, 1862 and 1867, and in the Matter of the Home and Foreign Mines Trust Limited.

**N**OTICE is hereby given, that Mr. Justice Stirling has by an Order, dated the 6th day of December, 1887, appointed John Francis Clarke, of No. 41, Coleman-street, in the city of London, Chartered Accountant, to be Official Liquidator of the above-named Company.—Dated this 21st day of December, 1887.

In the High Court of Justice.—Chancery Division.  
Mr. Justice Stirling.

In the Matter of the Companies Acts, 1862 and 1867, and in the Matter of the Home and Foreign Mines Trust Limited.

**T**HE creditors of the above-named Company are required, on or before the 27th day of January, 1888, to send their names and addresses, and the particulars of their debts or claims, and the names and addresses of their Solicitors (if any), to John Francis Clarke, of No. 41, Coleman-street, in the city of London, Chartered Accountant, the Official Liquidator of the said Company; and if so required by notice in writing from the said Official Liquidator, are, by their Solicitors, to come in and prove their said debts or claims at the chambers of Mr. Justice Stirling, Royal Courts of Justice, Strand, London, at such time as shall be specified in such notice, or in default thereof they will be excluded from the benefit of any distribution made before such debts are proved. Saturday, the 10th day of March, 1888, at one o'clock in the afternoon, at the said chambers, is appointed for hearing and adjudicating upon the debts and claims.—Dated this 21st day of December, 1887.

In the Chancery of the County Palatine of Lancaster.—Manchester District.

In the Matter of the Companies Acts, 1862 to 1880; and in the Matter of the No. 1 Railway Hotel Building Society; and in the Matter of the Chancery of Lancaster Act, 1850, and the Court of Chancery of Lancaster Act, 1854.

**N**OTICE is hereby given, that the Vice-Chancellor has fixed Tuesday, the 3rd day of January, 1888, at half-past ten o'clock in the forenoon, at his chambers, Duchy-chambers, No. 2, Clarence-street, in the city of Manchester, as the time and place for the appointment of an Official Liquidator of the above-named Society.

In the Matter of the Companies Acts, 1862 and 1867; and in the Matter of the Duckworth Hall (Oswaldtwistle) Cotton Manufacturing Company Limited; and in the Matter of the Court of Chancery of Lancaster Act, 1850; in the Matter of the Court of Chancery of Lancaster Act, 1854.

**N**OTICE is hereby given, that a petition for the winding up of the above-named Company by the Court of Chancery of the County

Palatine of Lancaster, Preston District, was, on the 17th day of December, 1887, presented to the Right Honourable the Chancellor of the Duchy and County Palatine of Lancaster by James Braithwaite, of 87, Mosley-street, Blackburn, in the county of Lancaster, Tape Sizer, and William Graham, of 53, Sarah Ellen-street, Blackburn aforesaid, Grocer, contributories of the said Company; and that the said petition is directed to be heard before his Honour Sir Henry Fox Bristowe, Knt., the Vice-Chancellor of the County Palatine of Lancaster, on Wednesday, the 11th day of January, 1888, at the Assize Courts, Strangeways, Manchester, in the said county of Lancaster, at eleven of the clock in the forenoon; and any creditor or contributory of the said Company desirous to oppose the making of an Order for the winding up of the said Company under the above Acts should appear at the time of hearing by himself or his Counsel for that purpose; and a copy of the petition will be furnished to any creditor or contributory of the said Company requiring the same, by the undersigned, on payment of the regulated charge for the same.

T. and R. C. Radcliffe, 19, Clayton-street, Blackburn, Solicitors for the Petitioners.

#### Union Society.

December 22, 1887.

**NOTICE** is hereby given, that a General Meeting of the Union Society will be holden at the office, in Cornhill, on Friday, the 6th day of January, 1888, at twelve o'clock at noon, pursuant to the 16th Article of the Deed of Settlement. The chair will be taken at one o'clock precisely.

Chas. Darrell, Secretary.

#### Reversionary Interest Society Limited.

December 23, 1887.

**NOTICE** is hereby given, that an Extraordinary General Court of Proprietors will be held at the Society's office, No. 17, King's Arms-yard, London, E.C., on Thursday, the 19th day of January, 1888, at twelve noon precisely, for the purpose of electing an Auditor of the Society, and that William Stewart Forster, Esq., is the only candidate for that office.

By order of the Board,

George Pepys, Secretary.

#### Hospital for the Maintenance and Education of Exposed and Deserted Young Children.

Foundling Hospital, December 23, 1887.

**NOTICE** is hereby given, that the Quarterly General Meeting of the Governors and Guardians of this Corporation will be held in the Court Room of the Hospital, on Wednesday next, the 28th instant, at eleven o'clock precisely.

W. S. Wintle, Secretary.

#### In the Matter of the Mincing Lane Whole Berry Coffee Company Limited.

**NOTICE** is hereby given, that at an Extraordinary General Meeting of the above-named Company, held at No. 6, Mincing-lane, in the city of London, on the 24th day of November, 1887, the following Special Resolutions were passed; and at a subsequent Extraordinary General Meeting of the said Company, held at the same place, on the 12th day of December, 1887, the said Special Resolutions were duly confirmed:—

1. "That the Company be wound up voluntarily under the provisions of the Companies Acts, 1862 and 1867; and that John Cornelius Sanderson, of 38, Mincing-lane, E.C., be and he is hereby appointed Liquidator for the purpose of such winding up.

2. "That the said Liquidator be and he is hereby authorized to consent to the registration (if necessary) of a new Company, to be named the Whole Berry Coffee Company Limited, with a Memorandum and Articles of Association, which have already been prepared with the privity and approval of the Directors of the Company.

3. "That the draft agreement submitted to this Meeting, and expressed to be made between this Company (thereinafter called the old Company), of the first part, John Cornelius Sanderson, the said Liquidator, of the second part, and the Whole Berry Coffee Company Limited (thereinafter called the Purchasing Company), of the third part, be hereby approved; and that the said Liquidator be and he is hereby authorized to enter into an agreement with such Purchasing Company when incorporated) in the terms of the said draft, and to carry the same into effect.

4. "That the Liquidator be and he is hereby authorized to consent to any variation in the terms of the agreement which he may think fit for the purpose of effectuating the foregoing objects."

Dated this 17th day of December, 1887.

Jno. C. Sanderson, Chairman.

#### King's Lynn Steam Tug Company Limited.

**AT** an Extraordinary General Meeting of the Members of the above-named Company, duly convened and held at the Company's office, Alexandra Dock, King's Lynn, in the county of Norfolk, on the 30th day of November, 1887, the following Special Resolution was duly passed; and at a subsequent Extraordinary General Meeting of the Members of the said Company, also duly convened and held at the same place, on the 19th day of December, 1887, the following Special Resolution was duly confirmed:—

"That the King's Lynn Steam Tug Company Limited be wound up voluntarily, and that Sir Lewis Whincop Jarvis and Mr. Arthur George Russell be the Liquidators to conduct the winding up, with authority to dispose of the Company's vessels and other property to any other Company or persons."

L. W. Jarvis, Chairman.

In the Matter of the Companies Acts, 1862 and 1887, and of Whitehead and Co. Limited.

**NOTICE** is hereby given, that a General Meeting of the Members of the above-named Company will be held at the offices of Messrs. Theobald Brothers and Miall, No. 23, St. Swithin's-lane, in the city of London, on Monday, the 30th day of January, 1888, at two o'clock in the afternoon, for the purpose of having an account laid before them, showing the manner in which the winding up of the Company has been conducted, and its property disposed of, and of hearing any explanations that may be given by the Liquidator; and also of passing an Extraordinary Resolution as to the disposition of the books, accounts, and documents of the Company.—Dated this 22nd day of December, 1887.

Wm. Theobald, Liquidator.

#### The London Automatic Disinfectant and Sanitary Engineering Company Limited.

**NOTICE** is hereby given, that in pursuance of section 142 of the Companies Act, 1862, a General Meeting of the Members of the above-named Company will be held at 12, Old Jewry-chambers, in the city of London, on Tuesday, the 24th day of January, 1888, at three o'clock in the afternoon, for the purpose of having an account laid before them, showing the manner in which the winding up has been conducted, and the property of the Company disposed of, and of hearing any explanation that may be given by the Liquidator; and also of determining by Extraordinary Resolu-

tion the manner in which the books, accounts, and documents of the Company, and of the Liquidator thereof, shall be disposed of.—Dated the 19th day of December, 1887.

Thomas Dyson, Liquidator.

The Lucknow Freehold Syndicate Limited.

**N**OTICE is hereby given, that in pursuance of section 142 of the Companies Act, 1862, a General Meeting of the Members of the above-named Syndicate will be held at 2, East India-avenue, Leadenhall-street, in the city of London, the office of the Syndicate, on Wednesday, the 25th day of January, 1888, at twelve o'clock, noon, for the purpose of having an account laid before them, showing the manner in which the winding up has been conducted, and the property of the Syndicate disposed of, and of hearing any explanation that may be given by the Liquidator.—Dated the 20th day of December, 1887.

E. W. Layton, Liquidator.

In the Matter of the Companies Acts, 1862 to 1883, and in the Matter of the Goodevere Tin Mining Company Limited.

**N**OTICE is hereby given, in pursuance of section 142 of the Companies Act, 1862, that a General Meeting of the Members of the above-named Company, will be held at 10, Coleman-street, London, E.C., on Thursday, the 26th day of January, 1888, at twelve o'clock at noon, for the purpose of having an account laid before them, showing the manner in which the winding up has been conducted, and the property of the Company disposed of, and of hearing any explanation that may be given by the Liquidator; and also of determining by Extraordinary Resolution the manner in which the books, accounts, and documents of the Company, and of the Liquidator thereof, shall be disposed of.—Dated the 21st day of December, 1887.

R. Cumming, Liquidator.

In the Matter of the Abergavenny Industrial and Co-operative Society Limited.—In Voluntary Liquidation.

**N**OTICE is hereby given, that a General Meeting of the above-named Society will be held on Thursday, the 26th day of January, 1888, at the office of Mr. Luther Davis, Solicitor, Lion-street, Abergavenny, in the county of Monmouth, at three o'clock in the afternoon, for the purpose of having laid before the Meeting an account, showing the manner in which the winding up of the Society has been conducted, and the property of the Society disposed of, and of hearing any explanation that may be given by the Liquidators.—Dated the 21st day of December, 1887.

Luther Davis, Abergavenny, Solicitor;  
Agent for E. C. Harte, Solicitor, Wells,  
Somerset, Solicitor for the Liquidators.

In the Matter of the Companies Acts, 1862 and 1867, and in the Matter of W. R. Palmer Limited.

**N**OTICE is hereby given, that the creditors of the above-named Company are required, on or before the 10th day of January, 1888, to send their names and addresses, and the particulars of their debts or claims, and the names and addresses of their Solicitors (if any), to Mr. Eric Mackay Carter, of 33, Waterloo-street, Birmingham, Chartered Accountant, the Liquidator of the said Company, and if so required, by notice in writing from the said Liquidator, are, by their Solicitors, to come in and prove their said debts or claims at such time and place as shall be specified in such notice, or in default thereof they will be excluded from the benefit of any distribution made before

such debts are proved.—Dated this 17th day of December, 1887.

Barlow, Smith, and Pinsent, 39, Waterloo-street, Birmingham, Solicitors for the above-named Liquidator.

In the Matter of the Companies Acts, 1862 and 1867; and in the Matter of the East Lincolnshire Brick, Tile, Terra Cotta, and Coal Company Limited.

**N**OTICE is hereby given, that the creditors of the above-named Company are required, on or before the 15th day of January, 1888, to send their names and addresses, and the particulars of their debts or claims, and the names and addresses of their Solicitors (if any), to the undersigned, the Liquidator of the said Company, and if so required, by notice in writing from the said Liquidator, are, by their Solicitors, to come in and prove their said debts or claims at such time and place as shall be specified in such notice, or in default thereof they will be excluded from the benefit of any distribution made before such debts are proved.—Dated this 14th day of December, 1887.

C. H. Dawson, Victoria-chambers, Great Grimsby, Liquidator to the above-named Company.

**N**OTICE is hereby given, that the Partnership heretofore subsisting between the undersigned, Allan William Borman, Charles Tipping Borman, and Edward Nelson Cobbett, Educational Agents, at 69, Berners-street, London, as Bisson, Borman, and Co., has been dissolved, by mutual consent, as from the 8th December instant. All debts of the firm will be received and paid by the said Allan William Borman and Charles Tipping Borman, who will continue the said business.—Dated this 19th December, 1887.

Allan W. Borman.

C. T. Borman.

Edwd. N. Cobbett.

**N**OTICE is hereby given, that the Partnership heretofore subsisting between us the undersigned, John Robert Addison Hime and James Thomas Knott, carrying on business as Glass Manufacturers, at 2, Buckhurst-street, Cambridge-road, Mile End, in the county of Middlesex, under the style or firm of T. Knott and Son, has been dissolved, by mutual consent, as and from the 20th day of December, 1887. All debts due and owing by the said late firm will be received and paid by the said John Robert Addison Hime.—Dated this 20th day of December, 1887.

J. Robt. A. Hime.

J. T. Knott.

**N**OTICE is hereby given, that the Partnership which has for some time past been carried on by us the undersigned, Harry Wellard and George Dovey, under the style of the West London Cake Company, at 4, Saint Helen's-terrace, North Kensington, and elsewhere, in the trade of Confectioners and Plain and Fancy Bakers, has this day been dissolved by mutual consent. All debts owing by, and all liabilities and engagements of the said firm, will be received and paid by the said Harry Wellard, who will continue the said business as the West London Cake Company.—As witness our hands this 20th day of December, 1887.

G. Dovey.

Hy. Wellard.

**N**OTICE is hereby given, that the Partnership lately subsisting between us the undersigned, William Walton, Alfred Walton, Catherine Rebecca Walton, and Augustus Charles Dove, carrying on business as Merchants, Linen and Cotton Manufacturers, Bleachers and Dyers, under the style or firm of Walton and Co., at Knaresbrough and Crimble, near Harrogate, both in the county of York, has been dissolved by mutual consent as from the 30th day of September, 1887, the undersigned William Walton having retired from the said business. All debts due and owing to or by the partnership will be received and paid by the said Alfred Walton, Catherine Rebecca Walton, and Augustus Charles Dove, who will in future carry on business on their own account, under the style or firm of Walton and Co.—As witness our hands this 13th day of December, 1887.

Wm. Walton. Catherine Rebecca Walton.

Alfred Walton. Augustus C. Dove.

**N**OTICE is hereby given, that the Partnership heretofore subsisting between the undersigned, John Dobby and John Wright, carrying on business as Millers and Corn Merchants, at Selby, in the county of York, under the style or firm of John Dobby and Co., has this day been dissolved by mutual consent. All debts due to the said late firm will be received by Samuel Charles Platts, of No. 7, East-parade, Leeds, and at Scarborough, Accountant, to whom also all claims against the said late firm are to be forthwith sent. The said business will in future be carried on by the said John Wright and Sons, on their own account and for their own benefit.—Dated this 30th day of November, 1887.

*John Dobby.*  
*John Wright.*

**N**OTICE is hereby given, that the Partnership heretofore subsisting between us the undersigned, Joe Cockroft and Tom Pickles, carrying on business as Mineral Water Manufacturers, at Birkenshaw, in the county of York, under the style of Cockroft and Pickles, was this day dissolved by mutual consent.—Dated the 17th day of December, 1887.

*Joe Cockroft.*  
*Tom Pickles.*

**N**OTICE is hereby given, that the Partnership heretofore subsisting between the undersigned, Edward Elwell, Alfred Elwell, and Frederick Elwell, in the trade or business of Edge Tool Manufacturers, carried on at Wednesbury Forge, in the county of Stafford, and elsewhere, under the style or firm of Edward Elwell, has been this day dissolved, by mutual consent, so far as regards the said Frederick Elwell, who retires from the said trade or business, which will hereafter be carried on by the said Edward Elwell and Alfred Elwell in copartnership under the same style or firm of Edward Elwell. The said Edward Elwell and Alfred Elwell will receive and pay all debts due to and from the said firm.—Dated this 28th day of November, 1887.

*Edward Elwell.*  
*Alfred Elwell.*  
*Fredk. Elwell.*

**N**OTICE is hereby given, that the Partnership lately subsisting between us the undersigned, William Milne and John Wright, carrying on business as Manufacturers of Prepared Pith, Glue, Size, and other like materials, at the New Mills, Farnworth, near Widnes, in the county of Lancaster, and at 44, Lloyd-street, in the city of Manchester, under the style or firm of the Farnworth Pith and Size Company, has this day been dissolved by mutual consent. All debts due to or owing by the said late firm will be received and paid by the said William Milne, who will continue the said business under the present style or firm.—As witness our hands this 19th day of December, 1887.

*William Milne.*  
*John Wright.*

**N**OTICE is hereby given, that the Partnership which has for some time past been carried on by Herman Thomas Bedingfield Tribe and John Holroyde, under the style or firm of Tribe and Holroyde, at Chatham, in the county of Kent, in the professions of Surgeons and Apothecaries, was this day dissolved by mutual consent.—As witness our hands this 20th day of December, 1887.

*H. T. B. Tribe.*  
*J. Holroyde.*

**N**OTICE is hereby given, that the Partnership heretofore subsisting between us the undersigned, John Dean and Charles Mitchell, carrying on business as Manufacturers, at Silsden, under the style or firm of Robinson and Dean, was dissolved, by mutual consent, as and from the 9th day of May, 1887. All debts due to and owing by the said late firm will respectively be received and paid by the said Charles Mitchell, who will in future carry on the business under the style or firm of Robinson and Dean.—As witness our hands this 19th day of December, 1887.

*John Dean.*  
*Chas. Mitchell.*

**N**OTICE is hereby given, that the Partnership hitherto subsisting between the undersigned, John Williams and James William Broomfield, in the business of Decorators, Painters, and Paper Hangers, carried on at 27, Hope-street, Birmingham, in the county of Warwick, under the style or firm of Williams and Broomfield, has this day been dissolved by mutual consent. All debts due to or owing by the said late firm will be received and paid by the said James William Broomfield, who will continue the said business on his own account.—As witness our hands this 19th day of December, 1887.

*John Williams.*  
*James William Broomfield.*

**N**OTICE is hereby given, that the Partnership heretofore subsisting between us the undersigned, George Nathan and Michael Henry Davis, carrying on business together as Manufacturing Jewellers, at 37, Vyse-street, Birmingham, under the style or firm of Nathan and Davis, has been this day dissolved by mutual consent.—Dated this 19th day of December, 1887.

*George Nathan.*  
*Michael H. Davis.*

**HENRY HEWER, Esq., Deceased.**  
Pursuant to Act of Parliament 22nd and 23rd Victoria, chapter 35, intituled "An Act to further amend the Law of Property, and to relieve Trustees."

**N**OTICE is hereby given, that all creditors and other persons having any claim or demand against the estate of the said Henry Hewer, late of Cheltenham, in the county of Gloucester, Gentleman, deceased (who died on the 29th day of October, 1887, and whose will was proved by James Clissett, of Cheltenham, Gentleman, and Henry Hewer, of Cheltenham, Gentleman, the executors therein named, on the 6th day of December, 1887, in the Principal Registry of the Probate Division of the High Court of Justice), are hereby required to send particulars, in writing, of their claims and demands to us, the undersigned, Solicitors for the said executors, on or before the 23rd day of January, 1888, after which date the said executors will proceed to distribute the assets of the deceased amongst the parties entitled thereto, having regard only to the claims and demands of which they shall then have had notice; and they will not be liable for the assets of the said deceased, or any part thereof, so distributed to any persons of whose claims they shall not then have had notice.—Dated this 13th day of December, 1887.

W. and C. H. JESSOP, 1, Church-street, Cheltenham, Solicitors for the said Executors.

**HENRY FOSTER, Deceased.**  
Pursuant to the Act of Parliament 22 and 23 Vict., cap. 35, intituled "An Act to further amend the Law of Property, and to relieve Trustees."

**N**OTICE is hereby given, that all creditors and other persons having claims or demands against the estate of Henry Foster, formerly of Newton Morrell, in the county of Oxford, but late of Summertown, Saint Giles', Oxford, in the same county, Gentleman, deceased (who died on the 21st day of October, 1887, and whose will was proved in the Oxford District Registry, on the 9th day of November, 1887, by John Simons, of Fringford, and Ellen Joanna Simons and Percival Walsh, both of Oxford, the executors therein named), are hereby required to send the particulars, in writing, of their claims or demands to us, the undersigned, the Solicitors for the said executors, on or before the 1st day of February, 1888, after which date the said executors will proceed to distribute the property of the said deceased amongst the persons entitled thereto, having regard only to the claims and demands of which they shall then have had notice; and they will not be liable for the assets of the said deceased, or any part thereof, to any person or persons of whose debt, claim, or demand they shall not then have had notice.—Dated this 16th day of December, 1887.

DAYMAN and WALSH, 9, St. Giles'-street, Oxford, Solicitors for the said Executors.

**JAMES WARWICK, Deceased.**  
Pursuant to the Act of Parliament 22nd and 23rd Victoria, chapter 35, intituled "An Act to further amend the Law of Property, and to relieve Trustees."

**N**OTICE is hereby given, that all creditors and other persons having any claims or demands against the estate of James Warwick, late of 154, Chatham-street, in the city of Liverpool, Esq., deceased (who died on the 5th day of August, 1887, and whose will was proved in the District Registry of the Probate Division of Her Majesty's High Court of Justice at Liverpool, on the 9th day of December, 1887, by Mary Elizabeth Warwick, of 154, Chatham-street aforesaid, Widow, the sole executrix therein named), are hereby required to send the particulars, in writing, of their claims or demands to us, the undersigned, the Solicitors for the said executrix, on or before the 20th day of January, 1888, after which date the said executrix will proceed to distribute the assets of the said deceased amongst the persons entitled thereto, having regard only to the claims and demands of which she shall then have had notice; and she will not be liable for the assets of the said deceased, or any part thereof, so distributed to any person or persons of whose claims or demands she shall not then have had notice.—Dated this 17th day of December, 1887.

HARVEY, ALSOP, STEVENS, and HARVEY,  
14, Castle-street, Liverpool, Solicitors for the Executrix.



**ARCHIBALD FINNIE, Deceased.**

Pursuant to the Statute 22nd and 23rd Victoria, chapter 35, intituled "An Act to further amend the Law of Property, and to relieve Trustees."

**NOTICE** is hereby given, that all creditors and other persons having any debts, claims, or demands against the estate of Archibald Finnie, formerly of Rio de Janeiro, in Brazil, and Manchester, Merchant, but late of the Langham Hotel, Portland-place, in the county of Middlesex, Esq. (who died on the 3rd day of May, 1885, and of all and singular of whose personal estate and effects letters of administration, with the will annexed, were granted unto Alberto Côrtes, of Trinity Hall, Cambridge, in the county of Cambridge, Gentleman, by the Principal Registry of the Probate Division of Her Majesty's High Court of Justice, on the 13th day of July, 1886), are hereby required to send particulars, in writing, of their debts, claims, or demands to us, the undersigned, as Solicitors for the said administrator Alberto Côrtes, on or before the 23rd day of March, 1888; and notice is hereby given, that at the expiration of that time the said administrator will proceed to distribute the assets of the said testator among the parties entitled thereto, having regard only to the debts, claims, and demands of which he shall then have had notice; and that he will not be liable for the assets, or any part thereof, so distributed to any person or persons of whose debt, claim, or demand he shall not then have had notice.—Dated this 20th day of December, 1887.

JOHNSON, BUDD, and JOHNSON, 20, Austin-friars, London, E.C., Solicitors for the said Administrator.

**ESTHER BURRELL, Deceased.**

Pursuant to an Act of Parliament 22nd and 23rd Victoria, chapter 35, intituled "An Act to further amend the Law of Property, and to relieve Trustees."

**NOTICE** is hereby given, that all creditors and other persons having any claims or demands against the estate of Esther Burrell, deceased, late of Oxtou Hall, Birkenhead, in the county of Chester, Widow (who died on the 16th day of November, 1887, and whose will was proved in the Chester District Registry of the Probate Division of Her Majesty's High Court of Justice, on the 29th day of November, 1887, by Robert Dean Burrell, of Oxtou Hall, Birkenhead aforesaid, the executor therein named), are hereby required to send the particulars, in writing, of their claims or demands to me, the undersigned, Solicitor for the said executor, on or before the 9th day of January, 1888.—Dated this 19th day of December, 1887.

ROB. D. FRANCIS, 47, Hamilton-square, Birkenhead, and at Central-buildings, Liverpool, Solicitor for the said Executor.

**Lieutenant-Colonel CHARLES YOUNG BAZETT, Deceased.**

Pursuant to the Act 22nd and 23rd Victoria, chapter 35.

**NOTICE** is hereby given, that all creditors and others having claims upon the estate of Charles Young Bazett, late of Springfield, Reading, in the county of Berks, a Lieutenant-Colonel, late in the Indian Army (who died on the 20th day of September, 1879, and of whose will, with one codicil, probate was granted by the Principal Registry of the Probate Division of the High Court of Justice, on the 7th day of October, 1879, to the Reverend Peter Nettleton Leakey and Alfred Campbell Bazett, two of the executors named in the said will, and the Reverend Alfred Young Bazett, the executor named in the said codicil, and on the 7th day of September, 1887, to Lieutenant-Colonel Richard Bazett, another of the executors named in the said will), are hereby required to send in their claims to me, the undersigned, on or before the 20th day of January, 1888, after which date the said executors will proceed to distribute the assets of the deceased among the parties entitled thereto, having regard only to the claims of which they shall then have had notice; and that they will not be liable for the assets so distributed, or any part thereof, to any person or persons of whose claims they shall not then have had notice.—Dated this 19th day of December, 1887.

A. CAMPBELL BAZETT, Newbury, Berks, Solicitor for the said Executors.

**Mrs. HARRIOT BAZETT, Deceased.**

Pursuant to the Act 22nd and 23rd Victoria, chapter 35.

**NOTICE** is hereby given, that all creditors and others having claims upon the estate of Harriot Bazett, late of Springfield, Reading, in the county of Berks, Widow (who died on the 18th day of November, 1887, and of whose will, with one codicil, probate was granted by the Principal Registry of the Probate Division of the High Court of Justice, on the 14th day of December, 1887, to the Reverend Peter Nettleton Leakey, William Deane, Butcher, and Lieutenant-Colonel Richard Bazett, the executors named in the said will), are hereby required to

send in their claims to me, the undersigned, on or before the 20th day of January, 1888, after which date the said executors will proceed to distribute the assets of the deceased among the parties entitled thereto, having regard only to the claims of which they shall then have had notice; and that they will not be liable for the assets so distributed, or any part thereof, to any person or persons of whose claims they shall not then have had notice.—Dated the 19th day of December, 1887.

A. CAMPBELL BAZETT, Newbury, Berks, Solicitor for the said Executors.

**WILLIAM CHARLES MARSHAM STYLE, Deceased.**

Pursuant to the Act of Parliament 22nd and 23rd Victoria, chapter 35, intituled "An Act to further amend the Law of Property, and to relieve Trustees."

**NOTICE** is hereby given, that all creditors and other persons having any claims or demands against the estate of William Charles Marsham Style, late of the Junior Carlton Club and No. 46, South Audley-street, London, deceased (who died on the 2nd day of September, 1887, and letters of administration of whose personal estate were, on the 9th day of December, 1887, granted by the Principal Registry of the Probate Division of Her Majesty's High Court of Justice to Sir William Henry Marsham Style, Bart., the Father of the said intestate), are hereby required to send the particulars, in writing, of their claims or demands to us, the undersigned, Solicitors for the said administrator, on or before the 1st day of February, 1888, after which date the said administrator will proceed to distribute the assets of the said deceased amongst the persons entitled thereto, having regard only to the claims and demands of which he shall then have had notice; and he will not be liable for the assets of the said deceased, or any part thereof, so distributed to any person or persons of whose claims or demands he shall not then have had notice.—Dated this 20th day of December, 1887.

MULLENS and BOSANQUET, 11, Queen Victoria-street, E.C., Solicitors for the Administrator.

**CHARLES THOMAS WOOD, Deceased.**

Pursuant to the Act of Parliament 22nd and 23rd Victoria, chap. 35, intituled "An Act to further amend the Law of Real Property, and to relieve Trustees."

**NOTICE** is hereby given, that all persons having any claim or demand against the estate of Charles Thomas Wood, late of Wakefield, in the county of York, Printing Ink Maker, deceased (who died on the 30th day of November, 1887, and of whose personal estate and effects letters of administration were, on the 15th day of December, 1887, granted to John Brocklebank Wood, the Brother of the deceased, by the Probate Division of Her Majesty's High Court of Justice, Wakefield District Registry), are required to send, on or before the 20th day of February, 1888, to us, the undersigned, Solicitors for the administrator, particulars of every such claim or demand, after which last-mentioned date the administrator will proceed to distribute the assets of the deceased among the persons entitled thereto, having regard only to the claims and demands of which he shall then have received notice.—Dated this 20th day of December, 1887.

HORNER and EDMONDSON, Wood-street, Wakefield, Solicitors.

**Re CHARLOTTE KELL, Deceased.**

Pursuant to the Act of Parliament of the 22nd and 23rd Vic., cap. 35, intituled "An Act to further amend the Law of Property, and to relieve Trustees."

**NOTICE** is hereby given, that all creditors and other persons having any claims or demands upon or against the estate of Charlotte Kell, late of 117, West-parade, Spring Bank, in the borough of Kingston-upon-Hull, Spinster, deceased (who died on the 13th day of March, 1886, and whose will was proved in the York District Registry of the Probate Division of Her Majesty's High Court of Justice, on the 3rd day of May, 1886, by Matthew Jackson, of Louth, in the county of Lincoln, Corn Merchant, and Richard Hoodlass Rowson, of the borough of Kingston-upon-Hull, Solicitor's Managing Clerk, the executors named in the said will), are hereby requested to send in the particulars, in writing, of their claims or demands to us, the undersigned, the Solicitors for the said executors, on or before the 10th day of February next, after which day the said executors will proceed to distribute the assets of the said deceased amongst the parties legally entitled thereto, having regard only to claims and demands of which they shall then have had notice; and the said executors will not be liable or responsible for the assets, or any part thereof, so distributed to any person of whose claims or demands they shall not then have had notice.—Dated this 20th day of December, 1887.

J. A. JACKSON and SON, 22, Parliament-street, Hull, Solicitors for the Executors.

JOHN TANFIELD, Deceased.

Pursuant to the Statute 22 and 23 Victoria, cap. 35.

**N**OTICE is hereby given, that all persons having claims against the estate of John Tanfield, late of Maltby in Cleveland, in the North Riding of the county of York, Gentleman, deceased (who died on the 2nd day of November, 1887, whose will was proved in the York District Registry of the Probate Division of Her Majesty's High Court of Justice, on the 5th day of December, 1887, by John Goldsbrough and Robert Strickland, the executors therein named), are requested to send particulars of their debts or claims to us, the undersigned, on or before the 23rd day of January next, after which day the said executors will proceed to distribute the assets of the said deceased, having regard to the claims only of which they shall then have had notice.—Dated the 20th day of December, 1887.

WATSON, NEWBY, and ROBSON, Stockton-on-Tees, Solicitors for the said Executors.

ALFRED STOPFORD, Deceased.

Pursuant to the Act of Parliament 22nd and 23rd Victoria, chapter 35, intituled "An Act to further amend the Law of Property, and to relieve Trustees."

**N**OTICE is hereby given, that all creditors and other persons having any claims or demands against the estate of Alfred Stopford, late of West Gorton, near Manchester, in the county of Lancaster, of Park House, Victoria-park, Rusholme, Manchester, in the county of Lancaster aforesaid, and of Willitof Hall, Howden, in the county of York, Brewer, deceased (who died on the 31st day of August, 1887, and whose will was proved in the Manchester District Registry of the Probate Division of Her Majesty's High Court of Justice, on the 28th day of November, 1887, by William Milne, of the city of Manchester, Chartered Accountant, and Walter Birch, of Fairfield, near Manchester aforesaid, Estate Agent, the executors therein named), are hereby required to send the particulars, in writing, of their claims or demands to me, the undersigned, the Solicitor for the executors, on or before the 1st day of March, 1888, after which date the said executors will proceed to distribute the assets of the said deceased amongst the persons entitled thereto, having regard only to the claims and demands of which they shall then have had notice; and they will not be liable for the assets of the said deceased, or any part thereof, so distributed to any person or persons of whose claims they shall not then have had notice.—Dated this 16th day of December, 1887.

JOHN LEIGH, 30, Brown-street, Manchester, Solicitor for the said Executors.

JOHN ALDAM PHILLIPS, Deceased.

Pursuant to the Statute 22 and 23 Vict., chapter 35, intituled "An Act to further amend the Law of Property, and to relieve Trustees."

**N**OTICE is hereby given, that all creditors or other persons having any claims against the estate of John Aldam Phillips, late of Clevedon, Grove-road, Sutton, in the county of Surrey, deceased (who died on the 22nd day of November, 1887, and whose will was proved in the Principal Registry of the Probate Division of the High Court of Justice, on the 15th day of December, 1887, by Rosina Phillips, of Clevedon, Grove-road, Sutton aforesaid, Widow, Edgar Horne, of 46, Russell-square, in the county of Middlesex, Auctioneer, and Samuel Alexander, of Bank House, Woodbridge, in the county of Suffolk, Banker, the executors therein named), are hereby required to send, in writing, particulars of their claims to us, the undersigned, the Solicitors for the said executors, on or before the 25th day of January, 1888, after which time the said executors will proceed to distribute the assets of the deceased among the persons entitled thereto, having regard to the claims of which they shall then have had notice; and that they will not be liable for the assets of the deceased so distributed to any person of whose claim they shall not have had notice at the time of distribution of the said assets.—Dated this 21st day of December, 1887.

BREWER and HORNE, 14A, Clement's-inn, London, W.C., Solicitors for the said Executors.

HENRY WILLIAM SCHNEIDER, Deceased.

Pursuant to the Act of Parliament 22nd and 23rd Victoria, chapter 35, intituled "An Act to further amend the Law of Property, and to relieve Trustees."

**N**OTICE is hereby given, that all creditors and other persons having any claim or demand upon or affecting the estate of Henry William Schneider, late of Belsfield, Windermere, in the county of Westmoreland, and of Oaklea, Barrow-in-Furness, in the county of Lancaster, Esq., deceased (who died on the 11th day of November, 1887, and whose will, with a codicil thereto, was proved in the Principal Registry of the Probate Division of Her Majesty's High Court of Justice, on the 15th day of December, 1887, by John Henry

Augustus Schneider, Esq., William Marsland Francis Schneider, Esq., Richard Dawes the younger, and James Bigg, Esq., the executors in the said will named), are hereby required to send the particulars, in writing, of their claims or demands to us, the undersigned, the Solicitors for the said executors, on or before Friday, the 3rd day of February, 1888, after which date the said executors will proceed to distribute the assets of the said deceased among the parties entitled thereto, having regard only to the claims and demands of which they shall then have had notice; and they will not be liable for the assets of the said deceased, or any part thereof, so distributed to any person or persons of whose debt, claim, or demand they shall not then have had notice.—Dated this 21st day of December, 1887.

DAWES and SONS, 9, Angel-court, Throgmorton-street, London, E.C., Solicitors for the said Executors.

Re HENRY INMAN, Deceased.

Pursuant to the Act 22 and 23 Victoria, chapter 35, intituled "An Act to further amend the Law of Property, and to relieve Trustees."

**N**OTICE is hereby given, that all creditors and other persons having claims or demands upon or against the estate of Henry Inman, formerly of Sheffield, in the county of York, Pawnbroker, but late of Church Anston, near Rotherham, in the said county of York, out of business (who died on the 31st day of August, 1887, and whose will was proved in the District Registry attached to the Probate Division of Her Majesty's High Court of Justice at Wakefield by Annie Inman, Edward Lund and John Harris Adams, the executors therein named), are hereby required to send to the undersigned, Broomhead, Wightman, and Moore, on behalf of the executors, on or before the 28th day of February, 1888, particulars of such claims and demands, at the expiration of which time the executors will distribute the assets of the testator among the parties entitled thereto, having regard to the debts and claims only of which they shall then have had notice; and the executors will not be liable for the assets so distributed to any person of whose claim or demand they shall not have had notice at the time of such distribution. And all persons indebted to the estate of the said Henry Inman are hereby required to pay the amount of their debts to the said Broomhead, Wightman, and Moore.—Dated this 19th day of December, 1887.

BROOMHEAD, WIGHTMAN, and MOORE, Bank-chambers, George-street, Sheffield, Solicitors for the Executors.

Lieut.-Colonel CHARLES BROWN CONSTABLE, Deceased.

Pursuant to the Act of Parliament 22 and 23 Victoria, cap. 35, intituled "An Act to further amend the Law of Property, and to relieve Trustees."

**N**OTICE is hereby given, that all creditors and other persons having claims or demands against the estate of Charles Brown Constable, of Wallace Craigie, in the county of Forfar, N.B., but lately residing at No. 1, Lansdown-place, Cheltenham, in the county of Gloucester, a Retired Lieutenant-Colonel in Her Majesty's Indian Army, deceased (who died on the 10th day of February, 1887, and whose will was proved at Gloucester, on the 6th day of June, 1887, by two of the executors therein named), are hereby required to send the particulars, in writing, of their claims or demands to us, the undersigned, as Solicitors for the said executors, on or before the 16th day of January, 1888, after which date the said executors will proceed to distribute the assets of the said deceased amongst the persons entitled thereto, having regard only to the claims and demands of which they shall then have had notice; and they will not be liable for the assets of the said deceased, or any part thereof, to any person or persons of whose debt, claim, or demand they shall not then have had notice.—Dated this 20th day of December, 1887.

BRYDGES and MELLERSH, Public Offices, Cheltenham, Solicitors for the said Executors.

JANE MURTON, Deceased.

Pursuant to Statute 22 and 23 Vict., cap. 35.

**N**OTICE is hereby given, that all creditors having claims against the estate of Jane Murton, late of No. 30, Newton-road, Faversham, in the county of Kent, Spinster (who died on the 21st day of October, 1887, and whose will was proved on the 17th day of November, 1887), are required to send in their claims to us, the undersigned, on or before the 31st day of January next, at the expiration of which time the executors will distribute the assets among the parties entitled thereto, having regard only to the claims of which the executors shall then have had notice.—Dated this 20th December, 1887.

TASSELL and SON, Faversham, Solicitors for the Executors.

**GEORGE ALBERT BUXTON, Deceased.**

Pursuant to the Act of Parliament 22nd and 23rd Victoria, cap. 35, intituled "An Act to further amend the Law of Property, and to relieve Trustees."

**NOTICE** is hereby given, that all creditors and other persons having any claims or demands upon or against the estate of George Albert Buxton, late of Sutton-on-Trent, in the county of Nottingham, Gentleman, deceased (who died on the 29th July, 1887, and to whose estate letters of administration were granted in the Principal Registry of the Probate Division of Her Majesty's High Court of Justice, on the 10th October, 1887, to Mary Ellen Buxton, of Sutton-on-Trent aforesaid, the lawful Widow and relict of the said intestate), are hereby required to send in particulars, in writing, of their claims or demands to the said administratrix, under cover addressed to me, the undersigned, Solicitor for the said administratrix, on or before the 1st day of January, 1888, after which date the said administratrix will proceed to distribute the assets of the said deceased among the parties entitled thereto, having regard only to the claims and demands of which she shall then have had notice; and the said administratrix will not be liable or accountable for the assets, or any part thereof, so distributed to any person of whose debt or claim she shall not then have had notice.—Dated this 12th day of December, 1887.

CHAS. WM. HAIGH, 51, Castle-gate, Newark, Solicitor for the said Administratrix.

**CUTHBERT TWIZELL, Deceased.**

Pursuant to the Act of Parliament 22 and 23 Victoria, chapter 35, intituled "An Act to further amend the Law of Property, and to relieve Trustees."

**NOTICE** is hereby given, that all creditors and persons having any claim against the estate of Cuthbert Twizell, late of North Lough House, in the parish of Stamfordham, in the county of Northumberland, Yeoman, deceased (who died on the 19th day of September, 1887, and of whose personal estate administration with the will annexed was granted to Robert Twizell, of North Lough House aforesaid, by Her Majesty's High Court of Justice, at the District Registry attached to the Probate Division thereof at Newcastle-upon-Tyne, on the 7th day of December, 1887), are hereby required to send the particulars, in writing, of their claims and demands to us, the undersigned, the Solicitors for the said administrator, on or before the 31st day of December instant, after which date the said administrator will proceed to distribute the assets of the said deceased amongst the persons entitled thereto, having regard only to the claims and demands of which he then shall have had notice; and he will not be liable for the assets of the said deceased, or any part thereof, so distributed to any person or persons of whose claims or demands he shall not then have had notice.—Dated this 21st day of December, 1887.

ARNOTT, SWAN, and WALKER, 23, Pilgrim-street, Newcastle-upon-Tyne.

**The Affairs of the late GEORGE LINGARD, Deceased.**

Pursuant to the Act of Parliament 22nd and 23rd Victoria, chapter 35, intituled "An Act to further amend the Law of Property, and to relieve Trustees."

**NOTICE** is hereby given, that all creditors and other persons having any claims or demands against the estate of George Lingard, late of Holton, Beckering, in the county of Lincoln, Farmer, deceased (who died on the 25th day of June, 1886, and whose will was proved in the Principal Registry of the Probate Division of Her Majesty's High Court of Justice, on the 30th day of November, 1887, by William Lingard and Joseph Wright, the executors therein named), are hereby required to send the particulars, in writing, of their claims and demands to us, the undersigned, the Solicitors for the said executors, on or before the 14th day of January, 1888, after which date the said executors will proceed to distribute the assets of the said deceased amongst the persons entitled thereto, having regard only to the claims and demands of which they shall have had notice; and they will not be liable for the assets of the said deceased, or any part thereof, so distributed to any person or persons of whose claims or demands they shall not then have had notice.—Dated this 21st day of December, 1887.

PAGE and PADLEY, Market Rasen, Solicitors for the said Executors.

**Her Highness the MAHARANEE BAMBA DULEEP SINGH, Deceased.**

Pursuant to the Statute 22nd and 23rd Victoria, chapter 35, intituled "An Act to further amend the Law of Property, and to relieve Trustees."

**NOTICE** is hereby given, that all creditors and other persons having any debts, claims, or demands against the estate of Her Highness the Maharane Bamba Duleep Singh, late of No. 53, Holland-park, in the county of Middlesex, Wife of the Prince Maharajah

Duleep Singh (who died on the 18th day of September, 1887, and to whose personal estate and effects letters of administration were granted to Prince Victor Albert Jay Duleep Singh, the administrator therein named, in the Principal Registry of the Probate Division of Her Majesty's High Court of Justice, on the 18th day of November, 1887), are hereby required to send particulars, in writing, of their debts, claims, or demands to us, the undersigned, as Solicitors for the said administrator, on or before the 20th day of January, 1888; and notice is hereby given, that at the expiration of that time the said administrator will proceed to distribute the assets of the said deceased among the parties entitled thereto, having regard only to the debts, claims, and demands of which he shall then have notice; and that he will not be liable for the assets, or any part thereof, so distributed to any person or persons of whose debt, claim, or demand he shall not then have had notice.—Dated this 19th day of December, 1887.

FARKER and CO., 66, Lincoln's-inn-fields, London, W.C., Solicitors for the said Administrator.

**Mrs. ANNA LENNON HUNT, Deceased.**

Pursuant to the Statute 22 and 23 Victoria, cap. 35.

**NOTICE** is hereby given, that all creditors and other persons having claims or demands upon or against the estate of Anna Lennon Hunt (otherwise Hannah Hunt), late of the St. Helena Home, Grove End-road, in the county of Middlesex, and of 26, Arley-hill, Bristol, in the county of Gloucester, Widow (who died on the 3rd November last, and whose will with two codicils were proved on the 18th December instant, in the Principal Probate Registry of Her Majesty's High Court of Justice, by me, the undersigned, one of the executors), are required to send in their respective claims or demands, in writing, to me, the undersigned, on or before the 31st day of January, 1888, after which day the estate will be distributed, regard being had only to the claims or demands of which the undersigned shall then have received notice.—Dated this 19th day of December, 1887.

HENRY E. BARNES, 36, Westbourne Park-road, London, W., Solicitor.

**Miss MARY FRANCES HAGGARD, Deceased.**

Pursuant to an Act of Parliament made and passed in the 22nd and 23rd years of the reign of Her present Majesty, cap. 35, intituled "An Act to further amend the Law of Property, and to relieve Trustees."

**NOTICE** is hereby given, that all creditors and persons having any claims or demands upon or against the estate of Mary Frances Haggard, late of 6, West-park, Clifton, Bristol, in the county of Gloucester, Spinster, deceased (who died on the 11th day of June, 1887, and of whose estate letters of administration, with the will annexed, were granted by the Principal Registry of the Probate Division of the High Court of Justice, on the 9th day of August, 1887, to Frederick Charles Debonaire-Haggard), are hereby required to send in the particulars of their claims and demands to the undersigned, the Solicitors for the said Frederick Charles Debonaire-Haggard, on or before the 1st day of February, 1888; and notice is hereby also given, that after that day the said Frederick Charles Debonaire-Haggard will proceed to distribute the assets of the deceased among the parties entitled thereto, having regard only to the claims of which he shall then have had notice; and that he will not be liable for the assets, or any part thereof, so distributed to any person of whose debt or claim he shall not then have had notice.—Dated this 16th day of December, 1887.

PURRIER and SON, 2, Circus-place, Finsbury-circus, London, Solicitors for the said Administrator.

**ANN AKED, Deceased.**

Pursuant to an Act of Parliament of the 22nd and 23rd Vic., cap. 35, intituled "An Act to further amend the Law of Property, and to relieve Trustees."

**NOTICE** is hereby given, that all creditors and other persons having claims or demands upon or against the estate of Ann Aked, late of Ellenroyd in Midgley, in the parish of Halifax, in the county of York, Spinster, deceased (who died on the 30th of September last, and whose will was duly proved by Henry Williams, of Moor Park, near Harrogate, in the said county, Esq., the executor thereof, on the 23rd of November last), are hereby required to send the particulars of such claims and demands to us, the undersigned, on or before the 19th of February next, after which date the said executor will proceed to distribute the assets of the said deceased among the parties entitled thereto, having regard only to the debts, claims, and demands of which he shall then have had notice.—Dated this 19th of December, 1887.

J. P. and J. T. SUTCLIFFE, Hebden Bridge, Solicitors for the said Executor.

**JOHN THOMAS, Deceased.**

Pursuant to Statute 22 and 23 Victoria, c. 35.

**NOTICE** is hereby given, that all persons having any claim against the estate of John Thomas, late of Park Villas, Llanstephan, Carmarthenshire, Gentleman (who died on the 30th day of October, 1887, and whose will was proved in the District Registry of the Probate Division of Her Majesty's High Court of Justice at Carmarthen, on the 11th day of November, 1887, by David Rees Thomas, John Harry Thomas, and Robert Archibald Brockie, the executors named therein), are hereby requested to send particulars thereof to me, the undersigned, on or before the 9th day of January next, after which date the executors will distribute the assets of the said deceased, having regard only to the claims of which I, the undersigned, shall then have had notice; and the said executors will not be liable to any person of whose demand I, the undersigned, shall not then have had notice.—Dated this 30th day of November, 1887.

**R. A. BROOKIE**, London and Provincial Bank, Carmarthen, Executor.

**JAMES CLARKE, Deceased.**

Pursuant to Statute 22 and 23 Victoria, chapter 35.

**NOTICE** is hereby given, that all persons having any claim against the estate of James Clarke, late of Martlesham, in the county of Suffolk, formerly an Inn-keeper, but at the time of his death out of business, deceased (who died on the 23rd day of October, 1887, and probate of his will was granted by the Ipswich District Registry of the Probate Division of Her Majesty's High Court of Justice, on the 19th day of December, 1887, to William Woodruffe, of Woodbridge, Suffolk, Plumber and House Decorator, the executor named in the will), are hereby required to send written particulars of such claim to me, the undersigned, on or before the 3rd day of February, 1888, after which date the said executor will distribute the assets of the deceased, having regard only to the claims of which he shall then have had notice.—Dated the 21st day of December, 1887.

**WILLIAM W. WELTON**, Woodbridge, Suffolk, Solicitor for the said Executor.

Pursuant to the Statute 22 and 23 Victoria, cap. 35.

**NOTICE** is hereby given, that all persons having any claim against the estate of Henry Barnet, late of 11, Vyvyan-terrace, Clifton, in the city of Bristol (who died on the 25th day of September, 1887, and whose will was proved in the Bristol District Registry of the Probate Division of Her Majesty's High Court of Justice, on the 19th day of December, 1887, by Ellen Perrin Barnet, Frederick Fox Cartwright, and Thomas Parr, the executors therein named), are requested to send written particulars of such debts or claims to us, the undersigned, Solicitors for the executors, on or before the 31st day of January, 1888, after which day the said executors will proceed to distribute the assets of the deceased, having regard only to the claims of which they shall then have had notice; and the said executors will not be liable for such assets, or any part thereof, to any person of whose claim they shall not then have had notice.—Dated this 21st day of December, 1887.

**DANGER and CARTWRIGHT**, St. Stephen-street, Bristol, Solicitors for the Executors.

**WILLIAM CURLING, Deceased.**

Pursuant to Statute 22 and 23 Vic., cap. 35.

**NOTICE** is hereby given, that all creditors having claims against the estate of William Curling, late of Staple-street, Herne Hill, in the county of Kent, Blacksmith (who died on the 12th September, 1887, and whose will was proved on the 31st October, 1887), are required to send in their claims to the executors, Mr. S. H. Curling and Mr. W. E. Curling, of Staple-street aforesaid, or one of them, on or before the 31st day of January, 1888, at the expiration of which time the executors will distribute the assets among the parties entitled thereto, having regard to the claims only of which they shall then have had notice. All persons indebted to the estate are requested to forthwith pay the amounts owing by them to the executors, or one of them.—Dated this 21st day of December, 1887.

**TASSELL and SON**, Faversham, Solicitors for the Executors.

**MARGARETHA GROOS, otherwise GRETCHEN GROSS or GROSZ, Deceased.**

Pursuant to the Statute 22 and 23 Victoria, chapter 35.

**ALL** creditors, next-of-kin, and other persons having any claims against the estate of Margaretha Groos, otherwise Gretchen Gross or Grosz, late of 2, Hyde Park-gardens, London, England, Spinster, deceased (who died on the 11th December, 1884, and letters of administration of whose personal estate and effects were granted to me, the undersigned, William Glanville Langdon, of 1, West-street, Finsbury-circus, London, England, Solicitor, as the attorney of Heinrich Hett, of Lead City, county of Lawrence, territory of Dakota, in North

America, a Nephew and the only next-of-kin of the said deceased, out of the Principal Registry of the Probate Division of Her Majesty's High Court of Justice in England, on the 11th day of November, 1887), are required, on or before the 31st day of January, 1888, to send particulars of their claims to me, the said administrator, after which date I will distribute the estate of the said deceased without regard to claims of which I shall not then have had notice.—Dated this 19th day of December, 1887.

**WILLIAM GLANVILLE LANGDON**, 1, West-street, Finsbury-circus, E.C., Solicitor.

**MARY FOTHERGILL, Deceased.**

Pursuant to the Act of Parliament 22 and 23 Victoria, cap. 35, intituled "An Act to further amend the Law of Property, and to relieve Trustees."

**NOTICE** is hereby given, that all creditors and other persons having any claims or demands against or upon the estate of Mary Fothergill, late of Hensol Castle, Cowbridge, in the county of Glamorgan, Spinster, deceased (who died on the 20th day of October, 1887, and whose will was proved in the Principal Registry of the Probate Division of Her Majesty's High Court of Justice, on the 16th day of December, 1887, by George Fothergill and Henry Roscoe, the executors therein named), are hereby required to send to Messrs Field, Roscoe, and Co., of 36, Lincoln's-inn-fields, in the county of Middlesex, Solicitors for the said executors, particulars, in writing, of their claims or demands on or before the 31st day of January, 1888, after which date the said executors will proceed to distribute the assets of the said deceased amongst the parties entitled thereto, having regard only to the claims and demands of which they shall then have had notice; and that they will not be liable for the assets of the said deceased, or any part thereof, so distributed to any person or persons of whose claims or demands they shall not then have had notice.—Dated this 22nd day of December, 1887.

**FIELD, ROSCOE, and CO.**, 36, Lincoln's-inn-fields, London, W.C., Solicitors for the said Executors.

**Miss EMILIA COX, Deceased.**

Pursuant to the Statute 22 and 23 Vic., cap. 35, intituled "An Act to further amend the Law of Property, and to relieve Trustees,"

**NOTICE** is hereby given, that all creditors and other persons having any claims or demands against the estate of Emilia Cox, late of No. 20, St. Petersburgh-place, Bayswater, in the county of Middlesex, Spinster (who died on the 22nd day of November, 1887, and whose will, with a codicil thereto, was proved in the Principal Registry of the Probate Division of the High Court of Justice, on the 15th day of December, 1887, by John Philip Martineau and Richard Woolcombe, the executors therein named), are hereby required to send particulars, in writing, of their claims and demands to the undersigned, Messrs. Walker, Martineau, and Co., on or before the 18th day of February, 1888, after which date the said executors will proceed to distribute the assets of the said deceased, having regard only to the claims of which they shall then have had notice.—Dated this 21st day of December, 1887.

**WALKER, MARTINEAU, and CO.**, 36, Theobald's-road, Gray's-inn, London, Solicitors for the said Executors.

**ALAN BELFIELD BONE, Deceased.**

Pursuant to the Statute 22 and 23 Vic., cap. 35, intituled "An Act to further amend the Law of Property, and to relieve Trustees."

**NOTICE** is hereby given, that all creditors and other persons having any claims or demands upon or against the estate of Alan Belfield Bone, late of Belmont, Stoke Devonport, in the county of Devon, Solicitor, deceased (who died at Belmont, Stoke aforesaid, on the 27th September, 1887, and whose will was proved by Foster John Bone, Frederic James Bone, Edward William Bone, and Charles Belfield Bone, the executors therein named, on the 9th November, 1887, in the Principal Registry of the Probate Division of Her Majesty's High Court of Justice), are hereby required to send, in writing, the particulars of their claims and demands to us, the Solicitors for the said executors, on or before the 1st March, 1888, after which date the said executors will proceed to distribute the assets of the said deceased among the parties entitled thereto, having regard only to the claims of which they, the said executors, shall then have had notice; and the said executors will not be liable for the assets, or any part thereof, so distributed to any person of whose claim or demand they shall not have received notice at the time of such distribution.—Dated the 20th day of December, 1887.

**ALLAN B. BONE and SON**, Devonport, Solicitors for the said Executors.

**JONATHAN NIELD, Deceased.**

Pursuant to the Statute 22nd and 23rd Victoria, chapter 35, intituled "An Act to further amend the Law of Property, and to relieve Trustees."

**N**OTICE is hereby given, that all creditors and other persons having any claims or demands upon or against the estate of Jonathan Nield, deceased, late of No. 2, Moorgate-street, in the city of London, and of No. 1, Ashburn-place, South Kensington, in the county of Middlesex, Banker and Financial Agent (who died at No. 1, Ashburn-place aforesaid, on the 4th day of August, 1887, and whose will was duly proved in the Principal Registry of the Probate Division of Her Majesty's High Court of Justice, on the 11th day of November, 1887, by Jonathan Nield, of the Quinta, Rutford-road, Streatham, in the county of Surrey, Son of the deceased, and John Francis Holcombe Read, of No. 5, Austin-friars, in the city of London, Stock Broker, two of the executors named in the said will), are hereby required to send, in writing, the particulars of their debts, claims, or demands to us, the undersigned, Messieurs Soames, Edwards, and Jones, the Solicitors for the said executors, at our office, situate at No. 58, Lincoln's-inn-fields, in the county of Middlesex, on or before the 31st day of January, 1888; and notice is hereby also given, that at the expiration of that time the said executors may proceed to distribute the assets of the said Jonathan Nield amongst the parties entitled thereto, having regard only to the debts, claims, and demands of which they shall then have notice; and that the said executors will not be liable for the assets, or any part thereof, so distributed to any person or persons of whose debt, claim, or demand they shall not then have had notice.—Dated this 19th day of December, 1887.

**SOAMES, EDWARDS, and JONES, 58 Lincoln's-inn-fields, W.C., Solicitors for the said Executors.**

**HENRY LANCASTER, Deceased.**

Pursuant to the Act of Parliament 22 and 23 Vic., cap. 35, intituled "An Act to further amend the Law of Property, and to relieve Trustees."

**N**OTICE is hereby given, that all creditors and other persons having any claims or demands against the estate of Henry Lancaster, formerly of Tunbridge Wells, in the county of Kent, afterwards of Hastings, in the county of Sussex, and late of Jersey Lodge, Eastbourne, in the said county of Sussex, Gentleman, deceased (who died on the 21st day of January, 1887, and whose will, together with two codicils, was proved in the Principal Registry of the Probate Division of the High Court of Justice, on the 17th day of March, 1887, by Harriett Lancaster, since deceased, Henry Lancaster, and Sidney Alexander Cheale, the executors named therein), are hereby required to send particulars, in writing, of such claims and demands to the undersigned, Messieurs Andrew and Cheale, of No. 10, Calverley-parade, Tunbridge Wells, Solicitors for the said executors, on or before the 8th day of February, 1888, after which date the said executors will proceed to distribute the assets of the said deceased among the persons entitled thereto, having regard only to the claims and demands of which they shall have had notice; and the said executors shall not be liable for the assets, or any part thereof, so distributed or otherwise dealt with to any person of whose claims or demands they shall not then have had notice.—Dated this 21st day of December, 1887.

**ANDREW and CHEALE, 10, Calverley-parade, Tunbridge Wells, Solicitors for the said Executors.**

**CHARLES COOPER, Esq., Deceased.**

Pursuant to the Statute 22 and 23 Victoria, chapter 35. **N**OTICE is hereby given, that all creditors and other persons having any claims or demands against the estate of Charles Cooper, late of Box-lane House, in the parish of Bovingdon, in the county of Hertford, Esq., deceased (who died on the 6th November, 1883, and whose will was proved on the 28th December, 1883, in the Principal Registry of the Probate Division of Her Majesty's High Court of Justice), are required, on or before the 31st January, 1888, to send particulars of their debts or claims to Messrs. C. D. and H. Andrews, of Leominster, the Solicitors for the executors, after which date the executors will distribute the assets of the deceased without regard to claims of which they shall not then have had notice.—Dated this 22nd December, 1887.

**C. D. and H. ANDREWS, Leominster, Solicitors for the Executors.**

**WILLIAM HENRY WALTER ARCHER, Deceased.**

Pursuant to the Statute 22 and 23 Vic., c. 35.

**N**OTICE is hereby given, that all persons having any claims or demands against the estate of William Henry Walter Archer, late of Saundersfoot, in the county of Pembroke, Gentleman, deceased (who died on the 5th day of September, 1887, and of whose personal estate letters of administration were granted by the Principal

Registry of the Probate Division of Her Majesty's High Court of Justice, on the 13th day of December, 1887, to William Frost, a creditor), are hereby required to send written particulars of such claims and demands to the undersigned, Solicitor for the said administrator of the said deceased, on or before the 14th day of January, 1888, after which date the said administrator will distribute the assets of the deceased, having regard only to the claims and demands of which he shall then have received notice; and he will not be liable for the assets, or any part thereof, so distributed to any person of whose claim or demand he shall not then have had notice.—Dated this 20th day of December, 1887.

**ROBERT LOCK, Tenby, Solicitor for the said Administrator.**

**ISAAC HARRISON, Deceased.**

Pursuant to the Act of Parliament 22 and 23 Victoria, c. 35, intituled "An Act to further amend the Law of Property, and to relieve Trustees."

**N**OTICE is hereby given, that all creditors and other persons having any claims or demands upon or against the estate of Isaac Harrison, late of Gresley-row, in the city of Lichfield, Gentleman, deceased (who died on the 4th day of April, 1875, and whose will was proved in the Lichfield District Registry of the Probate Division of Her Majesty's High Court of Justice, on the 15th day of April, 1875, by John Johnson, of Darlington, in the county of Durham, Printer, and Ann Harrison, of Gresley-row, in the city of Lichfield aforesaid, the Widow and relict of the deceased (since deceased), the executors therein named), are hereby required to send particulars, in writing, of their claims or demands to me, the undersigned, the Solicitor for the said John Johnson, the surviving executor, on or before the 31st day of January, 1888, after which date the said surviving executor will proceed to distribute the assets of the said deceased amongst the persons entitled thereto, having regard only to the claims or demands of which he shall then have had notice; and that he will not be liable for the assets of the said deceased, or any part thereof, so distributed to any person or persons of whose claims or demands he shall not then have had notice.—Dated the 19th day of December, 1887.

**W. J. STEWART, Feethams, Darlington, Solicitor for the surviving Executor.**

**HENRY THOROGOOD, Deceased.**

Pursuant to the Act 22nd and 23rd Vic., cap. 35.

**N**OTICE is hereby given, that all persons having any claim upon the estate of Henry Thorogood, late of 187, Euston-road, London, Stage Coachman (who died on the 2nd day of November, 1887), are hereby required to send to us, the Solicitors for the executors, on or before the 31st of January, 1888, after which date the executors will distribute the estate of the said Henry Thorogood, having regard only to the claims which they have then had notice.—Dated this 19th day of December, 1887.

**DIXON, WARD, and CO., 10, Bedford-row, London.**

**WILLIAM PARKER, Deceased.**

Pursuant to the Act of Parliament 22 and 23 Victoria, cap. 35.

**T**HE creditors and all other persons claiming debts or liabilities affecting the estate of William Parker, late of the Laurels, Sunny-gardens, Hendon, in the county of Middlesex, Colliery Agent, deceased (who died on the 11th day of November, 1887, and whose will was proved on the 5th day of December, 1887, by the executors therein named), are, on or before the 30th day of January, 1888, to send the full particulars of their claims to me, the undersigned, Solicitor for the executors of the deceased, after which date the said executors will proceed to distribute the assets of the deceased among the parties entitled thereto, having regard only to the claims of which they shall then have had notice.—Dated this 21st day of December, 1887.

**HENRY C. JONES, 41, New Oxford-street, London, W.C., Solicitor for the said Executors.**

**T**O be sold, pursuant to an Order of the High Court of Justice, Chancery Division, made in two actions *re* Valentine, deceased, *Valentine v. Cecil and Elkington v. Cecil*, with the approbation of Mr. Justice Chitty, by Mr. Bradshaw Brown, the person appointed by the said Judge, at the Mart, Tokenhouse-yard, London, E.C., on Thursday, the 9th day of February, 1888, at one for two o'clock in the afternoon, in eighteen lots:—

Certain freehold and leasehold dwelling-houses, situate in the parish of St. Mary, Stratford, Bow, in the county of Middlesex, comprising six freehold houses (two with shops), situate and being Nos. 79, 81, 83, 85, 115, and 117, St. Stephen's-road, Old Ford, and two freehold houses, situate and being Nos. 74 and 76, Ford-road, Old Ford, also ten leasehold houses (one with shop), situate and being Nos. 14, 16, 18, 20, 22, 24, 26,

28, 30, and 32, Ford-street, Old Ford, held (together with other property), for an unexpired term of about sixty-six years, at the yearly rent of £1 16s. each house.

Particulars and conditions of sale may be had of Messrs. Birchall, Wood, and Co., Solicitors, 5, Mark-lane, E.C.; of Messrs. C. W. and H. B. Taylor, Solicitors, of 31, Crutched Friars, E.C.; of the Auctioneer at 59, Fenchurch-street, E.C.; and at the Mart.

**T**O be sold, pursuant to an Order of the High Court of Justice, made in the matter of the estate of John Houghton Bailey, deceased, Porter v. Bailey, with the approbation of Mr. Justice Kay, by Mr. John George Killingworth, the person appointed by the said Judge, at the Red Lion Hotel, at Boston, in the county of Lincoln, on Monday, the 9th day of January, 1888, at six for seven o'clock in the evening, in one lot:—

A freehold messuage, shop, warehouse, and premises, being No. 26, Strait Bargate, in Boston aforesaid, with right of way, containing 370 square yards, or thereabouts.

Particulars and conditions of sale may be had (gratis) of Mr. B. B. Dyer, of Boston aforesaid, Solicitor; of Messrs. Field, Boscoe, and Co., of No. 36, Lincoln's-inn-fields, in the county of Middlesex, Solicitors; of the Auctioneer, at Main Ridge, Boston aforesaid; and at the place of sale.

**P**URSUANT to an Order of the Chancery Division of the High Court of Justice in England, made in the matter of the estate of Ann Avery Hellyar, deceased, and in an action Rickard v. Venning, 1886, H., 1326, any persons claiming to be the next of kin to the said Ann Avery Hellyar, deceased (hereinafter called the testatrix), as being Alice Thorp Wrentmore or Rickard, or José Rickard, who were the first cousins once removed of the testatrix, or as being children of Thomas Rickard (the father of the said Alice Thorp Wrentmore and José Rickard), by any marriage other than with Catherine Langman, or as being children, or children of any child, of the marriage of Thomas Rickard and Sarah Brage other than their children Sarah, Elizabeth, William, Mary, and Alice, or as being any children of the said Sarah Rickard by any marriage other than with John Rickard, or as being Alice Rickard, Joseph Sadler Rickard, Thomas Rickard, or William Rickard, who were four of the children of the aforesaid William Rickard, or as being children or grandchildren of John Avery, a maternal uncle of the testatrix, or as being Dorothea Corkhill or John Corkhill, who were first cousins of the testatrix, or as being children of the said Dorothea or John Corkhill, or as being children of Ann Williams, afterwards Avery, the great-grandmother of the testatrix, or as being William Gregory, Anna Maria Gregory, Grace Gregory (who is believed to have married one named Rawle), Jane Gregory, Ann Gregory (who is believed to have married one named Gayer), and Mary Gregory, the children of Maria Gregory, a maternal great-aunt of the testatrix, or as being children of any marriage that may have been entered into by Thomas Avery, a maternal great-uncle of the testatrix, other than his marriage with Elizabeth Mountjoys, or as being any children of the marriage of Ann Edwards, a maternal great-aunt of the testatrix, or as being children of Sarah Hatherleigh, a maternal great-aunt of the testatrix, three of whose daughters are believed to have married men named Veale, Gowel, and Parr respectively, or as being Sarah, daughter of Elizabeth England, a maternal great-aunt of the testatrix, who is believed to have married, firstly, one Moorhouse, and secondly, one King, or as being the children of Elizabeth Hellyar, a paternal great-aunt of the testatrix, by any other marriage than her marriages with Captain Cooper and Charles Jenkins respectively, or as being Betsy Cooper, a child of the marriage of the said Elizabeth Hellyar and the said Captain Cooper, who is believed to have married one Lea, or as being Charles Jenkins, a son of the said Charles Jenkins by his said wife Elizabeth, or as being children of Edward Hellyar or Thomas Hellyar, who were respectively paternal great-uncles of the testatrix, or as being Eleanor Smith Hellyar, the daughter of William Hellyar, of Bath, another paternal great-uncle of the testatrix, are, by their Solicitors, on or before the 16th day of February, 1888, to come in and prove their claims at the chambers of Mr. Justice Kay, at the Royal Courts of Justice, London, England, or in default thereof they will be peremptorily excluded from the benefit of the said Order. The 1st day of March, 1888, at twelve o'clock at noon, at the said chambers, is appointed for hearing and adjudicating upon the said claims.—Dated the 19th day of December, 1887.

**P**URSUANT to an Order of the High Court of Justice, Chancery Division, made in an action of Brighton v. Scamell, 1885, B., 2213, notice is hereby given to

Christopher Morgan and David Scott, or other the person or persons claiming through them, who is or are interested in or is or are entitled to the share of one Benjamin Scamell of and in the freehold hereditaments and premises in the statement of claim in this action mentioned, that the said freehold hereditaments and premises have been sold; and that by another Order, dated the 25th day of November, 1887, Mr. Justice Chitty, the Judge to whose Court the said action is attached, has fixed Wednesday, the 1st day of February, 1888, as the time at the expiration of which the proceeds of the said sale will be distributed. And notice is hereby also given, that all persons claiming to be entitled to participate in the distribution of the said proceeds are required, on or before the 23rd day of January, 1888, by themselves or their Solicitors, to come in and prove their claims at the chambers of Mr. Justice Chitty, Royal Courts of Justice, Strand, London, or in default thereof the said proceeds of sale will be distributed in such manner as the Court shall thereafter direct. Saturday, the 28th day of January, 1888, at eleven of the clock in the forenoon, at the said chambers, is appointed for hearing and adjudicating upon the claims.—Dated this 21st day of December, 1887.

Re the Worcester Library and Reading Room.

**P**URSUANT to a Judgment of the High Court of Justice, Chancery Division, made in an action of Wheeler v. Parker, 1881, W., 747, all persons claiming to be the persons who contributed to an account opened on or about the 10th day of August, 1829, at Messrs. Berwick and Company's Bank, at Worcester, under the heading Worcester Library and Reading Room, or the legal personal representatives (if any) of such of them who are now dead, or the assignees or transferees of any of such persons, are, on or before the 3rd day of February, 1888, to send by post, prepaid, to Francis Parker, of the city of Worcester, the Solicitor for the plaintiffs, the trustees of the said Library, their Christian and surnames, addresses and descriptions, particulars of their claims, and what amount contributed to the said account, and when, and stating whether the claim be made as subscriber, or as legal personal representative, or assignee of a subscriber, or in default thereof, they will be peremptorily excluded from the benefit of the said Judgment. Wednesday, the 15th day of February, 1888, at eleven of the clock in the forenoon, at the chambers of Mr. Justice Chitty, Royal Courts of Justice, Strand, London, is appointed for adjudicating on the said claims.—Dated this 21st day of December, 1887.

**P**URSUANT to an Order of the High Court of Justice, Chancery Division, made in an action re Samuel Lilley's estate, Lilley v. Lilley, 1887, L., 3601, the persons claiming to be the next of kin according to the statutes for the distribution of intestates' estates of Samuel Lilley, late of Peckham, in the county of Surrey, Esq., deceased, living at the time of his death, or to be the legal personal representatives of such of the said next of kin as are now dead, are, by their Solicitors, on or before the 20th day of January, 1888, to come in and prove their claims at the chambers of the Honourable Mr. Justice Stirling, at the Royal Courts of Justice, Strand, London, or in default thereof they will be peremptorily excluded from the benefit of the said Order. Thursday, the 2nd day of February, 1888, at twelve o'clock at noon, at the said chambers, is appointed for hearing and adjudicating upon such claims.—Dated this 16th day of December, 1887.

**P**URSUANT to an Order of the Chancery Division of the High Court of Justice, made in the matter of the estate of Charlotte Bowton McConnell, deceased, and in an action Sanders against McConnell, 1887, M., 1838, the creditors of Charlotte Bowton McConnell, late of St. Leonard's, in the county of Sussex, Widow (who died in or about the month of May, 1886, are, on or before the 1st day of February, 1888, to send by post, prepaid, to Mr. John Vallance, of 20, Essex-street, Strand, London, W.C., the Solicitor of the defendant, the Reverend Charles James McConnell, the administrator of the deceased, their Christian and surname, addresses and descriptions, the full particulars of their claims, a statement of their accounts, and the nature of the securities (if any) held by them, or in default thereof they will be peremptorily excluded from the benefit of the said Order. Every creditor holding any security is to produce the same before Mr. Justice Chitty, at his chambers, the Royal Courts of Justice, London, on the 16th day of February, 1888, at twelve o'clock at noon, being the time appointed for adjudication on the claims.—Dated this 20th day of December, 1887.

WYNNE, HOLME, and WYNNE, 40, Chancery-lane, Solicitors for the Plaintiff.

**P**URSUANT to a Judgment of the High Court of Justice, Chancery Division, made in the matter of the estate of Robert Winnifrieth, deceased, and in an action Peacock against Middleton, the creditors of Robert Winnifrieth, deceased, late of Tunbridge Wells, in the county of Kent, who died on or about the month of April, 1884, are, on or before the 24th day of January, 1888, to send by post, prepaid, to Thomas Fox Simpson, of the firm of Stone, Simpson, and Son, of Tunbridge Wells aforesaid, the Solicitors of the defendant, Frances Jane Catherine Middleton, the administratrix of the deceased, their Christian and surnames, addresses and descriptions, the full particulars of their claims, a statement of their accounts, and the nature of the securities (if any) held by them, or in default thereof they will be peremptorily excluded from the benefit of the said Judgment. Every creditor holding any security is to produce the same before the Mr. Justice Chitty, at his chambers, the Royal Courts of Justice, London, on Tuesday, the 31st day of January, 1888, at eleven o'clock in the forenoon, being the time appointed for adjudication on the said claims.—Dated this 21st day of December, 1887.

HARRIES, WILKINSON and RAIKES, 24, Coleman-street, London, E.C.

**P**URSUANT to a Judgment of the Chancery Division of the High Court of Justice, made in the matter of the estate of John Wright Wayman, deceased, in an action Wayman against Wayman and others, 1887, W., No. 3117, the creditors of John Wright Wayman, late of Sunderland, in the county of Durham, Building Society Manager, who died on the 27th day of August, 1886, are, on or before the 18th day of January, 1888, to send by post, prepaid, to Mr. John Robinson, of 35, West Sunnyside, Sunderland, in the county of Durham, a member of the firm of Messrs. J. and W. J. Robinson, of the same place, Solicitors for the plaintiff, Annie Maria Wayman, their Christian and surnames, addresses and descriptions, the full particulars of their claims, a statement of their accounts, and the nature of the securities (if any) held by them, or in default thereof they will be peremptorily excluded from the benefit of the said Judgment. Every creditor holding any security is to produce the same before Mr. Justice North, at his chambers, at the Royal Courts of Justice, London, on Wednesday, the 1st day of February, 1888, at twelve o'clock at noon, being the time appointed for adjudicating on the claims.—Dated this 20th day of December, 1887.

INDERMAUR and BROWN, 22, Chancery-lane, London, ; Agents for  
J. and W. J. ROBINSON, Sunderland, Plaintiffs,  
Solicitors.

**P**URSUANT to a Judgment of the Chancery Division of the High Court of Justice, made in the matter of the estate of the Reverend George Andrew Quicke, deceased, and in an action Quicke against Quicke, 1887, Q., 33, the creditors of the Reverend George Andrew Quicke, formerly of Radclive, in the county of Buckingham, but late of Ticklish House, near Tunbridge Wells, in the county of Kent, Clerk, deceased, who died in or about the month of July, 1887, are, on or before Tuesday, the 24th day of January, 1888, to send by post, prepaid, to Mr. Charles James Daw, of 19, Essex-street, Strand, in the county of Middlesex, a member of the firm of Guscotte, Wadhams, and Daw, of the same place, the Solicitors of the plaintiff, their Christian and surnames, addresses and descriptions, the full particulars of their claims, a statement of their accounts, and the nature of the securities (if any) held by them, or in default thereof they will be peremptorily excluded from the benefit of the said Judgment. Every creditor holding any security is to produce the same before Mr. Justice Stirling, at his chambers at the Royal Courts of Justice, London, on Wednesday, the 1st day of February, 1888, at twelve o'clock at noon, being the time appointed for adjudicating on the claims.—Dated this 20th day of December, 1887.

GUSCOTTE, WADHAM, and DAW, 19, Essex-street, Strand, Middlesex, Solicitors for the Plaintiff.

#### COUNTY COURTS' JURISDICTION.

**P**URSUANT to an Order of the County Court of Norfolk, holden at Great Yarmouth, made in an action Bultitude against Bultitude, the creditors of, or claimants against, the estate of Richard Bultitude, late of Caistor-next-Great Yarmouth, in the county of Norfolk, Carter, who died in or about the month of March, 1887, and the creditors of, or claimants against, the estate of William John Bultitude, late of Caistor aforesaid, Carter, who died in or about the month of July, 1887, are, on or before the 24th day of January, 1888, to send by post, prepaid, to the Registrar of the County Court of Norfolk, holden at Great Yarmouth, their Christian and surnames, addresses and descriptions,

the full particulars of their claims, a statement of their accounts, and the nature of the securities (if any) held by them. In default thereof they may be excluded from any benefit in the respective estate. Every creditor holding any security is to produce or transmit the same to the Registrar aforesaid, on or before the 24th day of January, 1888, at eleven o'clock in the forenoon, being the time appointed for adjudicating upon the claims.—Dated this 19th day of December, 1887.

EDWARD W. WORLLEDGE, Registrar.

In the Matter of a Deed of Assignment, dated the 6th day of April, 1881, executed by John Gibbs, late of Ye Old Cheshire Cheese, Adde-street, Wood-street, in the city of London, and of No. 35, Farleigh-road, Stoke Newington, Middlesex, Licensed Victualler.

**N**OTICE is hereby given, that all persons claiming to be creditors of the above-named John Gibbs, under the said deed, must send notice of their claims to the undersigned, within one calendar month from the date hereof.—Dated the 23rd day of December, 1887.

A. G. DITTON, 11, Queen Victoria-street, London, E.C., Solicitor for the Trustees.

#### The Bankruptcy Act, 1869.

In the High Court of Justice, in Bankruptcy.

**A**FIFTH and Final Dividend of 6d. in the pound has been declared in the matter of a special resolution for liquidation by arrangement of the affairs of Werner Edmund Sibeth, Charles John Sibeth, Albert Sibeth, and Paul Frederick Theodore Sibeth, all of 35, Lime-street, in the city of London, Merchants and Bankers, carrying on business in copartnership, under the style or firm of Suse and Sibeth, the said Werner Edmund Sibeth residing at 41, Cleveland-square, in the county of Middlesex, Charles John Sibeth residing at Pomona, Sutton Park, Guildford, in the county of Surrey, Albert Sibeth residing at 41, Cleveland-square aforesaid, and Paul Frederick Theodore Sibeth residing at Ingatstone, in the county of Essex, and will be paid by me, at my offices, No. 4, Lothbury, in the city of London, on and after Tuesday, the 27th day of December, 1887, between the hours of twelve and two.—Dated this 23rd day of December, 1887.

HENRY DEVER, Trustee.

#### The Bankruptcy Act, 1869.

In the County Court of Nottinghamshire, holden at Nottingham.

In the Matter of a Special Resolution for Liquidation by Arrangement of the affairs of William Stevenson and John Henry Hudston, trading in copartnership under the style or firm of Stevenson and Hudston, at Station-street, in the town of Nottingham, and at Queen's Dock, in the town and county of the town of Kingston-upon-Hull, as Timber Merchants.

**A** GENERAL Meeting of the Creditors of the above-named debtors is hereby summoned to be held at the offices of Messrs. Freeth, Rawson, and Cartwright, situate at No. 13, Low-pavement, Nottingham, on Friday, the 30th day of December, 1887, at half-past nine o'clock in the forenoon precisely, for the following purposes:—  
1. To audit and pass the Trustee's accounts and to fix his remuneration; 2. To fix a date for the closing of the liquidation; 3. To release the Trustee; 4. To pass any other resolution or resolutions as may be deemed necessary for the purpose of facilitating the winding up of the estate.—Dated this 20th day of December, 1887.

FRAS. JOHNSON, Trustee.

#### The Bankruptcy Act, 1869.

In the High Court of Justice, in Bankruptcy.

In the Matter of a Special Resolution for Liquidation by Arrangement of the affairs of Werner Edmund Sibeth, Charles John Sibeth, Albert Sibeth, and Paul Frederick Theodore Sibeth, all of 35, Lime-street, in the city of London, Merchants and Bankers, carrying on business in copartnership under the style or firm of Suse and Sibeth, the said Werner Edmund Sibeth residing at 41, Cleveland-square, in the county of Middlesex, Charles John Sibeth residing at Pomona, Sutton Park, Guildford, in the county of Surrey, Albert Sibeth residing at 41, Cleveland-square aforesaid, and Paul Frederick Theodore Sibeth residing at Ingatstone, in the county of Essex.

**T**HE separate creditors of the above-named Paul Frederick Theodore Sibeth who have not already proved their debts, are required, on or before the 30th day of December, 1887, to send their names and addresses, and the particulars of their debts or claims to me, the undersigned, Henry Dever, of 4, Lothbury, in

the city of London, the Trustee under the liquidation, or in default thereof they will be excluded from the benefit of the Dividend proposed to be declared.—Dated this 20th day of December, 1887.

HENRY DEVER, Trustee.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the High Court of Justice, in Bankruptcy.

In the Matter of a Special Resolution for Liquidation by Arrangement of the affairs of Charles Cooper and Edward Algernon Hall, of 46, Lombard-street, in the city of London, Merchants and Bankers, carrying on business in partnership under the style or firm of C. Cooper, Hall, and Co., the said Charles Cooper formerly carrying on business at 46, Lombard-street aforesaid, in partnership with Alexander Cooper, under the style or firm of Cooper and Brother, the said Charles Cooper lately residing at 23, Albert-gate, in the county of Middlesex, and now at 6, Union-street, Mayfair, in the same county, and the said Edward Algernon Hall residing at 131, Piccadilly, in the same county, and in the Matter of the Separate Estate of the said Edward Algernon Hall.

THE creditors of the above-named Edward Algernon Hall who have not already proved their debts are required, on or before the 2nd day of January, 1888, to send their names and addresses, and the particulars of their debts or claims, to me, the undersigned, Arthur Cooper, of No. 14, George-street, Mansion House, in the city of London, Chartered Accountant, the Trustee under the liquidation, or in default thereof they will be excluded from the benefit of the Dividend proposed to be declared.—Dated this 21st day of December, 1887.

ARTHUR COOPER, Trustee.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the London Bankruptcy Court.

In the Matter of a Special Resolution for Liquidation by Arrangement of the affairs of David Chinery, of No. 30, Gracechurch-street, in the city of London, and of Willesden-lane, in the parish of Willesden, in the county of Middlesex, African Merchant.

THE creditors of the above-named David Chinery who have not already proved their debts, are required, on or before the 14th day of January, 1888, to send their names and addresses, and the particulars of their debts or claims, to me, the undersigned, George Augustus Cape, of 8, Old Jewry, London, E.C., the Trustee under the liquidation, or in default thereof they will be excluded from the benefit of the Dividend proposed to be declared.—Dated this 20th day of December, 1887.

GEO. A. CAPE, Trustee.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the County Court of Herefordshire, holden at Hereford.

In the Matter of a Special Resolution for Liquidation by Arrangement of the affairs of William Jones, of Heolygoden Forest, in the parish of Talgarth, in the county of Brecon, Mason and Builder.

THE creditors of the above-named William Jones who have not already proved their debts, are required, on or before the 31st day of December, 1887, to send their names and addresses, and the particulars of their debts or claims, to me, the undersigned, Edward George, of Canal Wharf, in the city of Hereford, Timber Merchant, the Trustee under the liquidation, or in default thereof they will be excluded from the benefit of the Dividend proposed to be declared.—Dated this 21st day of November, 1887.

EDWARD GEORGE, Trustee.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the County Court of Lancashire, holden at Liverpool.

In the Matter of a Special Resolution for Liquidation by Arrangement of the affairs of Nicholas Constantine Maximos, of 21, Alexandra-buildings, Ormond-street, Liverpool, and 7, Croxteth-grove, Toxteth Park, both in the county of Lancaster, Commission Merchant, carrying on business without a Partner, as N. C. Maximos and Coy.

THE creditors of the above-named Nicholas Constantine Maximos who have not already proved their debts, are required, on or before the 29th day of December, 1887, to send their names and addresses, and the particulars of their debts or claims, to me, the undersigned, Henry Douglas Eshelby, of 24, North John-street, Liverpool, the Trustee under the liquidation, or in default thereof they will be excluded from the benefit of the Dividend proposed to be declared.—Dated this 20th day of December, 1887.

H. D. ESHELBY, Trustee.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the County Court of Lancashire, holden at Liverpool.

In the Matter of Proceedings for Liquidation by Arrangement or Composition with Creditors, instituted by Augustus Towill, of 3, Rumford-place, Liverpool, in

the county of Lancaster, Merchant and Broker, trading under the style or firm of A. Towill and Co., lately carrying on business of Manure Manufacturer, in copartnership with Charles Vynne, in the city of Carlisle, under the style of Charles Vynne and Co.

THE creditors of the above-named Augustus Towill who have not already proved their debts, are required, on or before the 31st day of December, 1887, to send their names and addresses, and the particulars of their debts or claims, to me, the undersigned, John Sutherland Harwood Banner, of 24, North John-street, Liverpool aforesaid, the Trustee under the liquidation, or in default thereof they will be excluded from the benefit of the Dividend proposed to be declared.—Dated this 20th day of December, 1887.

J. S. HARWOOD BANNER, Trustee.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the County Court of Leicestershire, holden at Leicester.

In the Matter of Hubert Edward Eyre, of Lindley Hall, near Hinckley, in the county of Leicester, Gentleman, a Bankrupt.

A GENERAL Meeting of the Creditors of the above-named Hubert Edward Eyre, of Lindley Hall, near Hinckley, in the county of Leicester, Gentleman, adjudicated a bankrupt on the 17th day of December, 1880, will be held at the offices of Mr. John H. Bland, 14, Bridge-street, Nuneaton, in the county of Warwick, on Saturday, the 31st day of December, 1887, at eleven o'clock in the forenoon, for the purpose of considering the propriety of sanctioning the acceptance by the Trustee of the composition offered by the bankrupt, of 5s. in the pound, and the annulling thereby of the order of adjudication made against the bankrupt.—Dated this 20th day of December, 1887.

HENRY SUFFOLK,  
GEORGE BULLEN, Trustees.

In the County Court of Durham, holden at Sunderland.

A FIRST and Final Dividend of 9d. in the pound has been declared in the matter of Richard Routledge, of 8, Esplanade West, Bishop Wearmouth, in the county of Durham, adjudicated bankrupt on the 9th day of December, 1882, and will be paid by me, at my offices, 59, John-street, Sunderland, on and after the 28th day of December, 1887.—Dated this 19th day of December, 1887.

HENRY RAWLINGS, Trustee.

In the County Court of Gloucestershire, holden at Bristol.

In the Matter of the Companies Acts, 1862 and 1867; and in the Matter of the Building Societies Act, 1874; and in the Matter of the Atlas of Bristol Permanent Benefit Building Society.

BY an Order made by his Honour Judge Metcalfe, Q.C., the Judge of the above Court in the above matter, dated the 16th day of December, 1887, on the petition of John Robert Wretts, of 42, Old Market-street, in the city of Bristol, Chemist, it was ordered that the said Society be wound up by this Court, under the provisions of the Building Societies Act, 1874.

FRANCIS STURGE, 17, Small-street, Bristol,  
Solicitor for the said Petitioner.

In the County Court of Lancashire, holden at Manchester.

A Dividend is intended to be declared in the matter of Thomas Speakman, of No. 28, St. Ann's-street, in the city of Manchester, in the county of Lancaster, Architect, adjudicated a bankrupt on the 3rd day of July, 1877. Creditors who have not proved their debts by the 29th day of December, 1887, will be excluded.—Dated this 21st day of December, 1887.

L. Broderick,  
John J. Graham, Trustees.

In the High Court of Justice, in Bankruptcy.

In the Matter of Duncan Macgregor, of Southwick, in the county of Sussex, Gentleman, a Bankrupt.

An Order of Discharge was, on the 15th day of December, 1887, granted to Duncan Macgregor, of Southwick, in the county of Sussex, Gentleman, who was adjudicated bankrupt on the 28th day of February, 1884.



In the London Bankruptcy Court.  
In the Matter of Samuel Walton, of 4, Harmer-villas, Stanstead-road, Forest Hill, in the county of Kent, Gentleman, a Bankrupt.

An Order of Discharge was this day granted to Samuel Walton, of 4, Harmer-villas, Stanstead-road, Forest Hill, in the county of Kent, Gentleman, who was adjudicated bankrupt on the 5th day of March 1880.—Dated the 20th day of December, 1887.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the High Court of Justice, in Bankruptcy.  
In the Matter of John Baines, of 18, Hartington-street, Barrow-in-Furness, in the county of Lancaster, Banker's Clerk, a Bankrupt.  
Before Mr. Registrar Giffard.

UPON reading a report of the Trustee of the property of the bankrupt, dated the 13th day of July, 1887, reporting that so much of the property of the bankrupt as can, according to the joint opinion of myself and the Committee of Inspection, hereunto annexed in writing under our hands, be realized without needlessly protracting the bankruptcy has been realized, as shown by the statement hereunto annexed, and dividends to the amount of one shilling have been paid, the Court being satisfied that so much of the property of the bankrupt as can according to the joint opinion of

myself and the Committee of Inspection, hereunto annexed in writing under our hands, be realized without needlessly protracting the bankruptcy has been realized, as shown by the statement hereunto annexed, and dividends to the amount of one shilling have been paid, doth order and declare that the bankruptcy of the said John Baines has closed.—Given under the Seal of the Court this 21st day of December, 1887.

In the High Court of Justice.—In Bankruptcy.  
In the Matter of a Bankruptcy Notice, dated the 11th day of November, 1887.

To John Gedge Wilson Abbott and William Stopher trading as the Open Stock Exchange Company, of 34 and 35, Palmerston-buildings, in the city of London.

TAKE notice, that a Bankruptcy Notice has been issued against you out of this Court by James Richardson, a creditor, of Lisbellawa, county Fermanagh, in Ireland, and the Court has ordered that the publication of this notice in the London Gazette and in the Standard newspaper shall be deemed to be service of the Notice upon you. The Notice can be inspected by you on application at this Court.—Dated 15th day of December, 1887.

JAMES R. BROUGHAM, Registrar.

THE BANKRUPTCY (DISCHARGE AND CLOSURE) ACT, 1887.

APPLICATION FOR DEBTOR'S DISCHARGE.

Debtor's Name.	Address.	Description.	Court.	Date of Adjudication.	Day and Hour fixed for Hearing.
Goldschmidt, Gustav ... ..	No. 2, Lordship-park, Stoke Newington, in the county of Middlesex, formerly trading in co-partnership with Nathan Meyer, at No. 18, Lawrence-lane, in the city of London, under the style of Meyer and Goldschmidt, afterwards trading alone at the same address under the same style, subsequently carrying on business in copartnership with Leopold Goldschmidt at the same address, and at No. 16, Old Change, in the city of London aforesaid, and also at No. 13, Wicklow-street, in the city of Dublin, Ireland, under the style of Goldschmidt and Co., and now carrying on business alone at No. 16, Old Change aforesaid, and also at No. 13, Wicklow-street, in the city of Dublin aforesaid, under the same style	Warehouseman and Dealer in Mantles ...	High Court of Justice in Bankruptcy, 34, Lincoln's-inn-fields	April 6, 1883, and consolidated and amalgamated on the 16th April, 1883, with adjudication against Leopold Goldschmidt	Jan. 27, 1888, at 11 A.M.
Israel, Henry Ash... ..	37, N. Avenue, B., Smithfield Meat Market, in the city of London	Meat Salesman ... ..	High Court of Justice in Bankruptcy, Lincoln's-inn-fields	Dec. 14, 1880 ...	Jan. 20, 1888, at 11 A.M.
Longley, George ... ..	Devonshire Lodge, Maidenhead, in the county of Berks	... ..	High Court of Justice sitting in Bankruptcy -	Dec. 29, 1874 ...	Discharge granted unconditionally. Date of Order December 21, 1887
Mackness, Joseph Arthur ... ..	299, Kentish Town-road, Kentish Town, in the county of Middlesex	Cheesmonger, Poulterer, and Provision Dealer	High Court of Justice, 34, Lincoln's-inn-fields	Sept. 14, 1881 ..	Feb. 2, 1888, at 11 A.M.
McArthur, William (trading as William McArthur and Company)	122, Cannon-street, London, Anchor Wharf, East Greenwich, Clyde Wharf, Millwall, and Somerset-buildings, Upper Thames-street	Iron Merchant and Iron Founder ... ..	High Court of Justice, 34, Lincoln's-inn-fields	June 8, 1875 ...	Jan. 26, 1888, at 11 A.M.
Spencer, Alfred Ball ... ..	Formerly 77, Bancroft-road, Mile End, now 48, Spencer-road, Herne Hill	Assistant to a Meat Salesman ... ..	High Court of Justice in Bankruptcy, 34, Lincoln's-inn-fields	Dec. 5, 1879 ...	Jan. 24, 1888, at 12 noon

7110

**THE BANKRUPTCY ACT, 1883.**  
**RECEIVING ORDERS.**

No.	Debtor's Name.	Address.	Description.	Court.	Date of Filing Petition.	No. of Matter.	Date of Receiving Order.	No. of Receiving Order.	Whether Debtor's or Creditor's Petition.	Act or Acts of Bankruptcy proved in Creditor's Petition.
4748	Anschel, Herman ...	11, Newgate-street, London ... ..	Agent and Merchant ...	High Court of Justice in Bankruptcy	Nov. 7, 1887	1262 of 1887	Dec. 20, 1887	878	Creditor's...	Sec. 4-1 (G.)
4749	Beesty, J. W. ... ..	7, Old Cavendish-street, Oxford-street, Middlesex	... ..	High Court of Justice in Bankruptcy	Sept. 23, 1887	1100 of 1887	Dec. 6, 1887	827	Creditor's ...	Sec. 4-1 (G.)
4750	Camm, Sarah ... ..	Late 7, Macaulay - buildings, Bath, not resident in England, but domiciled in England	Widow ... ..	High Court of Justice in Bankruptcy	Nov. 24, 1887	1336 of 1887	Dec. 20, 1887	879	Creditor's...	Sec. 4-1 (D.)
4751	Cocks, Walter ... ..	Victoria-street, Westminster, Middlesex ...	Tailor ... ..	High Court of Justice in Bankruptcy	Dec. 3, 1887	1366 of 1887	Dec. 20, 1887	881	Creditor's...	Sec. 4-1 (G.)
4752	Courtenay, Lord, the Honourable Edward Baldwin	Powderham Castle, Devonshire, and Boodle's Club, St. James's-street, Middlesex	... ..	High Court of Justice in Bankruptcy	June 6, 1887	636 of 1887	Dec. 19, 1887	876	Creditor's...	Sec. 4-1 (G.)
4753	D'Eath, Harry Holmes ...	10, Old Jewry-chambers, London ... ..	Solicitor ... ..	High Court of Justice in Bankruptcy	Nov. 24, 1887	1337 of 1887	Dec. 20, 1887	880	Creditor's...	Sec. 4-1 (G.)
4754	Glucksmann, Alfred ...	114, Whitechapel-road, Middlesex ... ..	Hosier ... ..	High Court of Justice in Bankruptcy	Dec. 8, 1887	1393 of 1887	Dec. 21, 1887	832	Creditor's...	Sec. 4-1 (G.)
4755	Tattersall, Alfred ...	6, Arcadian-road, Chitts' Hill Park, Wood Green, trading at Calabria-road, Highbury-place, Highbury, and Crescent - road, Alexandra Park Estate, Wood Green, all in Middlesex	Builder ... ..	High Court of Justice in Bankruptcy	Dec. 21, 1887	1454 of 1887	Dec. 21, 1887	884	Debtor's	
4756	Baker, John, the elder ...	Bratton Fleming, Devonshire ... ..	Farmer ... ..	Barnstaple ...	July 16, 1887	6 of 1887	Aug. 22, 1887	8	Creditor's...	Sec. 4-1 (D.)
4757	Crook, William ... ..	Trading at Clifford-street and Springs-road, Chorley, Lancashire, and residing at 14, Park-road, Chorley	Contractor ... ..	Bolton ... ..	Dec. 21, 1887	42 of 1887	Dec. 21, 1887	38	Debtor's	
4758	Hinde, Annie ... ..	58, Bradshawgate, Bolton, Lancashire, and lately residing at 3, Church-wharf, Bolton	Ladies' Outfitter ...	Bolton ... ..	Dec. 21, 1887	44 of 1887	Dec. 21, 1887	39	Debtor's	

K  
2

RECEIVING ORDERS—continued.

No.	Debtor's Name.	Address.	Description.	Court.	Date of Filing Petition.	No. of Matter.	Date of Receiving Order.	No. of Receiving Order	Whether Debtor's or Creditor's Petition.	Act or Acts of Bankruptcy proved in Creditor's Petition.
4759	Hinde, Thomas Matthew	55, Church-street, Bolton, Lancashire	Joiner	Bolton	Dec. 21, 1887	45 of 1887	Dec. 21, 1887	40	Debtor's	
4760	Harris, Kennett	3, George Hotel-yard, Bradford, Yorkshire	Trimming Merchant	Bradford	Dec. 10, 1887	86 of 1887	Dec. 21, 1887	88	Creditor's...	Sec. 4-1 (A.)
4761	Hirst, Benjamin (trading as B. Hirst and Co.)	38, Granby-street, and residing in lodgings at 7, Hill Side-villas, both in Bradford, Yorkshire	Rag and Paper Merchant	Bradford	Dec. 17, 1887	89 of 1887	Dec. 17, 1887	87	Debtor's	
4762	Butt, Henry John	Residing and carrying on business at Barrow Gurney, Somersetshire	Farmer	Bristol	Dec. 21, 1887	81 of 1887	Dec. 21, 1887	77	Debtor's	
4763	Wardle, Joseph	12, formerly 18, South-street, Ilkeston, Derbyshire	Grocer, Confectioner, and Provision Dealer	Derby	Dec. 19, 1887	52 of 1887	Dec. 19, 1887	49	Debtor's	
4764	Bailey, Joseph	The Monkstone and Langstone Mines, both at Brenton, Devonshire, the New Phoenix Mine, Altarnun, Cornwall, the Wearde Quarry, near Saltash, Cornwall, and the Manganese Mills, Millbay Docks, Plymouth, Devonshire, residing at Camplehay, near Tavistock, Devonshire	Wine Proprietor and Manganese Merchant	East Stonehouse	Dec. 20, 1887	73 of 1887	Dec. 20, 1887	55	Debtor's	
4765	Bell, John	1, Elizabeth-place, Malakoff-road, Great Yarmouth, Norfolk	Fishing Boat Owner	Great Yarmouth	Dec. 19, 1887	47 of 1887	Dec. 19, 1887	46	Debtor's	
4766	Garrard, James	110, High-street, Deptford, Kent, lately residing and trading at High-street, Peckham, Surrey	Boot Dealer	Greenwich	Dec. 19, 1887	33 of 1887	Dec. 19, 1887	28	Debtor's	
4767	Towilson, Thomas	58, Northgate, Huddersfield, Yorkshire	Furniture Dealer and Cabinet Maker	Huddersfield	Dec. 21, 1887	27 of 1887	Dec. 21, 1887	24	Debtor's	
4768	Clark, Benjamin	Sedan Foundry, Skinner-lane, Leeds, Yorkshire, residing at 23, Brearley-street, Beckett-street, Leeds	Iron Founder	Leeds	Dec. 20, 1887	94 of 1887	Dec. 20, 1887	90	Debtor's	
4769	Proctor, Arthur	Late 30, Byron-street, Leeds, Yorkshire, now 16, Alpha-street, Leeds	Late Grocer, now out of business	Leeds	Dec. 19, 1887	93 of 1887	Dec. 19, 1887	89	Debtor's	

RECEIVING ORDERS—continued.

No.	Debtor's Name.	Address.	Description.	Court.	Date of Filing Petition.	No. of Matter.	Date of Receiving Order.	No. of Receiving Order.	Whether Debtor's or Creditor's Petition.	Act or Acts of Bankruptcy proved in Creditor's Petition.
4770	Coltman, Albert ... ..	3, Duncan-road, Aylestone, Leicestershire ...	Mechanic ... ..	Leicester ...	Dec. 19, 1887	86 of 1887	Dec. 19, 1887	81	Debtor's	
4771	Stiles, Harry ... ..	277, West Derby-road, Liverpool, Lancashire, lately residing and trading at Lubenham, Leicestershire	Barman, lately a Cattle Dealer	Liverpool ...	Dec. 20, 1887	153 of 1887	Dec. 20, 1887	128	Debtor's	
4772	Dean, Robert (trading as Dean and Co.)	42, Rusholme-road and 162, Great Ancoats- street, and residing at 21, Chancery-lane, Higher Ardwick, all in Manchester, Lanca- shire	Grocer and Provision Dealer	Manchester ...	Dec. 9, 1887	109 of 1887	Dec. 21, 1887	82	Creditor's...	Sec. 4-1 (A.)
4773	McCarthy, Thomas Irven	61, Brown - street, Manchester, Lancashire, and residing at 112, High-street, Oxford- road, Manchester, lately residing at 74, Ducie-grove, Oxford-road, Manchester	Agent for Oil Manufac- turers and Commercial Traveller	Manchester ...	Nov. 24, 1887	103 of 1887	Dec. 21, 1887	83	Creditor's...	Sec. 4-1 (G.)
4774	Thomson, Peter William- son	Philipson-street, Willington Quay, Northum- berland	Surveyor... ..	Newcastle - on - Tyne	Dec. 21, 1887	101 of 1887	Dec. 21, 1887	98	Debtor's	
4775	Jenkins, James ... ..	The Windsor Castle, Skinner-street, New- port, Monmouthshire	Licensed Victualler ...	Newport, Mon.	Dec. 20, 1887	55 of 1887	Dec. 20, 1887	54	Debtor's	
4776	Slaughter, Frederick Charles	Duke-street, Norwich ... ..	Café Proprietor and Warehouseman's Clerk	Norwich ...	Dec. 7, 1887	39 of 1887	Dec. 21, 1887	39	Creditor's...	Sec. 4-1 (D.)
4777	Beeston, William ... ..	25, Wyvill-street, New Radford, lately resid- ing and trading at 13, Coalpit-lane, both in Nottingham	Hairdresser and Debt Collector	Nottingham ...	Dec. 19, 1887	106 of 1887	Dec. 19, 1887	106	Debtor's	
4778	Crossland, Richard ... ..	Lately Wood-street, now Sherwood - street, both in Sutton-in-Ashfield, Nottingham- shire	Provision Dealer... ..	Nottingham ...	Dec. 17, 1887	105 of 1887	Dec. 17, 1887	105	Debtor's	
4779	Mason, John ... ..	Residing and trading at 38, Rynner-street and the Peacock Stables, Mansfield-road, Nottingham	Horse Dealer and Livery- stable Keeper	Nottingham ...	Dec. 19, 1887	107 of 1887	Dec. 19, 1887	107	Debtor's	
4780	Boyt, Francis ... ..	Winton, near Bournemouth, Hampshire ...	Brickmaker ... ..	Poole ... ..	Dec. 21, 1887	38 of 1887	Dec. 21, 1887	38	Debtor's	

RECEIVING ORDERS—continued.

No.	Debtor's Name.	Address.	Description.	Court.	Date of Filing Petition.	No. of Matter.	Date of Receiving Order.	No. of Receiving Order.	Whether Debtor's or Creditor's Petition.	Act or Acts of Bankruptcy proved in Creditor's Petition.
4781	Horsey, George William	Malmesbury Park, Springbourne, Bournemouth, Hampshire, lately residing and trading at 120, Commercial-road, Bournemouth	Builder ... ..	Poole ... ..	Dec. 19, 1887	37 of 1887	Dec. 19, 1887	37	Debtor's	
4782	Gardner, Samuel... ..	63, Russell-street, Landport, Hampshire ...	Tailor ... ..	Portsmouth ...	Dec. 21, 1887	46 of 1887	Dec. 21, 1887	46	Debtor's	
4783	Hampton, Thomas Frederick	Late 2, Balmoral-terrace, Old Trafford, near Manchester, Lancashire, now 57, Broughton-lane, Cheetham, Manchester	Out of business, late Brewer	Salford ... ..	Nov. 29, 1887	14 of 1887	Dec. 19, 1887	14	Creditor's...	Sec. 4-1 (G.)
4784	Gray, Isaac George ...	Fishmarket, Salisbury, Wiltshire ... ..	Fishmonger ... ..	Salisbury ... ..	Dec. 19, 1887	23 of 1887	Dec. 19, 1887	22	Debtor's	
4785	Davies, Richard William	Blaina, Monmouthshire, lately trading at Blaina	Tailor and Draper ...	Tredegar ... ..	Dec. 19, 1887	16 of 1887	Dec. 19, 1887	15	Debtor's	
4786	Griffiths, William Richard	Govilon, near Abergavenny, Monmouthshire, and trading at the Shop, Govilon	Grocer and Coal Merchant	Tredegar ... ..	Dec. 20, 1887	18 of 1887	Dec. 20, 1887	17	Debtor's	
4787	Thomas, John Richard ...	1 and 2, Church-street and 24, Market-street, both in Tredegar, Monmouthshire	Provision Merchant ...	Tredegar ... ..	Dec. 20, 1887	17 of 1887	Dec. 20, 1887	16	Debtor's	
4788	Webb, Henry ... ..	Residing and trading at 90, Main-street, Egremont, also trading at 19, High-street, Cleator Moor, and at Main-street, Frizington, all in Cumberland	Shoe Dealer ... ..	Whitehaven ... ..	Dec. 20, 1887	10 of 1887	Dec. 20, 1887	10	Debtor's	
4789	Carberry, John ... ..	20, Dicconson-street, Wigan, Lancashire ...	Egg Dealer ... ..	Wigan ... ..	Dec. 20, 1887	9 of 1887	Dec. 20, 1887	9	Debtor's	
4187	Kingsford, Samson Herbert Child	22, Southampton-buildings, Holborn, Middlesex, lately residing at Saint Andrew's Lodge, Cunningham-road, Saint John's Wood, Middlesex	Clerk in the Patent and Designs Office, London	High Court of Justice in Bankruptcy	Sept. 19, 1887	1035 of 1887	Nov. 11, 1887	763	Creditor's...	Sec. 4-1 (G.)
		<i>The following Amended Notice is substituted for that published in the London Gazette of the 15th November, 1887.</i>								
4692	Mangham, Arthur ...	West Melton, Yorkshire ... ..	Publican ... ..	Sheffield ... ..	Dec. 14, 1887	94 of 1887	Dec. 14, 1887	91	Debtor's	

RECEIVING ORDER RESCINDED.

Debtor's Name.	Address.	Description.	Court.	No. of Matter.	Date of Receiving Order.	Date of Rescission.	Grounds of Rescission.
Smith, John Lionel	29, Carlyle-square and Lyal-place, Chesham-place, Eaton-square, both in Middlesex	Gentleman	High Court of Justice in Bankruptcy	730 of 1887	July 11, 1887	Dec. 19, 1887	That all the debts of the debtor have been paid and satisfied, and the Official Receiver of this Court consenting

FIRST MEETINGS AND PUBLIC EXAMINATIONS.

Debtor's Name.	Address.	Description.	Court.	No.	Date of First Meeting.	Hour.	Place.	Date of Public Examination.	Hour.	Place.	Date of Order, if any, for Summary Administration.
Armstrong, Edward Charles	121, Grange-road, Bermondsey, Surrey	Rope, Twine, Bag, and Sack Merchant	High Court of Justice in Bankruptcy	1335 of 1887	Jan. 6, 1888	12 noon	33, Carey-street, Lincoln's-inn, London	Jan. 25, 1888	12 noon	34, Lincoln's-inn-fields, London, W.C.	
Broad, Herbert Alderton, and Cutler, Herbert L. (lately trading as H. A. Broad) ...	174, Regent-street, Middlesex	Glovers and General Fancy Dealers	High Court of Justice in Bankruptcy	1347 of 1887 Under solidati Decem	Jan. 5, 1888 Order for Conon, dated 5th ber, 1887	11 A.M.	33, Carey-street, Lincoln's-inn, London	Jan. 25, 1888	11.30 A.M.	34, Lincoln's-inn-fields, London, W.C.	
Coldbeck, Leonard ...	62, Holborn Viaduct, London	Surveyor, Auctioneer, and Valuer	High Court of Justice in Bankruptcy	1264 of 1887	Jan. 5, 1888	12 noon	33, Carey-street, Lincoln's-inn, London	Jan. 25, 1888	12 noon	34, Lincoln's-inn-fields, London, W.C.	Dec. 15, 1887
Cole, Granville ...	89, Jermyn-street, St. James's, lately residing at 24, Clareville-grove, Old Brompton, both in Middlesex	Gentleman	High Court of Justice in Bankruptcy	588 of 1887	Jan. 6, 1888	11 A.M.	33, Carey-street, Lincoln's-inn, London	Jan. 25, 1888	12 noon	34, Lincoln's-inn-fields, London, W.C.	Dec. 12, 1887
Hambrough, Windsor John Beauchamp	37, Park-village East, Regent's Park, Middlesex	Gentleman	High Court of Justice in Bankruptcy	1247 of 1887	Jan. 3, 1888 ...	11 A.M.	Bankruptcy - buildings, Portugal-street, Lincoln's-inn-fields, London	Jan. 27, 1888	11.30 A.M.	34, Lincoln's-inn-fields, London, W.C.	Nov. 30, 1887
Mallett, Edgar, and Woods, Frederick William Matten (trading as Edgar Mallett and Co.)	81, Soho-square, Middlesex	Printers	High Court of Justice in Bankruptcy	1244 of 1887	Jan. 4, 1888	11 A.M.	Bankruptcy - buildings, Portugal-street, Lincoln's-inn-fields, London	Jan. 26, 1888	12.30 P.M.	34, Lincoln's-inn-fields, London, W.C.	Dec. 6, 1887
Parsons, William Gregory	50, Lincoln's-inn-fields, Middlesex, present residence unknown	Chartered accountant	High Court of Justice in Bankruptcy	1153 of 1887	Jan. 6, 1888 ...	11 A.M.	Bankruptcy - buildings, Portugal-street, Lincoln's-inn-fields, London	Jan. 26, 1888	12.30 P.M.	34, Lincoln's-inn-fields, London, W.C.	Nov. 16, 1887



FIRST MEETINGS AND PUBLIC EXAMINATIONS—continued.

No. 25769.

L

Debtor's Name.	Address.	Description.	Court.	No.	Date of First Meeting.	Hour.	Place.	Date of Public Examination.	Hour.	Place.	Date of Order, if any, for Summary Administration.
Potter, Charles Gibbs	58, Allerton-road, Stoke Newington, Middlesex	Insurance Clerk ...	High Court of Justice in Bankruptcy	1403 of 1887	Jan. 5, 1888	12 noon	33, Carey-street, Lincoln's-inn, London	Jan. 26, 1888	11.30 A.M.	34, Lincoln's-inn-fields, London, W.C.	Dec. 12, 1887
Quartly, William ...	16, Argyle-square, King's Cross, Middlesex	Bookmaker and Betting Man	High Court of Justice in Bankruptcy	1417 of 1887	Jan. 4, 1888	12 noon	33, Carey-street, Lincoln's-inn, London	Jan. 26, 1888	12.30 P.M.	34, Lincoln's-inn-fields, London, W.C.	Dec. 14, 1887
Stone, Jabez ...	10 and 12, Railway-arches, Blenheim-grove, Bye-lane, Peckham, and 13, Choumert-grove, Peckham, Surrey	Stone Mason ...	High Court of Justice in Bankruptcy	1391 of 1887	Jan. 4, 1888	11 A.M.	33, Carey-street, Lincoln's-inn, London	Jan. 17, 1888	1 P.M.	34, Lincoln's-inn-fields, London, W.C.	Dec. 10, 1887
Warwick, George ...	47, Poland-street, Oxford-street, Middlesex	Goldsmith and Jeweller	High Court of Justice in Bankruptcy	807 of 1887	Jan. 3, 1888	11 A.M.	33, Carey-street, Lincoln's-inn, London	Jan. 24, 1888	12.30 P.M.	34, Lincoln's-inn-fields, London, W.C.	Dec. 16, 1887
Wickes, Henry Adolphus	Ecclesfield, Finsbury Park, Middlesex	Builder ...	High Court of Justice in Bankruptcy	1302 of 1887	Jan. 5, 1888 ...	11 A.M.	Bankruptcy - buildings, Portugal-street, Lincoln's-inn-fields, London	Jan. 24, 1888	12.30 P.M.	34, Lincoln's-inn-fields, London, W.C.	
Walker, Thomas ...	Great Missenden, Buckinghamshire	Wheelwright ...	Aylesbury ...	11 of 1887	Jan. 9, 1888 ...	12 noon	25, Walton - street, Aylesbury	Jan. 9, 1888 ...	11 A.M.	25, Walton-street, Aylesbury	Dec. 20, 1887
Evans, John Thompson	The Emporium, High-street, Rhyl, Flintshire	Bookseller and Stationer	Bangor ...	75 of 1887	Dec. 30, 1887	2 P.M.	Official Receiver's Offices, Crypt-chambers, Chester	Jan. 5, 1888 ...	12 noon	Court - house, Bangor	
Baker, John, the elder	Bratton Fleming, Devonshire	Farmer ...	Barnstaple ...	6 of 1887	Dec. 30, 1887	11 A.M.	Office of Messrs. Sanders and Son, High-street, Barnstaple	Dec. 30, 1887	2 P.M.	Bridge Hall, Barnstaple	Dec. 20, 1887

THE LONDON GAZETTE, DECEMBER 23, 1887.

FIRST MEETINGS AND PUBLIC EXAMINATIONS—continued.

Debtor's Name.]	Address.	Description.	Court.	No.	Date of First Meeting.	Hour.	Place.	Date of Public Examination.	Hour.	Place.	Date of Order, if any, for Summary Administration.
Hinde, Annie ...	58, Bradshawgate, Bolton, Lancashire, lately residing at 3, Church Wharf, Bolton	Ladies' Outfitter ...	Bolton ...	44 of 1887	Jan. 4, 1888	11 A.M.	16, Wood-street, Bolton	Jan. 9, 1888	11.15 A.M.	Bolton County Court	
Hinde, Thomas Matthew	55, Church-street, Bolton, Lancashire	Joiner ...	Bolton ...	45 of 1887	Jan. 4 1888	11.30 A.M.	16, Wood-street, Bolton	Jan. 9, 1888	11.30 A.M.	Bolton County Court	
Hirst, Benjamin (trading as B. Hirst and Co.)	38, Granby-street, and residing in lodgings at 7, Hillside-villas, both in Bradford	Rag and Paper Merchant	Bradford ...	89 of 1887	Dec. 30, 1887	11 A.M.	Official Receiver's Chambers, 31, Manor-row, Bradford	Feb. 3, 1888	10 A.M.	County Court, Bradford	Dec. 21, 1887
Bracewell, John ...	Knarrs, Laneshaw Bridge, near Colne, Lancashire	Farmer ...	Burnley ...	20 of 1887	Dec. 30, 1887	3.30 P.M.	Crown Hotel, Colne	Jan. 12, 1888	11 A.M.	Court - house, Burnley	Dec. 16, 1887
Grey, Thomas ...	77, Windsor-road, Penarth, Glamorganshire	Builder ...	Cardiff ...	55 of 1887	Jan. 7, 1888	12 noon	Official Receiver's Office, 3, Crookherbtown, Cardiff	Jan. 6, 1888	10.30 A.M.	Townhall, Cardiff	Dec. 21, 1887
Meire, William ...	27, Talbot-street, Canton, Cardiff, lately residing at Rawdon - place, Canton, and 3, Church-terrace, Roath, Cardiff, all in Glamorganshire, also at High-street, Weston - super-Mare, Somersetshire, and at High-street, Cheltenham, Gloucestershire	Insurance Agent ...	Cardiff ...	56 of 1887	Jan. 7, 1888	11 A.M.	Office of the Official Receiver, 3, Crookherbtown, Cardiff	Jan. 6, 1888	10.30 A.M.	Townhall, Cardiff	Dec. 21, 1887
Jones, James ...	Glangwydderig Factory, parish of Llandinat, Carmarthenshire	Woollen Manufacturer	Carmarthen ...	36 of 1887	Jan. 5, 1888	2.30 P.M.	Official Receiver's Offices, 11, Quay-street, Carmarthen	Jan. 5, 1888	12 noon	Guildhall, Carmarthen	
Davies, John ...	Whitford-street, Holywell, and Brynffynnon-terrace, Holway, Holywell, Flintshire	Wheelwright ...	Chester ...	16 of 1887	Dec. 30, 1887	12 noon	Official Receiver's Offices, Crypt-chambers, Chester	Jan. 10, 1888	10.30 A.M.	County Court Offices, Chester	

FIRST MEETINGS AND PUBLIC EXAMINATIONS—continued.

Debtor's Name.	Address.	Description.	Court.	No.	Date of First Meeting.	Hour.	Place.	Date of Public Examination.	Hour.	Place.	Date of Order, if any, for Summary Administration.
Wardle, Joseph ...	12, formerly 18, South-street, Ilkeston, Derbyshire	Grocer, Confectioner, and Provision Dealer	Derby ...	52 of 1887	Jan. 2, 1888	2.15 P.M.	Official Receiver's Offices, St. James's-chambers, Derby	Jan. 16, 1888	10.30 A.M.	County Hall, St. Mary's Gate, Derby	
Appleyard, Joseph (trading as J. and T. Appleyard)	Warwick-road-hill, Batley Carr, Yorkshire	Woollen Manufacturer	Dewsbury ...	43 of 1887	Dec. 30, 1887	2.30 P.M.	Official Receiver's Offices, Bank-chambers, Batley	Jan. 17, 1888	11 A.M.	County Court-house, Dewsbury	
Watson, Albert Edward	194, Ayscough-street, Great Grimsby, Lincolnshire	Insurance Agent and Grocer	Great Grimsby...	62 of 1887	Jan. 4, 1888 ...	1 P.M.	Office of the Official Receiver, 3, Haven-street, Great Grimsby	Jan. 4, 1888 ...	11 A.M.	Townhall, Great Grimsby	Dec. 13, 1887
Bell, John ...	1, Elizabeth-place, Malakoff-road, Great Yarmouth, Norfolk	Fishing Boat Owner	Great Yarmouth	47 of 1887	Dec. 31, 1887	12.30 P.M.	Office of Official Receiver, 8, King-street, Norwich	Jan. 30, 1888	11 A.M.	Townhall, Great Yarmouth	Dec. 21, 1887
Smith, Harwood ...	50, Wellington-street, Woolwich, Kent, lately trading at 117 and 137, High-street, Plumstead, and 37, Chapel-street, Woolwich, Kent	Grocer and Provision Dealer	Greenwich ...	31 of 1887	Jan. 9, 1888	3 P.M.	109, Victoria-street, Westminster	Jan. 20, 1888	1 P.M.	County Court, Greenwich	
Walker, H., and Walker, A. (Joint Estate)	2, Fearon-street, Greenwich, Kent	Builders ...	Greenwich ...	18 of 1887	Jan. 3, 1888 ...	3 P.M.	109, Victoria-street, Westminster	Jan. 6, 1888 ...	1 P.M.	County Court, Greenwich	
Walker, H. ... (Separate Estate).	2, Fearon-street, Greenwich, Kent	Builder ...	Greenwich ...	18 of 1887	Jan. 3, 1888 ...	4 P.M.	109, Victoria-street, Westminster	Jan. 6, 1888 ...	1 P.M.	County Court, Greenwich	
Walker, A. ... (Separate Estate)	2, Fearon-street, Greenwich, Kent	Builder ...	Greenwich ...	18 of 1887	Jan. 3, 1888	4.30 P.M.	109, Victoria-street, Westminster	Jan. 6, 1888 ...	1 P.M.	County Court, Greenwich	
Towson, Thomas ...	58, Northgate, Huddersfield, Yorkshire	Furniture Dealer and Cabinet Maker	Huddersfield ...	27 of 1887	Jan. 11, 1888	3 P.M.	Offices of Messrs. Haigh and Son, Solicitors, New-street, Huddersfield	Jan. 16, 1888	11 A.M.	County Court, Queen-street, Huddersfield	Dec. 21, 1887.

L  
2

FIRST MEETINGS AND PUBLIC EXAMINATIONS—*continued.*

Debtor's Name.	Address.	Description.	Court.	No.	Date of First Meeting.	Hour.	Place.	Date of Public Examination.	Hour.	Place.	Date of Order, if any, for Summary Administration.
Robson, Thomas ...	Coatgill, Tebay, Westmorland	Yeoman ... ..	Kendal ... ..	8 of 1887	Jan. 7, 1888 ...	12 noon	37, Stramongate, Kendal	Jan. 7, 1888 ...	2 P.M.	Court - house, Townhall, Kendal	Dec. 20, 1887
Ward, James William	Stocks Hill, Holbeck, Leeds, Yorkshire, and Moorfield House, Moortown, near Leeds	Mail Contractor ...	Leeds ... ..	90 of 1887	Jan. 5, 1888 ...	11 A.M.	Official Receiver's Office, 22, Park-row, Leeds	Jan. 17, 1888	11 A.M.	County Court-house, Leeds	
Coltman, Albert ...	3, Duncan-road, Aylestone, Leicestershire	Mechanic ... ..	Leicester ... ..	86 of 1887	Jan. 2, 1888 ...	12.30 P.M.	28, Friar-lane, Leicester	Jan. 25, 1888	10 A.M.	The Castle, Leicester	Dec. 20, 1887
Hartley, Isaac ...	41, Earl Howe-street, 25, Halford-street, and Cardigan-street, all in Leicester	Corn and Flour Dealer and Manure Manufacturer	Leicester ... ..	79 of 1887	Jan. 5, 1888 ...	12.30 P.M.	28, Friar-lane, Leicester	Jan. 25, 1888	10 A.M.	The Castle, Leicester	Dec. 20, 1887
Kennington, William	White Horse Inn, Bedford-street, Loughborough, Leicestershire	Licensed Victualler	Leicester ... ..	83 of 1887	Jan. 4, 1888 ...	12.30 P.M.	28, Friar-lane, Leicester	Jan. 25, 1888	10 A.M.	The Castle, Leicester	Dec. 20, 1887
Pochin, Stephen ...	9, Queen-street, Leicester ...	Agent ... ..	Leicester ... ..	84 of 1887	Jan. 6, 1888 ...	12.30 P.M.	28, Friar-lane, Leicester	Jan. 25, 1888	10 A.M.	The Castle, Leicester	Dec. 20, 1887
Gallimore, Thomas Morley Watkins (trading as Thomas Gallimore and Co.)	60, Bridge - street, Gainsborough, Lincolnshire	Brass Founder and Brass Finisher	Lincoln ... ..	80 of 1887	Jan. 3, 1888 ...	12.30 P.M.	Office of Official Receiver, 2, St. Benedict's - square, Lincoln	Jan. 3, 1888 ...	2.30 P.M.	Sessions - house, Lincoln	Dec. 16, 1887
Kisby, George ...	High-street, St. Botolph's, Lincoln	Butcher and Grocer	Lincoln ... ..	29 of 1887	Jan. 3, 1888 ...	11 A.M.	Office of Official Receiver, 2, St. Benedict's - square, Lincoln	Jan. 3, 1888 ...	2.30 P.M.	Sessions - house, Lincoln	Dec. 10, 1887
Woolhouse, Joseph ...	Faldingworth, Lincolnshire	Farmer and Publican	Lincoln ... ..	28 of 1887	Jan. 3, 1888 ...	12 noon	Office of Official Receiver, 2, St. Benedict's - square, Lincoln	Jan. 3, 1888 ...	2.30 P.M.	Sessions - house, Lincoln	Dec. 10, 1887
Gordon, Samuel David	10, Upper Baker-street and 104, Pembroke - place, Liverpool, Lancashire, and lately residing at 33, West Derby-street, Liverpool	Furniture Dealer...	Liverpool ... ..	148 of 1887	Jan. 10, 1888	12 noon	Offices of the Official Receiver, 36, Victoria-street, Liverpool	Jan. 9, 1888 ...	11 A.M.	Court - house, Government - buildings, Victoria - street, Liverpool	Dec. 13, 1887

FIRST MEETINGS AND PUBLIC EXAMINATIONS—*continued.*

Debtor's Name.	Address.	Description.	Court.	No.	Date of First Meeting.	Hour.	Place.	Date of Public Examination.	Hour.	Place.	Date of Order, if any, for Summary Administration.
Howarth, Francis Gaskell	New Ferry, Cheshire, and carrying on business at Imperial-chambers, Dale-street, Liverpool, Lancashire, lately carrying on business with Joseph Bottomley, as Bottomley and Howarth, at Moorfields, Liverpool	Auctioneer and Valuer	Liverpool	149 of 1887	Jan. 6, 1888	2 P.M.	Offices of the Official Receiver, 35, Victoria-street, Liverpool	Jan. 5, 1888	11 A.M.	Court - house, Government - buildings, Victoria - street, Liverpool	Dec. 13, 1887
Kidd, William	30, Tarleton-street, Liverpool, Lancashire	Licensed Victualler	Liverpool	150 of 1887	Jan. 6, 1888	3 P.M.	Offices of the Official Receiver, 35, Victoria-street, Liverpool	Jan. 5, 1888	11 A.M.	Court - house, Government - buildings, Victoria - street, Liverpool	
Jupp, Edward	Town Malling, Kent	Labourer and Licensed Victualler	Maidstone	14 of 1887	Dec. 30, 1887	3.45 P.M.	Official Receiver's Office, Week-street, Maidstone	Feb. 10, 1888	2 P.M.	Sessions - house, Maidstone	Dec. 20, 1887
Thomson, Peter Williamson	Philipson-street, Willington Quay, Northumberland	Surveyor	Newcastle - on - Tyne	101 of 1887	Jan. 4, 1888	11 A.M.	Official Receiver's Office, Pink-lane, Newcastle-on-Tyne	Jan. 3, 1888	11 A.M.	County Court, Westgate-road, Newcastle-on-Tyne	
Learoyd, Samuel	Rise House Farm, South Stainley, Yorkshire	Farmer	Northallerton	22 of 1887	Dec. 30, 1887	11.30 A.M.	Office of the Official Receiver, 8, Albert-road, Middlesborough	Jan. 9, 1888	11.30 A.M.	Court - house, Northallerton	Dec. 14, 1887
Parker, John	Towcester, Northamptonshire	Ironmonger and Brazier	Northampton	33 of 1887	Dec. 31, 1887	2 P.M.	County Court-buildings, Northampton	Jan. 3, 1888	12 noon	County - hall, Northampton	Dec. 17, 1887
Beeston, William	25, Wyvill-street, New Radford, lately residing and trading at 13, Coalpit-lane, both in Nottingham	Hair Dresser and Debt Collector	Nottingham	106 of 1887	Jan. 3, 1888	11 A.M.	Official Receiver's Offices, 1, High-pavement, Nottingham	Jan. 20, 1888	10 A.M.	County Court-house, Petergate, Nottingham	Dec. 21, 1887
Crossland, Richard	Lately Wood-street, now Sherwood-street, both in Sutton-in-Ashfield, Nottinghamshire	Provision Dealer	Nottingham	105 of 1887	Jan. 4, 1888	12 noon	Official Receiver's Offices, 1, High-pavement, Nottingham	Jan. 20, 1888	10 A.M.	County Court-house, Petergate, Nottingham	Dec. 21, 1887

FIRST MEETINGS AND PUBLIC EXAMINATIONS—*continued.*

Debtor's Name.	Address.	Description.	Court.	No.	Date of First Meeting.	Hour.	Place.	Date of Public Examination.	Hour.	Place.	Date of Order, if any, for Summary Administration.
Mason, John ...	Residing and trading at 3, Skynner-street and the Peacock Stables, Mansfield-road, Nottingham	Horse Dealer and Livery Stable Keeper	Nottingham ...	107 of 1887	Jan. 3, 1888 ...	12 noon	Official Receiver's Offices, 1, High-pavement, Nottingham	Jan. 20, 1888	10 A.M.	County Court-house, Petergate, Nottingham	Dec. 21, 1887
Hickman, Edward ...	Residing and carrying on business at the Stork Vaults and Concert Hall, 72, Great Bridge-street, West Bromwich, Staffordshire, and also trading at the Seven Stars Inn, 43, Sheepwash-lane, Great Bridge, Staffordshire	Licensed Victualler and Concert Hall Proprietor	Oldbury ...	25 of 1887	Jan. 3, 1888 ...	3 P.M.	25, Colmore-row, Birmingham	Jan. 9, 1888 ...	11 A.M.	Oldbury	
Holloway, Mark ...	Temple Cowley, Oxfordshire, lately residing and carrying on business at Temple Cowley and Garsington, both in Oxfordshire	Farmer ...	Oxford ...	33 of 1887	Jan. 2, 1888 ...	11.30 A.M.	1, Saint Aldates, Oxford	Jan. 19, 1888	11.30 A.M.	County - hall, Oxford	Dec. 19, 1887
Horsey, George William	Malmesbury Park, Springbourne, Bournemouth, Hampshire, lately residing and trading at 120, Commercial-road, Bournemouth	Builder ...	Poole ...	37 of 1887	Jan. 5, 1888 ...	12.30 P.M.	Criterion Hotel, Bournemouth	Jan. 25, 1888	12 noon	Townhall, Poole	
Corbett, Corbett Holland	Red Hill, Edgware, Middlesex, and Admington Hall, Stratford-on-Avon, Warwickshire, also residing at 3, Spring-street, Paddington, Middlesex	Horse Dealer ...	St. Albans ...	14 of 1887	Jan. 4, 1888 ...	12.30 P.M.	Office of Messrs. Ewen and Roberts, 42, the Outer Temple, Strand, London, W.C.	Jan. 12, 1888	12 noon	Court - house, St. Albans	
Gray, Isaac George ...	Fishmarket, Salisbury, Wiltshire	Fishmonger ...	Salisbury ...	23 of 1887	Jan. 4, 1888 ...	3 P.M.	Official Receiver's Offices, Salisbury	Feb. 10, 1888	2 P.M.	Council - house, Salisbury	
Chapman, Henry Salmon	Queen-street, Filey, Yorkshire	Innkeeper... ..	Scarborough ...	53 of 1887	Dec. 30, 1887	11 A.M.	Official Receiver's Office, 74, Newborough - street, Scarborough	Jan. 17, 1888	12 noon	Court - house, Scarborough	

FIRST MEETINGS AND PUBLIC EXAMINATIONS—*continued.*

Debtor's Name.	Address.	Description.	Court.	No.	Date of First Meeting.	Hour.	Place.	Date of Public Examination.	Hour.	Place.	Date of Order, if any, for Summary Administration.
Hemming, Elijah ...	1, Ann's - road, Heeley, Sheffield, Yorkshire	Journeyman Plumber	Sheffield ...	95 of 1887	Jan. 3, 1888 ...	2.30 P.M.	Offices of the Official Receiver, Figtree-lane, Sheffield	Jan. 26, 1888	11.30 A.M.	County Court-hall, Bank - street, Sheffield	Dec. 20, 1887
Mangham, Arthur ...	West Melton, Yorkshire ...	Publican ...	Sheffield ...	94 of 1887	Jan. 3, 1888 ...	3 P.M.	Offices of the Official Receiver, Figtree-lane, Sheffield	Jan. 26, 1888	11.30 A.M.	County Court-hall, Bank - street, Sheffield	Dec. 20, 1887
Hurst, Alexander ...	Westgate, Wakefield, residing at Pincheon-street, Wakefield	Boot Maker and Dealer	Wakefield ...	36 of 1887	Dec. 30, 1887	11 A.M.	Official Receiver's Office, Bond - terrace, Wakefield	Feb. 2, 1888	11 A.M.	Court - house, Wakefield	Dec. 21, 1887
Webb, Henry... ..	Residing and trading at 90, Main-street, Egremont, also trading at 19, High-street, Cleator Moor, and at Main-street, Frizington, all in Cumberland	Shoe Dealer ...	Whitehaven ...	10 of 1887	Jan. 3, 1888 ...	12 noon	Official Receiver's Office, 67, Duke-street, Whitehaven	Jan. 9, 1888	11.30 A.M.	County Court-house, Whitehaven	Dec. 21, 1887
Carberry, John ...	20, Dicconson - street, Wigan, Lancashire	Egg Dealer ...	Wigan ...	9 of 1887	Jan. 3 1888 ...	11 A.M.	16, Wood - street, Bolton	Jan. 17, 1888	11 A.M.	Wigan County Court	Dec. 21, 1887

NOTICE OF DAY APPOINTED FOR PUBLIC EXAMINATION.

Debtor's Name.	Address.	Description.	Court.	No. of Matter.	Date of Public Examination.	Hour.	Place.
Turner, Thomas ... ..	Whitby, Yorkshire ... ..	Jet Ornament Manufacturer... ..	Stockton-on-Tees and Middlesborough	60 of 1887	Dec. 28, 1887 ...	10.30 A.M.	Court-house, Bridge-road, Stockton - on-Tees



ADJUDICATIONS.

No. 25769.

M

Debtor's Name.	Address.	Description.	Court.	No.	Date of Order.	Date of Petition.
Aylmer, Captain John Evans Freke ...	Late 2 and 3, George-street, Mansion House, now 139, Cannon-street, London, and 24, Argyll-road, Kensington, Middlesex	Engineer, a Member of the Carlton and St. Stephen's Clubs, Ex-Member of Parliament for Maidstone, and formerly of Her Majesty's 33rd and 8th Regiments of Infantry	High Court of Justice in Bankruptcy	722 of 1886	Nov. 17, 1887 ...	June 25, 1886
Bacon, Walter Henry ... ..	3, Bath-place, Kensington, and 50, Norfolk-terrace, Bayswater, both in Middlesex	Fine Art Publisher ... ..	High Court of Justice in Bankruptcy	1377 of 1887	Dec. 20, 1887 ...	Dec. 6, 1887
Bullen, Richard ... ..	The Fleece, Duke-street, Stamford-street, Surrey ... ..	Licensed Victualler ... ..	High Court of Justice in Bankruptcy	1441 of 1887	Dec. 17, 1887 ...	Dec. 17, 1887
Deacon, Henry Pelham ... ..	Waldeck House, Willesden-lane, lately residing at Thornton House, Willesden-lane, lately practising in partnership with Charles Cochrane Dickson, of Bowmont House, Willesden-lane, all in Willesden, Middlesex	Surgeon ... ..	High Court of Justice in Bankruptcy	1431 of 1887	Dec. 19, 1887 ...	Dec. 15, 1887
Denman, Francis Philip ... ..	Residing at 264, Burdett-road, Limehouse, and carrying on business at 100a, Bow Common-lane, and 11, Duckett-street, Mile End-road, all in Middlesex, formerly 80, South Clerk-street, Edinburgh, previously Kelvin Side, Glasgow, sometime of 10, Paulet-road, Brixton, Surrey, and 28, Elgin-crescent, Bayswater, Middlesex	Physician, Surgeon, and Accoucheur	High Court of Justice in Bankruptcy	1415 of 1887	Dec. 20, 1887 ...	Dec. 13, 1887
Fromm, Leopold ... ..	28 and 29, Paternoster-row, London ... ..	Manufacturers' Agent ... ..	High Court of Justice in Bankruptcy	1357 of 1887	Dec. 20, 1887 ...	Dec. 1, 1887
Norman, Alfred Henry Tuff (lately trading as Norman and Coy.)	Mayfield, 62, Palace-road, Crouch End, lately trading at 170, Great Eastern-street, Shoreditch, both in Middlesex	Cabinet Maker... ..	High Court of Justice in Bankruptcy	1438 of 1887	Dec. 20, 1887 ...	Dec. 17, 1887
Potter, Charles Gibbs ... ..	58, Allerton-road, Stoke Newington, Middlesex ... ..	Insurance Clerk ... ..	High Court of Justice in Bankruptcy	1403 of 1887	Dec. 19, 1887 ...	Dec. 9, 1887
Schuler, J. Otto ... ..	12, Hatton garden, Middlesex ... ..	Goldsmith ... ..	High Court of Justice in Bankruptcy	1060 of 1887	Dec. 20, 1887 ...	Sept. 14, 1887
Woods, Frederick George ... ..	Lately trading at 746, Holloway-road, now residing at 51, Mirander-road, both in Holloway, Middlesex	Wine Merchant ... ..	High Court of Justice in Bankruptcy	1378 of 1887	Dec. 19, 1887 ...	Dec. 7, 1887
Walker, Thomas ... ..	Great Missenden, Buckinghamshire ... ..	Wheelwright ... ..	Aylesbury ... ..	11 of 1887	Dec. 20, 1887 ...	Dec. 12, 1887

ADJUDICATIONS—continued.

Debtor's Name.	Address.	Description.	Court.	No.	Date of Order.	Date of Petition.
Baker, John, the elder ... ..	Bratton Fleming, Devonshire ... ..	Farmer ... ..	Barnstaple ... ..	6 of 1887	Dec. 20, 1887 ...	July 15, 1887,
Hinde, Annie ... ..	58, Bradshawgate, Bolton, Lancashire, and lately residing at 3, Church Wharf, Bolton	Ladies' Outfitter ... ..	Bolton ... ..	44 of 1887	Dec. 21, 1887 ...	Dec. 21, 1887
Hinde, Thomas Matthew ... ..	55, Church-street, Bolton, Lancashire ... ..	Joiner ... ..	Bolton ... ..	45 of 1887	Dec. 21, 1887 ...	Dec. 21, 1887
Hirst, Benjamin (trading as B. Hirst and ... ..)	38, Granby-street, and residing in lodgings at 7, Hill Side- villas, both in Bradford, Yorkshire	Rag and Paper Merchant ... ..	Bradford ... ..	89 of 1887	Dec. 17, 1887 ...	Dec. 17, 1887
Duckett, Thomas ... ..	Shaftesbury House, Broad-street, Ramsgate, Kent ... ..	Builder, Carpenter, and Contractor...	Canterbury ... ..	53 of 1887	Dec. 5, 1887 ...	Aug. 27, 1887
Sprinks, Edwin Arthur ... ..	The Elms Hotel, Cannon-road, Ramsgate, Kent ... ..	Licensed Victualler ... ..	Canterbury ... ..	77 of 1887	Dec. 17, 1887 ...	Nov. 28, 1887
Grey, Thomas ... ..	77, Windsor-road, Penarth, Glamorganshire ... ..	Builder ... ..	Cardiff ... ..	55 of 1887	Dec. 21, 1887 ...	Dec. 12, 1887
Wyatt, William Gilbert ... ..	13, High-street, South Norwood, Surrey ... ..	Builder, Contractor, Decorator, and Plumber	Croydon ... ..	39 of 1887	Dec. 19, 1887 ...	Dec. 7, 1887
Rutherford, Robert ... ..	Hagg House, Framwellgate Moor, near Durham ... ..	Farmer ... ..	Durham ... ..	9 of 1887	Dec. 20, 1887 ...	Nov. 12, 1887
Gully, Edward Stephens (trading as E. S. Gully and Co.)	Polsce-road and 83, Fore-street, both in Exeter ... ..	Cabinet Maker, Upholsterer, and House Agent	Exeter ... ..	49 of 1887	Dec. 20, 1887 ...	Nov. 30, 1887
Garrard, James ... ..	110, High-street, Deptford, Kent, lately residing and trading at High-street, Peckham, Surrey	Boot Dealer ... ..	Greenwich ... ..	33 of 1887	Dec. 19, 1887 ...	Dec. 19, 1887
Towson, Thomas ... ..	58, Northgate, Huddersfield, Yorkshire ... ..	Furniture Dealer and Cabinet Maker	Huddersfield ... ..	27 of 1887	Dec. 21, 1887 ...	Dec. 21, 1887
Clark, Benjamin ... ..	Sedan Foundry, Skinner-lane, Leeds, Yorkshire, residing at 23, Brearley-street, Beckett-street, Leeds	Iron Founder ... ..	Leeds ... ..	94 of 1887	Dec. 20, 1887 ...	Dec. 20, 1887
Proctor, Arthur ... ..	Late 30, Byron-street, Leeds, Yorkshire, now 15, Alpha- street, Leeds	Late Grocer, now out of business ...	Leeds ... ..	93 of 1887	Dec. 19, 1887 ...	Dec. 19, 1887

ADJUDICATIONS — continued.

Debtor's Name.	Address.	Description.	Court.	No.	Date of Order.	Date of Petition.
Chadwick, Edwin Mentor ... ..	Layton-road, New Humberstone, Leicestershire ... ..	General Carter and Contractor ... ..	Leicester ... ..	72 of 1887	Dec. 13, 1887 ...	Nov. 19, 1887
Coltman, Albert ... ..	3, Duncan-road, Aylestone, Leicestershire ... ..	Mechanic ... ..	Leicester ... ..	86 of 1887	Dec. 19, 1887 ...	Dec. 19, 1887
Dunkley, Edward James ... ..	Ullesthorpe, Leicestershire ... ..	Licensed Victualler ... ..	Leicester ... ..	81 of 1887	Dec. 17, 1887 ...	Nov. 30, 1887
Frith, Thomas Jeyes ... ..	Broughton Astley, Leicestershire ... ..	Publican ... ..	Leicester ... ..	78 of 1887	Dec. 17, 1887 ...	Nov. 29, 1887
Lamb, Joseph ... ..	Wymeswold, Leicestershire ... ..	Wheelwright ... ..	Leicester ... ..	80 of 1887	Dec. 17, 1887 ...	Nov. 29, 1887
M 2 Peach, Thomas, jun. ... ..	Sheepshed, Leicestershire ... ..	Butcher ... ..	Leicester ... ..	68 of 1887	Dec. 1, 1887 ...	Nov. 10, 1887
Wilson, John William ... ..	205, Humberstone-road, Leicester ... ..	Coal Merchant ... ..	Leicester ... ..	73 of 1887	Dec. 17, 1887 ...	Nov. 18, 1887
Gordon, Samuel David ... ..	10, Upper Baker-street and 104, Pembroke-place, Liverpool, Lancashire, and lately residing at 33, West Derby-street, Liverpool	Furniture Dealer ... ..	Liverpool ... ..	148 of 1887	Dec. 21, 1887 ...	Dec. 12, 1887
Stiles, Harry ... ..	277, West Derby-road, Liverpool, Lancashire, lately residing and trading at Lubenham, Leicestershire	Barman, lately Cattle Dealer ... ..	Liverpool ... ..	153 of 1887	Dec. 20, 1887 ...	Dec. 20, 1887
Dean, Robert (trading as Dean and Co.)...	42, Rusholme-road and 162, Great Ancoats-street, and residing at 21, Chancery-lane, Higher Ardwick, all in Manchester, Lancashire	Grocer and Provision Dealer ... ..	Manchester ... ..	109 of 1887	Dec. 21, 1887 ...	Dec. 9, 1887
Capper, Cawthorne Jasper ... ..	1, Belgrave-terrace and G, King-street, Newcastle-on-Tyne	Timber Merchant ... ..	Newcastle-on-Tyne... ..	97 of 1887	Dec. 20, 1887 ...	Dec. 6, 1887
Jenkins, James ... ..	The Windsor Castle, Skinner-street, Newport, Monmouthshire	Licensed Victualler ... ..	Newport, Mon. ... ..	55 of 1887	Dec. 20, 1887 ...	Dec. 20, 1887
Snowdon, William ... ..	Packer-street, Rochdale, and Union-street, Oldham, Lancashire.	Cabinet Maker and Upholsterer ... ..	Oldham ... ..	32 of 1887	Dec. 17, 1887 ...	Dec. 3, 1887
Holloway, Mark ... ..	Temple Cowley, Oxfordshire, lately residing and carrying on business at Temple Cowley and Garsington, both in Oxfordshire	Farmer ... ..	Oxford ... ..	33 of 1887	Dec. 19, 1887 ...	Dec. 10, 1887

ADJUDICATIONS—continued.

Debtor's Name.	Address.	Description.	Court.	No.	Date of Order.	Date of Petition.
Reynolds, John ... ..	Saint James-street, Narberth, Pembrokeshire ... ..	Draper and Woollen Manufacturer...	Pembroke Dock ...	30 of 1887	Dec. 19, 1887 ...	Dec. 10, 1887
Horsey, George William ... ..	Malmesbury Park, Springbourne, Bournemouth, Hampshire, lately residing and trading at 120, Commercial-road, Bournemouth	Builder ... ..	Poole... ..	37 of 1887	Dec. 19, 1887 ...	Dec. 19, 1887
Annett, Charlotte Annett, Edward George, and Annett, Walter Henry (trading as C. Annett and Sons) ... ..	12, Charlotte-street, Landport, Hampshire ... ..	Printers... ..	Portsmouth ... ..	40 of 1887	Dec. 20, 1887 ...	Dec. 3, 1887
Gardner, Samuel ... ..	63, Russell-street, Landport, Hampshire ... ..	Tailor ... ..	Portsmouth ... ..	46 of 1887	Dec. 21, 1887 ...	Dec. 19, 1887
Case, James ... ..	Bentham Hill Farm, Southborough, Tunbridge Wells, Kent, residing at Belmont House, Pennington-lane, Southborough	Farmer ... ..	Tunbridge Wells ...	22 of 1887	Dec. 19, 1887 ...	Dec. 1, 1887
Griffiths, William Richard ... ..	Govilon, near Abergavenny, Monmouthshire, and trading at the Shop, Govilon	Grocer and Coal Merchant ... ..	Tredegar ... ..	18 of 1887	Dec. 20, 1887 ...	Dec. 20, 1887
Carberry, John ... ..	20, Dicconson-street, Wigan, Lancashire ... ..	Egg Dealer ... ..	Wigan ... ..	9 of 1887	Dec. 21, 1887 ...	Dec. 20, 1887
Spicer, Frank ... ..	Fleet Farm, Fleet, Hampshire ... ..	Farmer ... ..	Winchester ... ..	13 of 1886	Dec. 20, 1887 ...	Nov. 25, 1886
Hughes, William Henry ... ..	The Cross, Worcester, and Broad-street, Bromyard, Here- fordshire, residing at Stevenson-terrace, Worcester	Ironmonger ... ..	Worcester ... ..	49 of 1887	Dec. 20, 1887 ...	Dec. 6, 1887

**ORDERS ON APPLICATION TO APPROVE COMPOSITION OR SCHEME.**

Debtor's Name.	Address.	Description.	Court.	No. of Matter.	Date of Order.	Nature of Scheme or Composition sanctioned or Order made.
Aylmer, Captain John Evans Freke	Late 2 and 3, George-street, Mansion House, now 139, Cannon-street, London, and 24, Argyll-road, Kensington, Middlesex	Engineer, a Member of the Carlton and St. Stephen's Clubs, Ex-Member of Parliament for Maidstone, and formerly of Her Majesty's 33rd and 8th Regiments of Infantry	High Court of Justice in Bankruptcy	722 of 1886	Nov. 17, 1887 ...	The Court refused to approve a scheme of arrangement between the debtor and his creditors
Bennett, Robert ... ..	58, Cheapside, formerly 1, Trump-street, both in London	Auctioneer ... ..	High Court of Justice in Bankruptcy	754 of 1887	Dec. 21 1887 ...	To pay in full forthwith all preferential debts, and all proper fees, costs, charges, and expenses. To pay to all unsecured creditors in full discharge of all debts provable under the Receiving Order a Composition of 2s. in the pound, payable in cash twenty-eight days after its acceptance and confirmation by the Court. Payment of preferential debts, fees, costs, charges, and expenses, and the Composition secured by a deposit of the amount required therefor in cash with the Official Receiver. The Receiving Order is rescinded
Winn, the Right Honourable Charles Mark Allanson (commonly called Lord Headley)	Late 11A, Pall Mall East, and 16, Buckingham-street, Strand, and of the Carlton Club, 94, Pall Mall, all in Middlesex	... ..	High Court of Justice in Bankruptcy	290 of 1886	Dec. 16, 1887 ...	The sum of £500 paid to the Chief Official Receiver by Colonel Francis Barker Montague, of the Carlton Club, Pall Mall, S.W., to be distributed by him so far as it will go, as follows:—1. In payment of proper fees, costs, charges, and expenses of the Official Receiver. 2. In payment of preferential debts. 3. To divide the balance amongst all unsecured creditors rateably, and pay such Dividend as same will yield in respect of all debts provable under the Receiving Order. From the date of approval by the Court, the scheme of arrangement to be accepted by the creditors in full satisfaction and discharge of all debts due to them from the debtor, from which an absolute Order of Discharge in Bankruptcy would release him. The Receiving Order is rescinded
James, John, and James, Thomas (trading as James Brothers) ... ..	Emlyn House, Nanthir Garw Valley, Glamorganshire	Builders ... ..	Cardiff ... ..	31 of 1887	Dec. 6, 1887 ...	A Composition of 7s. 6d. in the pound on all provable debts, by three instalments of 2s. 6d., at three, six, and nine months from approval by the Court, secured to satisfaction of Official Receiver and W. A. Baker, of Newport, Merchant. Receiving Order rescinded
James, John ... .. (Separate Estate)	Emlyn House, Nanthir Garw Valley, Glamorganshire	Builder, ... ..	Cardiff ... ..	31 of 1887	Dec. 6, 1887 ...	A Composition of 7s. 6d. in the pound on all provable debts, by three instalments of 2s. 6d., at three, six, and nine months from approval by the Court, secured to satisfaction of Official Receiver and W. A. Baker, of Newport, Merchant. Receiving Order rescinded

ORDERS ON APPLICATION TO APPROVE COMPOSITION OR SCHEME—*continued.*

Debtor's Name.	Address.	Description.	Court.	No. of Matter.	Date of Order.	Nature of Scheme or Composition sanctioned or Order made.
James, Thomas (separate Estate)	Emlyn House, Nanthir Garw Valley, Glamorganshire	Builder ... ..	Cardiff ... ..	31 of 1887	Dec. 6, 1887 ...	A Composition of 7s. 6d. in the pound on all provable debts, by three instalments of 2s. 6d., at three, six, and nine months from date of approval by the Court, secured to satisfaction of Official Receiver and W. A. Baker, of Newport, Merchant. Receiving Order rescinded
Harris, Henry ... ..	King-street, Carmarthen ... ..	Cabinet Maker ... ..	Carmarthen ... ..	30 of 1887	Dec. 21, 1887 ...	A Composition of 15s. in the pound, payable by bills due at four, eight, and twelve months from the date of the approval by the Court. All preferential debts and proper fees, costs, charges, and expenses to be paid in full forthwith on approval by the Court. Payment of the preferential debts, fees, costs, charges, and expenses, and the Composition secured by an assignment of debtor's property to a Trustee
Lewis, David Lloyd (trading as Lewis Brothers)	9, Red-street, Carmarthen ... ..	Painter and Decorator ... ..	Carmarthen... ..	26 of 1887	Dec. 21, 1887 ...	Composition of 8s. in the pound upon all debts provable in the bankruptcy, together with the payment in full of all preferential claims and costs incidental to these proceedings. The Composition payable by promissory notes, 4s. in six months, 2s. in nine months, and 2s. in twelve months from the date of approval by the Court
Mercer, Francis George	The Tunnel House, Daventry, North- amptonshire	Assistant Engineer and Surveyor to the Grand Junction Canal Company	Northampton ... ..	2 of 1885	Nov. 30, 1887 ...	To pay in full all preferential debts and proper fees, costs, charges, and expenses, including £20 the costs incurred by the creditors in the bankruptcy. To pay to all unsecured creditors in full discharge of all debts provable under the Receiving Order a Composition, amounting, with the Dividend already paid, to 12s. 6d. in the pound. Payment of preferential debts, fees, costs, charges, and expenses, and the amount required for the residue of the said Composition to be secured by deposit with the Official Receiver of a sum sufficient to discharge the same forthwith on approval by the Court. The Order made by the Court, and dated the 3rd day of June, 1885, appropriating a portion of the debtor's salary discharged and the bankruptcy annulled

NOTICES OF INTENDED DIVIDENDS.

Debtor's Name.	Address.	Description.	Court.	No.	Last Day for Receiving Proofs.	Name of Trustee.	Address.
Bridger, Reuben ... ..	324, High-road, Kilburn, Middlesex ... ..	Draper ... ..	High Court of Justice in Bankruptcy	886 of 1887	Jan. 9, 1888 ...	R. P. Harding, Chief Official Receiver	33, Carey-street, Lincoln's-inn, London, W.C.
Goldsmid, Bartle George (trading as B. G. Goldsmid and Co.)	3, Drapers'-gardens, London ... ..	Stockbroker ... ..	High Court of Justice in Bankruptcy	398 of 1885	Jan. 7, 1888 ...	Frederick Whinney ...	8, Old Jewry, London, E.C.
Pettit, William ... ..	2, Haldane-road, Fulham, and the stables at the rear of 260 and 262, North End-road, Fulham, both in Middlesex	Cowkeeper and Dairyman ...	High Court of Justice in Bankruptcy	178 of 1887	Jan. 9, 1888 ...	R. P. Harding, Chief Official Receiver	33, Carey-street, Lincoln's-inn, London, W.C.
Simson, Joseph Kingsbury (trading as J. K. Simson and Co.)	97, Patshull-road, Kentish Town, lately trading at 163, Gower-street, both in Middlesex	Wholesale Importer of Musical Instruments	High Court of Justice in Bankruptcy	742 of 1887	Jan. 7, 1888 ...	John Seear ... ..	23, Holborn Viaduct, London, E.C.
Davis, Isaac ... ..	Argoedfawr, Llanfihangel Geneurglyn, Cardiganshire	Farmer and Sheep Dealer ...	Aberystwith ...	14 of 1887	Jan. 7, 1888 ...	Thomas Thomas, Official Receiver	11, Quay-street, Carmarthen
Gregory, Charles Frederick	High-street, Barnet, and May's-lane, Barnet, Hertfordshire	Baker and Dairyman ...	Barnet ... ..	4 of 1887	Jan. 10, 1888 ...	E. Fewings ... ..	93, Cannon-street, London
Robarts, Henry ... ..	Biggleswade, Bedfordshire ... ..	Grocer and Furniture Dealer	Bedford ... ..	10 of 1885	Jan. 31, 1888 ...	W. G. Carter Mitchell	8, St. Paul's-square, Bedford
Davies, David Thomas Barham, Arnold Foster and	Cicely Croft, Bell-lane, Erdington, Warwickshire 56, Carlyle-road, Edgbaston, Birmingham						
Hall, James (trading as Saunders, Davies, and Co.)	Sycamore Cottage, Bell-lane, Erdington, Warwickshire Ryland Works, Upper Tower-street, Birmingham	Brassfounders ... ..	Birmingham ...	94 of 1887	Jan. 6, 1888 ...	J. Walter G. Hill ...	86, Colmore-row, Birmingham
Davies, David Thomas (Separate Estate)	Cicely Croft, Bell-lane, Erdington, Warwickshire	Brassfounder ... ..	Birmingham ...	94 of 1887	Jan. 6, 1888 ...	J. Walter G. Hill ...	86, Colmore-row, Birmingham
Barham, Arnold Foster (Separate Estate)	56, Carlyle-road, Edgbaston, Birmingham ...	Brassfounder ... ..	Birmingham... ..	94 of 1887	Jan. 6, 1888 ...	J. Walter G. Hill ...	86, Colmore-row, Birmingham
Barker, William ... ..	Lately trading at the Dog and Partridge Inn, Charnock Richard, Lancashire	Innkeeper ... ..	Bolton ... ..	36 of 1887	Jan. 7, 1888 ...	Joseph Smith ... ..	Chorley, Auctioneer
Sidlow, Ann ... ..	250, St. Helen's-road, Over Hulton, near Bolton, Lancashire	Milliner and Dressmaker, Spinster	Bolton ... ..	25 of 1887	Jan. 9, 1888 ...	William Thomas Ryan	3, Chatham-street, Piccadilly, Manchester
Winterburn, Thomas ...	41, Princeville and Mount-street Dye Works, both in Bradford, Yorkshire	Dyer ... ..	Bradford ... ..	47 of 1887	Jan. 6, 1888 ...	James Clough Wright	Market-street-chambers Bradford

NOTICES OF INTENDED DIVIDENDS—continued.

Debtor's Name.	Address.	Description.	Court.	No.	Last Day for Receiving Proofs.	Name of Trustee.	Address.
Ogilvy, Donald Bruce ...	13, Oriental-place, Brighton, Sussex ...	...	Brighton ...	24 of 1886	Jan. 4, 1888 ...	Frederick George Clark	56, Ship-street, Brighton, Chartered Accountant
Riley, Thomas Wilkinson (trading as J. Riley)	99, Burnley-road, Padiham, Lancashire ...	Printer, lately trading as a Printer, Stationer, and News Agent	Burnley ...	14 of 1887	Jan. 6, 1888 ...	Thomas Edelston, Official Receiver	14, Chapel-street, Preston
Allin, Philip Henry ...	Lately residing at Harpenden, Hertfordshire, now residing at 27, City-road, Cambridge, and trading at 111 and 112, Fitzroy-street, Cambridge	Ironmonger and Glass and China Dealer	Cambridge ...	3 of 1887	Jan. 5, 1888 ...	R. Peters ...	7, Downing - street, Cam- bridge
Rowe, Frederick Adams...	27, Trinity-street, Cambridge ...	Wine, Spirit, and Cigar Merchant	Cambridge ...	1 of 1887	Jan. 28, 1888 ...	R. Peters ...	7, Downing - street, Cam- bridge
Ealding, Daniel ...	43, High-street, Folkestone, Kent ...	Cook and Confectioner ...	Canterbury ...	60 of 1886	Jan. 9, 1888 ...	Edward Mannering ...	Lundy House, London- road, Dover
James, John, and James, Thomas (trading as James Brothers) ...	Emlyn House, Nanthir Garw Valley, Glamor- ganshire	Builders ...	Cardiff ...	31 of 1887	Jan. 6, 1888 ...	T. H. Stephens, Official Receiver	3, Crockherbtown, Cardiff
Taylor, David Glasier ...	6, Park Hall-buildings, Crockherbtown, Cardiff	Silk Mercer and Dress and Mantle Maker	Cardiff ...	18 of 1887	Jan. 7, 1888 ...	F. H. Collison ...	99, Cheapside, London, E.C.
Barrow, George William...	Residing at 1, Lorne - villas, Leckhampton, and lately trading at 371, High-street, Chel- tenham, both in Gloucestershire	Jeweller ...	Cheltenham...	11 of 1887	Jan. 7, 1888 ...	John Gaspard Villar ...	8, Clarence-street, Chelten- ham
Stafford, William ...	Lately trading at 68, Westow-hill, Upper Norwood, Surrey	Boot Manufacturer ...	Croydon ...	35 of 1886	Jan. 5, 1888 ...	Augustus C. Palmer ...	7 and 8, Railway Approach, London-bridge, S.E.
Buckley, William (trading as Isaac Buckley and Sons)	Ravens Wharf Mills, Dewsbury, Yorkshire ...	Worsted and Yarn Spinner	Dewsbury ...	44 of 1886	Jan. 6, 1888 ...	William Henry Armi- tags	23, John William - street, Huddersfield
Ashton, Henry ...	Salterhebble, near Halifax, Yorkshire ...	Brewer ...	Halifax ...	9 of 1887	Jan. 7, 1888 ...	Thomas England, Offi- cial Receiver	Townhall-chambers, Halifax
Bell, Robert ...	Oaks Green, Rastrick, Yorkshire...	Joiner and Builder ...	Halifax ...	29 of 1887	Jan. 7, 1888 ...	Thomas England, Offi- cial Receiver	Townhall-chambers, Halifax
Bottomley, John ... (Separate Estate)	113, Bolton Brow, Sowerby Bridge, Yorkshire	Printer, trading with Joseph Moses Wilson Crook and Fred Worsick, as Crook and Co.	Halifax ...	12 of 1887	Jan. 7, 1888 ...	Thomas England, Offi- cial Receiver	Townhall-chambers, Halifax



NOTICES OF INTENDED DIVIDENDS—*continued.*

No	Debtor's Name.	Address.	Description.	Court.	No.	Last Day for Receiving Proofs.	Name of Trustee.	Address.	
No 25769.	Dixon, James and Mitchell, Tom (trading as Dixon and Mitchell)	8, Wood-terrace, Calder and Hebble, Halifax, Yorkshire Formerly Exley Bank, Salterhebble, Halifax, now Victoria-road, Elland, Yorkshire Victoria Rooms, Elland	Musical Instrument Dealers and Music Sellers	Halifax	19 of 1887	Jan. 7, 1888	Thomas England, Official Receiver	Townhall-chambers, Halifax	
	Gledhill, Luke	Law-lane, Southowram, near Halifax, Yorkshire	Wheelwright...	Halifax	31 of 1887	Jan. 7, 1888	Thomas England, Official Receiver	Townhall-chambers, Halifax	
	Holden, John	The Hal, Illingworth, Halifax, Yorkshire	Assistant Schoolmaster	Halifax	8 of 1887	Jan. 7, 1888	Thomas England, Official Receiver	Townhall-chambers, Halifax	
	N	Mitchell, John	12, Bull-green and 22 and 23, Market Hall, all in Halifax, Yorkshire	Fish, Fruit, and Game Dealer	Halifax	24 of 1886	Jan. 7, 1888	Thomas England, Official Receiver	Townhall-chambers, Halifax
		Myers, Edward	Heath View and Horton-street, both in Halifax, Yorkshire, formerly of Critic's-chambers, Halifax	Cabinet Maker	Halifax	36 of 1887	Jan. 7, 1888	Thomas England, Official Receiver	Townhall-chambers, Halifax
		Shaw, Joseph	Ainley Bottom, Huddersfield-road, Elland, Yorkshire	Grocer and Draper	Halifax	10 of 1887	Jan. 7, 1888	Thomas England, Official Receiver	Townhall-chambers, Halifax
		Smith, Herbert	Chester-road, Akroydon, Halifax, Yorkshire	Mill Manager	Halifax	16 of 1887	Jan. 7, 1888	Thomas England, Official Receiver	Townhall-chambers, Halifax
		Swift, Benjamin	Brook's Fold, Elland, Yorkshire	Coal Merchant	Halifax	24 of 1887	Jan. 7, 1888	Thomas England, Official Receiver	Townhall-chambers, Halifax
		Symons, Stephen	The Talbot Hotel, Halifax, Yorkshire	Innkeeper	Halifax	35 of 1887	Jan. 7, 1888	Thomas England, Official Receiver	Townhall-chambers, Halifax
		Hunt, Tom Oliver	Baron's Cross Lodge, Leominster, Herefordshire	Surgeon and Apothecary	Leominster	3 of 1887	Jan. 13, 1888	M. J. G. Scobie, Official Receiver	2, Offa-street, Hereford
	Scandrett, William	The Gaer, Michaelchurch-on-Arrow, Radnorshire	Farmer	Leominster	2 of 1887	Jan. 13, 1888	M. J. G. Scobie, Official Receiver	2, Offa-street, Hereford	
	Hassall, James Maybank	Residing and trading at 91, 97, and 99, Scotland-road, Liverpool	Paper Hangings and Furniture Dealer	Liverpool	70 of 1887	Jan. 4, 1888	Thomas Theodore Rogers	30, North John-street, Liverpool	
	Thomas, Griffith	Crown Inn, Cwmtwrch, Swansea Valley, Glamorganshire	Licensed Victualler and Tailor	Neath	16 of 1886	Jan. 4, 1888	William Rosser, Official Receiver	6, Rutland-street, Swansea	
	Simmons, George Henry	3, Market-buildings, and West End, Builth, Breconshire	Jeweller and Silversmith	Newtown	16 of 1887	Jan. 13, 1888	J. D. Davies	Official Receiver, Llanidloes	

NOTICES OF INTENDED DIVIDENDS—continued.

Debtor's Name.	Address.	Description.	Court.	No.	Last Day for Receiving Proofs.	Name of Trustee.	Address.
Wood, James Henry ...	1, Bridge-street, Northampton ... ..	Watchmaker and Jeweller ...	Northampton ...	30 of 1886	Jan. 31, 1888 ...	W. G. Carter Mitchell	8, St. Paul's-square, Bedford
Dyson, Eli, and Dyson, Thomas (trading as John Dyson and Sons) ...	Bardsley-street, Waterhead Mill, Oldham, and 11, Howard-street, Waterhead Mill, Oldham	Joiners and Builders ...	Oldham ... ..	8 of 1887	Jan. 14, 1888 ...	David Alexander McNeight	8, Fenwick-street, Liver- pool
Wiseman, John Joseph ...	Weston Hills, Spalding, Lincolnshire ... ..	Farmer ... ..	Peterborough ...	4 of 1887	Jan. 6, 1888 ...	John Ellison, Official Receiver	5, Petty Cury, Cambridge
Hully, Richard (trading as Richard Hully and Co.)	1 and 2, New-road, Lancaster ... ..	Pale Ale and Wine Merchant	Preston ... ..	4 of 1887	Jan. 5, 1888 ...	Henry Davics ... ..	5, Winckley-street, Preston
Rodgers, William Fox ... (Deceased)	Late 7, Crabtree-lane, and Market-place, and Norfolk-street, all in Sheffield, Yorkshire	Stationer ... ..	Sheffield ... ..	89 of 1887	Jan. 20, 1888 ...	William J. Clegg, Official Receiver	Figtree-lane, Sheffield
Evans, Thomas ... ..	232, High-street, Swansea, Glamorganshire ...	Draper ... ..	Swansea ... ..	31 of 1887	Jan. 4, 1888 ...	William Rosser, Official Receiver	6, Rutland-street, Swansea
Pope, Henry Alexander (trading as H. A. Pope and Co. and Pope Brothers)	Residing at the Bank Hotel, Wind-street, Swansea, and trading at the Bank Hotel and the Old Hafod Brewery, Strand, Swansea, Glamorganshire	Licensed Victualler and Mineral Water Manufac- turer	Swansea ... ..	40 of 1887	Jan. 4, 1888 ...	William Rosser, Official Receiver	6, Rutland-street, Swansea
Syer, Charles (trading as Charles Syer and Co.)	224, High-street, Swansea, Glamorganshire ...	Clothier ... ..	Swansea ... ..	30 of 1887	Jan. 4, 1888 ...	William Rosser, Official Receiver	6, Rutland-street, Swansea
Williams, Thomas... ..	Tyr Syre, Sketty, Swansea, Glamorganshire ...	Builder ... ..	Swansea ... ..	28 of 1887	Jan. 5, 1888 ...	William Rosser, Official Receiver	6, Rutland-street, Swansea
Bradford, William ...	Hednesford-road, Cannock, Staffordshire, and Hamstead, parish of Perry Barr, Warwick- shire	Builder and Brick Manu- facturer	Walsall ... ..	39 of 1886	Jan. 6, 1888 ...	Edwin Pritchard ...	St. Peter's - close, Wolver- hampton
Hill, Caleb Felix Elisha ...	Heath End, Pelsall, Staffordshire ... ..	Butcher ... ..	Walsall ... ..	17 of 1887	Jan. 6, 1888 ...	Edwin Pritchard ...	St. Peter's - close, Wolver- hampton
Draper, Joseph ... ..	Bridge Wharf, Battersea, Surrey... ..	Packing Case Maker ...	Wandsworth ...	87 of 1887	Jan. 14, 1888 ...	Ernest Foreman ...	67, Gracechurch-street, Lon- don, E.C.
Lock, Anthony Easterby... ..	192, Upper Richmond-road, Putney, Surrey ...	Oilman ... ..	Wandsworth ...	35 of 1887	Jan. 20, 1888 ...	Official Receiver ...	109, Victoria-street, West- minster, S.W.
Shore, William James ...	Residing at Stanley-villas, Runcorn, Cheshire, and trading at Alexandra-buildings, Runcorn	Agent... ..	Warrington ...	2 of 1887	Jan. 6, 1888 ...	John Wilson Light- burn	24, Bridge-street, Runcorn

NOTICES OF DIVIDENDS.

Debtor's Name.	Address.	Description.	Court.	No.	Amount per Pound.	First, or Final, or Otherwise.	When Payable.	Where Payable.
Bloomfield, Robert (trading as R. Bloomfield and Co.)	The Imperial Saw Mills and 129 and 90, Conway-street and 90, Goldstone-villas, all in Hove and Aldrington Basin, Aldrington, all in Sussex	Builders' Merchant ...	High Court of Justice in Bankruptcy (transferred from Brighton)	1135 of 1884	1s. 8d.	Second	Dec. 30, 1887, and subsequent Fridays	24, Upper Thames - street, London, E.C.
Forbes, James (trading as Jones and Forbes)	149 and 150, Shoreditch High-street, Middlesex, Manchester, Lancashire, Newcastle - on - Tyne, Northumberland, and Falkirk, Stirlingshire, also trading with R. Bloomfield, as Bloomfield and Co., at 90, Goldstone-villas, Brighton, Conway-street, Hove, and Aldrington Basin, Portslade, all in Sussex, Builders' Merchants, and Timber, Cement, and Stone Merchants	Ironfounder and Factor	High Court of Justice in Bankruptcy	783 of 1884	6d.	Third	Dec. 30, 1887, and subsequent Fridays	24, Upper Thames-street, E.C.
Johnston, Francis Henry	The General Post Office, St. Martin's-le-Grand, London, and 1, Chester-villas, Teddington, Middlesex	Clerk in the General Post Office	High Court of Justice in Bankruptcy	75 of 1884	1s. 11d.	Third	Any day (except Saturday) between 11 and 2	Offices of the Chief Official Receiver, 33, Carey-street, Lincoln's-inn, London
Stidder, James George (trading as J. G. Stidder and Co.)	50, Southwark Bridge-road, lately residing at 172, Loughborough-road, Brixton, both in Surrey, lately carrying on business at 172, High-street, Notting Hill, Middlesex Also carrying on business at the Victoria Toilet Club, 2, Marlborough-mansions, Victoria-street, Westminster, Middlesex	Sanitary Engineer ... Hairdresser	High Court of Justice in Bankruptcy	511 of 1887	2s. 1d.	First and Final	Jan. 3, 1888 ...	Offices of Messrs. Monkhouse, Goddard, and Co., 28 and 29, St. Swithin's-lane, E.C.
Hughes, George Barnett	Menai-street, Port Dinorwic, Carnarvonshire, formerly trading at 43, Bridge-street, Carnarvon	Butcher ...	Bangor ...	12 of 1886	5½d.	Second and Final	Dec. 30, 1887 ...	Official Receiver's Offices, Chester
Jones, William ...	29, Snowdon-street, Portmadoc, Carnarvonshire	Builder and Contractor...	Bangor ...	10 of 1886	3½d.	Second and Final	Dec. 30, 1887 ...	Official Receiver's Offices, Chester
Williams, Evan ...	Llanengan, Carnarvonshire ...	Shoemaker ...	Bangor ...	81 of 1886	3d.	First and Final	Dec. 30, 1887 ...	Official Receiver's Offices, Chester
White, Thomas Yoxen ...	Keeley Farm, Wootton, Ashbrook's Farm, Marston, and Langford, all in Bedfordshire	Farmer ...	Bedford ...	4 of 1887	2½d.	First and Final	Jan. 4, 1888 ...	Trustee's Office, Market-square, Biggleswade
Hall, William ...	74, Pall Mall, Chorley, Lancashire, and lately trading at 6, Golden-street, Leyland, Lancashire	Draper ...	Bolton ...	23 of 1887	8s. 1½d.	First and Final	Dec. 24, 1887, or subsequent days, between 10 and 5	Office of Trustee, William Stavert, 1, Piccadilly, Manchester

NOTICES OF DIVIDENDS—continued.

Debtor's Name.	Address.	Description.	Court.	No.	Amount per Pound.	First, or Final, or Otherwise.	When Payable.	Where Payable.
Clarke, Charles Albert ...	Thornhill-street, Calverley, Yorkshire ...	Boot and Shoe Maker ...	Bradford ...	54 of 1887	2s. 10½d.	First and Final	Jan. 2, 1888 ...	Official Receiver's Chambers, 31, Manor-row, Bradford
Taylor, James ...	402, Manchester-road, Bradford ...	House Decorator... ..	Bradford ...	21 of 1887	3s. 8d.	First and Final	Jan. 2, 1888... ..	Official Receiver's Chambers, 31, Manor-row, Bradford
Etherington, Alfred ...	Rumbolds Hill, Midhurst, Sussex ...	Auctioneer, Cabinet Maker and Upholsterer	Brighton ...	7 of 1887	6d.	Second and Final	Jan. 5, 1888 ...	The Official Receiver's Office, 4, Pavilion-buildings, Brighton
Sanders, Samuel ...	Midhurst, Sussex ... ..	Coal Merchant ... ..	Brighton ...	79 of 1886	3½d.	Second and Final	Jan. 6, 1888 ...	The Official Receiver's Office, 4, Pavilion-buildings, Brighton
Cooper, Thomas ...	Residing at Sandybrook, Ashbourne, Derbyshire, and trading in Clifton-road, near Ashbourne	Common Brewer... ..	Burton-on-Trent ...	2 of 1886	9d. (3s. 3d. on new proofs)	Second	Dec. 29, 1887 ...	Offices of T. H. Harrison, 18 Wardwick, Derby
Hambrook, Samuel Dean	4A, Church-street and 13, the Lees, Folkestone, Kent	Upholsterer, and Undertaker, and Lodging-house Keeper	Canterbury ...	33 of 1887	13s. 4d.	First	Jan. 9, 1888 ...	40, Finsbury - pavement, London, E.C.
Jenkins, David ...	26, Tudor-road, Cardiff, Glamorganshire ...	China Dealer and General Warehouseman	Cardiff ...	22 of 1887	4s. 4d.	First and Final	Dec. 23, 1887 ...	Office of the Official Receiver, 3, Crockherbtown, Cardiff
Backhouse, Thomas ...	Wath, Holme Cultram, Cumberland ...	Yeoman and Farmer ...	Carlisle ...	40 of 1887	3s. 6½d.	First and Final	Dec. 31, 1887 ...	Office of James Lovett, the Trustee, 30, Castle-street, Carlisle
Calwell, Robert ...	Stonebridgelees, near Faugh, Hayton, Cumberland	Farmer .. ..	Carlisle ...	28 of 1887	4s. 4½d.	First and Final	On and after Dec. 23, 1887	Official Receiver's Offices, 34, Fisher-street, Carlisle
Hodgkinson, Joseph ...	Green-lane, Derby ... ..	Butcher and Cattle Dealer	Derby ...	34 of 1887	3s. 4d.	First	Dec. 23, 1887 ...	Office of T. H. Harrison's, 18, Wardwick, Derby
Whittaker, Thomas ...	Heanor, Derbyshire ... ..	Builder ... ..	Derby ...	33 of 1887	2s.	First	Dec. 23, 1887 ...	Office of T. H. Harrison's, 18, Wardwick, Derby
Clayton, Franklin ...	11, Hanover-street and 6, Southgate, both in Halifax, Yorkshire	Grocer and Provision Dealer	Halifax ...	26 of 1887	11s. 3½d.	First and Final	Dec. 24, 1887 ...	Official Receiver's Office, Halifax
Shaw, Joseph, and Shaw, Edwin (trading as Joseph Shaw and Son) ...	Cote Hill, Warley, near Halifax, Yorkshire	Bobbin Makers ... ..	Halifax ...	25 of 1887	4s.	First and Final	Dec. 24, 1887 ...	Official Receiver's Office, Halifax

NOTICES OF DIVIDENDS—continued.

No. 25769.

Debtor's Name.	Address.	Description.	Court.	No.	Amount per Pound.	First, or Final, or Otherwise.	When Payable.	Where Payable.
Ridley, Herbert ...	57, Westgate-street, Ipswich, Suffolk ...	General Warehouseman	Ipswich ...	24 of 1887	3s. 5d.	First and Final	Dec. 29, 1887 ...	The Offices of the Official Receiver, 2, Westgate-street, Ipswich
Wilson, John Douglas ...	Ibstock, Leicestershire ...	Draper ...	Leicester ...	19 of 1887	4s.	First and Final	Dec. 28, 1887 ...	66, Coleman-street, London, E.C.
Mangles, John (trading as John Mangles and Co.)	Lansdowne-road, Didsbury, and 39, Major-street, Manchester, both in Lancashire	Drysalter...	Manchester ...	85 of 1885	0 <sup>2</sup> / <sub>18</sub> d.	Supplementary	Dec. 28, 1887 ...	Offices of the Trustee, James Eckersley, 46, Pall Mall, Manchester
Frampton, Robert William	59 and 61, High-street, Ventnor, Isle of Wight	Baker, Confectioner, and Dairyman	Newport and Ryde...	18 of 1887	12s. 6d.	First	Dec. 24, 1887 ...	Official Receiver's Office, Newport, Isle of Wight
Wiltshire, William, the younger	57, Union-street, Ryde, Isle of Wight ...	Tailor and Outfitter ...	Newport and Ryde...	10 of 1886	3s. 4d.	First	Dec. 28, 1887 ...	Official Receiver's Office, Newport, Isle of Wight
Williams, John Hezekiah (lately trading as Williams and Co.)	Residing at Llan Panteg House, Chepstow-road, Newport, Monmouthshire, lately carrying on business at Alexandra-road, Newport, and Duckpool-road, Maindee, Newport	Grocer ...	Newport, Mon. ...	37 of 1887	2d.	First	Dec. 28, 1887 ...	Official Receiver's Office, 12, Tredegar - place, Newport, Monmouthshire
Lowndes, Octavius Selby	Little Linford, Buckinghamshire ...	Clerk in Holy Orders ...	Northampton ...	23 of 1885	7s. 6d.	First and Final	Jan. 6, 1888 ...	County Court - buildings, Northampton
Burrows, Alfred Minns ...	Essex-street, Heigham, Norwich ...	Commission Agent ...	Norwich ...	23 of 1887	2s.	First and Final	Dec. 24, 1887 ...	Official Receiver's Office, 8, King-street, Norwich
Lebbell, Isaac ...	Scoulton, Norfolk ...	Blacksmith ...	Norwich ...	5 of 1887	7 <sup>1</sup> / <sub>2</sub> d.	First and Final	Dec. 24, 1887 ...	Official Receiver's Office, 8, King-street, Norwich
Lineker, William ...	Stanton-on-the-Wolds, Nottinghamshire, and Sycamore Hall, Old Basford, Nottingham	Farmer ...	Nottingham ...	28 of 1887	2s. 4d.	First	Jan. 2, 1888 ...	Official Receiver's Offices, 1, High-pavement, Nottingham
Hopkins, Edward ...	30, Church-road, Stoke Newington, Middlesex, lately residing and trading at Parkstone, Dorsetshire, and previously residing and trading at 131, High-street, Poole, with Samuel Vallis Hopkins	Late Grocer and Wine and Spirit Merchant, now out of business	Poole... ...	12 of 1887	2s.	First	Dec. 30, 1887 ...	Official Receiver's Offices, Salisbury
Ramsden, George (trading as G. Ramsden and Co.)	26, Lune-street, Lancaster, Lancashire ...	Mat and Matting Manufacturer	Preston ...	3 of 1885	6 <sup>1</sup> / <sub>2</sub> d.	First and Final	Dec. 30, 1887 ...	Office of Thomas Armitstead, Cheapside, Lancaster

NOTICES OF DIVIDENDS—continued.

Debtor's Name.	Address.	Description.	Court.	No.	Amount per Pound.	First, or Final, or Otherwise.	When Payable.	Where Payable.
Hinkley, William ...	Castle-road, Luton, Chatham, Kent, lately residing and trading at Luton-road, Chatham, Kent	Builder ... ..	Rochester ... ..	10 of 1887	10½d.	First and Final	Dec. 24, 1887 ...	Official Receiver's Office, High-street, Rochester
Bailey, Arthur Martin ...	Middle Portland-terrace, and Garfield Villa, Alma-road, Portswood, both in Southampton	Builder ... ..	Southampton ... ..	13 of 1887	1s. 8d.	First	Dec. 29, 1887 ...	2, High-street, Southampton
Welbourn, Edward ...	Ilkley, late Ropergate, Pontefract, Yorkshire	Jeweller ... ..	Wakefield ... ..	15 of 1887	1s. 6½d.	First and Final	Dec. 28, 1887 ...	Official Receiver's Office, Bond-terrace, Wakefield
Hale, Caleb ... ..	The Halfway House, Chadsmoor, parish of Cannock, Staffordshire	Beer Retailer and Boot and Shoe Maker	Walsall ... ..	42 of 1886	2s. 9d.	First and Final	On and after Dec. 22, 1887	Official Receiver's Office, St. Peter's-close, Wolverhampton
Priddis, Matilda, and Godwin, Frances (trading as Priddis and Godwin) ...	Formerly 108, High-street, now 38, Jewry-street, both in Winchester	Boot and Shoe Makers ...	Winchester ... ..	10 of 1887	2s. 0½d.	First and Final	Dec. 29, 1887 ...	Official Receiver's Office, 4, East-street, Southampton
Spicer, Frank ... ..	Fleet Farm, Fleet, Hampshire ... ..	Farmer ... ..	Winchester ... ..	13 of 1886	1s. 11½d.	First and Final	Dec. 29, 1887 ...	Official Receiver's Office, 4, East-street, Southampton
White, David ... ..	The Hermitage, Eastrop, near Basingstoke, and Basingstoke, Hampshire	Auctioneer ... ..	Winchester ... ..	15 of 1886	1s. 4d.	First and Final	Dec. 29, 1887 ...	Official Receiver's Office, 4, East-street, Southampton
Ensor, William Joseph ... and Thomas, Stephen Thorpe	Commercial-road, Wolverhampton, Staffordshire	Galvanizers and Manufacturers of Galvanized Goods	Wolverhampton ... ..	7 of 1887	3s. 9d.	First and Final	Dec. 28, 1887 ...	Trustee's Office, 22, Darlington-street, Wolverhampton
Smith, Levi ... ..	The Woolpack Inn, Shortheath, near Wolverhampton, Staffordshire	Licensed Victualler ...	Wolverhampton ... ..	45 of 1886	3s. 10½d.	First and Final	On and after Dec. 22, 1887	Official Receiver's Office, St. Peter's-close, Wolverhampton
Badger, Thomas ... ..	14, Bridge-street, Evesham, Worcestershire	Hatter ... ..	Worcester ... ..	35 of 1887	5s. 10d.	First and Final	Dec. 31, 1887 ...	Official Receiver's Office, Worcester
<i>The following Amended Notice is substituted for that published in the London Gazette of the 9th December, 1887.</i>								
Morris, John ... ..	Highstone Shop, Blaenau Festiniog ...	Grocer and Provision Dealer	Bangor ... ..	14 of 1884	2s. 6d.	Third and Final	Dec. 30, 1887 ...	Crypt-chambers, Chester

APPLICATIONS FOR DEBTORS' DISCHARGE.

Debtor's Name.	Address.	Description.	Court.	No.	Day fixed for Hearing.
Ball, Walter ... ..	32, Middlesex-street, Aldgate, London ... ..	Baker ... ..	High Court of Justice in Bankruptcy	1204 of 1887	Jan. 25, 1888, 11 A.M.
Dyson, James Edwin ... ..	46, Duke-street, Manchester-square, Middlesex, formerly the Beach House Hotel, Westgate-on-Sea, and the Railway Hotel, Broadstairs, both in Kent, and afterwards of the Wool Exchange Toilet-Club, Coleman-street, London, and the Stamford Hill Cigar Stores, Stamford Hill, and the Red Lion and Spread Eagle, 94, High-street, Whitechapel, both in Middlesex	Licensed Victualler, now out of business ...	High Court of Justice in Bankruptcy	423 of 1887	Jan. 23, 1888, 11 A.M.
Elmes, William Henry ... ..	127, Graham-road, Hackney, London, E., and lately trading at 131, Curtain-road, London, E.C.	Cabinet Maker ... ..	High Court of Justice in Bankruptcy	413 of 18	Jan. 23, 1888, 11 A.M.
Jack, Arthur ... ..	Dagmar House-promenade, and Gwernant, Pittville-circus, both in Cheltenham, Gloucestershire	Jeweller and Silversmith ... ..	High Court of Justice in Bankruptcy transferred from Cheltenham	522 of 1887	Jan. 27, 1888, 11 A.M.
Kurtzig, Louie ... ..	Late 3, Dyers-buildings, Holborn, London, present address unknown	... ..	High Court of Justice in Bankruptcy	832 of 1887	Jan. 26, 1888, 11.30 A.M.
Smith, Richard (trading as Prossers) ...	16, Gracechurch-street, London, and lately the Old White Horse, now the Talbot, 64, London Wall, London, residing at 19, Marquis-road, Canonbury, Middlesex	Licensed Victualler ... ..	High Court of Justice in Bankruptcy	913 of 1886	Jan. 24, 1888, 11 A.M.
Chapman, Walter William ... ..	Standon Lodge, Standon, Hertfordshire ... ..	Farmer ... ..	Hertford ... ..	7 of 1885	Feb. 1, 1888, 12 noon, Shirehall, Hertford
Harrison, Benjamin ... ..	Clough Bottom, Longwood, parish of Huddersfield, Yorkshire	Contractor ... ..	Huddersfield ... ..	12 of 1887	Jan. 20, 1888, 11 A.M.
Beckett, George Slater (trading as G. S. Beckett and Co.)	Residing at 34, Pelham-grove, Sefton Park, Liverpool, and trading at 3, Vernon-street, Liverpool	Builders' Merchant ... ..	Liverpool ... ..	22 of 1887	Jan. 20, 1888, 11 A.M.
Folland, Nisbet Spicer ... ..	59, Hertford-road, Bootle, Lancashire and Queen Insurance-buildings, Dale-street, Liverpool	Stock and Share Broker ... ..	Liverpool ... ..	114 of 1887	Jan. 20, 1888, 11 A.M.
Thresh, William Ellis ... ..	Late of Lytham-street, now of 44, Coronation-street, both in Blackpool, Lancashire	Plumber and General Dealer ... ..	Preston ... ..	2 of 1885	Jan. 24, 1888
Hudson, John ... ..	27, Parliament-street, York ... ..	Boot and Shoe Dealer ... ..	York ... ..	34 of 1885	Feb. 7, 1888, 11 A.M., at Guildhall, York

**ORDERS MADE ON APPLICATION FOR DISCHARGE**

Debtor's Name.	Address.	Description.	Court.	No.	Date of Order.	Nature of Order made.	Grounds named in Order for refusing an Absolute Order of Discharge.
Sharman, William ...	1, Billiter-square-buildings, Billiter-square, London	Hemp and Flax Broker, trading with Alfred Henry C. ting, as Sharman, C. ting, and Co.	High Court of Justice in Bankruptcy	547 of 1887	Nov. 22, 1887	Discharge suspended for five years. Bankrupt to be discharged as from the 22nd November, 1892	Bankrupt had omitted to keep such books of account as are usual and proper in the business carried on by him, and as sufficiently disclose his business transactions and financial position within the three years immediately preceding his bankruptcy; had continued to trade after knowing himself to be insolvent; had brought on his bankruptcy by rash and hazardous speculations, and unjustifiable extravagance in living; and had on a previous occasion made a statutory composition with his creditors
Stephens, Joseph ...	79, C Avenue, Central Meat Market, London, and 125, Tufnell Park-road, Holloway, Middlesex	Meat Salesman ...	High Court of Justice in Bankruptcy	1061 of 1886	Nov. 22, 1887	Discharge suspended for seven years. Bankrupt to be discharged as from the 22nd November, 1894	Bankrupt had omitted to keep such books of account as are usual and proper in the business carried on by him, and as sufficiently disclose his business transactions and financial position within the three years immediately preceding his bankruptcy; had continued to trade after knowing himself to be insolvent; had contracted a debt provable in the bankruptcy without having at the time of contracting it any reasonable or probable ground of expectation of being able to pay it; and had wilfully failed to perform the duties imposed on him by the 24th section of the Bankruptcy Act, 1863
Verdin, Albert ...	The Running Horses, 42, Blackfriars-road, Surrey	Licensed Victualler ...	High Court of Justice in Bankruptcy	1371 of 1886	Nov. 22, 1887	Discharge suspended for twelve months. Bankrupt to be discharged as from the 22nd November, 1888	Bankrupt had omitted to keep such books of account as are usual and proper in the business carried on by him, and as sufficiently disclose his business transactions and financial position within the three years immediately preceding his bankruptcy; and had continued to trade after knowing himself to be insolvent
Dell, Robert, jun. ...	St. Peter's Vicarage House, 117, Bristol-street, Birmingham, Warwickshire	Gentleman ...	Birmingham ...	48 of 1887	Oct. 20, 1887	Discharge suspended for three years. Bankrupt to be discharged as from the 20th October, 1890	



ORDERS MADE ON APPLICATION FOR DISCHARGE—*continued.*

Debtor's Name.	Address.	Description.	Court.	No.	Date of Order.	Nature of Order made.	Grounds named in Order for refusing an Absolute Order Discharge.
Sytner, Hill ... ..	59, Carolinc-street, Birmingham, Warwickshire, and residing at 50, Calthorpe-road, Birmingham	Merchant ... ..	Birmingham ... ..	54 of 1887	Nov. 17, 1887	Discharge granted subject to the following condition, viz.:—Bankrupt to consent to judgment being entered against him in the County Court of Warwickshire, holden at Birmingham, by the Official Receiver for the sum of £2,000, and upon such consent being given judgment may be entered for £2,000 and £1 10s. for costs of judgment	
Rimes, Richard Hucknall	32, Darley-street and 1, Belle Vue, both in Bradford	Boot and Shoe Maker ... ..	Bradford ... ..	31 of 1884	Nov. 29, 1887	Discharge suspended for one month	Bankrupt's books were insufficiently kept, and he had continued to trade knowing himself to be insolvent
Adams, John ... ..	29, Coity-road, Bridgend, Glamorganshire	Travelling Draper ... ..	Cardiff ... ..	72 of 1886	Oct. 4, 1887 ...	Bankrupt to be discharged in three months from date of Order	Bankrupt had omitted to keep books of account; had continued to trade after knowing himself to be insolvent; had contracted debts without any reasonable expectation of being able to pay same; and had entered into a private arrangement with his creditors in 1872 and paid them 10s. in the pound
Evans, David ... ..	Llainolen, Llanfihangel Rhosycorn, Carmarthenshire	Timber Merchant and Farmer	Carmarthen ... ..	7 of 1886	Oct. 19, 1887	Discharge be suspended for twenty-four hours. Bankrupt to be discharged as from the 20th October, 1887	Bankrupt had omitted to keep proper books of account, and had continued to trade after knowing himself to be insolvent
Morgan, Samuel ... ..	Boidir, Lampeter, Cardiganshire	Farmer ... ..	Carmarthen ... ..	20 of 1886	Oct. 19, 1887	Discharge suspended for three months. Bankrupt to be discharged as from the 19th January, 1888	Bankrupt had continued to trade after knowing himself to be insolvent, and had contracted debts provable in bankruptcy without having at the time of contracting the same any reasonable ground of expectation of being able to pay them
Carter, George Roe ... ..	119, Anerley-road, Penge, Surrey	Physician and Surgeon ... ..	Croydon ... ..	13 of 1887	Oct. 25, 1887	Discharge suspended for seven days from date of Order. Bankrupt discharged as from the 1st November, 1887	Bankrupt had omitted to keep such books of account as are usual and proper in the business carried on by him, and as sufficiently disclose his business transactions and financial position within the three years immediately preceding his bankruptcy

ORDERS MADE ON APPLICATION FOR DISCHARGE—*continued.*

Debtor's Name.	Address.	Description.	Court.	No.	Date of Order.	Nature of Order made.	Grounds named in Order for refusing an Absolute Order of Discharge.
Moore, Joseph ... ..	Tudor Villa, Beulah-road, Thornton Heath, Surrey	Doctor ... ..	Croydon ... ..	7 of 1887	Aug. 20, 1887	Discharge granted	
Sultzberger, Hartmann Henry	Ridgemount, Anerley Park, Penge, Surrey, and formerly 110, Cannon-street, London	Formerly Merchant, now out of business	Croydon ... ..	11 of 1886	March 15, 1887	Discharge suspended for one day from the 26th October, 1886. Bankrupt discharged as from the 27th October, 1886	Bankrupt had twenty-three years ago made a statutory composition with his creditors
Rees, David ... ..	James-street, Pillgwenly, Newport, Monmouthshire and Phoenix Foundry, James-street, Pillgwenly, Newport	Iron Founder ... ..	Newport, Mon. ... ..	43 of 1887	Nov. 19, 1887	Discharge suspended nine months. Bankrupt to be discharged as from the 19th August, 1888	Bankrupt had omitted to keep such books of account as are usual and proper in the business carried on by him, and as sufficiently disclose his business transactions and financial position within the three years immediately preceding his bankruptcy; had continued to trade after knowing himself to be insolvent; and had contracted debts provable in the bankruptcy without having at the time of contracting the same any reasonable or probable grounds of expectation of being able to pay them
Field, William ... ..	Residing at Alma House, 47, Old Meeting-street, West Bromwich, and trading at the Toll End Brick Works, Tipton, both in Staffordshire	Brick Manufacturer ... ..	Oldbury ... ..	44 of 1886	Oct. 21, 1887	Discharged forthwith	

**APPOINTMENTS OF TRUSTEES.**

Debtor's Name.	Address.	Description.	Court.	No.	Trustee's Name.	Address.	Date of Certificate of Appointment.
Ackroyd, Edwin (trading as E. Ackroyd and Co.)	7, Charles-street and 43, Daisy Hill-lane, Manningham, both in Bradford, Yorkshire	Cigar and Stuff Merchant...	Bradford ... ..	84 of 1887	Gray, William Martello	Ivegate, Bradford, Accountant	Dec. 19, 1887
Coningsby, Alfred Richard...	Whaddon, Cambridgeshire ... ..	Farmer and Coal Merchant	Cambridge ... ..	22 of 1887	Matthews, Ernest ...	Royston, Hertfordshire, Chemist	Dec. 20, 1887
Goodman, William Henry ...	7, Dover-terrace, Grange-road, Ramsgate, Kent	Builder ... ..	Canterbury ... ..	76 of 1887	Borton, Richard Edward	Ramsgate ... ..	Dec. 19, 1887
Brewer, William Henry ...	23, Fore-street, Brixham, Devonshire ...	Bootmaker ... ..	East Stonehouse ...	59 of 1887	Hodge, Hubert Hooper	Portland-square, Bristol, Boot Manufacturer	Dec. 21, 1887
Newman, Thomas Henry ... and Newman, George	Wisdom Mills, parish of Cornwood, Devonshire	Millers ... ..	East Stonehouse ...	58 of 1887	Dawe, Frederick William	8, Union-terrace, Plymouth, Accountant	Dec. 21, 1887
Rouse, Edward Broughton ...	Felixstowe, Suffolk, lately residing at Cauldwell Hall, Ipswich, Suffolk, and carrying on business at Tower-street, Ipswich	Solicitor ... ..	Ipswich ... ..	26 of 1887	Sandbach, Andrew ...	Thoroughfare, Ipswich, Estate Agent	Dec. 19, 1887
Rudeforth, Henry ... ..	5, Symons-street, Kingston-upon-Hull ...	Cowkeeper and Lath-renderer	Kingston-upon-Hull	61 of 1887	Tosler, Samuel ...	69, Arthur-street, Hull, Foreman	Dec. 19, 1887
Crute, Stephen ... ..	Grange Mount, Albert-road, West Kirby, Cheshire, and 24, Walker-street, Liverpool, Lancashire, lately residing and trading at 23, Baker-street, Liverpool	Slater and Plasterer ...	Liverpool ... ..	85 of 1887	Mahon, George ...	26, North John-street, Liverpool, Chartered Accountant	Dec. 19, 1887
Fenton, John Welton ...	Bathley, late Darlton, and Woodcotes, all in Nottinghamshire	Farmer and Cattle Dealer...	Nottingham ... ..	103 of 1887	Spencer, Henry ...	Retford, Nottinghamshire, Auctioneer	Dec. 16, 1887
Case, James ... ..	Bensham Hill Farm, Southborough, Tunbridge Wells, Kent, residing at Belmont House, Pennington-lane, Southborough	Farmer ... ..	Tunbridge Wells ...	22 of 1887	Read, William Walter	49, Queen Victoria-street, London	Dec. 20, 1887
Draper, Joseph ... ..	Bridge Wharf, Battersea, Surrey ... ..	Packing Case Maker ...	Wandsworth ... ..	37 of 1887	Foreman, Ernest ...	57, Gracechurch-street, London, E.C., Accountant	Dec. 12, 1887

Pursuant to the Act and Rules, notices to the above effect have been received by the Board of Trade,  
JOHN SMITH, Inspector-General in Bankruptcy.

**T**HE estates of James Hamilton, Hatter, Hamilton, were sequestrated on 19th December, 1887, by the Sheriff of Lanarkshire, at Hamilton.

The first deliverance is dated 19th December, 1887.

The meeting to elect the Trustee and Commissioners is to be held at twelve o'clock noon, on Thursday, 29th December, 1887, within the Douglas and Clydesdale Hotel, Hamilton.

A composition may be offered at this meeting; and to entitle creditors to the first dividend, their oaths and grounds of debt must be lodged on or before the 19th day of April, 1888.

All future advertisements relating to this sequestration will be published in the Edinburgh Gazette alone.

ROB. ARCHIBALD, Writer, Hamilton, Agent.

**T**HE estates of the deceased Andrew Allan Walker, lately Schoolmaster, at Westruther, in the county of Berwick, and Treasurer of the School Board there, and also Inspector of Poor and Collector of Rates for said parish of Westruther, were sequestrated on the 19th day of December, 1887, by the Court of Session; and the sequestration has been remitted to the Sheriff of Roxburgh, Berwick, and Selkirk at Duns.

The first deliverance is dated the 5th day of November, 1887.

The meeting to elect the Trustee and Commissioners is to be held on Thursday, the 29th day of December, 1887, at twelve o'clock, noon, within the Black Bull Hotel, Lauder.

A composition may be offered at this meeting; and to entitle creditors to the first dividend, their oaths and grounds of debt must be lodged on or before the 19th day of April, 1888.

All future advertisements relating to this sequestration will be published in the Edinburgh Gazette alone.

C. S. RANKINE SIMSON, W.S., Agent.

47, Queen-street, Edinburgh,  
20th December, 1887.

**S**EUQUESTRATION of George Sutherland, Esq., of Forse, in the county of Caithness, Scotland, sometime residing at Springfield House, Dalkey, county Dublin, Ireland, but now at Forse, Caithness aforesaid.

The sequestration has been remitted by the Court of Session to the Sheriff Court of the Lothians and Peebles at Edinburgh.

H. and H. TOD, W.S., Agents,  
45, Castle-street, Edinburgh.

**T**HE estates of Alfred Harvey, 7, Avondale-terrace, Paisley-road West, near Glasgow, were sequestrated on the 21st day of December, 1887, by the Sheriff of Lanarkshire.

The first deliverance is dated the 21st day of December, 1887.

The meeting to elect the Trustee and Commissioners is to be held at twelve o'clock, noon, on Tuesday, the 3rd day of January, 1888, within the Faculty Hall, Saint George's-place, Glasgow.

A composition may be offered at this meeting; and to entitle creditors to the first dividend, their oaths and grounds of debt must be lodged on or before the 21st day of April, 1888.

All future advertisements relating to this sequestration will be published in the Edinburgh Gazette alone.

STBANG and WEIR, Writers,  
103, West Regent-street, Glasgow, Agents.

*All Letters must be Post-paid, and all communications on the business of the London Gazette to be addressed to the Office, Princes Street, Westminster.*

*Orders for Gazettes to be addressed to the Publishers, 45, St. Martin's Lane.*

Printed and Published by THOMAS HARRISON and JAMES WILLIAM HARRISON, Printers, at their Office, No. 45, St. Martin's Lane, in the Parish of St. Martin-in-the-Fields, in the County of Middlesex.

Friday, December 23, 1887.

Price One Shilling.